



CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 143 • NUMÉRO 006 • 1^{re} SESSION • 40^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le mardi 25 novembre 2008

—
Présidence de l'honorable Peter Milliken

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 25 novembre 2008

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

•(1000)

[Traduction]

LE CALENDRIER DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Conformément à l'alinéa 28(2)b) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer le calendrier de la Chambre des communes pour l'année 2009.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LOI SUR LA PRÉSERVATION DE L'EAU AU CANADA

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-228, Loi concernant la préservation des ressources en eau du Canada.

— Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur aujourd'hui de présenter à nouveau mon projet de loi qui s'intitule Loi concernant la préservation des ressources en eau du Canada. Ce projet de loi a été présenté lors de la dernière législature. Il vise à interdire le déplacement ou le captage massif d'eau des grands bassins hydrographiques du Canada et, en même temps, à prévenir le captage massif d'eau à l'extérieur du Canada.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'ÉNONCÉ ÉCONOMIQUE

L'hon. Jay Hill (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, il y a eu des discussions entre les partis et je tiens à dire que je suis très satisfait de la coopération obtenue des partis de l'opposition. Vous constaterez, je crois, qu'il y a consentement unanime pour adopter la motion suivante. Je propose:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, à 16 heures, le jeudi 27 novembre 2008, le Président interrompe les délibérations pour permettre au ministre des Finances de faire une déclaration; après cette déclaration un membre de chaque parti reconnu de l'opposition pourra faire des commentaires pendant au plus 15 minutes; après la réponse de chaque parti reconnu de l'opposition, ou lorsque aucun député ne prend la parole, selon la première des éventualités, la Chambre reprend l'étude des affaires dont elle était saisie avant l'interruption; que toutes questions nécessaires pour disposer de motions des voies et moyens relatives à la déclaration puissent être proposées le lundi 1^{er} décembre 2008, à la fin des ordres

émanant du gouvernement, pourvu que, dans le seul but de procéder au dépôt d'un projet de loi basé sur ladite motion des voies et moyens, la Chambre revienne à la rubrique Dépôt de projets de loi émanant du gouvernement et par la suite procède immédiatement à l'ajournement jusqu'à la prochaine séance.

•(1005)

Le Président: Le leader du gouvernement à la Chambre a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour présenter cette motion?

Des voix: D'accord.

Le Président: La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

CALENDRIER DE LA CHAMBRE DES COMMUNES ET TRAVAUX DES SUBSIDES

L'hon. Gordon O'Connor (ministre d'État et whip en chef du gouvernement, PCC): Monsieur le Président, il y a eu des consultations entre les partis et je crois que vous constaterez qu'il y a consentement au sujet de la motion suivante concernant le calendrier parlementaire de 2009. Je propose:

Que, nonobstant le calendrier déposé par le Président conformément à l'article 28(2) b) du Règlement, la Chambre ne siège pas le vendredi 30 janvier, le jeudi 30 avril et le vendredi 1^{er} mai 2009; que, nonobstant tout article du Règlement ou pratique habituelle, le mercredi 29 avril 2009, après les affaires courantes ordinaires, le Président ne reçoive ni demande de consentement unanime, ni motion dilatoire; que, nonobstant les dispositions de l'article 81(10a) du Règlement, six jours soient réservés à l'examen des crédits conformément à l'article 81 du Règlement, au cours de la période se terminant le 26 mars 2009, et que parmi ces six jours, trois soient alloués à l'opposition officielle, deux soient alloués au Bloc québécois et un soit alloué au NPd.

Le Président: Le whip en chef du gouvernement a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour présenter cette motion?

Des voix: D'accord.

Le Président: La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

Des voix: D'accord.

L'Adresse

(La motion est adoptée.)

* * *

[Français]

PÉTITIONS

LA CIRCULATION DE CAMIONS LOURDS

L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.): Monsieur le Président, pour le quatrième jour de suite, j'ai le plaisir de présenter une pétition, au nom des citoyens principalement mais pas exclusivement d'Ottawa—Vanier, parce que des concitoyens d'un peu partout de la région de la capitale nationale l'ont signée, pour interdire ou éventuellement déplacer la circulation des camions lourds du centre-ville d'Ottawa. Les pétitionnaires voudraient voir la construction éventuelle de deux ponts, de façon à avoir un périphérique autour de la région de la capitale nationale, et un pont en particulier dans l'est qui relierait le parc industriel Canotek et l'aéroport de Gatineau.

Les pétitionnaires demandent aussi à la Commission de la capitale nationale de ne pas convertir des promenades en routes pour camions. En effet, ils demandent au gouvernement du Canada d'exiger que la Commission de la capitale nationale procède à l'étude approfondie d'un pont reliant le parc industriel Canotek à l'aéroport de Gatineau, soit l'option n° 7 de la première phase de l'évaluation environnementale sur les liaisons interprovinciales.

[Traduction]

L'ADULTÈRE

M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter une pétition lancée par Harold Splett, d'Ottawa, qui demande au gouvernement du Canada de rétablir une peine pour les personnes coupables d'adultère.

L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Mark Warawa (Langley, PCC): Monsieur le Président, je suis honoré de présenter une pétition signée par des gens de Langley. Les pétitionnaires soulignent qu'un certain nombre de troubles médicaux graves et mortels ne sont pas admissibles aux programmes d'invalidité. Les prestations de maladie actuelles de 15 semaines en vertu de l'assurance-emploi ne suffisent pas. Les pétitionnaires demandent donc à la Chambre des communes d'adopter une mesure législative pour verser des prestations de maladie en vertu de l'assurance-emploi au moins égales aux prestations de maternité.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 24 novembre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la

Gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. Jeff Watson (Essex, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part à ce débat.

D'emblée, je vous félicite, monsieur le Président, de votre élection à la présidence. Depuis que j'ai été élu en 2004, je n'ai connu qu'un seul Président, vous. C'est donc un plaisir de vous voir reprendre place dans le fauteuil. Il sera intéressant de voir comment vous saurez gérer certains des problèmes auxquels la Chambre doit faire face en ce moment.

Je tiens également à féliciter tous les députés qui ont été élus à la Chambre des communes. Certains ont été réélus et sont de retour. Il y a cependant un nombre considérable de nouveaux visages qui ne manqueront pas d'insuffler une nouvelle énergie aux débats à venir. Félicitations à tous.

C'est un très grand honneur pour moi d'avoir été réélu. Je tiens à remercier les électeurs de ma circonscription, Essex. Encore une fois, ils ont démontré qu'ils avaient confiance en moi. Ils ont aussi contribué un peu à écrire l'histoire.

J'ai d'abord été élu en 2004, puis en 2006 et de nouveau en 2008. Je suis donc devenu le premier député conservateur à être élu dans trois élections consécutives dans ma circonscription au cours des 75 dernières années au moins. C'était seulement la deuxième fois que cela se produisait depuis la Confédération. La population d'Essex a décidé de se distinguer sur le plan historique. Il serait sans doute approprié de donner le nom du député qui avait réussi le même exploit dans ma circonscription. Il s'agit d'Eccles James Gott, qui a été élu en 1925, en 1926 et en 1930. C'est un honneur de suivre ses traces.

Je félicite également les électeurs d'Essex pour le choix qu'ils ont fait. Ils ont eu la sagesse de choisir un député qui siègerait sur les banquettes ministérielles plutôt que sur celles de l'opposition, surtout qu'en cette période particulière, notre région se heurte à un certain nombre de difficultés. Mes électeurs savent qu'il est important d'occuper une banquette ministérielle à la Chambre. Cela démontre que notre programme a été bien reçu comme un plan qui permettra de faire avancer notre région.

La ville de Windsor est voisine de ma circonscription et le taux de chômage y atteint actuellement 10 p. 100. En me réalisant, les citoyens ont dit clairement qu'ils veulent un partenaire au gouvernement qui saura exposer les difficultés de la région et rechercher des solutions.

Je pense qu'il s'agit aussi d'une marque de confiance dans le leadership de notre premier ministre et dans sa capacité de nous diriger au cours de ce qui, de l'avis de tous, est une période de difficultés économiques et de grande instabilité mondiales. Cette confiance est bien placée.

L'Adresse

Notre premier ministre est économiste et il est donc apte à comprendre les tendances économiques, tout en faisant preuve d'une certaine prévoyance et en agissant de façon proactive et préventive dans certains cas pour s'attaquer à ces problèmes. Au cours des trois dernières années, le premier ministre et le gouvernement ont mis en place de nombreuses mesures proactives qui ont placé le Canada dans une situation lui permettant de mieux affronter la tempête.

Les mesures que nous avons mises en place sont maintenant reprises par d'autres grands pays. Lorsque j'ai lu les grands titres de l'actualité aujourd'hui, j'ai remarqué que de nombreux autres grands pays industrialisés reprennent maintenant nos mesures, à deux différences près seulement.

Premièrement, ces pays sont aux prises avec un problème de dette croissante due à leurs déficits structurels. Au Canada, nous n'avons pas ce problème alors que nous traversons cette période de difficultés économiques. Deuxièmement, ces pays réagissent à la crise au lieu d'avoir fait preuve de prévoyance et pris les devants.

De quel genre de mesures s'agit-il? Le Royaume-Uni, par exemple, a réduit sa version de la TPS de 2,5 points de pourcentage. Au Canada, au cours de deux budgets successifs, le gouvernement a réduit la TPS de 2 points de pourcentage pour contribuer à stimuler la demande intérieure de produits allant des véhicules automobiles aux biens durables, demande qui était déjà forte.

Aux États-Unis, le président élu, M. Obama, propose un programme pour stimuler l'économie. Il envisage tout un ensemble de mesures allant du maintien des réductions d'impôts pour les nantis instaurées par M. Bush à l'octroi d'allègements fiscaux aux Américains à revenu moyen et faible en passant par des investissements massifs dans l'infrastructure. Certaines de ces mesures semblent familières.

L'énoncé économique de l'automne dernier comportait des allègements fiscaux pour les Canadiens à revenu faible et moyen, ainsi que pour les entreprises et les sociétés. Dans deux budgets consécutifs, nous avons fait des investissements historiques pour stimuler les travaux d'infrastructure au Canada.

• (1010)

Essex est l'une des régions baromètres du Canada. On dit souvent chez nous que, comme Essex va, ainsi va le pays.

Dans ma perspective, notre victoire des dernières élections s'est traduite non seulement par un pourcentage accru des voix pour moi, mais aussi par un mandat plus fort pour le premier ministre et le gouvernement, par rapport aux questions économiques difficiles que nous avons à affronter. Avec ce mandat vient évidemment un plus grand nombre de sièges en Ontario. Pour bien des gens, l'Ontario est une région parmi les plus difficiles sur le plan de l'économie et, au sein de l'Ontario, notre région est l'une des plus problématiques sur ce plan. Pourtant, le gouvernement a reçu un mandat renforcé. Nous avons obtenu un plus grand nombre de sièges dans le Sud et le Sud-Ouest de l'Ontario, le cœur manufacturier de la province. Nos efforts de restructuration visent plus particulièrement le secteur de l'automobile, mais c'est le secteur manufacturier de façon plus générale qui a été le plus durement touché.

Avec les élections, le premier ministre et le gouvernement ont reçu un mandat plus fort, notamment de ces régions difficiles sur le plan économique. Je crois que la population a exprimé sa confiance à l'égard du premier ministre en estimant qu'il est capable de nous diriger en ces temps de turbulences.

Si nous examinons la situation à l'échelle mondiale et certaines de nos difficultés, nous constatons qu'il s'agit de problèmes d'envergure

planétaire. Nous devons bien les cerner. Les problèmes ont commencé à l'extérieur de nos frontières, mais il nous affectent certainement sur le plan intérieur. La déliquescence du secteur immobilier et du secteur financier aux États-Unis a été l'événement déclencheur des temps difficiles que nous connaissons à l'échelle du monde. Les Canadiens ont toutefois du ressort. Nous croyons que les Canadiens ont la capacité de faire cause commune et de manifester leur résilience habituelle, ce qui leur permettra de traverser la crise.

Les gens d'Essex sont essentiellement de la même étoffe. Nous avons connu des temps très difficiles, en partie en raison de la nature cyclique du secteur de l'automobile, avec ses hauts et ses bas, et aussi en partie en raison de nos origines, celles d'une ville frontalière et d'un paysage que les chemins de fer ont traversé et où le commerce s'est développé. Nos gens ont été capables de s'adapter aux diverses époques, de résister et de devenir plus forts à travers tout cela.

Nous ne pouvons cependant pas faire abstraction du fait que c'est sur le plan humain que nous devons envisager les temps difficiles. Nous serons en mesure de créer des occasions concrètes dont les gens pourront profiter. Nos familles travaillent fort et certains de leurs membres sont sans travail. Nous devons avoir conscience sur le plan humain de ce qu'il en coûte de prendre de mauvaises décisions, d'agir ou de ne pas agir.

Sur le plan humain, il y a un facteur que nous ne pouvons pas contrôler et ce sont les consommateurs américains qui sont au bout du rouleau ou pire encore, en faillite, ce qui influe sur la demande pour les produits que nous fabriquons ici. Il s'ensuit que nous assistons à des mises à pied et à des pertes d'emplois dans des villes comme Windsor, Oakville et Oshawa. Les temps sont durs pour les familles.

J'ai moi-même vécu cela. Pour ceux à la Chambre qui ne le sauraient pas, j'ai dû quitter l'usine de montage de Chrysler Canada après y avoir travaillé un peu plus de six ans. C'était à l'époque où ils ont fermé l'usine de montage de camions de Pillette Road où je travaillais et, bien entendu, le gouvernement n'a offert aucune aide à ce moment-là. C'était au début des restructurations sur le marché. C'était à un moment où nous venions de contracter notre tout premier prêt hypothécaire. Je pense que c'était juste trois mois avant. Je n'avais jamais été propriétaire de maison avant. Notre vieille voiture de dix ans venait de nous lâcher: une autre grosse dépense en perspective.

Des familles vivent manifestement le même genre de problèmes dans les temps difficiles que nous traversons en ce moment.

Les Canadiens ont de quoi s'inquiéter pour leur avenir. Nous ne pouvons pas prendre à la légère les personnes qu'ils ont choisies pour mener la barque en cette période. Qu'envisage-t-on pour l'avenir? C'est ce qui nous amène à notre discours du Trône. Il énonce les grandes lignes de l'orientation que le premier ministre et le gouvernement entendent donner au pays.

Je vais répliquer à certaines critiques sur le discours du Trône que j'ai entendues jusqu'à maintenant, au cours du débat. L'une des plus souvent entendues est qu'il n'énonce pas suffisamment de mesures. Les gens voulaient y voir des dépenses précises, comme dans un budget. Ils se sont dit que c'est ce qu'ils cherchaient et que, ne l'ayant pas trouvé, ils s'opposeraient au discours du Trône. Bien des députés de l'opposition vont fonder leur vote sur le fait que des mesures précises sont mentionnées ou non, noir sur blanc, dans le discours du Trône.

L'Adresse

• (1015)

Le discours du Trône est un aperçu général, et il a fallu se donner une certaine latitude précisément à cause des circonstances extraordinaires entourant l'économie mondiale. Je pense que les experts s'entendent pour dire que nous entrons dans une récession mondiale et que nous nous dirigeons peut-être même vers une dépression comme il n'y en a pas eu du vivant de la plupart des députés. Par conséquent, il est important, pour que le gouvernement puisse agir, que le discours du Trône lui laisse une marge de manoeuvre tout en établissant une orientation. Il ne fallait pas indiquer dans les moindres détails chaque mesure à venir.

En fait de latitude, le premier ministre s'est permis de demander à l'opposition de lui faire des suggestions constructives de mesures concrètes à mettre en oeuvre pour traverser la période à venir. Il ne s'agit pas seulement de proposer des dépenses pour stimuler l'économie, mais aussi des moyens d'économiser de l'argent. Nous attendons des suggestions constructives de la part de l'opposition sur la façon de faire des économies, peut-être en se défaisant de ce qui donne de moins bons résultats.

Nous avons besoin d'un discours du Trône nous laissant de la latitude et ne définissant pas les mesures trop dans les détails parce que nous voulions pouvoir consulter les députés sur les instruments à privilégier pour arriver à l'objectif voulu, y compris pour ce qui est des dépenses. Celui qui ne veut pas appuyer le discours du Trône sous prétexte qu'on n'y précise pas assez les mesures à venir se trompe d'approche.

Je ne vois pas comment un député pourrait ne pas souscrire aux cinq grands thèmes énoncés dans le discours du Trône. J'invite les députés à l'appuyer.

Quels sont les cinq grands thèmes ou piliers énoncés par la gouverneure générale, au nom du premier ministre? Le premier, évidemment, consiste à prendre très au sérieux la nécessité de réformer le secteur financier mondial. C'est une question fondamentale.

Deuxièmement, nous devons nous assurer que les assises financières du pays sont, elles aussi, solides. Nous devons gérer sainement les finances publiques.

Troisièmement, nous devons garantir la sécurité d'emploi aux familles et aux collectivités du pays.

Quatrièmement, nous allons promouvoir les investissements et le commerce.

Cinquièmement, nous allons accroître l'efficacité de l'action gouvernementale.

Voyons un peu plus en détail ce qu'il en est de chacun de ces thèmes, à commencer par la réforme du secteur financier mondial.

Évidemment, les bouleversements économiques mondiaux que nous connaissons ont commencé dans les marchés financiers aux États-Unis. Aucun système financier n'était à l'abri. Nos propres institutions financières ont fait des investissements à risque et un certain nombre d'autres pays en ont également fait. Il importe de replacer le système financier mondial sur des bases solides. Au cours des rencontres du G20, notre premier ministre a expliqué que le Canada a un très bon modèle, qui montre au reste du monde comment nous stabilisons et réglémentons nos institutions financières. Nous continuerons d'adopter une position de leadership pour assurer la solidité des bases de l'économie mondiale.

Sur la scène nationale, le premier ministre a insisté sur la nécessité d'avoir une budgétisation solide, et il a bien expliqué ce qu'il entendait par là. Nous voulons tirer des leçons des erreurs du passé.

À l'université, je me spécialisais en histoire. Il est important de remonter dans notre histoire pour voir ce qui a été fait dans des situations économiques similaires. La Grande Crise des années 1930, par exemple, offre des exemples très pertinents de mesures à éviter parce qu'elles auraient les mêmes répercussions qu'à l'époque.

C'est l'occasion pour nous de tirer des leçons des erreurs commises dans le passé, notamment en évitant d'avoir à tout prix un budget équilibré ou un petit excédent juste pour pouvoir dire que nous l'avons fait. C'est une des raisons pour lesquelles les États-Unis ont sombré dans une grande crise, entraînant d'autres pays dans leur sillage.

Au contraire, le premier ministre a dit très clairement que nous chercherons avant tout à stimuler l'économie tout en veillant à maintenir nos investissements, dont profitent tous les Canadiens, et en évitant de renouer avec les déficits structurels du passé attribuables à de nombreuses années de dépenses excessives. Face aux défis historiques qui nous attendent, nous voulons pouvoir nous appuyer sur une budgétisation solide.

• (1020)

Afin de sécuriser des emplois pour les familles et les collectivités, nous ferons fond sur nos réalisations passées. Nous avons déjà pris des mesures pour stimuler l'économie et affronter la crise économique actuelle. Nous pouvons tabler sur certaines réalisations des budgets de 2006, 2007 et 2008. Par exemple, au chapitre de l'infrastructure, nous avons investi une somme record, voir historique, de 33 milliards de dollars dans le plan Chantiers Canada. Il s'agit du plus gros investissement du genre depuis la Crise de 1929, il y a plus de 60 ans.

Plus tôt cette année, pour aider les collectivités en transition nous avons mis sur pied la Fiducie pour le développement des collectivités, ce qui constitue une mesure importante. La part de l'Ontario s'élève à 358 millions de dollars sur trois ans. Une partie de cet argent a déjà commencé à parvenir aux collectivités, dont Windsor, qui dépend énormément du secteur de l'automobile pour aider certaines entreprises du secteur des pièces d'automobile à diversifier leur production. Nous voyons déjà une partie de cet argent tant attendu arriver dans nos collectivités.

En février dernier, nous avons présenté notre plan d'action pour le secteur de l'automobile, notre stratégie à quatre volets pour investir dans le secteur de l'automobile afin de le propulser vers l'avenir, notamment en ce qui a trait d'abord à la recherche et au développement de technologies vertes, et ensuite à la commercialisation de ces dernières, afin d'aider le secteur de l'automobile à rééquiper ses usines ici au Canada et à mettre au point ces technologies et les véhicules qui les utiliseront.

Nous avons déjà un exemple d'investissement, dans ma région, près de Windsor, à l'usine de moteurs de Ford à Essex. Le gouvernement a annoncé un investissement de 80 milliards de dollars sur cinq ans afin non seulement d'aider l'entreprise à se rééquiper pour fabriquer des moteurs moins énergivores, mais aussi pour l'aider à créer sur place un centre de recherche et de développement sur les technologies vertes d'où sortiront les prochaines innovations, non seulement en vue d'améliorer l'efficacité énergétique des moteurs à combustion, mais aussi de trouver des carburants de remplacement et d'autres sources d'énergie pour les véhicules.

L'Adresse

Nous avons dit au cours de la campagne électorale et souligné dans le discours du Trône que nous voulions améliorer la donne. Nous avons prévu de l'argent supplémentaire pour le fonds d'innovation pour l'industrie automobile afin de venir en aide à cette industrie. Nous tableons également sur nos réussites au niveau des ententes relatives au marché du travail pour offrir de la formation à ceux qui estiment en avoir besoin afin de se lancer dans une nouvelle carrière, par suite de la restructuration en cours. On parle d'une somme de 1,2 milliard de dollars pour l'Ontario, qui permettra d'offrir de la formation à l'extérieur du programme d'assurance-emploi, sans lien avec le versement de prestations d'assurance-emploi. C'est un nouveau programme qui nous permettra de recycler les travailleurs et de créer une main-d'oeuvre flexible et de haut calibre qui pourra tirer profit des nouvelles offres de notre économie.

Nous tableons sur l'ancien fonds destiné à l'établissement des nouveaux arrivants qui nous a permis non seulement de développer la capacité des néo-Canadiens d'accéder aux marchés de la main-d'oeuvre spécialisée, mais de fournir un avantage entrepreneurial à ceux qui désirent créer des entreprises. À Windsor, nous disposons d'un niveau de financement record pour les agences d'établissement, ce qui comprend le Centre d'affaires internationales qui représente un guichet unique pour les néo-Canadiens qui arrivent au pays avec un plan d'affaires et leur permet de se familiariser avec les règles en place. Tout ce dont ils ont à se préoccuper est de mettre leur plan d'affaires en oeuvre. Cela leur facilite beaucoup la vie. Ce sont également de futurs créateurs d'emplois.

Il y a également eu les transferts vers les provinces qui visaient à régler les problèmes de déséquilibre fiscal. Il est important de regarder un peu en arrière. Lorsque les libéraux affirment qu'ils ont équilibré les budgets au début des années 1990, ils ont peut-être réussi à renverser le sort fiscal du gouvernement fédéral, mais comment y sont-ils arrivés? Ils l'ont fait au détriment des provinces qu'ils ont placées dans une situation budgétaire très difficile. Bon nombre d'entre elles n'ont pas réussi à enregistrer un excédent avant l'arrivée de notre gouvernement cette année. Des transferts de ce genre les aident à renverser la vapeur. Les libéraux l'ont également fait au détriment des aînés et d'autres groupes. Il n'est pas souhaitable d'avoir un gouvernement fédéral qui se trouve dans une position enviable alors que les provinces ont une faible capacité fiscale dans tous ces secteurs.

• (1025)

Je ne dirais pas que la situation actuelle est complètement inverse, mais les provinces peuvent compter sur une situation financière saine pour les aider à faire face aux difficultés économiques qui s'annoncent et le gouvernement fédéral a suffisamment de souplesse pour pouvoir agir.

• (1030)

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nomination. J'ai hâte de travailler avec vous.

J'ai écouté très attentivement le député d'Essex. Avant les élections, le premier ministre s'est rendu dans la circonscription du député pour y annoncer un financement pour une usine automobile. L'argent a-t-il été versé, et sinon, compte tenu du contexte actuel dans l'industrie automobile, quand le sera-t-il?

Le député a parlé d'investissements sans précédent dans l'infrastructure. Il y a là 3 milliards de dollars qui attendent, retenus Dieu sait où. Compte tenu du contexte actuel, toutes les collectivités au pays demandent que cette somme soit débloquée dès que possible

afin que les projets prévus puissent se réaliser. Le député a-t-il des commentaires à ce sujet? Pourquoi ce retard?

Je suis d'accord avec le député lorsqu'il affirme que le discours du Trône n'est qu'une description générale. Je l'en remercie, car j'ai souvent décrit le discours du Trône comme étant un aperçu général des intentions du gouvernement. Croit-il qu'un vote de confiance serait indiqué en l'occurrence, étant donné que le discours n'est qu'un aperçu général? Je sais que d'autres députés avaient des exigences plus précises, et c'est là leur prérogative. Qu'a-t-il à dire à ce sujet?

M. Jeff Watson: Monsieur le Président, d'abord, en réponse à la dernière question, je dirai qu'il est important qu'on prenne le pouls de la Chambre afin de voir si nous nous entendons sur les priorités. Je pourrais rester assis dans cet endroit et spéculer, mais je crois que nous souscrivons tous aux résultats escomptés par rapport à ces cinq priorités et à certaines des solutions potentielles. Il est important que les députés se lèvent et se prononcent. S'ils ont une divergence d'opinion, qu'ils l'expriment.

En ce qui a trait au secteur de l'automobile, ce fut une décision d'investissement importante. Je rappelle brièvement les faits: le plan d'action pour le secteur de l'automobile a été dévoilé en février, et le budget présenté peu après réservait les fonds nécessaires. Bien que certains partis à la Chambre s'y soient alors opposés et qu'un parti se soit abstenu de voter, les fonds prévus ont été approuvés et réservés. Les fonds pour cet investissement ont été approuvés.

Nous avons dû attendre l'intervention de Ford, c'est-à-dire le rapport sur la situation financière de Ford pour le deuxième trimestre, afin de savoir si la société Ford pouvait procéder à l'investissement. Après des abattements de 15 milliards de dollars au deuxième trimestre, la société Ford a indiqué qu'elle était toujours prête à faire l'investissement.

Que je sache, on en est maintenant à l'étape de la signature des contrats et de la concrétisation de cet investissement. Les fonds ont été réservés dans les budgets. C'est chose faite. C'est une annonce importante pour notre région.

En ce qui concerne les investissements dans l'infrastructure approuvés dans deux budgets consécutifs, des ententes fédérale-provinciales ont été signées. Je crois que nous avons les choses bien en main. Le ministre a dit que nous allons exercer des pressions pour qu'on donne le feu vert à la décision et qu'on verse les fonds.

[Français]

M. Guy André (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je m'adresse à mon collègue, qui parlait du discours du Trône. J'aimerais lui poser une question à ce sujet.

Dans ce discours du Trône, on ne parle aucunement du Protocole de Kyoto, alors que les Québécois tiennent absolument à ce que celui-ci soit respecté. On ne parle pas non plus du déséquilibre fiscal, alors que, lors de la dernière élection qui a eu lieu au Québec, les partis représentés à l'Assemblée nationale et l'ensemble des acteurs socioéconomiques du Québec ont unanimement laissé savoir au gouvernement conservateur que le déséquilibre fiscal n'était pas réglé.

En ce qui a trait au secteur manufacturier, on se dirige vers une certaine récession et plusieurs emplois seront perdus. Le discours du Trône ne démontre pas de volonté de la part du gouvernement à assister les personnes qui perdront leur emploi, en bonifiant, par exemple, le programme d'assurance-emploi ou encore en remettant en marche le PATA — ce qu'on demande depuis des années — pour les travailleurs âgés qui perdent leur emploi.

L'Adresse

J'aimerais entendre mon collègue à ce sujet, parce que, lors de la dernière campagne, comme je l'ai dit, les Québécois ont demandé à ce que ce gouvernement agisse en ce sens. Or rien, dans le discours du Trône, n'emprunte cette voie.

• (1035)

[Traduction]

M. Jeff Watson: Monsieur le Président, je veux signaler que certaines de ces questions ont été abordées de façon assez détaillée dans des discours du Trône antérieurs. Nous parlons maintenant du discours du Trône actuel qui fait état de cinq piliers importants ainsi que de certains secteurs qui sont importants non seulement pour ma province, l'Ontario, mais également pour le Québec.

Le premier ministre a signalé très clairement que nous étions prêts à prendre certaines mesures extrêmement importantes. Un des éléments dont nous avons parlé est l'octroi de fonds supplémentaires au secteur de l'aéronautique. Je sais que c'est un secteur important non seulement en Ontario et au Manitoba, mais également au Québec.

L'objectif du premier ministre est très clair. Nous voulons que les familles retournent au travail. Nous ne nous entendrons peut-être pas toujours sur tous les points, mais je crois que nous aurons des discussions très productives sur les mesures à prendre. Cela se fera dans le cadre des débats découlant du discours du Trône. Je demande à mon collègue d'en face d'examiner les grandes lignes qui ont été fixées et de s'entendre avec le gouvernement sur l'orientation générale à suivre.

Nous voulons réformer le système de financement mondial. Nous voulons assurer une budgétisation solide au moment d'affronter une crise économique mondiale. Nous travaillerons fort afin de garantir les emplois pour les familles et les collectivités. Nous accroîtrons l'efficacité du gouvernement. Au lieu de nous réfugier dans le protectionnisme, nous nous tournerons plutôt vers d'autres marchés, pour ne pas trop dépendre de celui qui est situé au sud de notre frontière.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je vous félicite du renouvellement de votre mandat.

J'ai écouté l'intervention du député d'Essex sur l'industrie automobile. Les temps sont très difficiles pour cette industrie. Pour avoir travaillé à l'usine de Pillette Road ainsi qu'à trois autres usines où sont encore fabriquées les fourgonnettes, je suis à même de dire qu'un grand nombre de travailleurs sont inquiets pour leur emploi. Des hommes et des femmes qui exercent de bons métiers spécialisés sont très préoccupés en ce moment.

Les ententes commerciales sont l'un des sujets dont nous n'avons pas discuté. La part de marché des trois grands de l'automobile s'effrite en raison des importations. Notre marché de l'automobile est le plus ouvert au monde. Le gouvernement n'a fait preuve d'aucun leadership dans les dossiers commerciaux.

Le discours du Trône mentionne notamment de nouvelles discussions sur le commerce avec les pays asiatiques. J'ai une question précise à poser au député d'Essex. Avec quels pays d'Asie le gouvernement entend-il élargir les relations commerciales? S'agit-il encore de la Corée du Sud? Des centaines de milliers de véhicules entrent au Canada en provenance de la Corée du Sud. Pourtant, nous n'exportons pas d'automobiles dans ce pays, seulement de l'équipement agricole. Même cela ne durera pas, car nous venons de perdre notre unique fabricant d'équipement agricole à Welland.

Le déséquilibre continuera de s'accroître, compte tenu notamment des nouvelles importations en provenance de la Chine. Ce pays

jouira-t-il de la liberté d'accès à notre marché sans que nous puissions nous attendre à un accès réciproque à son marché? Il est important de noter que, compte tenu des problèmes actuels de l'industrie, nous savons que nous devons regagner notre part du marché et qu'un meilleur équilibre doit être établi.

Le député d'Essex pourrait-il expliquer ce que signifient ces nouveaux accords commerciaux en ce qui concerne les relations de libre-échange avec l'Asie? De quels pays s'agit-il et pourquoi n'est-il pas plutôt question de commerce équitable? Pourquoi le gouvernement ne ferait-il pas la promotion du commerce équitable plutôt que celle du libre-échange? Le commerce équitable permettrait un meilleur équilibre.

M. Jeff Watson: Monsieur le Président, je félicite mon voisin et collègue pour sa réélection.

Je remercie le député pour sa question, mais je tiens à ce que les choses soient bien claires. Je crois que le député a déclaré que le discours du Trône mentionnait de nouveaux accords de libre-échange. Je cite la page 8 du discours: « [Le gouvernement] cherchera à conclure de nouveaux accords commerciaux en Asie et dans les Amériques ». On ne précise pas de quel type d'accords il s'agit.

Deux choses sont essentielles pour bien comprendre ce qui anime le gouvernement. J'ai entendu le premier ministre mentionner deux choses très importantes au sujet du secteur automobile. Premièrement, c'est que nous devons trouver des moyens d'aider ce secteur à être plus concurrentiel face à ses compétiteurs étrangers. À cet égard, nous avons commencé avec notre plan d'action pour le secteur automobile. Nous y proposons différentes initiatives, notamment aider l'industrie à se rééquiper afin de produire des véhicules qui soient extrêmement concurrentiels, pas seulement en Amérique du Nord, mais partout dans le monde.

La deuxième chose que le premier ministre a déclaré très importante, c'est qu'aucun accord ne sera signé à moins de nous offrir un accès garanti à un marché. C'est ce qui se passe dans les négociations avec la Corée du Sud. Tout le monde affirme que les conservateurs ont signé un accord qui va brader notre secteur de l'automobile. Le premier ministre a été clair. Premièrement, nous n'avons aucun accord de principe et la raison c'est que, dans le cadre des négociations, nous n'avons pas encore obtenu la garantie que nous aurions accès au marché sud-coréen. Il faut que l'accès aux marchés soit clairement établi avant de conclure des accords. C'est une sage position. Nous ne nous sommes pas précipités pour conclure quelque chose qui va nécessairement placer nos entreprises dans une position encore plus désavantageuse. Nous voulons avoir un accès aux marchés.

• (1040)

[Français]

M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai cette période avec le député de Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor.

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui en tant que nouveau député de Westmount—Ville-Marie. Je profite de l'occasion pour remercier les résidents de mon comté de m'avoir élu, et je leur réaffirme mon engagement envers eux et envers tous les Canadiens. On comprendra que j'éprouve une grande joie de me retrouver ici, aujourd'hui, dans cette auguste Chambre, aux côtés de mes collègues libéraux, particulièrement, je l'avoue, parce que mon cheminement pour y arriver a demandé un certain temps. Par contre, cela devrait témoigner de mon désir sincère de contribuer positivement à la gouvernance de notre pays.

L'Adresse

On l'a entendu bien des fois, mais qu'on me permette de le répéter à nouveau: représenter ses concitoyens à la Chambre des communes est un grand privilège, un engagement des plus solennels. Je m'engage donc à être tout aussi constructif que productif durant le mandat qui m'a été accordé. Je souligne en même temps la fierté que j'éprouve en tant que porte-parole de mon parti en matière de science et de technologie. On conviendra avec moi que c'est un dossier extrêmement important pour l'avenir de notre pays.

[Traduction]

En tant que nouveau député, j'ai écouté très attentivement le discours du Trône, la semaine dernière, espérant qu'il m'inspirerait et que j'y percevrais la vision du gouvernement. Malheureusement, j'ai été déçu. Je n'ai rien entendu qui ait captivé mon attention ou excité mon imagination. Plus inquiétant encore, je n'ai pas quitté l'enceinte du Sénat avec le sentiment que le gouvernement comprend ce qu'il doit faire face au ralentissement de l'économie qu'on constate actuellement. Essentiellement, le discours du Trône a plutôt confirmé ce que je redoutais, soit que le placard à idées du gouvernement est vide.

Composer avec un ralentissement de l'économie est une tâche extrêmement délicate pour un gouvernement. Mon parti a dû le faire également, tout comme le gouvernement conservateur maintenant. Nous savons d'expérience que, pour bien nous en tirer, nous devons d'abord admettre ce qui est en train de se produire. À cet égard, le gouvernement a clairement échoué.

Je n'ai pas besoin de rappeler aux ministériels les belles promesses que le gouvernement a faites au cours des dernières années, alors que la situation économique mondiale se détériorait. Même durant la dernière campagne électorale, c'était déroutant d'entendre le premier ministre parler comme si l'économie se portait à merveille. Je présume qu'il croyait vraiment que c'était le cas, et c'est encore plus inquiétant.

La deuxième chose qu'il faut faire pour atténuer l'effet d'un ralentissement économique est de concevoir une politique budgétaire comportant des mesures de soutien qui permettront de surmonter les moments difficiles; de tels moments finissent toujours par arriver. Le gouvernement a notamment pour responsabilité d'anticiper les changements. Il faut bien sûr pour cela que le gouvernement formule ses politiques de façon avisée en pensant toujours à l'avenir.

Réduire la TPS de 2 p. 100 n'était pas une bonne politique, et je suis sûr que le gouvernement regrette aujourd'hui d'avoir pris cette décision. Depuis deux ans et demi, le gouvernement a dépensé comme si demain ne devait jamais arriver, et ce n'était pas non plus une bonne politique budgétaire. L'élimination de la réserve pour éventualités, qui s'élevait à 3 milliards de dollars, était carrément irresponsable.

[Français]

Ainsi, nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation des plus précaires que nous aurions pu partiellement mitiger avec un gouvernement ayant plus à coeur les intérêts de notre pays que la simple ambition de se faire réélire. Que faire maintenant? Comme nous tous, j'ai bien hâte de voir ce que ce gouvernement nous offrira à court terme pour minimiser la perte d'emplois dans les secteurs concernés et pour rassurer nos aînés qui s'inquiètent de voir leurs pensions et leurs épargnes fondre comme de la neige au soleil. Certes, ce gouvernement doit agir de toute urgence.

Une politique à long terme est également essentielle, et c'est là-dessus que je vais concentrer mes remarques, notamment en ce qui a trait à la science et à la technologie.

[Traduction]

Quand le gouvernement libéral a entamé le processus d'élimination du déficit au milieu des années 1990, il a également démontré qu'il avait sérieusement l'intention de renforcer la capacité scientifique du Canada. Il a mis en oeuvre d'importants programmes comme la Fondation canadienne pour l'innovation, les chaires de recherche du Canada, Génome Canada et le programme qui finance les coûts indirects de la recherche. Il a fait preuve d'une grande clairvoyance dont l'ensemble des universités et des hôpitaux de recherche du pays l'ont félicité.

Il a également créé des programmes de bourses et des subventions pour augmenter le nombre d'étudiants de nos établissements d'enseignement postsecondaire.

Enfin, il a proposé un programme national de garderies et d'éducation préscolaire qui reconnaissait clairement le rôle crucial que l'apprentissage précoce joue dans le développement de l'enfant.

Ces programmes témoignaient d'une grande clairvoyance. Ils ont démontré un véritable leadership et une vision de l'avenir axée sur l'économie du savoir. Ces programmes visaient à accroître la capacité de recherche du Canada afin que nous puissions atténuer les effets de la mondialisation ou d'une baisse du prix des denrées, deux domaines dans lesquels le Canada est particulièrement vulnérable. Grâce à cela, le Canada est maintenant un des chefs de file de la recherche universitaire au sein du G7.

Le Canada doit aussi améliorer sa capacité d'innover. Certains des principaux incitatifs à cet égard ont été mis en place par les gouvernements libéraux précédents. J'ai le plaisir de dire que le gouvernement actuel a eu la sagesse de donner suite à certains d'entre eux. Toutefois, il reste encore du travail à faire et les Canadiens comptent sur le gouvernement pour remédier au fait que nous sommes en train de perdre du terrain par rapport à nos concurrents sur le plan de l'innovation et de la productivité qui sont d'importants indicateurs de rendement.

Que propose le gouvernement?

● (1045)

[Français]

Par exemple, le gouvernement nous promet une augmentation de 200 millions de dollars sur quatre ans pour l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense. Cependant, est-ce vraiment un investissement sérieux? À titre de comparaison, rappelons-nous que ce gouvernement vient de dépenser en sept semaines presque 300 millions de dollars pour une élection générale qui aurait très bien pu attendre une autre année.

Parlons du secteur du transport. Qu'allons-nous faire au juste pour encourager le développement de nouvelles technologies qui seront plus vertes et plus économiques dans ce secteur, que ce soit pour l'automobile ou d'autres formes de transport incluant les transports en commun?

Parlons du secteur forestier. Quelle est la stratégie de ce gouvernement pour mitiger le ralentissement dans ce secteur? Vous vous rappellerez que le Parti libéral du Canada avait proposé une stratégie ambitieuse pour cet important secteur lors des élections de 2006, une stratégie qui visait la modernisation de l'industrie et le développement d'industries secondaires de transformation pour ajouter de la valeur aux produits forestiers. Que propose ce gouvernement?

L'Adresse

Les Canadiens attendent des réponses et de l'action. Le Canada voudrait une vision et du leadership de la part de ce gouvernement. [Traduction]

La semaine dernière, j'ai eu l'occasion de poser ma première question à la Chambre des communes. Cette question s'adressait au ministre d'État responsable des Sciences et de la Technologie et demandait pourquoi le gouvernement avait supprimé le poste de conseiller scientifique national créé par le gouvernement libéral précédent. J'ai le regret de dire que j'ai reçu une réponse extrêmement décevante. Le député de Cambridge a simplement prétendu qu'un poste de conseiller scientifique national n'était plus nécessaire depuis qu'un poste de ministre d'État avait été créé.

Je suis très content que nous ayons maintenant le ministre d'État responsable des Sciences et de la Technologie, mais nous devrions avoir aussi un conseiller scientifique national. J'ai travaillé avec le conseiller scientifique national, M. Arthur Carty, et de nombreux autres scientifiques canadiens lorsque j'étais président de l'Agence spatiale canadienne et j'ai pu constater très clairement l'utilité de disposer de ce conseiller pour donner l'heure juste à nos dirigeants au sujet de nos priorités scientifiques nationales. Les États-Unis et la Grande-Bretagne reconnaissent l'utilité de ce poste depuis des années et je me demande donc pourquoi le gouvernement n'en fait pas autant. Une bonne idée reste une bonne idée, peu importe d'où elle vient.

Le Canada a d'énormes défis à relever. De toute évidence, les sciences et la technologie requièrent des initiatives hardies et une stratégie à long terme plutôt que des réactions timorées qui se contentent de modifier un peu le statu quo. Pour reprendre une phrase du discours du Trône, nous devons toujours devancer la rondelle. J'espère sincèrement que le gouvernement sait où va cette rondelle.

• (1050)

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je veux, moi aussi, féliciter le député de Westmount—Ville-Marie pour son élection. Il ne s'est pas trompé. C'était sa deuxième ou sa troisième tentative, mais il est enfin parmi nous, là où il devait être.

Je me souviens que, lorsque j'étais secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, John Manley, le député avait témoigné devant un comité à titre de président de l'Agence spatiale canadienne. Il avait parlé de façon fort éloquente des investissements que faisaient les libéraux et des progrès que nous réalisions.

J'ai lu et relu le dernier discours du Trône et je n'y ai rien trouvé. Peut-être y a-t-il quelque chose qui m'a échappé. Je renvoie la balle au député. A-t-il lu ou entendu des détails précis sur des investissements que le gouvernement serait prêt à faire pour que nous puissions créer les emplois de l'avenir et ainsi attirer et garder chez nous les gens les plus brillants dont notre pays a besoin pour demeurer concurrentiel?

M. Marc Garneau: Monsieur le Président, hélas, je n'ai rien entendu dans le discours du Trône qui puisse répondre à la question soulevée par le député. C'est pourquoi mes collègues libéraux et moi-même espérons sincèrement que jeudi, à l'occasion de l'énoncé économique, ou sinon bien avant février 2009, le gouvernement actuel nous annoncera des mesures plus concrètes qui nous permettront de croire que le discours du Trône ouvrira la porte à des emplois et à des investissements.

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, je félicite le député pour son élection à la Chambre et pour sa première allocution. Plus tôt

cette semaine, j'ai cité un extrait d'un article publié dans le *London Telegraph* durant les réunions du G8 en juillet. On y critiquait les dirigeants des pays du G8, en faisant toutefois une exception spéciale pour notre premier ministre. On y disait ceci:

De tous les chefs d'État, [le premier ministre] [...] est le seul à pouvoir qualifier son bilan de populaire et réussi. Certains trouveront alarmant que, en cette période que nous traversons, on doive compter sur le Canada pour donner l'exemple au reste du monde. Les conservateurs du Canada offrent un modèle quant à la façon de réagir face à un ralentissement économique. Ils ont su contrôler les dépenses et réduire les impôts.

Si le reste du monde s'était comporté avec autant de modestie et de prudence, nous ne serions peut-être pas confrontés à un tel gâchis.

Le député a mentionné la réduction de deux points de pourcentage de la TPS. Est-il prêt à reconnaître que l'injection de 14 milliards de dollars dans l'économie grâce à cette réduction de la TPS pourrait être l'une des raisons qui font que l'économie canadienne fait aujourd'hui l'envie de la majeure partie du monde industrialisé?

M. Marc Garneau: Monsieur le Président, pour en revenir à l'article du *Telegraph* de Londres, je souligne que le premier ministre a hérité d'un surplus de 13 milliards de dollars il y a deux ans et demi. Il a hérité d'une économie en excellente santé. Nous savons ce qui s'est produit au cours des deux dernières années et demie. Le véritable test pour le premier ministre et le gouvernement reste à venir. C'est là que nous pourrions vraiment évaluer la performance du gouvernement.

M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député de son élection à la Chambre des communes.

Je suis très heureux d'être ici pour représenter la remarquable circonscription de Sudbury et plusieurs savent que Sudbury est la capitale minière du Canada. Cette capitale a apporté une grande richesse à notre pays, et les investissements dans la recherche et la technologie ne peuvent qu'accroître cette richesse.

En tant que porte-parole en matière de sciences et de technologie, le député voit-il l'importance de poursuivre la recherche dans le domaine minier et l'importance pour le gouvernement fédéral de financer le Centre d'excellence en innovation minière de Sudbury?

M. Marc Garneau: Monsieur le Président, je suis conscient de l'importance de cette région car je me suis rendu plusieurs fois à Sudbury, où se trouvent les installations de l'Observatoire de neutrinos, qui sont reconnues mondialement et dans lesquelles des recherches de calibre international sont menées dans le domaine des neutrinos. Ayant eu le plaisir de visiter plusieurs fois Science Nord et de parler avec des jeunes, je comprends l'importance des sciences et de la technologie, particulièrement de la technologie minière, pour cette région traditionnellement connue pour son économie fondée sur l'industrie minière.

De façon générale, je crois en l'importance de la recherche et du développement, qu'il s'agisse d'un secteur comme l'aérospatiale, dont j'ai fait partie, ou d'un domaine extrêmement important pour le Canada comme l'exploitation minière.

• (1055)

M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais vous féliciter pour votre nomination. J'espère avoir l'occasion de vous voir souvent à la Chambre pendant bien des années encore.

L'Adresse

C'est un grand privilège pour moi de prendre la parole une fois de plus au nom des gens extraordinaires qui habitent dans ma circonscription. Je voudrais les remercier infiniment de m'avoir donné cette occasion. C'est un grand honneur pour moi.

Je profite encore de l'occasion pour remercier les électeurs de Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor de m'avoir accordé encore une fois leur confiance et de m'avoir donné le privilège de les représenter dans cette grande institution. Ce n'est pas à moi seul que je dois ma présence ici. De nombreux bénévoles ont travaillé pour moi de longues heures pour assurer ma réélection. Je tiens à les remercier tous du fond du cœur.

Je prends la responsabilité de représenter la circonscription et je participe au débat aujourd'hui afin d'exprimer mon point de vue sur le discours du Trône, l'orientation prise par le gouvernement et ses effets aussi bien sur les gens de la circonscription de Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor que je représente, que sur l'ensemble de la population de Terre-Neuve-et-Labrador.

Un certain nombre de facteurs qui ont des répercussions sur mes électeurs n'ont pas été abordés par le gouvernement dans le passé. J'ai écouté le discours du Trône et je voudrais dire, en réponse, que j'espère que certaines des grandes promesses qui y figurent seront tenues, mais je ne me prononcerai pas avant qu'elles le soient.

Voici quelques-unes des questions que je considère essentielles pour ma circonscription, pour ma province et pour l'ensemble du pays.

Le secteur forestier a un besoin urgent d'aide de la part du gouvernement. Malheureusement, le discours du Trône ne contient rien qui laisse espérer que les choses vont changer. J'ai vu quelques observations générales sur l'intention du gouvernement d'intervenir davantage. Le gouvernement soutient qu'il veut améliorer la situation des travailleurs forestiers partout dans le pays, mais il n'a pas pris de mesures concrètes. J'aurais voulu qu'à ce stade, il se montre un peu plus proactif qu'il ne l'a été dans le passé.

Je sais que les conservateurs vont nous parler de leur fiducie pour le développement des collectivités. J'aborderai dans quelques instants les éléments qui font défaut dans cette initiative, qui n'a certainement pas la capacité d'aider tous les intervenants de l'industrie forestière, partout dans le pays.

Le secteur de la pêche a besoin d'une restructuration, qui ne peut se faire qu'avec l'aide du gouvernement fédéral. Il y a seulement quelques années, nous avons eu un sommet à St. John's, à Terre-Neuve, auquel ont assisté des représentants du gouvernement fédéral et de la province. Ce fut une réunion fructueuse. Beaucoup des décisions qui y ont été prises ont commencé à donner des résultats. Il n'en reste pas moins que bien d'autres problèmes restent à régler. Je voudrais parler de la possibilité de rétablir une certaine dignité dans le secteur de la pêche, notamment grâce au rachat des permis et à la retraite anticipée.

Comme je l'ai déjà mentionné, l'industrie des pâtes et papiers connaît d'importantes difficultés, notamment dans une collectivité particulière de ma circonscription, Grand Falls—Windsor. Une importante décision se prépare qui, nous l'espérons, sera avantageuse pour cette localité et pour l'ensemble de la province. Il semble cependant que l'entreprise en cause, AbitibiBowater, prendra d'ici la fin de l'année une décision qui pourrait avoir d'importantes répercussions sur ma circonscription. J'espère que ce ne seront pas des répercussions négatives.

Je n'ai pas dit un mot du Programme des ports pour petits bateaux. Je plaisante, bien sûr, car nous en avons beaucoup parlé. Au cours de la dernière session, il a été signalé que le déficit de ce

programme, autrement dit l'argent nécessaire pour tous les ports et quais d'un bout à l'autre du Canada, s'élevait à presque un demi-milliard de dollars. Il y a encore beaucoup à faire.

Pendant la dernière campagne électorale, nous avons promis d'ajouter 100 millions de dollars aux montants qui ont été affectés au programme depuis quelque temps. Il y a plusieurs années, nous avons injecté 100 millions de dollars de plus, et le gouvernement conservateur a renouvelé l'initiative pour une période indéfinie. J'espère qu'il continuera dans la même voie. J'insiste auprès du gouvernement sur l'importance du programme non pas tant sous l'angle de la pêche, mais sous celui de l'infrastructure. Si c'est d'infrastructure qu'il est question, ce qui englobe notamment les routes, les usines de traitement des eaux usées, etc., il faut aussi tenir compte des ports pour petits bateaux, car ils sont très importants pour notre pays.

Lorsqu'il a comparu devant le Comité permanent des pêches et des océans, l'ancien sous-ministre des Pêches et des Océans a déclaré qu'il fallait prévoir annuellement 35 millions de dollars pour le programme afin de maintenir en état l'infrastructure actuelle. Voilà qui donne une idée de la situation. L'infrastructure n'est pas à la hauteur des besoins de ceux qui vont en mer.

● (1100)

Je voudrais en revenir à l'exploitation forestière et à sa rentabilité. La rentabilité dépend des coûts de production. Dans beaucoup d'usines au Canada, dont, je le répète, celle de Grand Falls—Windsor, des immobilisations majeures s'immobilisent.

Nous avons les ressources, et il y a deux principaux types de ressources dont nous sommes fiers. D'abord, les ressources humaines, ceux qui travaillent dans les usines. Nous avons aussi des ressources en énergie, l'hydroélectricité, qui confère à cette usine le grand avantage d'une des tarifications de l'énergie les plus basses au Canada. Il s'agit certainement d'un facteur, d'un atout majeur.

La société affirme que, à titre de propriétaire de l'usine, elle possède les installations, mais elle doit admettre que l'énergie tirée du cours d'eau appartient aux membres de la collectivité. Il faut en tenir compte.

Je voudrais dire encore un mot d'une autre solution proposée par le gouvernement conservateur, soit la Fiducie nationale pour le développement communautaire, dotée de 1 milliard de dollars. Voici la difficulté que ce programme présente.

À bien des égards, cette fiducie a été bénéfique pour ceux qui ont pu en profiter. Replaçons l'initiative dans son contexte. Ce dont nous avons besoin à ce moment-là, c'était d'un programme visant le secteur forestier, et pas seulement de programmes qui aidaient les travailleurs à trouver d'autres emplois. Il existe des programmes de transition pour les travailleurs qui doivent se réorienter, mais où sont les mesures incitatives ciblées, les subventions propres à amener les sociétés à investir dans ce secteur? La Fiducie nationale pour le développement communautaire ne tient pas compte comme il se doit de cet aspect.

Nous avons une fiducie de 1 milliard de dollars justement pour cela.

L'Adresse

Je comprends qu'on ait voulu injecter 1 milliard de dollars pour aider les travailleurs à se réorienter et qu'on ait souhaité faire d'autres investissements de cette nature, mais le problème, c'est que le fardeau retombe non sur des collectivités en difficulté, mais sur des collectivités qui sont sur les genoux. Nous en sommes presque au point où elles diront merci pour ce petit investissement, mais en ajoutant que c'est trop peu et trop tard. Ma collègue de Random—Burin—St. George's peut en témoigner. Allez en discuter avec les habitants de Stephenville. Ils vous diront que c'est trop peu et trop tard.

Je veux traiter d'un autre dossier. Dans des circonscriptions qui voisinent la mienne, le gouvernement ne s'est pas occupé d'un problème qui persiste depuis longtemps, à savoir la perception injuste d'impôts auprès de centaines de pêcheurs, lorsque ceux-ci ont vendu leurs permis de pêche en 1999 et en 2000.

Je dis que cette mesure était « injuste », parce que le ministère des Pêches et des Océans les avait mal informés, par écrit, relativement à leur déclaration de revenus pour l'année en cause. Qui plus est, le gouvernement, a aussi conclu des ententes à l'amiable avec certains plaignants.

Qu'en est-il des autres, des personnes qui n'ont pas fait de vagues, des gens qui n'étaient pas au courant du fait qu'ils avaient été mal informés? Ils ont été laissés pour compte, avec le résultat qu'ils ont versé des milliers de dollars en impôts qu'ils n'auraient pas dû payer. Il s'est écoulé un bon moment avant que l'erreur ne soit relevée et qu'un appel ne soit interjeté. Le gouvernement a dit à ces gens: « Désolé, mais à ce stade-ci il n'y a plus rien que nous puissions faire. » Il importe de régler ce dossier.

Je veux aussi rendre hommage à Elizabeth Harvey, qui habite sur la côte sud de notre province, dans la belle circonscription de Random—Burin—St. George's, comme ma collègue peut en témoigner. Cette personne a consacré beaucoup de temps à ce dossier, et elle mérite d'obtenir des réponses claires de la part du gouvernement.

Je peux honnêtement dire que nous tirons une grande fierté du fait que ma province, Terre-Neuve-et-Labrador, soit maintenant une province nantie. L'époque où nous étions une province pauvre est maintenant révolue. Nous en sommes fiers, même s'il a fallu travailler fort pour parvenir à ce résultat.

Notre richesse n'est pas seulement liée au pétrole et au gaz. Elle est aussi liée à nos jeunes, qui vont faire de notre province un joyau de l'Atlantique Nord, qui vont en faire le phare économique de l'Atlantique Nord. C'est déjà le cas aujourd'hui, et cela va continuer de l'être d'une façon de plus en plus marquée.

• (1105)

Avant d'ajouter quoi que ce soit au sujet des pêches, permettez-moi de dire que ce secteur ne s'est pas effondré. Les rumeurs de sa disparition ne sont justement que des rumeurs. Le secteur des pêches contribue à l'économie canadienne à hauteur de plus d'un milliard de dollars. Il ne faut pas l'oublier. À Terre-Neuve-et-Labrador, ce secteur continue certainement d'être une industrie viable.

En réponse du discours du Trône, je dis qu'il importe de se pencher sur un bon nombre de ces dossiers au cours des prochains mois.

M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD): Monsieur le Président, j'ai pris plaisir à écouter l'excellent discours de mon collègue. Même s'il est clair qu'il votera contre le discours du Trône, une bonne partie des points qu'il a soulevés, notamment ceux

touchant le secteur forestier, présentent un grand intérêt pour moi et les gens de ma circonscription.

Toutefois, il ressort clairement du discours du Trône que le gouvernement à l'intention de réduire au strict minimum les services offerts aux Canadiens.

Nous, les habitants du Nord de l'Ontario, dépendons de CBC/Radio-Canada pour obtenir de l'information pertinente, juste et en temps opportun. Nous dépendons d'une programmation régionale qui nous branche sur le reste du pays, notamment nos Premières nations. CBC/Radio-Canada nous permet également, nous les habitants de Thunder Bay—Rainy River, dans le Nord de l'Ontario, d'informer le reste du Canada de ce qui se passe chez nous.

Je sais que le député connaît l'importance de CBC/Radio-Canada, notamment pour les régions rurales et éloignées du Canada. Ma question au député est à deux volets. Le député défendra-t-il CBC/Radio-Canada contre les attaques du gouvernement, et appuiera-t-il l'octroi d'un financement annuel stable à CBC/Radio-Canada?

M. Scott Simms: Monsieur le Président, je suis content que le député ait posé cette question. Je n'ai pas eu le temps d'aborder le sujet dans mon discours. Je remercie mon collègue du Nord de l'Ontario pour sa question. Voici l'explication.

Il y a plusieurs années, quand je siégeais au Comité du patrimoine, M. Rabinovich avait comparu devant nous. Une des décisions prises par CBC/Radio-Canada qui, selon moi, a été néfaste pour les régions, fut de faire passer d'une heure à une demi-heure la durée du bulletin de nouvelles présenté à l'heure du souper. Cela a nui à certains marchés. Le problème, c'est que cette décision unique s'est appliquée partout au pays.

Je suis du même avis que le député à cet égard. En plus d'informer les gens des régions sur ce qui se passe chez eux, CBC/Radio-Canada permet à des gens comme moi ou à ceux qui habitent le Nord de l'Ontario ou le centre de Terre-Neuve d'apprendre des choses au sujet de la fabrication d'orgues au Québec ou des moyens de transport au Nunavut. C'est le fondement de cette situation.

Suis-je en faveur du financement annuel? Oui, je le suis. En fait, je vais même plus loin. J'aimerais aussi dire que CBC/Radio-Canada devrait suivre le modèle de la BBC, en Angleterre, à savoir un plan de financement sur sept ans qui permet à la société d'investir plus que ce dont elle dispose. Cela permet le développement d'une programmation et d'une culture nationales. Si nous voulons que CBC/Radio-Canada soit un moteur culturel et le reflet de l'ensemble de notre pays, il faut instaurer le financement pluriannuel.

C'était un financement ponctuel de 60 millions de dollars. Il faudrait 60 millions de dollars par année pendant plusieurs années pour que les gens de CBC/Radio-Canada puissent...

Le vice-président: Questions et observations. Reprise du débat. La députée de Kildonan—St. Paul a la parole.

Mme Joy Smith (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre la parole aujourd'hui en réponse au discours du Trône.

Tout d'abord, permettez-moi de vous féliciter de votre nomination au poste de vice-président. J'aimerais également féliciter le député de Haliburton—Kawartha Lakes—Brock et la députée de Victoria, qui ont également été nommés, et aussi féliciter notre Président, qui est depuis longtemps l'une des vedettes de notre Parlement et qui a effectué un excellent travail à la Chambre. Nous bénéficions d'une très bonne équipe à la présidence pour cette session. Je tiens à vous féliciter à nouveau. Je suis honoré de servir la Chambre et je suis convaincue que nous serons tous fiers de votre travail.

Je tiens à remercier tout particulièrement les résidants de ma circonscription, Kildonan—St. Paul, qui m'ont demandé de les représenter pour un troisième mandat à Ottawa, à titre de députée. Je suis honorée de les servir et de représenter la circonscription qui, à mon avis, est la plus exceptionnelle au Canada.

Je voudrais également remercier ma famille, qui m'a appuyée durant mon mandat et qui continue de le faire. C'est vraiment dans ma famille que je puise force et énergie.

Enfin, j'aimerais profiter de la même occasion pour remercier la merveilleuse équipe de bénévoles dévoués dont le travail infatigable a assuré ma réélection. J'en suis très reconnaissante.

La circonscription de Kildonan—St. Paul affiche une grande diversité. Elle englobe des populations aussi bien urbaines que rurales. Cependant, de nombreux enjeux unissent les électeurs de Kildonan—St. Paul, et la situation actuelle de l'économie figure au premier rang de ceux-ci.

J'ai fait du porte à porte au cours de la campagne électorale et j'ai appris que l'instabilité économique était l'enjeu qui préoccupait le plus les gens. Mes électeurs m'ont également dit souhaiter que le Parlement fonctionne. Ils se sont dits fatigués des luttes partisans à la Chambre et ont dit souhaiter que, durant la présente législature, tous s'efforcent d'aller au-delà de la partisanerie pour affronter les défis économiques de grande envergure auxquels notre pays fait face ainsi que les turbulences de l'économie mondiale dans son ensemble.

Notre premier ministre a signalé lorsqu'il a pris la parole dans le cadre de l'Adresse en réponse au discours du Trône qu'il souhaitait voir les travaux de la Chambre se faire dans un esprit de consensus, de manière à ce que nous, parlementaires, puissions oeuvrer de façon productive et collaborative.

Il se faisait l'écho de bon nombre de parlementaires. Durant cette période de turbulences économiques, nous devons, à titre de parlementaires, faire preuve d'unité pour relever les très grands défis auxquels nous faisons face sur le plan économique, non seulement comme pays mais aussi comme participants de la communauté mondiale.

Il est clair que notre premier ministre a fait preuve d'un grand leadership pour protéger l'avenir de notre pays. La population du Canada a manifesté une grande confiance à l'égard du premier ministre et du gouvernement en élisant un gouvernement minoritaire fort bénéficiant d'un mandat élargi, en dépit de l'instabilité économique que connaît le monde à l'heure actuelle.

Parce que le gouvernement a remboursé 37 milliards de dollars de la dette nationale, le Canada est maintenant le pays du G7 ayant le ratio de la dette au produit intérieur brut le plus bas. C'est pour cela qu'il m'a plu d'entendre, dans le discours du Trône, que le gouvernement du Canada avait un plan en cinq volets pour renforcer et soutenir l'économie du Canada.

Le gouvernement s'emploiera à obtenir une réforme du système financier mondial. Le Canada offre des budgets solides et des emplois à long terme pour les familles et les collectivités et veille à la promotion du commerce et de l'investissement ainsi qu'à l'accroissement de l'efficacité de l'action gouvernementale.

Le gouvernement a réduit les taxes de vente et les impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises. Les incitatifs financiers que le gouvernement a déjà offerts sous la forme de réductions à long terme des taxes à la consommation et des impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises ont stimulé la demande intérieure et permis d'attirer de nouveaux investissements.

L'Adresse

Notre gouvernement a créé la Prestation universelle pour la garde d'enfants. Il a augmenté les transferts aux provinces au titre des soins de santé et bonifié le Supplément de revenu garanti. Ces initiatives créent des conditions propices à la prospérité des Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

● (1110)

Afin de préserver la stabilité du marché de l'immobilier au Canada, notre gouvernement a agi promptement et fermement en limitant la durée des hypothèques et en exigeant des mises de fonds initiales. Grâce à notre engagement à acheter des hypothèques garanties, la SCHL veille à ce que nos institutions financières continuent de prêter aux particuliers et aux entreprises. La nouvelle protection offerte par la Facilité canadienne d'assurance aux prêteurs a inspiré la confiance requise pour le maintien des prêts interbancaires.

Nombre de mesures prises avant le ralentissement économique actuel ont permis d'asseoir les fondations économiques du Canada. Ces mesures donnent beaucoup d'espoir à tous les Canadiens, surtout ceux de Kildonan—St. Paul, ma circonscription.

Elles donnent l'espoir que le gouvernement, sous le leadership de notre premier ministre, guidera le Canada en cette période de crise économique, l'espoir que, grâce à une gestion financière stable, les effets de la dépression se feront moins sentir sur les Canadiens que dans d'autres pays.

Il est évident que toutes les dépenses ministérielles prévues pour les quatre prochaines années font l'objet d'un examen. Toutefois, les transferts canadiens aux provinces en matière de santé et de programmes sociaux augmenteront comme prévu. Les paiements de péréquation augmenteront aussi à un taux viable qui sera lié à la croissance globale de notre économie.

Le discours du Trône indique que le gouvernement prendra des mesures pour encourager l'apprentissage de métiers spécialisés et la formation en entreprise. Cela est très important, car les jeunes et les moins jeunes Canadiens qui suivront des programmes de métiers spécialisés et de formation en entreprise contribueront à la croissance de l'économie au Manitoba et ailleurs au Canada et solidifieront les assises du développement économique du Canada.

On ajoute dans le discours que notre gouvernement travaillera de concert avec les provinces afin de faire de la reconnaissance des titres de compétences étrangers une priorité et d'accroître la participation aux programmes d'établissement des immigrants. C'est important parce qu'un grand nombre d'immigrants qui arrivent au Canada et qui ont reçu une excellente formation doivent pouvoir exercer les emplois pour lesquels ils ont été formés à l'étranger.

Ce sont là des mesures dont se réjouiront les entreprises petites et grandes de ma circonscription, Kildonan—St. Paul. Un bon nombre de mes concitoyens se plaignent d'avoir du mal à trouver des travailleurs qualifiés parce qu'il n'y en a pas suffisamment dans notre pays.

Je crois également essentiel que notre gouvernement continue de faire preuve d'une gestion budgétaire saine et prudente. La crise économique internationale actuelle s'annonce difficile, mais je demeure convaincue que, grâce au leadership énergique de notre premier ministre, le Canada saura résister à cette tempête économique.

L'Adresse

En effet, je rappelle à la Chambre que c'est sous notre gouvernement conservateur que 37 milliards de dollars de la dette nationale ont été remboursés. Ce sont 37 milliards de dollars sur lesquels nos enfants et nos petits-enfants n'auront pas à payer d'intérêts.

C'est notre gouvernement conservateur qui a réduit les impôts pour les familles, les petites entreprises et les aînés. Cela se répercute quotidiennement sur la vie des Canadiens. Il leur reste plus d'argent dans leurs poches et cela contribue à accroître la stabilité économique de notre pays.

Les petites entreprises et les entrepreneurs de ma circonscription ont été ravis d'apprendre que notre gouvernement allait élargir leur accès aux prestations parentales et de maternité. C'est ce que fait notre gouvernement conservateur. Nous faisons preuve d'un leadership solide.

Notre gouvernement a la réputation d'être sévère envers les criminels. Nous allons améliorer le système de justice pénale pour les adolescents afin que nos jeunes comprennent que le trafic de stupéfiants, les vols de voitures et les actes criminels violents entraîneront pour eux de graves conséquences. Par compassion, ces mesures s'accompagneront du financement de programmes s'adressant aux jeunes à risque pour les empêcher de tomber dans la criminalité.

De nombreux jeunes sont tentés par la criminalité parce qu'ils pensent que c'est un moyen facile de gagner de l'argent, mais nous offrirons à ces jeunes à risque des programmes pour qu'ils puissent diriger leur énergie ailleurs.

Notre gouvernement a déjà mis en place de nombreuses réformes pour rétablir les droits des citoyens respectueux des lois et rendre nos collectivités et nos rues plus sûres.

● (1115)

Notre gouvernement supprimera la détention à domicile pour ceux qui sont reconnus coupables de délits graves. Cette question a pris beaucoup d'importance dans ma circonscription, Kildonan—St. Paul, parce que mes concitoyens se sont souvent demandé pourquoi des criminels qui ont commis des crimes graves avec violence peuvent purger leurs peines chez eux. Il est très difficile de surveiller leurs allées et venues. Il est très difficile de savoir où ils sont en tout temps. Nous allons également légiférer à l'endroit des crimes violents commis par des gangs criminels.

Le problème de la traite des personnes se pose de plus en plus dans notre pays. Notre gouvernement s'attaque à cette situation afin que les victimes de ce crime odieux soient protégées et puissent s'en remettre et refaire leur vie. Les criminels qui vivent aux dépens de victimes innocentes devront rendre compte de leurs actes.

Notre pays prend de plus en plus conscience de ce crime odieux et du fait que l'éducation est l'une de nos meilleures armes. Il est très important de savoir comment opèrent les prédateurs et les pédophiles et comment les jeunes peuvent se protéger, prendre conscience du danger et ne pas se laisser piéger.

Le Canada est un pays très fier. Il est très fier de sa souveraineté et de sa sécurité. Comme nous le savons, depuis des générations, les Forces armées canadiennes sont très bien vues partout dans le monde. Le gouvernement a adopté une stratégie à long terme pour faire en sorte que nos courageux militaires aient les ressources dont ils ont besoin pour protéger notre sécurité sur le sol canadien et pour aider d'autres pays menacés ou opprimés.

Les Forces armées canadiennes ont apporté d'énormes contributions à la mission en Afghanistan et continueront de travailler pour la

liberté, la démocratie et les droits de la personne partout dans le monde. Nous voyons que des entreprises commencent à prospérer en Afghanistan, que des écoles et des hôpitaux y sont construits et que des jeunes femmes peuvent aller à l'école sans peur. Ces résultats sont attribuables au travail que font les Forces armées canadiennes dans le cadre de la mission en Afghanistan.

Le gouvernement est également déterminé à assurer la souveraineté du Canada sur son territoire arctique. Le Canada ne se contentera pas de contrôler et de protéger nos eaux territoriales, mais protégera aussi ses eaux intérieures.

Comme nous le savons, il est souvent arrivé que nous n'ayons pas le matériel nécessaire pour circuler facilement dans les eaux arctiques, aussi aurons-nous un nouveau brise-glace de classe polaire nommé en l'honneur du regretté John Diefenbaker, qui fut un grand premier ministre. Ce brise-glace est très important parce qu'il nous donne un accès amélioré à nos eaux arctiques.

Le Canada a élu un gouvernement minoritaire qui a un mandat amélioré. C'est très inhabituel parce que, historiquement, en période de difficultés économiques, les gouvernements tombent souvent. Cela ne s'est pas produit lors des dernières élections. Les Canadiens ont déclaré d'une voix retentissante qu'ils faisaient confiance au premier ministre et au gouvernement pour leur faire traverser la période difficile attribuable au ralentissement économique mondial.

Les Canadiens ont envoyé des députés à Ottawa afin qu'ils travaillent ensemble et leur fassent traverser en toute sécurité la période économique actuelle. Tous les députés ont donc l'occasion de mettre de côté leurs querelles partisanes et de régler les problèmes tous ensemble.

Lors de la période des questions, j'ai entendu des ministres déclarer qu'ils accueilleraient bien nos idées. Évidemment, ces idées ne peuvent pas être formulées uniquement pendant la période des questions où, selon moi, on assiste à beaucoup de théâtre sur une très petite scène. C'est ce que je conclus d'après ce que j'ai vu. Je dois dire qu'au moyen de lettres, de réunions avec des ministres et du travail en comité les députés peuvent travailler tous ensemble pour régler les problèmes qui surgissent, ce qui rendra notre Parlement très efficace.

● (1120)

Par conséquent, j'espère que dans les prochaines semaines et les prochains mois, les partis de l'opposition voudront bien travailler avec le gouvernement du Canada dans un esprit d'impartialité et de collaboration afin d'assurer que notre économie et notre pays demeurent solides. De cette façon, nous servirons bien nos électeurs et nous leur donnerons l'espoir de meilleurs lendemains.

Enfin, je dois dire que lorsque je faisais du porte à porte durant la campagne électorale, de nombreux Canadiens m'ont dit qu'ils en avaient assez de la période des questions. Ils en ont marre du chahut à la Chambre et des critiques acerbes des parlementaires. Ils n'en veulent plus. Par contre, ils veulent que les députés travaillent ensemble pour régler les problèmes, surtout en ces temps difficiles. C'est là une question très importante qui nous concerne tous.

L'Adresse

Je sais que tous les députés, toutes allégeances confondues, ont à coeur les meilleurs intérêts du pays. J'ai beaucoup d'amis dans tous les partis et je crois que ce sont des gens dévoués qui sont très attachés à notre pays et à leurs électeurs.

Je dois dire que nous sommes dans une nouvelle ère maintenant. Pour la première fois, les Canadiens nous demandent réellement de collaborer de façon non partisane pour relever les défis auxquels nous faisons face.

Je tiens à remercier la Chambre de m'avoir permis de faire mes observations publiquement. Comme je l'ai dit, je suis très honorée de représenter Kildonan—St. Paul. À mon avis, les députés sont au service des gens. Je suis très optimiste pour les prochains mois, car je crois que nous saurons créer à la Chambre un climat de collaboration propice à la résolution de problèmes.

Pourquoi? Parce que nous faisons face à la plus importante crise économique que nous ayons connue depuis fort longtemps. Nous devons pouvoir compter sur le talent et les aptitudes de résolution de problème de tous les députés. Nous devons tous collaborer pour traverser cette période difficile.

● (1125)

M. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, la députée parle avec éloquence de la menace qui pèse sur notre souveraineté dans le Grand Nord. Je ne pourrais dire si elle a déjà mis les pieds dans le Grand Nord, mais pour avoir vécu dans la région subarctique, je connais un grand nombre des problèmes propres à cette région. Dans la région du pays qu'elle représente, on ne sait peut-être pas que la plus grande menace à la souveraineté dans le Grand Nord vient probablement des changements climatiques.

On aura beau y envoyer des frégates ou y mener toutes sortes d'opérations militaires, les hardes de caribous et les habitants sont tous menacés par la fonte des glaciers et la montée du niveau de la mer. Je me demande ce que le gouvernement envisage de faire. Qu'y a-t-il, dans le discours du Trône, au sujet des changements climatiques et comment le gouvernement y réagira-t-il?

Mme Joy Smith: Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au député à la Chambre et le remercie des commentaires qu'il a faits et des questions qu'il a posées ce matin. C'est une très bonne question.

Comme il le sait, sous l'ancien gouvernement, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de plus de 30 p. 100. Je pense que l'augmentation est de l'ordre de 32 à 33 p. 100. Nous avons réagi en présentant un plan prévoyant une réduction de 20 p. 100 d'ici 2020.

J'ai pensé que c'était une question très intelligente parce que le député a raison. Nous protégeons l'Arctique, non seulement contre les menaces à notre souveraineté là-bas, mais aussi contre les menaces environnementales. Je suis ouverte à toute solution que le député pourrait avoir pour faire avancer ce dossier et poursuivre le travail que nous avons déjà amorcé. Je pense que cela est très important. Et oui, je suis allée dans le Nord à plusieurs reprises. C'est un endroit simplement magnifique.

M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NPD): Monsieur le Président, ce qui me préoccupe, et qui préoccupe aussi beaucoup de Canadiens, c'est qu'il nous faut des solutions précises et concrètes aux problèmes des Canadiens moyens, notamment au chapitre des pertes d'emplois et de ce programme assurant la sécurité des travailleurs qu'on appelle assurance-emploi. On a puisé des sommes de l'ordre de 55 milliards de dollars dans cette caisse pour les verser au Trésor, alors que seulement 20 à 30 p. 100 des gens qui demandent des prestations

d'assurance-emploi sont admissibles, et que la durée des prestations n'est pas aussi longue qu'elle le devrait à notre époque difficile.

Ma collègue admet-elle que nous devrions nous concentrer sur le programme d'assurance-emploi? Nous devrions nous assurer que les gens qui ont perdu leur travail obtiennent le maximum de prestations, afin qu'ils puissent subsister pendant que l'économie s'effondre. Nous devons nous assurer que ces gens retrouvent des emplois bien payés mais, entre-temps, ils doivent bénéficier de ce programme qu'on est en train de supprimer progressivement, au fil des ans.

● (1130)

Mme Joy Smith: Monsieur le Président, comme vous le savez, c'est le gouvernement précédent qui a dépensé l'argent de la caisse d'assurance-emploi, et nous avons maintenant un fonds dédié pour ce poste de dépenses.

L'important, à mon avis, est de regarder le tableau d'ensemble. Qu'a fait notre gouvernement pour assurer des bases stables à notre économie? Notre premier ministre avait prévu une période difficile sur le plan économique. Qu'a-t-il fait? Il a permis aux Canadiens de garder plus d'argent. Il a réduit les impôts pour les familles ordinaires. Il a créé la prestation pour la garde d'enfants, qui a bénéficié aux familles de tout le pays. Il a créé des allègements fiscaux pour les activités sportives des enfants. Il a aussi allégé les impôts des sociétés.

Dans l'ensemble, on ne peut pas dire que l'argent a été consacré à des programmes spéciaux, ni qu'il a disparu sans laisser de traces. L'argent est revenu dans les poches des Canadiens, ce qui a stimulé l'économie. Les gens continuent à dépenser. Ils continuent à assurer à leur famille le genre de vie qu'elle souhaite et à payer des études à leurs enfants. Cette politique est concrète et réaliste. Nous prenons soin des Canadiens, qui ont le droit de choisir la façon dont ils dépensent leur argent. C'est ainsi qu'on favorise la création de nouvelles entreprises et le lancement de nouveaux projets par les entrepreneurs. Les femmes fondent des entreprises à domicile et contribuent vraiment à l'économie de notre pays.

Le premier ministre a pris des mesures concrètes.

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi de féliciter ma collègue pour sa troisième élection à la Chambre. J'avais d'autres questions à poser et d'autres commentaires à faire, mais le député du NPD a posé des questions précises.

La députée a dit qu'il faut cesser de se quereller et de chahuter. Je suis tout à fait d'accord, mais pour ce faire, les conservateurs doivent changer leur façon d'agir. Il y a quelques instants, la députée a dit le gouvernement précédent avait vidé la caisse de l'assurance-emploi. C'est faux. Les fonds de cette caisse ont été investis au Canada, pour les Canadiens.

Si les conservateurs veulent que nous changions, je tiens à rappeler à la députée que lorsque son parti a fait son entrée à la Chambre, du temps où il s'appelait le Parti réformiste, il lançait des insinuations au sujet de limousines et de salles d'entraînement luxueuses. Et qui oublierait les porcs sur la pelouse? Et puis les réformistes ont changé d'idée et adhéré au régime de pension des députés.

L'Adresse

Nous avons témoigné de notre volonté de changer, mais les conservateurs ont trompé les Canadiens. Même les journaux le disent. Le premier ministre dit que son gouvernement a plus fait en deux ans que les libéraux en treize. Si tel est le cas, pourquoi les conservateurs ont-ils soutenu que le Parlement était dysfonctionnel? Lorsque les conservateurs ont présenté des projets de loi sur la criminalité, nous les avons appuyés. Qu'ont-ils fait alors? Ils ont prorogé le Parlement et les projets de loi sont morts au *Feuilleton*. Si les conservateurs acceptent de dire la vérité aux Canadiens, nous les appuierons.

•(1135)

Mme Joy Smith: Monsieur le Président, je n'étais pas à la Chambre lorsqu'il y a eu des porcs sur la Colline du Parlement, ce qui fait que je ne peux me prononcer sur ce sujet, mais le député a soulevé un point valable.

La grande différence, c'est que notre gouvernement a remis 37 millions de dollars dans les poches des familles canadiennes. C'est phénoménal. Les gouvernements apprennent comment faire les choses autrement.

Je ne tiens pas à blâmer qui que ce soit, mais j'affirmerais que les Canadiens ont fait un effort concerté pour nous dire qu'il avaient une grande confiance en la capacité du premier ministre et du gouvernement de nous guider en ces temps économiques difficiles. Ils nous ont réélus avec un énorme mandat, qui implique entre autres de travailler dans un esprit de collaboration. Je sais que lorsqu'on soulève certains points, il faut tenter de le faire avec le plus de doigté possible. La différence toutefois est que l'argent a été remis dans les poches des contribuables canadiens plutôt que d'être utilisé à d'autres fins, car nous savons que ce sont les familles canadiennes qui savent le mieux comment dépenser leur propre argent.

Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NDP): Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je vais partager le temps qui m'est alloué avec le député de Sault Ste. Marie.

Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord vous féliciter pour votre nomination et féliciter le Président pour sa réélection à la présidence. Je suis persuadée que, comme moi, tous les députés souhaitent aider le Président pour que cette 40^e législature soit beaucoup plus digne et productive que celles des dernières années. J'aimerais me joindre à mes collègues néo-démocrates pour féliciter également le premier ministre, le chef de l'opposition officielle et le chef du Bloc québécois. J'aimerais particulièrement féliciter les nouveaux venus et leur offrir mes meilleurs vœux alors que nous affronterons d'innombrables défis en tentant de nous acquitter efficacement de nos responsabilités au nom de nos électeurs. Je tiens aussi à remercier les députés qui m'ont souhaité la bienvenue ici en dépit de nos divergences sur le plan politique.

Je suis grandement honorée et reconnaissante de pouvoir prendre la parole aujourd'hui pour prononcer mon premier discours de la 40^e législature. Comme d'autres députés, j'ai l'honneur d'être l'héritière d'une tradition familiale aux Communes. Dans mon cas, un long intervalle me sépare de mon prédécesseur puisqu'il s'agit de William Steeves, qui est l'un des Pères de la Confédération. Je n'en sais pas beaucoup sur ce qui l'a motivé à se joindre aux fondateurs de la Confédération, à part qu'il voyait, dans cette union historique, l'espoir d'une meilleure gouvernance. Je me suis présentée aux élections avec le même objectif en tête.

C'est un grand honneur pour moi d'avoir été élue députée de la circonscription d'Edmonton-Strathcona. Je remercie les innombrables et enthousiastes habitants d'Edmonton, âgés de 8 à 80 ans, qui sont venus des quatre coins de ma circonscription et de l'autre bout

de la ville pour se joindre à mon équipe et appeler nos sympathisants à voter le jour des élections. J'éprouve une grande admiration pour les membres de nos communautés, au Canada, qui consacrent temps et énergie à la démocratie. Il faudrait leur rendre hommage comme il se doit.

J'invite les députés à ne pas oublier que nous avons le privilège de vivre dans un pays où nous pouvons librement participer à un processus électoral libre de violence et de corruption. Nous avons aussi le privilège tout aussi important d'être soumis, dans nos activités, à la primauté du droit. Il n'est pas mauvais de se rappeler qu'une démocratie est un pays gouverné selon des règles faites et appliquées par ceux qui sont élus à cette fin et qui doivent tenir le gouvernail en toute ouverture et transparence. Dans une démocratie, les lois édictées par la majorité au Parlement sont appliquées comme il se doit, y compris lorsqu'il s'agit de lois protégeant la santé et l'environnement.

Il incombe à cette Chambre de veiller soigneusement à ce que les besoins et les intérêts des Canadiens soient toujours au cœur des décisions qui influent sur leurs vies, leurs familles, leurs enfants, leurs collectivités et leur avenir. Mes électeurs n'ont pas simplement choisi une nouvelle représentante pour parler en leur nom. Je leur ai promis en particulier de lutter avec acharnement pour une démocratie plus participative. Je vais proposer des changements qui auront pour effet d'instaurer la représentation proportionnelle aux Communes. Je vais me faire l'apôtre de moyens plus constructifs et inclusifs pour assurer la participation directe des électeurs lorsque sont prises des décisions qui les touchent.

S'il y a un endroit où ces objectifs sont d'une importance cruciale, c'est bien dans l'arrière-pays. Je préconise depuis longtemps que les groupes concernés - agriculteurs, trappeurs, pêcheurs, membres des Premières nations, Métis, immigrants et femmes - aient le droit et la possibilité de participer au processus décisionnel. Voilà la véritable réforme démocratique réclamée par les Canadiens.

Maintenant plus que jamais, alors que nous sommes aux prises avec des menaces funestes qui pèsent sur l'environnement et des bouleversements économiques grandissants, à titre de députés, il nous incombe de rendre nos processus décisionnels plus ouverts et accessibles. Si nous tenons vraiment à résoudre le problème des changements climatiques, à assurer la salubrité des aliments et un accès direct à l'eau potable, à assainir l'air et à avoir des collectivités où il fait bon vivre, il est de notre devoir de donner la parole aux gens qui auront à subir le plus de répercussions de nos décisions à l'avenir et de répondre à leurs préoccupations.

J'espère que, au cours de cette législature, nous pourrons arrêter de prendre des décisions en nous fiant aux sondages et à des groupes consultatifs choisis avec soin. Nos lois et politiques fédérales seront renforcées quand elles seront basées sur l'opinion des collectivités les plus concernées, quand nous inviterons les collectivités canadiennes à trouver des solutions qui tiennent compte de leurs besoins spéciaux et de leur situation particulière.

Les Canadiens veulent que leur gouvernement fédéral affirme ses compétences et exerce ses pouvoirs. Ils réclament l'adoption de mesures audacieuses pour protéger notre environnement dans l'intérêt des générations actuelle et futures. Nous avons des lois fédérales rigoureuses. Les organismes et tribunaux fédéraux ont reçu leur mandat. Après avoir réclamé depuis plus de 30 ans, tant au sein du gouvernement qu'à l'extérieur de ce dernier, que le fédéral intervienne dans ces domaines, je dénonce l'intention du gouvernement de réduire les pouvoirs de ces organismes et tribunaux et le fait qu'il qualifie de tracasseries administratives l'application des mesures et l'exercice des pouvoirs de ces agences fédérales.

• (1140)

Contrairement aux affirmations que l'on trouve dans le discours du Trône, la réduction du nombre de règlements ne peut être considérée comme un gage de plus grande efficacité gouvernementale ou de certitude propice à l'investissement. La preuve empirique démontre que l'industrie considère la réglementation comme un facteur déterminant du transfert des investissements vers des techniques de production plus saines pour l'environnement.

Pour toutes ces raisons, je voterai contre le discours du Trône.

Il est maintenant temps de mettre de côté les débats purement partisans et de travailler en collaboration pour faire avancer les réformes économiques et réglementaires nécessaires et pour convertir notre économie dépendante des combustibles fossiles afin d'assurer un avenir plus équitable, plus sécuritaire et plus vert.

Le Parlement a déjà eu la sagesse d'adopter des lois qui prévoient des cibles précises de réduction des gaz à effet de serre. Nous espérons que des normes de contrôle de la pollution plus strictes seront présentées incessamment. Par la suite, il faudra orienter le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, nos mesures fiscales et notre organisme de réglementation de façon à inciter les Canadiens à favoriser une économie plus verte.

Nous devons déployer les pouvoirs dont nous disposons, mettre notre Code national du bâtiment à jour pour préconiser la construction de bâtiments éconergétiques et revoir les programmes d'approbation accélérée pour l'exportation d'énergie nucléaire ou produite par des centrales au charbon ou encore de bitume brut. Nous devons considérer la suspension des investissements liés aux travaux d'exploitation des sables bitumineux comme une chance pour nous de réparer les nombreux torts causés au niveau de la santé et de l'environnement.

Établissons des partenariats avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones et les administrations municipales en accroissant de façon importante notre participation aux coûts en vue de faire avancer à plus large échelle les initiatives portant sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique.

Le discours du Trône fait judicieusement place à une telle initiative. Profitons-en au maximum. Nous pourrions ainsi faire profiter les Canadiens d'un triple avantage en permettant aux familles, aux exploitations agricoles, aux entreprises et aux gouvernements en difficulté de faire des économies d'énergie, en réduisant les répercussions néfastes pour l'environnement et la santé et en créant de nombreux emplois. C'est une politique qu'on peut qualifier de raisonnable à l'heure actuelle.

Pour de nombreuses personnes, comme les gens à la retraite, ceux qui ont un revenu fixe et les étudiants qui ont du mal à joindre les deux bouts, la réduction des coûts de l'énergie n'est pas un caprice, mais bien une nécessité. Je suis persuadée que bon nombre de mes collègues seront étonnés de voir la pauvreté qui existe en Alberta. Nous avons pris connaissance de cette triste réalité la semaine

L'Adresse

dernière dans les rapports qui ont été préparés par les banques alimentaires et le Edmonton Social Planning Council.

Nous devons joindre nos efforts pour corriger la situation, pour réduire l'écart qui se creuse entre les riches et les pauvres et pour donner à tous les Canadiens le droit à une meilleure qualité de vie.

Je suis heureuse d'avoir l'occasion de collaborer avec tous mes collègues de la Chambre dans ce sens.

M. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, j'ai eu la chance de rencontrer la nouvelle députée, et je lui souhaite la bienvenue à la Chambre. Je suis originaire secteur d'Edmonton, à savoir la partie sud, qu'elle représente. C'est un secteur merveilleux où j'ai passé de nombreuses années. Je lui souhaite la bienvenue dans la capitale nationale, et j'ai hâte de travailler avec elle.

La députée a affirmé qu'il fallait mettre de côté la partisanerie et travailler ensemble, puis s'est empressée de dire qu'elle voterait contre le discours du Trône. Je crois que, dans un esprit de collaboration, nous devrions chercher des solutions pour gérer la crise économique qui sévit non seulement au Canada, mais partout dans le monde.

Pendant la campagne électorale, le chef de son parti ne cessait de dire qu'il fallait mettre l'accent sur les familles et non sur les grandes sociétés et qu'il fallait défendre les intérêts des travailleurs. Cependant, il n'envisageait aucun incitatif fiscal pour aider les sociétés rentables et les encourager à continuer d'utiliser des bonnes pratiques commerciales. Il ne faisait que renforcer les mauvaises pratiques commerciales des trois grands de l'automobile en proposant de les renflouer.

La députée pourrait-elle expliquer comment, en récompensant les comportements négatifs et en pénalisant les sociétés ayant un comportement positif, on peut parvenir à défendre les intérêts des travailleurs? S'il n'y a pas de sociétés qui gagnent de l'argent et qui emploient des gens, personne ne travaillera et les familles comme les entreprises en souffriront.

Pourriez-vous me faire part de vos idées à ce sujet et m'expliquer comment elles nous aideront à gérer la situation économique actuelle?

• (1145)

Le vice-président: Je rappelle au député de Kelowna qu'il doit adresser ses questions ou observations au Président et non directement à un autre député. La députée d'Edmonton—Strathcona a la parole.

Mme Linda Duncan: Monsieur le Président, je suis très heureuse de répondre à la question du député d'en face et je le remercie de ses salutations de l'Alberta.

Contrairement à ce qu'affirme le député, le Nouveau Parti démocratique est entièrement d'accord pour appuyer pleinement l'autre économie. Il y a d'autres choix de travail que les sales besognes pour les Canadiens. Notre objectif est de leur permettre de choisir leur emploi.

Mais pour cela, il faut prendre du recul et voir le genre d'entreprises et d'emplois que nous voulons créer et encourager pour l'avenir de nos enfants. Continuer à encourager des industries qui polluent l'environnement et nuisent à la santé, cela ne tient pas la route.

Puisqu'en ce moment la conjoncture entraîne un ralentissement des activités dans des domaines comme les sables bitumineux, c'est l'occasion idéale de prendre du recul et de corriger les dégâts ou d'en éviter d'autres pour l'avenir.

L'Adresse

Je suis donc ravie d'avoir l'occasion de collaborer avec les autres députés pour consolider notre économie à condition que ce soit par le biais de mesures et d'incitatifs axés sur une économie qui créera de bons emplois respectant la santé de l'environnement et des personnes.

● (1150)

M. Dennis Bevington (Western Arctic, NPD): Monsieur le Président, je félicite ma collègue, la députée d'Edmonton—Strathcona, et lui souhaite la bienvenue au caucus des Rocheuses du NPD. Ce caucus représente les circonscriptions les plus étendues au Parlement, mais il n'occupe pas la même place sur le plan du nombre. Nous sommes heureux que l'Alberta puisse s'exprimer au Parlement dans l'opposition et au sein de notre caucus. Ce sera l'occasion de faire valoir les points de vue différents qui peuvent s'exprimer dans cette merveilleuse province située au sud de ma circonscription.

Je souhaite encore une fois la bienvenue à ma collègue qui s'acquittera brillamment, j'en suis convaincu, de son rôle de porte-parole pour l'environnement. Travaillant avec elle depuis une trentaine d'années sur des questions d'écologie, je sais à quel point elle est dévouée et compétente.

Elle a évoqué la réglementation. Dans le discours du Trône, le gouvernement évoque un allègement de la réglementation. Au cours de la dernière année, il a parlé de réduire le...

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je dois interrompre le député pour permettre à la députée d'Edmonton—Strathcona de répondre.

Mme Linda Duncan: Monsieur le Président, je remercie le député des Territoires du Nord-Ouest de ses remarques et de ses encouragements. Je confirme que nous collaborons merveilleusement depuis plus de 30 ans au service des communautés limitrophes de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest.

Je suis ravie d'avoir l'occasion de collaborer avec le député des Territoires du Nord-Ouest et les autres députés pour protéger l'Arctique fragile et les régions fragiles du Nord de l'Alberta tout en créant des emplois. Mais nous devons commencer par adopter rapidement une politique et une stratégie de sécurité énergétique pour le Canada semblables à celles que nos voisins du Sud ont déjà adoptées pour que le développement de nos ressources ne se fasse pas au détriment de nos concitoyens.

M. Tony Martin (Sault Ste. Marie, NPD): Monsieur le Président, je vous félicite d'avoir de nouveau été nommé pour occuper le fauteuil. J'ai trouvé que vous aviez fait du bon travail durant la dernière législature et il me tarde de travailler sous votre présidence durant la présente législature.

Je veux remercier ma collègue, la députée d'Edmonton—Strathcona, d'avoir partagé son temps de parole avec moi ce matin. C'est un grand honneur pour moi. Sa présence parmi nous me remplit d'enthousiasme, car je sais qu'elle nous fera profiter de ses vastes connaissances et de son expérience dans nos débats et qu'elle contribuera de façon très positive et excitante au développement de cette nouvelle économie que, j'en suis certain, nous avons la possibilité de créer au Canada.

La députée est un merveilleux exemple de l'immense talent des gens que nous avons accueillis au sein du caucus néo-démocrate après les dernières élections. Nous comptons 11 nouveaux députés venant des quatre coins du pays. Leurs connaissances et leur expérience seront un atout important pour la Chambre et pour le pays.

J'aimerais mentionner certains points. J'ai fait une recherche sur la députée d'Edmonton—Strathcona dans Google avant de venir faire mon discours ce matin et elle est vraiment une personne formidable. Elle possède une expérience incroyable dans sa province, l'Alberta, de même qu'aux niveaux national et international. Je vais énumérer à la Chambre certaines des choses qu'elle a faites.

Elle a été responsable d'un important portefeuille à titre de chef de l'application des lois et règlements à Environnement Canada. Elle est fondatrice du centre du droit de l'environnement de l'Alberta. Au niveau international, elle a occupé le poste de chef des affaires juridiques et de l'application à la Commission nord-américaine de coopération environnementale. Elle a passé quatre ans à travailler avec des fonctionnaires canadiens, américains et mexicains. Elle a agi à titre de conseillère juridique principale auprès de l'Indonésie, du Bangladesh et de la Jamaïque pour la mise sur pied de programmes d'application efficace des règles environnementales à l'égard de projets financés par l'ACDI, la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale. Et ce ne sont là que quelques exemples qui montrent la contribution que la députée apportera à la Chambre à titre de porte-parole du caucus néo-démocrate, et de notre chef, en matière d'environnement.

Je tiens aussi à dire à quel point je suis ravi d'être de retour à la Chambre après les élections. La campagne a été dure, la lutte a été féroce. Nous avons tous travaillé très fort. J'oserai même dire que les candidats qui se sont présentés contre moi ont mené de bonnes campagnes. Ce furent des élections sans bavures qui nous ont tous réconciliés avec la politique et la démocratie dans ce pays.

Je me réjouis d'avoir franchi la ligne d'arrivée le premier et de pouvoir être ici aujourd'hui pour parler au nom de ma merveilleuse ville, Sault Ste. Marie, dans le district d'Algoma. C'est une circonscription qui se distingue par la façon dont les gens vivent et s'entraident. Ses industries sont celles de l'acier, du papier et du bois. À l'est de la ville, nous avons des collectivités qui reposent sur l'agriculture et l'élevage tandis qu'au nord nous avons le merveilleux secteur forestier qui connaît tant de difficultés ces jours-ci. C'est une industrie dont nous avons bénéficié et qui nous tient beaucoup à coeur. Le lac Supérieur se trouve dans notre arrière-cour.

Je voudrais, ce matin, prendre quelques instants pour revenir sur quelques idées énoncées dans le discours du Trône, mais très brièvement, quand le gouvernement a dit avoir compris qu'il avait été élu, mais de façon minoritaire. Je présente mes idées dans un esprit de coopération comme les ministériels d'en face l'ont fait lorsqu'ils ont prononcé leurs discours en réponse au discours du Trône.

En fait, je fais part de mes réflexions dans un esprit de coopération parce que la ministre est ici aujourd'hui. Je vais être le porte-parole de notre parti au sujet de son ministère au cours des années que durera cette législature. Lorsque j'ai abordé la ministre il y a deux jours pour lui dire que telles seraient mes fonctions, elle m'a offert de travailler en collaboration avec moi et je l'en remercie. Je déclare publiquement ce matin ici-même que je lui ai offert la même chose dans l'intérêt des citoyens que nous représentons tous. C'est dans cet esprit que je vais exprimer mes idées dans un instant.

Je crois devoir mentionner à quel point j'ai été déçu par la vision de l'avenir que propose le discours du Trône et combien cela nous déçoit, collectivement, nous les néo-démocrates.

L'Adresse

•(1155)

Aucune proposition énergétique ne nous a été faite quant à la direction que pourrait prendre notre pays au cours des deux prochaines années pour faire face à cette situation économique très difficile et au marasme mondial qui va nous toucher. Nous avons été déçus par l'immobilisme, les concessions fiscales supplémentaires et la réduction du rôle de l'État auxquels le gouvernement semble tellement tenir. Nous espérons pouvoir l'aider à voir les choses différemment en travaillant ensemble.

Personnellement, en tant que porte-parole de mon parti au sujet de la pauvreté et de la politique sociale, j'ai été très déçu de ne trouver absolument aucune mention de la pauvreté dans le discours du Trône. Comme chacun sait, en période de difficultés économiques et même quand tout va bien, lorsque le gouvernement s'oriente dans une direction qui réduit les services gouvernementaux et accorde des baisses d'impôts aux riches, les personnes qui sont touchées le plus durement et en premier sont les pauvres qui vivent dans nos collectivités.

Je dis cela tout en étant optimiste. Au cours des derniers jours, le premier ministre a reconnu le fait que nous nous dirigeons peut-être vers une récession. C'est une bonne chose qu'il soit prêt à le dire publiquement, parce qu'il ne l'avait pas fait jusqu'à maintenant. Nous espérons, compte tenu de la récession qui pointe à l'horizon et de l'impact que celle-ci aura, en particulier sur les personnes les plus à risque et les plus vulnérables, que le premier ministre va travailler de concert avec son trésorier, son ministre des Finances, et sa ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, afin de présenter des programmes pour aider ceux qui en ont le plus besoin.

Je propose quelques mesures qui pourraient être adoptées si le gouvernement veut vraiment travailler dans un esprit de collaboration avec nous, de ce côté-ci de la Chambre. J'invite le gouvernement à travailler avec tous les députés de l'opposition pour apporter certains correctifs qui pourraient avoir une incidence immédiate sur la vie d'un bon nombre de nos concitoyens, de nos voisins et de membres de nos familles qui sont en train de perdre leur emploi en ce moment même, en raison du ralentissement économique.

Le gouvernement, le premier ministre et les ministres doivent protéger nos collectivités contre la pauvreté. Il faut stabiliser nos communautés. Il faut laisser de côté la notion selon laquelle les réductions d'impôts sont une panacée.

La solution est très facile, parce que nous l'avons tous étudiée. En fait, nous l'avons étudiée sous toutes ses coutures. Le député de la Nouvelle-Écosse qui siège avec moi au Comité permanent des ressources humaines et du développement social sera d'accord avec cette mesure, qui pourrait être adoptée dès aujourd'hui. Nous pourrions agir rapidement pour réformer le système d'assurance-emploi qui, à l'heure actuelle, aide moins de 25 p. 100 des personnes qui perdent leur emploi. Des centaines de milliers de travailleurs qui versent des cotisations d'assurance-emploi s'attendent à pouvoir obtenir des fonds de cette caisse lorsqu'ils en auront besoin. Toutefois, lorsqu'ils font une demande en ce sens, ils constatent qu'ils ne sont pas admissibles ou, s'ils le sont, que le système est beaucoup moins généreux qu'il ne l'était il y a 10 ou 15 ans, et que la période de prestations est très courte. Il faut agir rapidement. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes tous prêts à le faire. Nous invitons le gouvernement à collaborer avec nous afin de réformer le système d'assurance-emploi.

Je pense que nous avons les fonds nécessaires. Si, de toute façon, nous allons nous retrouver en situation de déficit, autant dépenser

dans ces secteurs. Le gouvernement n'a pas de responsabilité plus fondamentale que celle de s'occuper des citoyens les plus à risque et les plus vulnérables. Si nous le voulions, nous pourrions nous servir de l'argent dont nous disposons pour mettre sur pied un crédit d'impôt pour enfants plus généreux, afin que les familles n'aient pas à choisir entre payer le loyer, nourrir leurs enfants, ou faire le plein de mazout pour chauffer leurs maisons.

Je demande au gouvernement d'envisager, compte tenu de la nécessité d'investir dans les infrastructures, la création d'un programme national sur le logement. Lorsque nous discutons avec des intervenants qui travaillent avec les pauvres, la première chose qu'ils nous disent c'est qu'il y a actuellement une pénurie de logements abordables.

J'espère avoir proposé quelques mesures simples sur lesquelles le gouvernement pourrait travailler avec nous. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes disposés à faire en sorte que ces mesures soient adoptées, ce qui refléterait l'esprit de coopération et de collaboration, ainsi que le sérieux qui sont nécessaires pour affronter la période très difficile qui s'annonce. Il importe de prendre des initiatives concrètes à cet égard.

•(1200)

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue. Nous avons siégé ensemble au Comité des ressources humaines où nous avons accompli un travail très important, notamment une étude sur la pauvreté que nous avons entamée au printemps. Je sais à quel point cette question lui tient à coeur.

Ce n'est pas seulement au Canada, mais dans bien d'autres régions du monde aussi, que l'on veut s'attaquer sérieusement à la pauvreté. Même une province comme Terre-Neuve-et-Labrador a fait état des travaux importants qu'elle a réalisés dans ce domaine. Il est important de reconnaître l'existence de la pauvreté, d'établir des repères et d'adopter un plan d'action pour les enfants et les personnes âgées qui vivent dans la pauvreté, ainsi que les personnes handicapées souvent privées d'aide alors qu'elles ont des problèmes incommensurables.

Je sais que le député a eu l'occasion d'aller en Irlande, alors que le déplacement de notre groupe parlementaire a été malheureusement annulé. J'espère que nous pourrions y aller. Si je fais de nouveau parti du comité, j'espère que nous aurons l'occasion d'aller voir sur place comment certains pays ont déjà réduit la pauvreté ou tout au moins adopté un bon plan pour le faire.

Le député pourrait-il nous décrire quelques initiatives prises dans d'autres pays que nous pourrions transposer tout de suite au Canada pour alléger l'immense fardeau de la pauvreté dans notre pays?

M. Tony Martin: Madame la Présidente et députée de Victoria, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de cette brillante nomination. Vous avez l'air parfaitement à l'aise dans ce fauteuil et je pense que vous allez faire un excellent travail.

Je remercie le député de ses aimables remarques et je lui adresse mes félicitations. En matière de lutte contre la pauvreté, inutile de réinventer la roue. Il suffit de se tourner vers des pays comme l'Irlande, la Grande-Bretagne et la Scandinavie pour trouver toutes sortes d'exemples de mesures efficaces. Même dans notre pays, certaines provinces ont déjà lancé des stratégies antipauvreté. Tout ce qu'elles attendent, c'est que le gouvernement national embarque avec elles.

J'ai hâte de collaborer avec le député en comité pour faire évoluer les choses dans ce sens.

L'Adresse

[Français]

M. Guy André (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, j'écoutais l'allocution de mon collègue et je suis en grande partie en accord avec certains principes. En effet, en période de crise économique et de récession, il faut à la fois développer l'économie et aider nos entreprises. Il faut donc un gouvernement plus interventionniste. Ainsi, du côté du secteur manufacturier, il faudrait aider nos entreprises à se moderniser et à acheter de nouveaux équipements pour qu'elles soient plus productives, mais il faudrait également assurer une protection sociale à ceux qui perdent leur emploi au moyen de mesures d'assurance-emploi et de mesures sociales visant à soutenir les travailleurs souffrant de la récession économique.

Je suis donc en accord avec mon collègue, mais je ne l'ai pas entendu nous parler de la culture dans son allocution. Dans le discours du Trône, le gouvernement n'annonce pas qu'il renoncera aux coupes dans le domaine de la culture. Cela a beaucoup affecté le Québec, parce que celui-ci a une culture francophone et une identité différente de celle du reste du Canada. Lorsqu'on coupe dans la culture, on coupe dans son identité même, dans sa langue et dans ses moyens de propager dans le monde ce qu'est le Québec.

J'aimerais entendre mon collègue à ce sujet, parce que nous demandons au fédéral de transférer ces montants pour la culture. De plus en plus, le Québec réclame une certaine souveraineté culturelle parce que la culture y demeure un élément essentiel.

[Traduction]

M. Tony Martin: Madame la Présidente, je félicite le député de sa réélection. Je n'ai pas parlé de culture et je ne vais pas lui répondre ce matin parce que cela prendrait trop de temps.

Nous allons aborder ici dans les jours à venir un grand nombre de sujets, dont la culture. Je suis certain que le député de Timmins—Baie James, qui est notre porte-parole, en parlera de façon tout à fait compétente et éloquente le moment venu.

•(1205)

M. Anthony Rota (Nipissing—Timiskaming, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Winnipeg-Centre-Sud.

C'est pour moi un plaisir de prendre aujourd'hui la parole pour participer, au nom des habitants de Nipissing—Timiskaming, au débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône.

Avant d'aborder le contenu du discours proprement dit, je profite de mon intervention pour remercier les électeurs de ma circonscription de m'avoir conservé leur soutien. Mon succès au cours de la dernière campagne électorale n'aurait pas été possible sans le travail acharné et le dévouement des centaines de bénévoles qui ont appuyé mes efforts en vue de me faire réélire, sans les milliers d'électeurs qui ont voté pour moi. Je m'empresse cependant d'ajouter que je représente tous les électeurs de ma circonscription et pas seulement ceux qui ont voté pour moi.

Je suis très fier d'être le député de Nipissing—Timiskaming et je vais continuer de travailler extrêmement fort pour que l'actuel gouvernement conservateur réponde aux besoins de mes électeurs.

[Français]

Cette responsabilité commence aujourd'hui, madame la Présidente, puisque je vous transmets les commentaires que j'ai reçus des habitants de ma circonscription du Nord de l'Ontario, qui croient que ce discours du Trône ne répond pas adéquatement à de nombreuses questions importantes pour eux.

C'est pourquoi, dans un esprit de coopération et dans le but de travailler en collaboration avec mes collègues des autres partis, il y a trois domaines clés que j'aimerais souligner dans mon allocution. J'espère que le gouvernement conservateur reconnaîtra l'importance de ces questions et en fera de grandes priorités à partir de maintenant.

[Traduction]

Le premier problème, le plus urgent, est celui de l'économie chancelante du Canada. En moins de trois ans, l'actuel gouvernement conservateur a trouvé le moyen de dépenser plus d'argent qu'il n'en a engrangé. Le premier ministre a décidé de se priver de toute réserve, de toute marge de manœuvre pour pouvoir soutenir les finances du Canada en cas de ralentissement économique.

[Français]

Le Canada se trouve présentement dans une situation vulnérable, au bord de la récession. Les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement leur présente un plan pour soutenir notre économie en cette période difficile. Il s'agit d'un plan pour protéger les emplois des Canadiens, leurs maisons, leurs épargnes et leurs retraites.

[Traduction]

Le premier ministre et le ministre des Finances expliquent les difficultés économiques du Canada par la crise économique mondiale. À la vérité, il faut les tenir responsables d'avoir poussé le Canada au bord du déficit. Le ralentissement actuel de l'économie n'a pas commencé le mois dernier, mais plutôt il y a près d'un an. Nous savons que, pendant le premier semestre de 2008, l'économie canadienne est celle qui, dans les pays du G8, a eu les pires résultats.

Les Canadiens savent que ce n'était pas inévitable. Le Canada aurait pu être mieux préparé si la réserve avait été maintenue et si on avait investi judicieusement pour accroître la productivité et créer des emplois.

Que s'est-il passé pour que nous en soyons là aujourd'hui? En deux brèves années, les conservateurs ont gaspillé l'excédent de 12 milliards de dollars que le gouvernement libéral leur avait légué. Ils ont éliminé également la réserve pour imprévus de 3 milliards de dollars, qui était là pour les périodes de ralentissement comme celle que nous connaissons actuellement. Cet argent aurait permis d'aider les Canadiens dans le besoin en créant des emplois, en stimulant l'économie et en s'occupant des caisses de retraite des aînés sans tomber dans un déficit.

Il vaut également la peine de signaler que le premier ministre dirige le gouvernement fédéral le plus dépensier de l'histoire du Canada. Il a augmenté les dépenses annuelles de 40 milliards de dollars en seulement trois budgets tout en recueillant des revenus inférieurs à ce qu'ils étaient auparavant. Et il parle de saine gestion.

N'oublions pas que, au lendemain de l'annonce de compressions dans la fonction publique par le ministre des Finances, le premier ministre a augmenté de 20 p. 100 la taille du Cabinet. Voilà un message bien contradictoire à lancer aux Canadiens, à qui on dit qu'ils doivent se serrer la ceinture.

L'Adresse

Même si le nouveau Cabinet du premier ministre a pris de l'expansion, les trois ministres chargés des organismes de développement économique régional, soit l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, ont baissé en grade et ne sont plus que des ministres d'État. Ces organismes ne sont plus dirigés par des ministres, mais par des ministres d'État, ce qui est un cran plus bas. Et cela se produit au milieu d'une crise économique, à un moment où les régions du Canada sont particulièrement vulnérables.

Ce qui préoccupe encore plus les gens de ma circonscription, c'est que l'organisme chargé du Nord de l'Ontario, FedNor, a été déclassé et intégré au portefeuille de l'Industrie. Ajoutons que les conservateurs ont réduit le budget de FedNor de près de 7 millions de dollars depuis qu'ils ont pris le pouvoir. Voilà qui indique clairement que le premier ministre et son gouvernement conservateur finiront par éliminer complètement ce programme.

On n'insistera jamais assez sur l'importance des programmes de développement économique régional tels que FedNor. L'aéroport Jack Garland de North Bay est un bon exemple de projet de développement économique qui devrait être examiné. C'est actuellement l'un des 15 aéroports publics du Canada qui disposent d'une piste de 10 000 pieds. On s'en sert souvent comme aéroport de remplacement lorsque des vols ne peuvent pas atterrir à Toronto, à Montréal ou dans un autre grand aéroport. Il contribue donc à la sécurité des passagers et des pilotes et constitue un moteur économique pour la croissance présente et future de la ville de North Bay et des environs.

Le gouvernement veut maintenant raccourcir la piste à 6 500 pieds. Il y a lieu de noter que, d'après les estimations actuelles, le prix du raccourcissement de la piste sera à peu près le même. L'avantage financier serait négligeable, mais l'aéroport aurait alors une piste plus courte qui ne pourrait pas servir en cas d'urgence.

Voilà un dossier qu'il convient d'examiner. Je suis sûr qu'en dernière analyse, le bon sens prévaudra, ce qui permettra à North Bay de conserver sa piste de 10 000 pieds, au profit tant de la sécurité des Canadiens que de la croissance économique du Nord de l'Ontario.

•(1210)

[Français]

Cela m'amène à un autre point: les infrastructures. Le Canada fait face à un déficit d'infrastructures de centaines de milliards de dollars. Nous devons investir rapidement pour réduire ce déficit, et travailler en partenariat avec les provinces, les territoires, les villes et les collectivités. En cette période difficile sur le plan économique, nous, les libéraux, comprenons que le gouvernement doit consacrer des fonds aux secteurs qui augmenteront notre compétitivité tout en créant de bons emplois, bien rémunérés, pour les Canadiens.

[Traduction]

Le fait de veiller à ce que le Canada dispose d'une infrastructure durable de grande qualité pour répondre aux besoins des Canadiens constitue un élément critique de la gestion de notre économie. C'est en fait un gouvernement libéral qui a lancé le premier programme d'infrastructure qui a donné lieu au Nouveau pacte pour les villes et les collectivités, dans le cadre duquel les municipalités ont bénéficié d'une remise de TPS et ont reçu 5 ¢ par litre de la taxe sur l'essence à investir dans leur infrastructure. Nous reconnaissons que les provinces, les territoires et les municipalités ont besoin d'un financement prévisible à long terme afin d'éliminer le déficit en matière d'infrastructure qui sévit actuellement dans le pays.

Le gouvernement doit assurer un meilleur accès aux services essentiels à la lutte contre la pauvreté. Nous avons besoin de logements abordables, d'un programme universel de garde d'enfants et de services de transport en commun. Contrairement aux conservateurs, dont l'idéologie fait abstraction des Canadiens vulnérables, les libéraux croient que le fait d'investir dans chaque Canadien garantit le succès du Canada sur le double plan économique et social.

Il est également inquiétant de constater que les conservateurs n'ont pas du tout manifesté l'intention d'éliminer les compressions qu'ils ont faites dans le domaine des programmes culturels. À l'heure actuelle, 1,1 million d'emplois dépendent du secteur culturel. Les réductions conservatrices continuent à nuire à cet important secteur de l'économie canadienne. Ce qui est encore pire, c'est que le ministre des Finances a admis en public que les compressions découlaient strictement de décisions politiques.

Comme tous les Canadiens, la population de Nipissing—Timiskaming mérite mieux pour affronter la crise économique actuelle.

Mes collègues libéraux et moi-même nous rendons compte que des investissements plus importants dans l'infrastructure et le développement économique régional et des mesures destinées à inverser le déficit croissant des dépenses sociales sont extrêmement importants pour stimuler l'économie canadienne en perte de vitesse.

Juste avant de venir à Ottawa, le ministre des Finances avait laissé aux Ontariens un déficit de 5 milliards de dollars. À titre de ministre des Finances de l'Ontario, il a fait un beau gâchis dans les livres de la province. Aujourd'hui, il est en train de faire la même chose à Ottawa. Les Canadiens se rendent compte qu'il ne doit pas en être ainsi.

Ce sont les libéraux qui ont libéré le Canada du déficit de 42 milliards de dollars légué par le gouvernement conservateur précédent. Ce sont les libéraux qui ont mis le Canada sur la voie d'une croissance sans précédent avant l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement.

J'espère avoir l'occasion de collaborer avec des collègues de tous les partis à la Chambre pour veiller à ce que des investissements dans le développement économique, l'infrastructure et les programmes sociaux fassent partie d'une stratégie complète destinée à inverser la tendance à la mauvaise gestion financière établie par le gouvernement conservateur.

•(1215)

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je vous félicite de votre nomination au poste de présidente suppléante.

J'ai été intrigué par les commentaires du député au sujet de l'infrastructure, surtout en ce qui concerne ma région, le corridor Windsor-Détroit. Dans cette région, un projet d'infrastructure de grande envergure en est aux stades préliminaires de réalisation.

Un site a été choisi pour un nouveau poste frontalier. En dépit des difficultés que nous vivons actuellement, cela est très important pour notre économie. Nous avons besoin d'un nouveau pont et d'une nouvelle aire d'inspection. La municipalité aussi exerce des pressions pour régler le problème du réseau routier qui mène au nouveau poste frontalier. C'est une situation quelque peu controversée, car le gouvernement libéral de l'Ontario ne veut pas aller de l'avant avec une proposition qui vise à rendre le projet plus écologique et, même si la différence est négligeable, il semble s'entêter à ne pas y donner suite.

L'Adresse

Étant donné l'importance du corridor, et le fait que 40 p. 100 du commerce canadien y transite et que l'ajout d'un autre pont est absolument essentiel, non seulement pour l'Ontario et le Québec, mais aussi pour le reste du pays puisque notre PIB dépend de très près d'un exploitant privé américain qui est propriétaire du pont actuel, pourquoi son parti s'oppose-t-il à ce que le projet aille de l'avant?

En fait, un ancien ministre était l'un des candidats libéraux dans ma région et il ne voulait pas que le projet aille de l'avant. Pourquoi les libéraux ne voudraient-ils pas appuyer un projet qui créera de nombreux emplois, rendra le corridor plus efficace et plus écologique et offrira d'énormes possibilités de développement économique?

M. Anthony Rota: Madame la Présidente, en matière d'infrastructures, nous devons agir et prendre des initiatives. Il s'agit de l'un des domaines où tout investissement additionnel portera fruits et se répercutera chez-nous, au Canada. Avec certaines des mesures incitatives non ciblées des conservateurs, les gens peuvent par exemple recevoir 100 \$ de plus par mois, mais ce montant sert souvent à acheter des produits fabriqués à l'étranger. Ce n'est pas mauvais pour le secteur du détail, qui a son importance. Cependant, avec des investissements en infrastructures, l'argent sert à des ouvrages et il est dépensé localement puis investi et réinvesti. Lorsque l'argent arrive au secteur du détail, il y a déjà eu un effet multiplicateur par rapport à l'investissement de départ.

Une partie des infrastructures sont nécessaires pour favoriser le commerce international aux frontières. Les États-Unis sont notre plus grand partenaire commercial. Nous devons tout faire pour accroître le commerce et le faciliter, de manière à abolir les barrières entre nos deux pays. Il importe certainement donc d'accroître le commerce et de le faciliter dans le cadre d'un programme d'infrastructures complet.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC): Madame la Présidente, je tiens à souhaiter la bienvenue à mon collègue, qui est de retour à la Chambre. J'ai toujours apprécié les brefs moments où nous avons échangé et je sais qu'il se considère comme un amateur de plein air des régions rurales de l'Ontario.

Le député a parlé de l'excédent et du fait que nous l'avions dilapidé. Il ne faut pas perdre de vue que tout excédent résulte d'une imposition excessive. Nous avons affecté les excédents à la dette. Nous avons également veillé à remettre l'argent aux contribuables par le truchement d'un certain nombre de crédits et de réductions d'impôt. De telles initiatives ont été avantageuses pour les Canadiens dans un océan à l'autre.

Nous savons également que ce fameux fonds de prévoyance dont les députés d'en face parlent sans cesse servait tout simplement à financer les projets favoris des libéraux et l'une de mes activités favorites a d'ailleurs consisté à dénoncer cela, justement. C'est l'une des raisons pour lesquelles je me suis lancé en politique. En effet, les libéraux accaparaient des fonds pour les affecter aux programmes de leurs petits copains.

Dans le discours du Trône, nous avons déclaré que nous allions finalement nous débarrasser du registre des armes à feu. Ce programme inefficace avait été présenté par le gouvernement libéral précédent. Je connais des électeurs dans toutes les régions rurales du Canada qui détestent le registre des armes à feu. Comment votera mon collègue lorsque viendra le moment de décider de son élimination?

● (1220)

M. Anthony Rota: Madame la Présidente, c'est une question qui a été soulevée de nombreuses fois. Pourquoi les conservateurs n'ont-ils rien fait à cet égard? C'est l'une des promesses qu'ils ont faites il y a très longtemps. Cela devait être leur plateforme. Ils allaient éliminer le registre des armes à feu. C'est l'une des nombreuses promesses qu'ils n'ont pas respectées. Ils n'ont pas présenté de mesures à cet égard.

Mon vote dépendra des mesures que les conservateurs prendront. Je ne peux pas dire de quelle façon je vais voter si je ne sais pas sur quoi je vote. Je dois d'abord connaître les détails et savoir exactement ce que les conservateurs veulent faire. Ils ont fait des promesses et présenté des initiatives et des projets de loi qui ne tiennent pas vraiment debout. Une idée peut sembler bonne de prime abord, mais, lorsque vient le temps de voter, on doit connaître les détails. J'examinerai les mesures présentées par les conservateurs sur cette question et je voterai en conséquence.

L'hon. Anita Neville (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Madame la Présidente, je suis contente de vous voir au fauteuil. Félicitations.

Je suis heureuse de prendre la parole en cette 40^e législature pour répondre au discours du Trône au nom des citoyens de ma circonscription, Winnipeg-Centre-Sud, une circonscription dynamique et diversifiée située au coeur du continent.

Avant de commencer, je tiens à remercier les gens de ma collectivité pour la confiance qu'ils m'ont témoignée pour la quatrième fois en huit ans et à leur dire que c'est avec une immense gratitude et un sens profond des responsabilités que je reprends mon rôle de députée. Je remercie tout spécialement les nombreux bénévoles qui m'ont aidée à garder mon emploi et à défendre les couleurs du Parti libéral au Manitoba.

Je suis pleinement consciente du fait que les mesures prises par le gouvernement conservateur et les réactions, les études et les décisions de la Chambre des communes vont déterminer la façon dont certaines personnes vont vivre leur vie et les possibilités qui vont s'offrir à elles.

Bien des gens savent que le Parti libéral a toujours défendu les gens des collectivités. Comme me l'a dit un aîné croisé sur l'avenue Grant, à Winnipeg: « Le Parti libéral nous a toujours appuyé, et j'appuierai les libéraux ». Offrir des possibilités en créant de la richesse et en gérant bien l'économie et les finances, voilà les principes directeurs du Parti libéral.

Avec l'effondrement de l'économie mondiale comme toile de fond, il incombe au gouvernement conservateur de prendre des mesures rigoureuses pour stimuler l'économie, de présenter un plan, d'expliquer sa vision pour l'avenir afin de protéger les emplois et les pensions et d'assurer la stabilité de notre économie, tout cela de manière ouverte et constante, en envoyant un message équilibré axé sur les vrais problèmes et non sur les gains politiques.

Avant le 14 octobre, le premier ministre affirmait aux Canadiens qu'il n'accuserait jamais de déficit. Or, il est clair qu'il disposait alors de renseignements lui indiquant qu'il ne serait pas en mesure de garder cette promesse sans réduire énormément le financement, à cause du ralentissement économique au Canada, situation exacerbée par la mauvaise gestion financière du gouvernement conservateur.

L'Adresse

Quand les conservateurs sont entrés au pouvoir, ils ont dépouillé le gouvernement des mesures visant à garantir sa sécurité financière et ils se sont lancés dans des dépenses effrénées. Ils ont dépensé de façon irresponsable et ils ont rendu l'économie canadienne vulnérable au ralentissement économique mondial. En fait, pour faire une analogie, ils se sont comportés comme un adolescent qui vient d'acquérir une rutilante bagnole et qui dépense tout son argent pour la faire repeindre et pour faire installer une chaîne stéréophonique, mais qui a enlevé les ceintures de sécurité et les coussins gonflables.

Après avoir hérité des libéraux de l'économie la plus forte des pays du G8, d'un excédent de 13 milliards de dollars, d'une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars, d'une création d'emploi sans précédent et d'un déficit zéro, nous sommes maintenant presque en récession, et le gouvernement conservateur est en partie responsable à cause de sa mauvaise gestion.

Comme l'a confirmé le directeur parlementaire du budget, le gouvernement a miné la stabilité financière du Canada. Nous osons maintenant parler de récession. On nous dit qu'il ne s'agit que d'une récession sur le plan technique. Il n'y a rien de technique dans cette récession. Il n'y a rien de technique pour les gens qui ont perdu leur emploi ou qui sont sur le point de le perdre. Il n'y a rien de technique pour les milliers des Canadiens qui ont perdu leur emploi sous les conservateurs. Ils ne sont pas techniquement sans emploi, les difficultés qu'ils éprouvent et leurs inquiétudes au sujet de l'éducation de leurs enfants ou de leurs pensions sont bien réelles.

Le gouvernement conservateur doit s'en tenir à la réalité et dire les choses telles qu'elles sont aux Canadiens. Il ne doit pas jouer avec les mots et insulter l'intelligence des Canadiens.

Dans le discours du Trône et les observations subséquentes formulées à la Chambre, les conservateurs parlent de prudence. Ils parlent des programmes essentiels tout simplement et de la nécessité d'examiner attentivement toutes les dépenses pour s'assurer qu'elles sont conformes aux priorités du Canada. Mais qui déterminera les priorités du Canada?

Les conservateurs ont promis de scruter à la loupe les dépenses fédérales, ce qui devrait inquiéter les Canadiens. Les conservateurs peuvent bien scruter toutes les dépenses à la loupe, mais ils ne doivent pas sabrer dans les programmes à coups de machette quand un scalpel ferait l'affaire. Les Canadiens doivent être vigilants et s'assurer que les compressions des conservateurs ne sont pas simplement de nature idéologique, mais qu'elles sont réellement avantageuses pour les contribuables.

• (1225)

Pendant la dernière législature, nous avons assisté à des coupes sans précédent dans les programmes relatifs aux changements climatiques, aux contestations judiciaires, à l'alphabétisation, à l'accord de Kelowna, au régime national de garderies, au financement des arts et ainsi de suite.

Dans ma ville, Winnipeg, la Commission canadienne du blé a été assiégée par des processus antidémocratiques comme la modification des listes d'électeurs, l'utilisation de bulletins de vote numérotés, la multiplication des nominations à la Commission du blé de personnes opposées au guichet unique, ainsi que l'ouverture aux dépenses engagées par des tiers. En période d'incertitude économique, le gouvernement a l'intention de compromettre 480 emplois directs à la Commission canadienne du blé à Winnipeg et l'équivalent de plus de 1 800 emplois à temps plein dépendant des retombées économiques des dépenses de la Commission canadienne du blé. Des milliers

d'autres emplois de soutien des activités de la Commission du blé sont également menacés.

La survie du port de Churchill sera menacée. En effet, la Commission canadienne du blé est responsable de plus de 90 p. 100 de tout le trafic. Il est également probable que la voie ferroviaire du Nord sera fermée. Les sièges sociaux du Manitoba risquent de disparaître.

Les gens de ma collectivité s'attendent à plus de leur gouvernement. Le Manitoba est une collectivité relativement restreinte qui se caractérise par une communauté d'intérêts. La collectivité est unanime dans ses efforts en vue de la création d'un port intérieur, plaque tournante du transport qui est prioritaire pour le gouvernement et les entreprises. Tous s'attendent à ce que le gouvernement du Canada soit un partenaire à part entière dans cette initiative. Winnipeg possède de nombreux avantages naturels pour la construction d'un tel port.

Le gouvernement parle également des progrès scientifiques et techniques tout en laissant le Conseil manitobain de l'innovation servir de modèle.

Des ressources ont été promises et allouées par le gouvernement pour le nettoyage du lac Winnipeg, mais l'argent n'arrive pas vite. Au mieux, il est versé goutte à goutte. Pendant deux étés de suite, des échantillons d'eau ont été recueillis. Ils sont entreposés dans une glacière, quelque part, et il n'y a pas d'argent disponible pour les analyser. Quand un engagement est pris, on s'attend à ce qu'il soit respecté.

Les habitants de Winnipeg-Centre-Sud ont bien d'autres dossiers prioritaires, notamment les soins de santé et l'accès aux professionnels de la santé, de même que l'accès aux études postsecondaires sans passer par l'endettement qui retient les jeunes qui veulent faire des études.

Il est question dans le discours du Trône d'aider tous les Canadiens à participer. Il y est aussi question de sécurité d'emploi pour les familles et d'encourager l'apprentissage de métiers spécialisés. Nombreux sont les Canadiens qui veulent travailler. Ils veulent conserver leur emploi. Ils veulent parfaire leurs compétences. Ils ne peuvent toutefois pas faire tout cela sans être certains que leurs enfants sont en sécurité. Pour bien des Canadiens, l'absence de plan national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants les empêche de retourner sur les bancs d'école ou d'obtenir un emploi.

Les habitants de Winnipeg-Centre-Sud sont très préoccupés par ceux qui sont vulnérables, en particulier les enfants et les pauvres, et ils craignent qu'on ne les oublie pendant la crise économique que nous traversons.

Je pense particulièrement à cette personne âgée qui disait que son mari et elle craignaient que lorsque l'un d'entre eux mourrait, l'autre ne pourrait plus payer le loyer de leur appartement et ne saurait pas où aller.

Sur le plan de la justice, tout le monde souhaite des collectivités plus sûres. Je note toutefois avec intérêt que même si le discours du Trône aborde la question du contrôle de la criminalité, il ne contient rien sur d'autres sujets de grande importance au Manitoba comme le contrôle des vols de véhicules, ni sur la façon de s'attaquer aux déterminants sociaux de la criminalité.

Je voulais parler du financement des valeurs mobilières, mais je constate, madame la Présidente, que je dois conclure.

L'Adresse

Je voudrais brièvement parler de la réforme démocratique et de la réforme des institutions du Parlement. Le gouvernement pourrait poser certains petits gestes en signe de bonne foi avant d'entreprendre une réforme constitutionnelle majeure. Je pense entre autres à la participation de tous les candidats à des débats en période électorale et à l'interdiction d'utiliser les outils de la Chambre à des fins partisans ou de reprendre à ses propres fins les paroles d'un député en les citant hors contexte.

• (1230)

Les habitants de ma collectivité souhaitent que leurs dirigeants parlent franchement. Ils ne veulent pas d'information partielle. Ils ne veulent pas de propos tendancieux à des fins politiques. La tâche qui nous attend est grande et ils veulent que nous allions de l'avant en nous montrant coopératifs et en faisant preuve de bonne foi et d'ouverture d'esprit.

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Madame la Présidente, je remercie la députée de Winnipeg-Centre-Sud de ses commentaires sur le discours du Trône. Même si je les ai trouvés un peu longs, je les apprécie quand même.

Une chose me préoccupe et c'est au sujet de la Commission canadienne du blé. Il est vrai que les agriculteurs des Prairies ont voté en faveur de changements à la Commission. Ne convient-elle pas que ce qui menace le plus la Commission c'est l'immobilisme? Ce qui risque le plus d'empêcher le maintien de la Commission à Winnipeg serait qu'elle continue de fonctionner sous la même forme qu'elle le fait depuis des années, sans modification pour répondre aux besoins et à la volonté des producteurs de l'Ouest. Ne reconnaît-elle pas que les producteurs ont dit très clairement vouloir du changement? Ils l'ont exprimé clairement non seulement dans un plébiscite, mais aussi lors de l'élection des membres dans les magnifiques Prairies, où la Commission du blé exerce ses activités. Bien entendu, si nous examinons la composition de la Chambre, nous pouvons voir une différence entre le nombre de députés de régions rurales que le Parti libéral compte par rapport au Parti conservateur.

La députée ne reconnaît-elle pas que cet organisme a coûté cher aux agriculteurs l'année dernière? Selon un rapport publié la semaine dernière, c'est 40 \$ la tonne. Pour ma petite exploitation, 40 \$ la tonne, c'est 40 000 \$. À l'échelle des Prairies, combien d'argent cet organisme a-t-il coûté aux agriculteurs?

Ma question est très générale. En faisant ses commentaires sur la Commission canadienne du blé, s'est-elle concentrée sur ce qui est important pour les agriculteurs canadiens ou sur ce qui est important pour elle et son parcours en politique?

L'hon. Anita Neville: Monsieur le Président, je me fais du souci évidemment pour les agriculteurs et pour l'avenir de la Commission canadienne du blé. Cependant, je me soucie encore davantage de la nécessité, pour les agriculteurs, de pouvoir parler de ces questions de manière équitable et transparente. Je me soucie du point de vue des agriculteurs, qui doit être présenté fidèlement dans cette enceinte et ailleurs.

Je ne m'oppose pas à ce que les agriculteurs puissent déterminer l'avenir de la Commission canadienne du blé. Cependant, nous savons tous que les dés étaient pipés. Des réunions secrètes ont eu lieu. Quelques intéressés y ont été invités, alors que d'autres en ont été exclus. Nous savons combien ceux qui ne souscrivaient pas à la position du gouvernement ont été traités sans ménagement.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je félicite la députée pour son retour à la Chambre et pour son discours d'aujourd'hui.

J'aimerais lui demander quelle est la philosophie de son parti pour ce qui est d'appuyer la politique des conservateurs, qui comptent toujours consentir des allègements fiscaux aux grandes entreprises. Leur taux d'imposition sera réduit d'autre point de pourcentage en janvier, ce qui coûtera encore 7 ou 8 milliards de dollars. Fait intéressant, la députée a parlé d'un certain nombre de besoins importants. Nombre d'économistes ont affirmé clairement que, par les temps qui courent, il vaudrait beaucoup mieux consacrer l'argent aux infrastructures et aux programmes sociaux, et ce, pour diverses raisons, même si la création d'emplois devrait suffire comme justification.

J'aimerais demander à la députée pourquoi les libéraux continuent d'appuyer une telle politique, malgré le fait qu'un déficit s'annonce. Les Canadiens doivent comprendre que nous allons devoir emprunter de l'argent pour accorder des allègements fiscaux aux grandes entreprises. Nous allons devoir financer ces allègements avec les deniers publics. Ce n'est pas ainsi qu'on doit envisager le développement économique. Il est injuste pour les contribuables canadiens de voir leur argent employé de la sorte. Si cet argent était consacré aux infrastructures et aux services sociaux, des emplois seraient créés et les collectivités y trouveraient l'aide dont elles ont besoin.

• (1235)

L'hon. Anita Neville: Madame la Présidente, je félicite le député d'avoir été réélu.

Je suis d'accord avec le député pour dire qu'il faudrait investir dans l'infrastructure. Nous devons faire en sorte que les plus vulnérables de nos collectivités ne soient pas laissés pour compte. Cependant, je ne partage pas son avis en ce qui concerne les réductions d'impôts des sociétés. À l'heure actuelle, le plus important, c'est que les entreprises puissent créer des emplois, garder leurs employés et, on ose l'espérer, en embaucher de nouveaux. Je ne suis pas certaine que ce que le député propose irait dans ce sens.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC): Madame la Présidente, je vous félicite d'avoir été nommée présidente suppléante, tout comme je félicite nos autres collègues d'avoir été nommés à l'équipe de la présidence et, bien sûr, notre collègue d'avoir récemment été élu Président.

Avant de commencer ma réponse au discours du Trône, j'aimerais remercier les gens de ma circonscription, Selkirk—Interlake, de m'avoir de nouveau fait confiance et de m'avoir réélu. C'est avec humilité que je reçois le mandat de représenter les merveilleux gens de Selkirk—Interlake.

Bien sûr, sans l'aide de notre famille, nous ne pourrions jouer notre rôle de député. Je dois remercier mon épouse, Kelly, et nos trois filles, Cortney, Taylor et Cassidy, de leur amour; je leur sais gré de comprendre le temps que je dois mettre pour m'acquitter de mon travail de député et des responsabilités extraordinaires que suppose le fait de représenter tous les gens de ma circonscription, pas seulement ceux qui m'ont élu.

Se faire élire est un projet d'envergure, et nous ne pourrions réussir sans l'aide de bénévoles. Je tiens à remercier mon équipe de campagne et les centaines de bénévoles qui ont contribué à ma réélection.

L'Adresse

Selkirk—Interlake est une circonscription vraiment magnifique. Je dis toujours que je représente la meilleure de toutes les circonscriptions au pays. Je sais que tous mes collègues en disent autant, mais je peux vous dire que, mis à part le fait que ma circonscription rurale est vraiment magnifique, les gens qui y habitent sont merveilleux et c'est ce qui en fait la meilleure circonscription au pays.

C'est une grande circonscription qui s'étend sur 56 000 kilomètres carrés et compte 71 collectivités où vivent 91 000 personnes. On y retrouve aussi 10 collectivités de Premières nations et 27 associations locales des Métis. On y retrouve aussi un bon équilibre entre les Européens d'ascendance ukrainienne et islandaise ainsi que les premiers colons de lord Selkirk et les immigrants qui se sont récemment installés dans nos collectivités. C'est une région assez dynamique où il se passe des choses très excitantes. Les gens oublient trop souvent que même s'il s'agit d'une très grande circonscription, très agraire qui compte un grand nombre de ranchs et de fermes, on y retrouve également deux des grands lacs du Manitoba, soit le Lac Winnipeg et le lac Manitoba. La pêche, tant commerciale que sportive, y est excellente.

Le discours du Trône s'est concentré sur la grave crise économique qui sévit à l'échelle mondiale. Les informations parlent beaucoup des répercussions entraînées sur l'industrie de l'automobile, le secteur financier et le secteur de l'immobilier, mais on oublie souvent le secteur rural. Je tiens à parler de l'importance de ce secteur pour notre pays.

Nous surveillons de près les industries manufacturières et des services, mais nous ne devons pas oublier les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'exploitation des ressources. Le Canada rural revêt une grande importance pour la stabilité économique globale de notre grand pays. En 2006, il y avait 327 000 exploitants agricoles répartis dans environ 189 000 fermes au pays. Cela ne compte peut-être que pour 1 p. 100 de la population nationale, mais ce 1 p. 100 a d'énormes répercussions sur l'économie du Canada.

Il y a également plus de 52 000 personnes qui travaillent directement dans le secteur de la pêche commerciale dans les provinces de l'Atlantique, sur la côte du Pacifique et dans le secteur de la pêche intérieure en eau douce.

On retrouve à Selkirk—Interlake 2500 exploitations bovines, plus de 2 000 exploitations de grains mélangés et 1 200 pêcheurs commerciaux qui travaillent activement dans le secteur des pêches tant sur le lac Manitoba que sur le lac Winnipeg.

Le secteur de la pêche a été très productif au Canada en 2000. Il a généré plus de 4 milliards de dollars de revenus. Sa croissance a augmenté à un taux d'environ 2,8 p. 100, ce qui est assez considérable. Au chapitre des échanges, le secteur de la pêche a exporté plus de 3,9 milliards de dollars de produits en 2007. Le Canada se classe au septième rang mondial parmi les grands exportateurs de poissons et de fruits de mer. La valeur des prises commerciales dans le lac Winnipeg seulement, et il s'agit de prises en eau douce, est de 18,2 millions de dollars. En raison de son importance, ce secteur génère des retombées intéressantes. La pêche continentale commerciale est un secteur qui m'est cher et qui mérite d'être soutenu.

Nous avons un programme des ports pour petits bateaux. Lors de la session parlementaire précédente, le gouvernement a porté à 20 millions de dollars le financement annuel du programme des ports pour petits bateaux. L'année dernière, nous l'avons augmenté de 10 millions de dollars de plus sur une période de deux ans afin

d'aider des ports pour petits bateaux qui ont désespérément besoin de réparations et de travaux de dépollution.

● (1240)

En août cette année, j'ai fait plusieurs annonces concernant les ports de pêche à Easterville, à Arnes, à l'île Matheson et ailleurs dans ma circonscription, pour veiller à ce qu'on règle les questions de sécurité entourant le débarquement des prises et à ce que les pêcheurs disposent de l'infrastructure leur permettant d'embarquer et de débarquer sans briser leur matériel.

Nous investissons aussi dans le fonds de gestion des ressources hydriques pour le bassin du lac Winnipeg. Cela est important, car nous devons protéger la viabilité de nos lacs. Le lac Winnipeg n'est pas uniquement une source de poissons pour la pêche commerciale; il constitue aussi une source d'alimentation importante pour nos réseaux aquifères. Il est une source essentielle pour la reconstitution des réseaux aquifères de presque tout le Manitoba et il contribue à l'essor d'une industrie touristique très importante. On trouve dans ma circonscription quelques-unes des plus belles plages du Canada.

Nous avons affecté 18 millions de dollars au plan d'action pour l'assainissement de l'eau du seul lac Winnipeg, pour créer le fonds de gestion des ressources hydriques pour le lac Winnipeg. Une bonne partie de cet argent sert déjà à intervenir sur des problèmes environnementaux qui affectent ce lac. Nous avons aussi créé un fonds de 3,65 millions de dollars pour aider des organisations communautaires ou industrielles et des municipalités à renforcer les financements municipaux, provinciaux ou en provenance d'autres ministères fédéraux affectés à la réduction des nutriments qui sont rejetés dans le lac Winnipeg. Il s'agit de tout le bassin, pas seulement du lac. On parle du Manitoba, de la Saskatchewan, de certaines régions de l'Ontario et de l'Alberta qui alimentent en fait le lac Winnipeg. Plus de 1 million de dollars ont déjà été affectés à ce problème cette année.

Le fonds comporte cinq objectifs de réduction de la charge de nutriments. Il faut d'abord s'attaquer à la prolifération des algues bleues. Il faut réduire le nombre de fermetures de plage. Il faut préserver une pêche durable, offrir un lac propre aux amateurs de loisirs et rétablir l'intégrité écologique du lac.

Encore une fois, l'agriculture est un moteur économique essentiel de notre industrie. Elle produit 8 p. 100 de notre PIB, soit l'équivalent de 86 milliards de dollars. L'agriculture au Canada représente un emploi sur huit, autrement dit elle emploie directement ou indirectement 2,1 millions de personnes. Ce sont donc 327 000 agriculteurs qui sont la source de 2,1 millions d'emplois. Les exportations agricoles et agroalimentaires en 2007 ont représenté 31,7 milliards de dollars, soit 6,8 p. 100 du total de nos exportations.

Pour préserver ces retombées et l'emploi, nous devons toujours veiller à avoir une politique agricole solide. Chaque dollar de PIB créé directement dans l'agriculture primaire se traduit par la création indirecte de 1,08 \$ qui viennent s'ajouter au PIB. Chaque nouvel emploi créé dans l'agriculture entraîne la création de 0,91 emploi indirect ailleurs dans l'économie, qu'il s'agisse de camionneurs, d'employés du commerce de détail ou d'agents des chaînes de distribution alimentaire. Chaque dollar de PIB que nous créons dans le secteur de la transformation alimentaire, qui est énorme si l'on songe à tous les abattoirs et à toutes les usines de transformation, se traduit par un ajout indirect supplémentaire de 1,81 \$ dans l'économie. Et de la même façon, chaque nouvel emploi dans le secteur de la transformation alimentaire entraîne la création de 2,5 autres emplois dans le reste de l'économie.

L'Adresse

L'agriculture est donc un important moteur économique dont nous devons absolument tenir compte, et c'est pourquoi notre gouvernement a remanié de fond en comble notre politique agricole avec le programme Cultivons l'avenir.

Le programme Agri-investissement est un outil d'investissement autogéré pour les agriculteurs. Il aide les producteurs à se protéger contre les baisses du revenu agricole inférieures à 15 p. 100. Nous avons fait une mise de fonds de plus de 400 millions de dollars pour ce fonds.

Les producteurs vont continuer à bénéficier du programme Agri-stabilité pour faire face aux fluctuations à court terme du marché et des coûts des intrants. Il faudra toujours figoler ce programme, mais c'est néanmoins une amélioration considérable par rapport au Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, et la plupart des agriculteurs nous en sont reconnaissants.

Nous avons le programme Agri-assurance, l'ancien Programme d'assurance-récolte. Nous essayons d'améliorer l'assurance-récolte pour qu'elle ait plus de cohérence à l'échelle nationale, mais aussi de trouver une façon d'inclure dans ce programme l'industrie du bétail.

Nous avons aussi le remarquable nouveau programme Agri-relance qui intervient en cas de catastrophes, d'événements totalement imprévus ou de désastres face auxquels on en est réduit à des interventions au coup par coup en collaboration avec les provinces.

Il y aura toujours place pour l'amélioration, mais je crois que le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sait très bien quels programmes seront les meilleurs en réponse aux catastrophes, quand elles surviendront, où que ce soit au Canada.

• (1245)

Au cours de la dernière campagne électorale, le Parti conservateur proposait un programme promettant encore plus d'améliorations dans le domaine de l'agriculture. Il promet entre autres de réserver plus de 500 millions de dollars sur quatre ans pour la mise en place d'un programme sur la flexibilité de l'agriculture. Je sais que certains producteurs, dans certaines régions, affirmeront que cet argent ira à des programmes de gestion du risque que leur propre province a déjà créés. Personnellement, je ne crois pas que cet argent favorisera une province au détriment d'une autre. Il servira à aider les plus mal pris, ceux qui cultivent des produits pour lesquels les conditions du marché sont défavorables depuis longtemps et que les programmes actuels ne peuvent pas aider. Cet argent ira à des gens comme les éleveurs de bétail et les horticulteurs, qui ont besoin d'un peu plus d'argent pour rester en affaires.

Nous avons aussi annoncé que nous verserons 50 millions de dollars pour augmenter la capacité d'abattage et de transformation au Canada. C'est particulièrement important dans les régions où cette capacité est insuffisante. Au Manitoba, en Colombie-Britannique et dans l'Atlantique, il n'y a pas de conditionneurs pour soutenir les éleveurs, surtout compte tenu des conditions du marché comme celles qui prévalent au sud de notre frontière. Nous devons avoir nos propres entreprises de transformation et de conditionnement.

Au cours de la dernière campagne électorale, nous avons promis de réduire de moitié la taxe d'accise fédérale sur le diesel, ce qui représentera 47 millions de dollars d'économies pour les agriculteurs. Ce n'est pas rien. Je m'en attribue un peu le crédit parce que, pendant la 38^e et la 39^e législatures, j'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire qui proposait l'élimination de la taxe d'accise fédérale sur tout combustible diesel utilisé aux fins de l'agriculture ou de la pêche commerciale. Une réduction de deux cents, c'est une amélioration notable, et tout le monde au Canada pourra en profiter.

Je sais que mes amis camionneurs étaient très heureux d'entendre cette promesse.

Nous nous sommes aussi engagés à poursuivre nos efforts pour permettre aux céréaliculteurs de l'Ouest de choisir leur mode de commercialisation, y compris par l'entremise de la Commission canadienne du blé. Nous continuerons d'appuyer et de renforcer la gestion de l'offre au Canada et de le faire savoir clairement chaque fois que nous en discuterons avec d'autres pays au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

En dépit de tout le soutien apporté par le gouvernement, il reste malheureusement que les contribuables canadiens paient soutien et subventions aux agriculteurs et aussi que les agriculteurs subventionnent le coût des aliments. Si nous examinons les statistiques produites par Statistique Canada, nous constatons que, dans les petites exploitations agricoles dont les revenus sont inférieurs à 100 000 \$, 90 p. 100 des revenus sont tirés de sources extérieures à l'exploitation même. Dans les grandes exploitations agricoles, ce pourcentage est de 55 p. 100, tandis que même dans les très grandes exploitations, soit celles dont les revenus bruts dépassent le demi-million de dollars, 35 p. 100 de ces revenus ne proviennent pas de l'exploitation agricole elle-même.

Malgré l'aide offerte par le gouvernement du Canada, les agriculteurs, souvent des couples, qui veulent que leur exploitation demeure viable doivent quitter la ferme et accepter des emplois en ville ou trouver un autre moyen de générer des revenus par un travail à domicile. Les agriculteurs ont l'esprit d'entreprise, ils sont très résilients et ils consentiront tout le travail nécessaire pour assurer le maintien de leurs activités et protéger leurs terres.

Il est vrai que les agriculteurs peuvent avoir des actifs de grande valeur, mais ils sont pauvres en liquidité. Nous savons que le plus grand défi des agriculteurs aujourd'hui, ce n'est pas uniquement de trouver leur niche sur les marchés, d'assurer la santé de leur cheptel ou de s'occuper de questions commerciales, mais bien de gérer leur trésorerie. Avec le resserrement du crédit auquel nous assistons au Canada et partout dans le monde, les agriculteurs ont encore plus besoin de capitaux propres et d'argent pour assurer le maintien des activités quotidiennes de leur exploitation agricole.

Au cours de la dernière législature, le premier ministre et le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ont apporté des améliorations majeures à l'étiquetage, particulièrement pour ce qui est des produits canadiens. Lors de la dernière session, j'ai été heureux de présider le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire et nous avons examiné avec compétence quelques-unes des lacunes dans l'étiquetage des produits canadiens.

Maintenant, lorsque quelqu'un va à l'épicerie acheter une boîte de fèves ou des aliments transformés comme une pizza et lit sur l'étiquette « produit du Canada », cela signifie que plus de 98 p. 100 des ingrédients proviennent vraiment du Canada. Le produit n'est pas seulement fait au Canada, ses ingrédients sont cultivés ici. Les consommateurs peuvent être rassurés en sachant qu'ils achètent des aliments de haute qualité et très sûrs qui proviennent d'ici même, au Canada.

L'Adresse

• (1250)

Nous savons aussi que les entreprises qui importent des aliments, mais qui les transforment ici, peuvent quand même utiliser la mention « fait au Canada », ce qui est important. Nous voulons continuer de créer ces emplois au Canada et d'indiquer que ces aliments ont été transformés dans le respect de nos règlements d'inspection et de nos normes en matière d'environnement et de travail. Nous savons que cela a permis de créer des emplois et des possibilités dans notre pays. Il faut le reconnaître.

Nous avons aussi fait des progrès sur le plan des biocarburants, ce qui est primordial non seulement pour l'environnement, mais aussi pour nos agriculteurs, pour l'amélioration des possibilités de commercialisation des produits céréaliers de moindre valeur. De plus, avec l'éthanol cellulosique et le biodiesel, on peut utiliser certains sous-produits et déchets d'origine animale. Cela augmente le revenu des exploitations agricoles et nous continuons d'être en faveur de cela.

Je suis déçu de constater que certains partis n'appuient pas les biocarburants en prétendant qu'ils haussent le prix des aliments. Je suis moi-même agriculteur et je ne vais certainement pas défendre le concept des aliments à rabais. Je veux que les agriculteurs tirent des revenus du marché afin qu'ils ne soient pas forcés de dépendre d'un revenu auxiliaire ou des subventions du gouvernement.

C'est pourquoi nous devons continuer de nous concentrer sur l'expansion commerciale pour assurer l'accès aux marchés, surtout avec l'incertitude entourant l'entente finale avec l'Organisation mondiale du commerce. Le Canada se lancera activement à la recherche de nouveaux marchés afin d'offrir à nos agriculteurs et à l'ensemble de notre économie de nouvelles possibilités de commercialisation sur les marchés à valeur élevée.

Comme le ministre du Commerce et le ministre de l'Agriculture l'ont dit, nous allons tâter le terrain du côté du marché commun européen, de même que d'autres pays asiatiques, pour ouvrir autant de portes que possible.

Un de nos défis actuels est l'étiquetage indiquant le pays d'origine aux États-Unis. Il ne fait aucun doute que les pratiques des États-Unis à cet égard sont contraires à l'ALENA et à l'OMC. Cela crée beaucoup d'incertitude sur notre marché, mais, surtout, cela fait baisser les prix. Les prix du bétail et des porcs sont en chute libre. Les possibilités de vente dans certaines régions des États-Unis diminuent. Nous devons nous assurer de prendre des mesures énergiques à l'endroit des États-Unis pour contrer cette politique ultraprotectionniste.

Le ministre de l'Agriculture a déjà déclaré publiquement que nous prendrions des mesures pour faire en sorte que les règles de l'ALENA soient respectées dans la commercialisation des produits aux États-Unis. Quand un produit est transformé aux États-Unis, il s'agit d'un produit des États-Unis. Nous savons aussi que cela va à l'encontre des règles de l'OMC concernant le pays d'origine.

Je reviendrai maintenant sur l'importance de l'économie rurale, des collectivités rurales et des petites collectivités que bon nombre d'entre nous représentent. Le pourcentage de personnes vivant en milieu rural baisse toujours. En 2001, 20,3 p. 100 des Canadiens vivaient en milieu rural, ce qui ne représente que 6,1 millions de personnes. Actuellement, 80 p. 100 des Canadiens vivent dans de grands centres urbains.

Ces petites collectivités sont tributaires de l'agriculture, des pêches, de la forêt, du secteur de l'énergie et des mines. Nous devons continuer d'appuyer ces collectivités.

On a beaucoup parlé à la Chambre des réductions que nous avons accordées aux sociétés canadiennes. Nous ne devons pas perdre de vue que 98 p. 100 des sociétés canadiennes sont, en fait, de petites et moyennes entreprises. Ce sont les commerces qui se trouvent sur nos rues principales. Ce sont les cafés, les épiceries, les pharmacies qui longent nos rues principales et qui desservent les gens des régions rurales. Ces petites entreprises emploient plus de 5 millions de personnes. Quand on ajoute les travailleurs autonomes et les moyennes entreprises, on constate que deux tiers des Canadiens travaillent pour de petites et moyennes entreprises. En 2007, les petites entreprises ont créé 100 000 emplois, ce qui représente plus de 40 p. 100 des emplois créés au Canada. Malgré tout ce qu'on dit des réductions d'impôt, ces réductions profitent à nos collectivités.

Il fait toujours bon d'être retour à la Chambre et je fonde beaucoup d'espoir sur la présente législature. Je suis fier du travail de notre gouvernement pour faire connaître les préoccupations du Canada rural. Dans l'élaboration des politiques en cette 40^e législature, nous devons nous assurer de ne pas oublier les Canadiens des régions rurales, les agriculteurs, les pêcheurs et tous ceux qui vivent en milieu rural.

• (1255)

J'espère que nous saurons améliorer le décorum à la Chambre, maintenir un respect mutuel et tenir des débats de haut niveau.

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Madame la Présidente, permettez-moi de vous féliciter pour votre nomination. Je suis heureux de voir une femme occuper de nouveau le fauteuil. J'aimerais également féliciter le député de Selkirk—Interlake pour sa troisième élection à la Chambre.

Dans ses observations finales, il a dit qu'il ne faut pas oublier les habitants des collectivités rurales. Je suis d'accord avec lui, mais j'aimerais lui rappeler, ainsi qu'aux députés qui n'étaient pas à la Chambre à l'époque, que c'est un député d'une ville, l'ancien député libéral de Toronto—Danforth, Dennis Mills, qui a été le premier à souligner l'importance de la ferme familiale. Il a fallu un député de Toronto pour attirer l'attention de la Chambre sur les communautés agricoles.

Je suis d'accord avec le député lorsqu'il dit que nous avons besoin des ces produits et qu'il faut attacher de l'importance aux communautés agricoles. Par contre, une grande partie de la population canadienne vit dans les grandes villes, comme Toronto et Montréal. Nous consommons une grande quantité de produits de la ferme. Aujourd'hui, nos villes éprouvent des difficultés. Sous la gouverne du premier ministre, comme c'était le cas sous le gouvernement précédent, la ville de Toronto et ma ville de Scarborough, qui fait maintenant partie de la région du Grand Toronto, souffrent du manque d'investissement en infrastructure, les emplois sont menacés, et j'en passe.

Je suis heureux qu'il ait abordé le sujet de l'étiquetage. Le projet de loi C-52 doit être abordé tel que proposé pendant la campagne électorale. Je conviens qu'il faut adopter une politique rigoureuse en matière d'agriculture, le genre de politique qui fait la réputation du Canada. Si tel est le cas, le député poussera-t-il le gouvernement en ce sens et insistera-t-il sur l'importance de donner aux villes les financements dont elles ont besoin?

L'Adresse

M. James Bezan: Madame la Présidente, je crois que c'est une question de perception. D'après ce que je peux voir, il semble que ce sont les grandes villes qui obtiennent toute l'aide, et que nous n'en recevons pas assez. Beaucoup plus d'argent est investi dans l'infrastructure des villes, plus particulièrement dans celle des grands centres urbains, que dans celle des régions rurales du Canada.

Il y a toujours eu le même débat. Doit-on envisager le financement en fonction de la population ou en fonction de la nécessité? La nécessité est une notion très subjective, mais si on fonde le financement sur la population, tous les fonds iront dans les centres urbains, où vivent 80 p. 100 des Canadiens. J'ai signalé ce fait aujourd'hui.

Nous devons nous assurer que l'économie fonctionne et que les Canadiens obtiennent les services dont ils ont besoin. C'est l'une des raisons qui font que je me suis lancé en politique. Je suis un éleveur bovin. C'est mon métier. Je dirigeais une petite entreprise d'exportation de bétail. J'exportais du bétail à divers clients en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

Les Canadiens vivant dans les régions rurales ne sont pas des citoyens de seconde zone. Nous devons nous assurer d'obtenir le même niveau de service des secteurs financiers, les mêmes infrastructures et les mêmes services de la part du gouvernement que les gens vivant dans les centres urbains. Le député doit se rappeler que nous devons prendre la voiture pour aller au bureau de poste, qui peut être situé à 20 ou 25 milles de chez nous dans certains cas, tandis que les gens des villes n'ont qu'à se rendre au coin de la rue ou même se faire livrer leur courrier chez eux.

• (1300)

[Français]

M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NPD): Madame la Présidente, je tiens d'abord à vous féliciter de vos nouvelles responsabilités, et je vous souhaite le meilleur.

[Traduction]

Je remercie également le député pour la passion qu'il voue au Canada rural et pour son travail acharné en tant que président de notre comité pendant la dernière session.

La façon dont nous préservons le caractère durable des collectivités rurales est importante pour un grand nombre de députés qui représentent ces régions.

En ce qui concerne l'agriculture, je me souviens qu'il y a environ un an notre comité a été saisi d'un grand nombre de recommandations sur la sécurité alimentaire. L'une d'entre elles portait sur la promotion des initiatives locales et sur une éventuelle politique fédérale d'approvisionnement local pour les institutions fédérales et les établissements de détention. La recommandation a été appuyée par les membres de tous les partis au comité. Pourtant, lorsque nous avons soumis cette suggestion au gouvernement et au ministère, on nous a répondu qu'il fallait tenir compte de nos obligations commerciales.

Comment pouvons-nous promouvoir les initiatives alimentaires locales et l'approvisionnement local en produits alimentaires afin d'appuyer les agriculteurs locaux tout en tenant compte de nos obligations commerciales? Comment pouvons-nous aller de l'avant et nous ménager un accès à des aliments de qualité?

Ce matin, j'ai rencontré un représentant de l'Island Farmers Alliance de l'île de Vancouver. Il m'a fait remarquer qu'il y avait des obstacles à toutes les initiatives alimentaires locales, notamment les règlements de la Colombie-Britannique relatifs à l'inspection des viandes, qui interdisent à un agriculteur de vendre à un consommateur

directement de son exploitation. Même dans ma région, située dans la vallée de Slokan, bien des entreprises agricoles ont été fermées pour cette raison.

Comment arriver à consommer des aliments de qualité provenant de multinationales ou d'entreprises commerciales en nous protégeant contre tout incident malheureux à l'avenir? En même temps, est-il possible de faire preuve d'une certaine souplesse pour nos producteurs locaux afin de maintenir cette industrie agricole prospère qui fournit des aliments de bonne qualité aux gens de la région immédiate?

Qu'en pense le député? Il est peut-être au courant de certaines initiatives qui ont vu le jour dans sa province. La Colombie-Britannique éprouve beaucoup de difficultés face à ces nouveaux règlements qui sont devenus la norme. Ils ne semblent pas tenir compte des initiatives locales et ils n'ont certainement pas pour but de soutenir les agriculteurs locaux.

M. James Bezan: Madame la Présidente, j'aimerais saluer le retour de mon collègue de Colombie-Britannique-Southern Interior. J'ai toujours apprécié son travail assidu, son honnêteté et sa passion au sein du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Nous ne partageons pas toujours les mêmes opinions, mais nous partageons un même objectif, qui est de veiller à l'amélioration de la vie de nos agriculteurs grâce aux politiques que nous élaborons.

Il est indubitable qu'acheter des produits locaux est de plus en plus à la mode. J'encourage les consommateurs à rechercher les aliments locaux et à acheter des produits locaux sur leur marché de producteurs ou directement chez ces derniers.

Il ne fait aucun doute que les agriculteurs qui vivent dans les régions rurales du Canada ne bénéficient pas tous des mêmes avantages que ceux qui sont situés près des grands centres urbains comme Vancouver, Toronto ou Montréal.

Les agriculteurs de ma circonscription sont principalement des éleveurs et ne cultivent ni légumes ni fruits frais parce que ce n'est pas possible dans le centre du Manitoba. Ils dépendent des marchés d'exportation.

La question du commerce est importante. La moitié des céréales, des oléagineux, du bétail et de la viande rouge que nous produisons est exportée, c'est pourquoi ces agriculteurs surveillent la situation de près. Ils doivent maintenir un équilibre entre le désir de vendre leurs produits sur les marchés locaux et le désir d'accéder aux marchés d'exportation.

C'est pourquoi je continuerai de promouvoir l'ouverture de débouchés à l'étranger afin que nos agriculteurs puissent vendre leurs produits sur des marchés plus lucratifs, particulièrement en Europe et en Asie, et qu'ils ne mettent pas tous leurs oeufs dans le même panier comme ils l'ont fait au cours des dernières années.

• (1305)

M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD): Madame la Présidente, le député a parlé avec beaucoup d'éloquence du Canada rural. Je le remercie de son appui aux éleveurs de bétail de ma circonscription. La Chambre ignore peut-être que les Prairies commencent, en fait, à l'extrémité ouest de ma circonscription. L'amour du député pour le Canada rural est évident.

Le député est, j'en suis sûr, conscient de l'importance d'un radiodiffuseur national pour les régions rurales et isolées du Canada. Le député peut-il nous assurer que son gouvernement ne réduira pas le financement de la SRC, oui ou non?

L'Adresse

M. James Bezan: Madame la Présidente, je tiens à souhaiter la bienvenue au député. Je tiens à lui dire que ma soeur, qui n'appréciera peut-être pas cela, travaille pour la SRC comme radiodiffuseur. Le gouvernement a augmenté le financement de la SRC. Les citoyens de ma circonscription apprécient la radio et la télévision de la SRC. Je ne vois aucune raison de craindre pour l'avenir de cet organisme.

[Français]

Mme Nicole Demers (Laval, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais débiter en disant à quel point je suis heureuse de pouvoir me lever en cette Chambre et dire « madame la Présidente ». J'aimerais continuer en vous informant que je partagerai mon temps avec ma collègue la députée de Trois-Rivières. Ensuite, j'aimerais profiter de l'occasion pour remercier les électeurs du comté de Laval qui, pour une troisième fois, ont bien voulu me donner leur confiance et résister au chant des sirènes de mon adversaire conservateur, qui était très loquace.

Si j'ai choisi de me lever en cette Chambre aujourd'hui pour discuter du discours du Trône, il est bien évident que ce n'est pas pour en dire du bien et que ce n'est pas pour dire que j'en suis satisfaite et que je voterai en sa faveur. On me connaît bien, alors on sait à quel point la cause des femmes est importante pour moi et pour les députés du Bloc québécois.

Hier, ma collègue de Laurentides—Labelle a fait référence, dans son allocution, aux oubliés du discours du Trône. Aujourd'hui, je me pencherai plus longuement sur ces oubliés, et plus particulièrement sur les femmes. Je n'ai pas été surprise de ne trouver aucune référence aux femmes dans le discours du Trône.

La semaine d'avant, mes collègues de Saint-Bruno—Saint-Hubert et de Gatineau, ainsi que moi-même, avons été délégués comme observateurs au congrès du Parti conservateur à Winnipeg. Lorsque je suis arrivée à Winnipeg, j'étais excitée et fébrile. J'avais hâte de voir ce qui se passerait, de voir comment les choses se discuteraient, de voir comment, dans les ateliers, les gens procéderaient pour établir les enjeux et les priorités de leur parti afin d'avoir une idée de ce dont nous discuterions ici même en Chambre quand nous reviendrions.

Quelle ne fut pas ma surprise d'apprendre que les observateurs ne pouvaient pas observer. Quelle ne fut pas ma surprise de me rendre compte qu'en tant qu'observateurs, nous étions confinés à un petit café situé au deuxième étage et que nous n'avions accès à aucune des salles où se tenaient les ateliers. Malgré tout cela, il y a eu des fuites. Il y a des fuites même dans les partis où la culture du secret prévaut. Grâce à ces fuites, nous avons été tenus au courant, tout au long de la journée, des décisions prises au cours des ateliers.

La première décision prise à la suite d'un débat, et qui m'a peinée énormément, concernait la résolution P-207. Celle-ci relançait, encore une fois, le débat sur l'avortement.

Ensuite, une autre résolution a été adoptée, et elle m'a vraiment interloquée. Cette résolution disait qu'à valeur égale, le salaire devait être égal. Elle ne disait pas qu'à travail de valeur égale, le salaire devait être égal. Quel recul pour les femmes!

Tout au long de la journée, nous avons eu écho de telles résolutions. On se disait que ça ne se pouvait pas, et on se demandait ce qui arrivait. On avait hâte de savoir ce qui se passait vraiment et d'arriver à la séance plénière, à laquelle, nous avait-on informés, on pourrait assister.

Lorsque nous avons quitté Winnipeg — le dimanche matin pour ma part —, j'étais convaincue que ce gouvernement n'allait pas faire

plus pour les femmes que ce qu'il a fait au cours des deux dernières années et demi. Les droits des femmes au Canada et au Québec ont connu un recul important.

C'est devenu encore plus évident la semaine dernière, quand le Forum économique mondial, qui a ses assises à Genève, nous a informés que le Canada occupait maintenant la 31^e place sur 130 pays où l'on fait une évaluation de la progression ou de la diminution des différences qui existent entre les hommes et les femmes. En 2006, nous étions au 15^e rang. En 2007, au 18^e rang et en 2008, au 31^e rang. Cela ne s'arrête pas là. Ce n'est pas étonnant. On vu les coupes faites à Condition féminine, on a vu les coupes dans le Programme de contestation judiciaire, on a vu les modifications au Programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada, permettant d'avoir accès à des subventions. Cela ne s'arrête pas là.

• (1310)

Aux Nations Unies, la commission qui se charge de veiller à l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes a publié un rapport qui dit que le Canada est loin en arrière et qu'il est aux prises avec de graves problèmes concernant la violence faite aux femmes.

On a beau dire et on a beau faire, mais l'année dernière, lors du discours du Trône, le premier ministre avait inscrit qu'il y aurait un plan pour les femmes, un plan d'attaque particulier et spécial, qui ferait vraiment progresser les femmes du Québec et du Canada. Or, dans ce discours du Trône, il n'en est pas fait mention. C'est certain, parce que la dernière fois, rien n'a été réalisé. On n'a fait que parler, on n'a rien fait, on n'a pas agi, et c'est encore la même chose.

En des temps d'incertitude économique comme ceux que nous connaissons présentement, où nous ne savons vraiment pas ce qui nous arrivera dans deux ou trois mois — parce que cela va tellement rapidement et qu'à chaque jour, il y a une nouvelle surprise, une nouvelle déception et qu'à chaque jour, on découvre autre chose —, un gouvernement se doit d'investir là où cela rapporte le plus. Il s'agit d'investir dans les gens, dans les infrastructures, d'investir dans ce qui nous rapportera le plus rapidement possible.

Or, ce gouvernement n'est pas foutu de faire un plan pour le logement social. Pourtant, une somme de 8 milliards de dollars est disponible dans la caisse de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Ce gouvernement n'est pas foutu de modifier l'assurance-emploi pour permettre aux personnes âgées qui perdent leur emploi d'avoir accès à un programme pour les aider à faire la transition entre la fin de leur emploi et la retraite.

Ce gouvernement n'est pas foutu non plus de modifier les critères d'accès à l'assurance-emploi. Pourtant, 44 milliards de dollars se trouvent actuellement dans la caisse de l'assurance-emploi, une somme qui pourrait servir à une population qui a gagné cet argent et qui l'a investi dans une caisse d'assurance-emploi afin de s'assurer d'avoir quelque chose lors d'un manque de travail.

Quand on veut que l'économie roule bien, on investit dans les infrastructures. Bien sûr, le premier ministre nous a dit qu'il investirait dans les infrastructures, mais entre le dire et le faire, entre le désir et l'agir, des mois et des mois passent sans que rien ne se fasse. Or, on a déjà réfléchi à des programmes qui devraient être mis en place immédiatement et non pas dans trois mois quand viendra le temps de faire le budget.

L'Adresse

La situation économique demande que nous nous occupions maintenant des gens et de l'économie et que nous investissions maintenant là où c'est le plus important. Les infrastructures développent beaucoup d'emplois et de potentiels et cela nous assure d'avoir des emplois conjoncturels, ce qui fait rouler l'économie.

De plus, si on est une femme, qu'on perd son emploi, qu'on n'a pas accès à l'assurance-emploi ni aux prestations de bien-être social parce qu'on a des biens, dès lors, une personne est vraiment dépourvue.

La présidence me fait signe qu'il ne me reste qu'une minute. Je ne sais plus par quel bout prendre cela parce qu'il y a tellement de choses à dire sur ce qui manque dans ce discours du Trône. Il y a tellement de choses à dire sur ce qui manque comme esprit social dans ce gouvernement. On a même enlevé le mot « égalité » dans les documents du Parti conservateur. Ils ont fait cela pendant leur congrès la semaine dernière. C'est de dire à quel point pour les femmes, ce gouvernement n'affiche qu'un mépris constant.

Je vais terminer sur ces mots qui ne sont pas très encourageants, mais j'espère tout de même que le gouvernement voudra cette fois-ci avoir une ouverture d'esprit, tenter d'aller un peu plus loin et de réparer les erreurs commises dans le passé.

● (1315)

L'hon. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Lib.): Madame la Présidente, je vous remercie et je vous félicite pour votre nouveau poste.

[Traduction]

J'ai une simple question concernant la santé à poser à ma collègue. Sa province a fait preuve d'innovation sur le plan des soins de santé, de même que pour les services de garderie. Je me demande si elle accepterait de se joindre à nous, aux Canadiens qui sont pour les soins de santé et reconnaissent que les familles canadiennes doivent avoir accès à des services de garderie en soutenant nos efforts pour convaincre le gouvernement que les Canadiens ont besoin d'un programme national de garderies et d'éducation préscolaire. Les provinces des quatre coins du pays peuvent s'inspirer du Québec et des instruments novateurs qu'il a utilisés pour qu'un plus grand nombre de ses citoyens puissent avoir accès rapidement à des soins de santé de qualité lorsqu'ils en ont besoin sans que cela ne leur pose de problèmes financiers.

C'est ce que nous devrions chercher à faire. C'est ce dont les Canadiens ont besoin. Ce n'est pas ce qu'ils obtiennent et le gouvernement doit réviser sa position et commencer à s'attaquer aux questions qui revêtent une importance cruciale pour la santé et le bien-être de nos citoyens.

[Français]

Mme Nicole Demers: Madame la Présidente, il est bien sûr que je souhaiterais que toutes les familles du Canada puissent avoir accès à d'aussi bons services de garde que ceux que nous avons au Québec. Cependant, il faudra se rappeler que les services de garde sont de compétence provinciale. D'ailleurs, le Parti libéral, au moment où il avait présenté un programme, avait déterminé que le Québec pouvait se retirer de l'entente et avoir les sommes d'argent nécessaires pour continuer son programme.

[Traduction]

L'hon. Keith Martin: Madame la Présidente, les citoyens du Québec ont obtenu un montant d'argent très important pour financer leurs programmes sociaux. Le député a raison de dire que cette responsabilité incombe aux provinces, mais cela n'empêche pas le gouvernement fédéral de faire preuve de leadership et d'agir de

concert avec ses homologues provinciaux de tout le pays pour s'attaquer aux problèmes. Même si c'est officiellement un champ de compétence provinciale, cela n'empêche pas la ministre de la Santé fédérale de réunir ses homologues pour régler ces questions.

Il y a un aspect crucial de la santé dont je voudrais parler et c'est la question de l'accès aux professionnels de la santé. Nous avons besoin, au Canada, d'un plan national pour la main-d'oeuvre médicale afin que nous ayons suffisamment de médecins, d'infirmières et de techniciens pour fournir les soins médicaux dont nous avons besoin. Nous vieillissons. Nos praticiens de la santé vieillissent aussi. Au Canada, l'âge moyen des médecins est de plus de 50 ans et celui des infirmières de 45 ans. Si nous ne nous attaquons pas maintenant à ce problème, nous n'aurons pas le personnel médical voulu pour soigner nos citoyens lorsqu'ils seront malades.

La députée est-elle prête à nous aider à travailler avec le gouvernement fédéral pour mettre en place cette stratégie nationale pour la main-d'oeuvre médicale? Et j'espère que la députée se sent mieux.

● (1320)

[Français]

La présidente suppléante (Mme Denise Savoie): Si l'honorable députée de Laval est en mesure de répondre, je lui cède la parole.

Mme Nicole Demers: Madame la Présidente, oui, excusez-moi, mais vous constatez que j'ai attrapé la grippe lorsque je suis allée à Winnipeg. On nous forçait à sortir à l'extérieur pour retourner à nos chambres. On ne pouvait même pas passer à l'intérieur pour retourner à nos chambres. Comme je n'avais pas de manteau le matin, j'avais quitté en croyant que je pourrais avoir accès à ma chambre facilement. J'ai dû sortir à l'extérieur. C'était très froid à Winnipeg et j'ai eu une grippe. Ce sont nos bons amis conservateurs qui sont présentement responsables de ma grippe.

Le gouvernement fédéral a de la difficulté à répondre aux besoins pour ce qui est de ses propres responsabilités en matière de santé. On parle des vétérans, des communautés autochtones, des communautés du Nunavut. Le gouvernement fédéral n'est pas capable de répondre à ces besoins. Il y a toujours des lacunes qui existent et qui subsistent. Comment peuvent-ils répondre aux besoins des gens dans les provinces, des besoins qu'ils ne connaissent pas et dont ils sont beaucoup trop loin? C'est impossible que le gouvernement fédéral puisse faire cela.

La santé, c'est la responsabilité des provinces et des territoires, ce n'est pas la responsabilité du gouvernement fédéral.

Mme Paule Brunelle (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, je me fais un plaisir de vous féliciter aujourd'hui. En tant que femme parlementaire, je suis ravie de voir une femme occuper ce fauteuil, d'autant plus que c'est une femme francophone de l'Ouest du pays. Vous saurez tenir ce rôle avec toute la dignité qu'on vous connaît.

Je veux remercier les électeurs de Trois-Rivières qui m'ont redonné leur confiance pour un troisième mandat consécutif. Je suis très heureuse de me retrouver ici, en cette Chambre. Je veux féliciter les députés élus à cette dernière élection. C'est un plaisir de travailler tous ensemble.

L'Adresse

En ce qui concerne le discours du Trône, nous constatons trois choses, entre autres. Ce discours du Trône est complètement insensible aux préoccupations des Québécois face à l'incertitude économique et à la crise financière actuelle. Ce discours ne défend en rien les intérêts et les valeurs de la nation québécoise. Il n'y a qu'à citer quelques exemples. Le gouvernement conservateur entend diminuer le poids du Québec dans le domaine de la finance — avec sa commission des valeurs mobilières qu'on souhaiterait nationale — et persiste avec sa Loi sur les jeunes contrevenants. Les conservateurs n'ont rien compris du message livré par les électeurs québécois le 14 octobre dernier. Ils continuent d'imposer leur idéologie politique de droite.

D'abord, à titre de porte-parole en matière de ressources naturelles, je tiens à me prononcer sur l'intention du gouvernement fédéral de promouvoir le nucléaire comme énergie propre et renouvelable. En effet, le discours du Trône démontre l'intérêt de ce gouvernement pour le développement de l'industrie nucléaire au Canada. Pour ce gouvernement, le nucléaire est une énergie aussi valable sur le plan environnemental que l'hydroélectricité ou l'énergie éolienne. C'est évidemment faux. Le nucléaire comporte un niveau de danger assez élevé et les conséquences sur le plan environnemental seront le fardeau des prochaines générations.

De plus, le gouvernement fédéral prône et favorise le développement de cette industrie, mais il faut rappeler qu'il est actionnaire d'une société qui développe des centrales nucléaires tout en étant le gardien de la sécurité publique et environnementale. En effet, le gouvernement est responsable des normes de sécurité de cette industrie de par la Commission canadienne de sûreté nucléaire. Donc, le gouvernement se retrouve dans une position difficile actuellement, une position qui s'approche du conflit d'intérêts. Au Bloc québécois, nous croyons que le gouvernement ne devrait pas être le promoteur du nucléaire. D'ailleurs, le précédent ministre des Ressources naturelles a laissé croire que son gouvernement pourrait apporter une aide financière à la construction d'un réacteur nucléaire en Ontario, ce qui signifie que le gouvernement pourrait participer au financement du réseau électrique de l'Ontario, alors qu'il n'a jamais soutenu Hydro-Québec.

De plus, la Société de gestion des déchets nucléaires doit déposer, en 2009, une proposition pour le choix d'une communauté prête à recevoir et à entreposer des déchets nucléaires. Le Bloc québécois s'assurera que le Québec ne deviendra pas la poubelle du Canada en matière de déchets radioactifs. Le Québec a fait le choix de l'énergie hydroélectrique, énergie propre et renouvelable. Le choix du fédéral de promouvoir l'énergie nucléaire ne présente aucun bénéfice pour le Québec.

Ensuite, au sujet du transfert massif d'eau, contrairement aux conservateurs, le Bloc québécois soutient que l'eau n'est pas exclue de l'ALENA et que le renforcement des lois fédérales est une action insuffisante qui risque de mettre en péril les ressources hydriques du Québec, et ce, même si le gouvernement énonce dans le discours du Trône son intention de présenter des mesures législatives visant à interdire les transferts massifs d'eau ou les exportations à partir de nos bassins hydrographiques. Je tiens également à souligner que l'eau est une ressource naturelle qui relève de la compétence du Québec et que le Québec a sa propre réglementation en cette matière.

C'est pourquoi le Bloc québécois soutient que le fédéral doit limiter ses mesures législatives aux eaux qui sont sous sa compétence et qu'une simple interdiction législative fédérale risque d'être contestée devant l'ALENA.

● (1325)

Le gouvernement fédéral doit exclure l'eau de l'ALENA et, à ce titre, le discours du Trône ne répond pas aux questions soulevées par cet enjeu primordial.

J'ai eu le privilège d'être la porte-parole de mon parti dans le domaine de l'industrie durant la dernière législature et j'ai maintes fois exprimé en cette Chambre les inquiétudes de tous les acteurs dans les secteurs forestier et manufacturier, que ce soit les travailleurs et leur famille, les entreprises ou les collectivités qui dépendent de la forêt. Tous sont inquiets de la situation difficile que traversent ces secteurs. Principalement, dans mon comté de Trois-Rivières et en Mauricie, nous avons perdu des milliers d'emplois. À Trois-Rivières, l'économie a été fondée sur les pâtes et papier et la situation est dramatique. Pour nous, le gouvernement se devait d'agir.

Dans le discours du Trône, le gouvernement avait la chance de démontrer son intention de venir en aide à ces secteurs, mais, encore une fois, il n'y a rien pour les secteurs manufacturier et le forestier. Il n'y a absolument aucune mesure vigoureuse permettant aux travailleurs et aux entreprises de traverser cette crise. Il n'y a rien de nouveau pour le secteur forestier qui est en crise depuis maintenant plusieurs années.

Le Bloc québécois avait pourtant présenté plusieurs initiatives pour relancer ce secteur. Nous les avons dites et redites. Entre autres, rappelons que nous suggérons de créer des outils financiers pour favoriser l'investissement et la modernisation des entreprises par des garanties de prêts pour aider les entreprises à se moderniser. Nous avons suggéré d'améliorer le soutien fiscal à la recherche, au développement et à l'innovation en entreprise, notamment en rendant remboursables les crédits d'impôt à la recherche et au développement pour que les entreprises puissent en bénéficier en attendant de pouvoir faire des profits. Nous avons proposé d'apporter une attention spéciale aux régions particulièrement affectées par la crise actuelle et qui ont désespérément besoin de diversifier leur base industrielle pour contrer la crise forestière. Nous avons suggéré de mettre en place un programme de soutien au développement des activités de production d'énergie et d'éthanol en utilisant des résidus forestiers. Nous avons proposé d'imposer rapidement des cibles absolues de réduction de gaz à effet de serre pour permettre l'établissement d'un marché d'échange des crédits de carbone. Nous avons suggéré d'utiliser les achats gouvernementaux comme leviers de développement économique. Nous avons surtout dit qu'il faudrait soutenir les travailleurs frappés par la crise, notamment par une bonification substantielle du programme d'assurance-emploi, en haussant les prestations, en fondant le calcul des prestations sur les douze meilleures semaines, en éliminant le délai de carence et en diminuant à 360 heures le minimum d'heures assurables pour avoir droit à des prestations. Nous avons également proposé la création d'un programme de soutien au revenu pour les travailleurs âgés. Ce programme permettrait aux travailleurs âgés de 55 à 64 ans, non reclassables et victimes d'un licenciement massif, d'avoir un revenu pour faire le pont entre l'assurance-emploi et le fonds de pension.

Donc, le Bloc québécois a toujours proposé plusieurs mesures pour venir en aide aux industries, autant au niveau des travailleurs que des entreprises. Pour nous, le message du 14 octobre aurait dû être clair. Les secteurs forestier et manufacturier sont des piliers de l'activité économique du Québec et le laisser-faire du gouvernement conservateur n'est plus, dans ces moments troubles, la bonne option. Le gouvernement doit travailler avec les parlementaires élus du Bloc québécois et s'inspirer de nos solutions novatrices et porteuses de développement pour notre économie.

L'Adresse

Dans une optique où le gouvernement entend retourner aux déficits pour dénouer la crise, il ne doit pas se borner à diminuer les taxes et les impôts, solutions souvent dogmatiques qui entraînent des effets pervers, comme une baisse de la marge de manoeuvre dans une situation économiquement difficile. Ce qu'il faut, c'est que l'intervention gouvernementale dans l'économie permette aux industries forestières, manufacturières et autres de traverser l'actuelle crise économique et financière. Pour le moment, à la lecture du discours du Trône, le gouvernement semble vouloir profiter du ralentissement économique pour imposer ses réformes de droite sur l'appareil étatique.

• (1330)

[Traduction]

L'hon. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais poser une question à ma collègue sur un sujet de grande importance pour les Canadiens qui avancent en âge. Je parle de la pauvreté, surtout chez les aînés. Madame la Présidente, comme vous l'avez certainement constaté dans votre travail, la pauvreté est omniprésente et elle ronge sans cesse un certain segment de notre population, des gens qui ont du mal à satisfaire leurs besoins quotidiens.

L'une des choses que nous proposons dans notre tournant vert était de verser de l'argent aux Canadiens les plus pauvres, particulièrement ceux qui gagnent moins de 20 000 \$ par année. Ces gens doivent payer de l'impôt. Une personne qui gagne juste au-dessous de 20 000 \$ paie près de 2 000 \$ en impôts.

Si le gouvernement devait adopter un plan en vue de voir à ce que les Canadiens qui gagnent moins de 20 000 \$ par année ne paient pas d'impôt fédéral, ce qu'il est possible de faire, et j'ai d'ailleurs préparé un projet de loi à cet égard, le gouvernement rendrait un énorme service aux plus pauvres de notre société. Mon honorable collègue serait-elle prête à se joindre à nous pour exhorter le gouvernement à adopter un plan qui permettrait de voir à ce que ceux qui gagnent moins de 20 000 \$ par année ne paient pas d'impôts au niveau fédéral? Nous ne devrions pas exiger que les plus pauvres d'entre nous paient des impôts. Ils ont déjà assez de mal à joindre les deux bouts.

[Français]

Mme Paule Brunelle: Je remercie mon collègue de sa question. Nous allons certainement étudier son projet de loi avec beaucoup d'intérêt.

Je suis élue depuis 2004, et je me rappelle très bien qu'à ce moment-là, on avait dit qu'il n'y aurait plus jamais d'enfants pauvres au Canada. Or il y en a de plus en plus. On sait que les enfants sont pauvres parce que les familles sont pauvres, et les femmes en particulier, parce que ce sont les femmes dirigeant les foyers monoparentaux qui sont les plus pauvres de notre société.

Il est urgent d'agir. C'est dire que depuis toutes ces années, il n'y a pas eu d'action. Plutôt que de favoriser en exemptions d'impôt et en avantages fiscaux de toutes sortes les compagnies pétrolières, on devrait se concentrer — mon collègue a effectivement raison — sur les gens pauvres partout au Canada.

• (1335)

M. Robert Vincent (Shefford, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais féliciter ma collègue de son étonnant discours ainsi que de la justesse de son discours concernant le secteur manufacturier.

J'aimerais savoir ce que ma collègue pense de l'aperçu du Budget supplémentaire des dépenses que le gouvernement veut faire et qu'il va soumettre à l'approbation de la Chambre. Que pense-t-elle des

331 millions de dollars supplémentaires qu'il a trouvés pour la mission militaire du Canada en Afghanistan, des 261 millions de dollars trouvés pour ajustements salariaux, encore pour les Forces armées canadiennes? On a donc trouvé un peu plus d'un demi-milliard de dollars pour les services de la Défense nationale, mais aucun montant n'est consacré à des politiques pour les industries manufacturière et forestière.

J'aimerais savoir ce que pense ma collègue de cette découverte d'argent et du fait qu'il n'y ait rien pour le secteur manufacturier.

Mme Paule Brunelle: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question, qui est des plus pertinentes.

Effectivement, cette mission devait prendre fin en 2009. Contre l'avis du Bloc québécois, entre autres, elle se poursuit jusqu'en 2011. Ce dont on s'aperçoit, et c'est encore plus grave, c'est que sur le plan des retombées économiques, le Québec n'a pas sa juste part, principalement dans l'industrie aéronautique. On se demande comment se font ces achats, comment il se fait qu'on trouve tout à coup des sommes comme celles-là, sans avoir aucune politique de défense. En tant que parlementaires, on devrait pouvoir étudier les différentes stratégies pour être en mesure de décider où on s'en va, où ces dépenses sont faites, s'assurer de faire des achats qui soient légitimes et d'acheter des produits canadiens.

[Traduction]

L'hon. Peter Kent (ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques), PCC): Madame la Présidente, étant donné que je prends la parole pour la première fois comme député, je voudrais tout d'abord vous féliciter personnellement de votre nomination à la présidence, et féliciter aussi le Président de la Chambre de sa réélection. Également, je demande à titre préventif l'indulgence de la présidence à l'égard des erreurs de procédure que pourrait commettre un nouveau député.

Mon élection au Parlement concrétise un rêve que j'ai caressé durant pratiquement toute ma vie et, à cet égard, je dois remercier de nombreuses personnes. Tout d'abord, et de façon primordiale, je remercie Cilla, ma conjointe de plus de 27 ans, qui m'a soutenu dans l'allégresse comme dans l'adversité — et j'ajoute tout de suite que l'allégresse l'a nettement emporté — dans ma transition du bureau des nouvelles à ce poste d'observation privilégié dans ce haut lieu de la politique canadienne.

Je tiens également à remercier ma fille Trilby et son compagnon Daniel, qui, de l'étranger, m'ont encouragé par divers moyens électroniques et m'ont défendu et épaulé dans les recoins obscurs de la blogosphère. Je dois beaucoup également, et j'en suis très reconnaissant, à mes trois soeurs Susan, Adele et Norma, ainsi qu'à mon frère Arthur, qui ont eu la patience de suivre le cheminement de carrière erratique de leur frère.

Cependant, je dois reconnaître en toute humilité que je ne serais pas ici aujourd'hui si les électeurs de Thornhill ne m'avaient pas accordé leur confiance et ne m'avaient pas choisi comme député de ce gouvernement conservateur qui, en deux ans et demi d'un régime productif, pragmatique et rigoureux, a convaincu ces mêmes électeurs de lui faire confiance à nouveau en ces temps d'incertitude.

Durant cette période d'incertitude économique à l'échelle de la planète, les gens de Thornhill, tout comme ceux qui habitent aux environs de la métropole du Canada, ainsi que tous leurs concitoyens d'un océan à l'autre, s'inquiètent à juste titre de leur avenir individuel et collectif.

L'Adresse

De toute évidence, l'inquiétude ne touche pas seulement un secteur de la société ou une région particulière du monde. La situation économique à l'échelle de la planète touche tout le monde, sans égard au revenu ou au lieu de résidence. La plupart d'entre nous connaissent des êtres chers qui sont tout particulièrement vulnérables dans cette période d'incertitude économique.

Pourtant, en dépit des défis à relever sur le plan économique, les Canadiens ont de nombreuses raisons d'avoir confiance en l'avenir. Les fondements économiques du Canada demeurent solides, et notre système bancaire n'a pas son égal ailleurs dans le monde. Il est vrai que nous naviguons en eaux troubles dans la tempête économique, mais le Canada est bien placé pour surmonter les bourrasques et sortir de la tourmente plus fort que jamais.

Nous avons un premier ministre qui est un vrai chef. Une fois de plus, les Canadiens ont donné leur confiance à un gouvernement qui est déterminé à agir.

Nous avons également un gouvernement qui est disposé à tendre la main aux partis d'opposition pour tenir des consultations et collaborer avec tous les députés. En effet, l'économie est trop importante pour être tributaire d'une mesquine partisanerie. Nous devons faire avancer le pays. Nous avons de la chance d'avoir des dirigeants aussi forts et aussi compétents.

Notre récent discours du Trône prouve que le gouvernement comprend les pressions qui s'exercent sur les Canadiens par suite de l'incertitude de la situation économique mondiale. Je suis fier de dire que le gouvernement a toujours donné la priorité aux Canadiens. Nous continuerons à progresser dans un esprit de coopération et d'ouverture. Nous surmonterons les défis économiques et sortirons plus forts de la crise.

Notre gouvernement n'a pas perdu de temps. Le premier ministre a déjà tenu des réunions avec les premiers ministres des provinces pour discuter des réalités économiques de l'heure. Notre gouvernement continuera à travailler avec les provinces et les territoires pour trouver des solutions pouvant aider tous les Canadiens. Par exemple, notre gouvernement reconnaît l'importance d'un programme d'infrastructure efficace qui stimulera l'économie tout en permettant de remettre en état ou de remplacer les ouvrages qui ont besoin de l'être dans notre société moderne.

Notre plan Chantiers Canada constitue l'effort le plus ambitieux de renouvellement de l'infrastructure depuis un demi-siècle. Le gouvernement fédéral travaillera avec les provinces pour accélérer la réalisation de ce plan de 33 milliards de dollars pendant les prochaines années, afin d'avoir un Canada plus fort et plus sûr, un Canada meilleur.

En même temps, nous sommes déterminés à bâtir un système financier plus fort, qui servira mieux les Canadiens aujourd'hui et à l'avenir. Nous sommes le gouvernement qui a réduit les impôts pour réduire les coûts des entreprises et aider les familles. Nous sommes le gouvernement qui a fait passer la TPS de 7 à 6, puis à 5 p. 100.

● (1340)

Notre gouvernement est aussi déterminé à veiller à ce que tous les Canadiens puissent profiter pleinement des occasions qu'offre notre merveilleux pays. Par exemple, en 2007, notre gouvernement a annoncé qu'il collaborerait avec les provinces pour assurer en priorité la reconnaissance des titres de compétence étrangers, de façon à attirer au Canada les éléments les plus brillants. Un an plus tard, il y a maintenant 320 centres de Service Canada qui offrent, partout dans le pays, des services de renvoi pour la reconnaissance des titres des immigrants nouvellement arrivés. Cette mesure aide beaucoup de mes électeurs de la circonscription, Thornhill, de même que de

nombreux autres néo-Canadiens. Les centres de Service Canada continuent à contribuer à une intégration harmonieuse des immigrants, ce qui profite aux nouveaux venus et avantage le Canada sur le double plan économique et social.

Nous devons nous souvenir avant tout que les difficultés économiques actuelles sont nées à l'extérieur de nos frontières. De ce fait, l'incertitude économique doit être affrontée à la racine.

Le premier ministre et le ministre des Finances ont rencontré leurs homologues du G20 en vue de réexaminer et de renouveler les règles et les institutions qui sont à la base du système financier mondial. Notre gouvernement est déterminé à travailler avec nos partenaires internationaux afin de rétablir ce système et de le renforcer suffisamment pour qu'il puisse supporter d'autres épreuves du même genre à l'avenir.

La semaine dernière, le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre du Commerce international se sont rendus au Pérou pour participer au Forum de coopération économique Asie-Pacifique. Cette réunion a été l'occasion de nouer des contacts avec certains de nos partenaires des Amériques, et notamment avec nos hôtes péruviens.

Dans une période d'instabilité économique, qui présente de nouveaux défis pour la sécurité et les institutions démocratiques de l'hémisphère, il apparaît clairement au gouvernement que le Canada est considéré comme un partenaire précieux et digne de confiance dans la région. Nos voisins sont les pays des Amériques. Notre prospérité économique, nos valeurs en matière de démocratie et de droits de la personne, ainsi que notre sécurité sont étroitement liées à celles de nos voisins.

Le Canada est déterminé à approfondir son engagement dans cette région. Il prévoit affirmer sa présence pour concrétiser sa vision, fondée sur trois objectifs qui se renforcent mutuellement : un hémisphère plus prospère, plus sûr et plus démocratique.

Le Canada continuera également de cultiver ses relations avec ses partenaires nord-américains afin de promouvoir ses objectifs et sa conception d'ensemble de la région.

Nous nous efforçons de bâtir des économies vigoureuses et bien gérées qui sont prêtes à accepter l'ouverture des marchés. Nous y parviendrons en établissant de solides partenariats bilatéraux et en enrichissant le réseau des accords économiques et politiques avec nos principaux partenaires des Amériques.

Nous travaillons à l'avènement de démocraties transparentes et responsables capables d'offrir la justice sociale, la prospérité et la sécurité et de protéger les droits de la personne. Pour ce faire, nous participerons intensément aux activités d'institutions multilatérales comme l'Organisation des États américains, la Banque interaméricaine de développement et le Sommet des Amériques pour défendre les objectifs, les intérêts et les valeurs du Canada.

Enfin, nous essayons d'améliorer la stabilité et la sécurité dans la région en continuant d'intensifier la promotion d'objectifs de développement, objectifs poursuivis au moyen d'un organisme non partisan de promotion de la démocratie.

La semaine dernière, au Pérou, le ministre du Commerce international a signé un accord de libre-échange avec la Colombie. Plus tôt cette année, nous en avons également signé un avec le Pérou. Ces accords offriront de nouvelles possibilités commerciales aux Canadiens et à leurs partenaires. Ces textes comprennent de très solides accords parallèles sur la main-d'œuvre et l'environnement. Le Canada et ses partenaires s'y engagent à collaborer afin d'assurer une excellente protection aux travailleurs et à l'environnement.

L'Adresse

Tout en signant ces accords avec nos partenaires, nous finançons des programmes qui appuient la réforme du droit et l'application de la loi dans les Amériques.

Le Canada va maintenant poursuivre la négociation d'accords de libre-échange avec Panama, la République dominicaine, le Groupe des quatre de l'Amérique centrale et les Antilles.

Toutefois, la question de la prospérité ne se résume pas à la conclusion d'accords de libre-échange. Nous intensifions également la coopération et les échanges dans de nombreux autres domaines avec des partenaires clés de la région.

Pour atteindre son objectif en matière de sécurité, le Canada est actif sur de nombreux fronts. Pour combattre le crime et la violence, dont les conséquences touchent aussi bien les Canadiens que les autres habitants de la région, nous débloquons des fonds pour la formation, le matériel et l'expertise technique et juridique dans des dossiers comme celui de la capacité de lutte contre le terrorisme dans les Antilles et en Amérique centrale.

Pour ce qui est de l'objectif de la démocratisation, nous travaillons dans un cadre bilatéral et multilatéral pour renforcer les institutions et processus démocratiques dans la région.

• (1345)

En février 2008, le Conseil de la démocratie a tenu un dialogue ayant pour thème les stratégies canadiennes en vue de soutenir la démocratie dans les Amériques et réunissant des membres des communautés canadienne et internationale venus discuter des difficultés et des perspectives pour le développement de la démocratie sur le continent américain.

Un tiers du financement du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international consacré au soutien de la démocratie dans le monde est destiné au soutien des institutions et des pratiques démocratiques dans les Amériques. Le Canada concourt activement au soutien d'une bonne gouvernance efficace dans les Amériques. Nous dispensons une formation aux fonctionnaires dans des divers domaines comme la responsabilisation du secteur public, la transparence, les droits de la personne et la modernisation du système de justice.

Le Canada continue également de montrer la voie en Haïti, où nous consacrons 555 millions de dollars aux efforts de reconstruction et de développement qui seront déployés au cours des cinq années allant de 2006 à 2011. En collaboration avec des partenaires de la région, dont le Brésil et le Chili, nous renforçons la capacité des forces de l'ordre d'Haïti et les processus de gestion frontalière et nous aidons ce pays à maintenir son système judiciaire et son système d'incarcération.

À mesure que nous progresserons, d'autres difficultés surgiront et d'autres perspectives se dessineront. Dans le contexte d'un ralentissement économique mondial, il est important que nous continuions de promouvoir l'importance des marchés ouverts, d'une réglementation prudente, de politiques d'encadrement pertinentes et de la responsabilité sociale des entreprises, en ce qui concerne le secteur privé.

L'incertitude économique qui règne actuellement au-delà et à l'intérieur de nos frontières a touché un grand nombre de mes électeurs de Thornhill. Ils ont les mêmes inquiétudes que les citoyens de tout le pays qui travaillent pour procurer un toit sûr à leurs familles. Ils ont économisé pour les études de leurs enfants et ont fait des placements en vue de la retraite. Le gouvernement est conscient des obstacles qui devront être surmontés au cours des mois et des années à venir pour créer des emplois qui favoriseront la reprise

économique, pour protéger les épargnes des personnes qui ont travaillé toute leur vie pour subvenir à leurs besoins et, oui, pour aider les plus vulnérables d'entre nous.

Ce discours du Trône apporte les réponses à ces difficultés. Les Canadiens peuvent être certains qu'en ces temps difficiles sur le plan économique, notre gouvernement entend bien protéger et soutenir l'avenir économique du Canada. Nous continuerons sur la lancée du solide bilan que nous avons établi au cours des dernières années au gouvernement.

• (1350)

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue à mon collègue à la Chambre.

Une chose curieuse est ressortie de tous les choix faits par le gouvernement ces derniers mois. Lorsqu'on lui a demandé sur quelle analyse économique le gouvernement s'est appuyé pour prendre ses décisions, le premier ministre s'est fait une joie de souligner la baisse de la TPS alors que tous les économistes au pays l'avait décriée. Le gouvernement de mon collègue a-t-il pris un seul moment de recul pour faire des choix fondés sur une évaluation des meilleurs moyens de consolider l'économie canadienne, ou a-t-il simplement fait preuve d'opportunisme politique?

Le gouvernement a-t-il choisi d'affirmer qu'il valait mieux baisser les impôts de sociétés déjà rentables que d'investir dans les petites entreprises ou dans l'économie verte dont nous avons besoin? En réduisant la TPS, le gouvernement s'est-il fié à une quelconque évaluation qu'il serait prêt à rendre publique?

Voici ma question à l'intention de mon cher collègue. Le ministère des Finances, son ministère ou tout autre ministère a-t-il procédé à une quelconque évaluation avant de faire ces choix monumentaux qui représentent des milliards de dollars pour le peuple canadien? Existe-t-il une évaluation que la Chambre pourrait examiner afin de bien comprendre les motifs derrière certains de ces terribles choix politiques?

L'hon. Peter Kent: Madame la Présidente, la prévoyance est un bien précieux. Même si le gouvernement ne prétend pas en avoir le monopole, il n'en reste pas moins que nous prétendons avoir fait preuve de clairvoyance en procédant à des baisses d'impôts qui ont commencé à stimuler l'économie et dont certaines entrent encore en vigueur ces jours-ci.

Comme mes collègues d'en face exigent un plan qui stimulera l'économie, ce plan permettra au cours des prochaines années de continuer d'injecter des milliards de dollars pour stimuler l'économie, n'en déplaît à ceux qui voudraient imposer de nouvelles taxes en cette période de crise économique.

Je demanderais à mes collègues de prendre au mot l'offre faite la semaine dernière par le premier ministre et le ministre des Finances et de présenter des critiques et des idées constructives à mesure que nous progresserons afin de travailler ensemble à surmonter cette crise mondiale qui frappera certes le Canada.

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Madame la Présidente, permettez-moi en premier lieu de féliciter le député pour son élection. Sa présence à la Chambre est appréciée.

J'ai toujours cru que le Canada avait la capacité de concurrencer les autres et de se tailler une place sur le marché. Je suis heureux de voir le député entreprendre sa tâche.

Cela dit, je m'inquiète, au nom de mes électeurs, et je me demande pourquoi il a fallu trois ans au premier ministre pour inviter les premiers ministres des provinces et des territoires à se rassembler pour faire tomber les barrières commerciales, comme je le préconise depuis toujours. S'il faut que nous allions aider les entreprises canadiennes à percer de nouveaux marchés, va-t-il s'engager à défendre, devant le Cabinet, l'idée de faire tomber dès que possible les barrières commerciales qui existent à l'intérieur du Canada? Compte tenu des circonstances dans lesquelles notre pays et d'autres pays se trouvent, est-il prêt à s'engager à poursuivre cet objectif?

L'hon. Peter Kent: Madame la Présidente, je remercie mon collègue pour sa question. On dirait qu'il lit dans mes pensées. Effectivement, le gouvernement a l'intention de faire tomber les barrières commerciales intérieures. C'est un objectif que nous poursuivons depuis que nous avons pris le pouvoir en 2006.

Il est vrai que nous avons soulevé cette question encore une fois lors de la réunion avec les premiers ministres des provinces et des territoires. Parallèlement, nous allons continuer d'encourager les partenaires commerciaux du Canada à ouvrir leur marché à la libre concurrence. Nous allons continuer d'encourager les provinces et les territoires à abaisser les barrières qui constituent un fardeau injuste pour tous les Canadiens et pour l'économie.

M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD): Madame la Présidente, comme le député, je viens du milieu de la radiodiffusion. Manifestement, il a le physique idéal pour la télévision et j'ai le physique idéal pour la radio.

Le député veillera-t-il à ce que le gouvernement ne réduise pas le financement de la Société Radio-Canada?

• (1355)

L'hon. Peter Kent: Madame la Présidente le gouvernement encourage les institutions et les sociétés d'État fédérales de même que l'ensemble des Canadiens à envisager la période d'incertitude économique actuelle avec la même prudence et le même souci d'économie qu'ils appliquent à leurs propres finances familiales. Bien que l'ensemble des institutions fédérales soient soumises régulièrement à des examens, nous ne prévoyons actuellement aucune réduction.

M. Rick Casson (Lethbridge, PCC): Madame la Présidente, bienvenue au fauteuil.

J'aimerais poser une question à mon collègue. Évidemment, je lui souhaite la bienvenue à la Chambre. Il fait bon de l'avoir parmi nous. Il me semble qu'il a fallu attendre longtemps, mais c'est fait.

Le portefeuille du député porte sur les Amériques. Notre gouvernement est conscient du grand potentiel que représente les alliances commerciales avec les pays des Amériques. Je me demande si le député peut nous parler de la façon dont il prévoit, en tant que ministre, susciter l'intérêt des Amériques, non seulement pour les questions commerciales, mais aussi pour la démocratie et la primauté du droit, et les amener à adopter un style de gouvernance plus proche de celui du Canada.

L'hon. Peter Kent: Madame la Présidente, évidemment, nous avons des objectifs communs avec nos partenaires commerciaux des Amériques, qui ont été oubliés depuis trop longtemps. Nous avons l'intention de promouvoir le libre échange, ce qui créera de nouvelles possibilités pour les Canadiens et sera avantageux pour eux. Parallèlement, nous reconnaissons que la gouvernance démocratique, la reconnaissance des droits de la personne, et la primauté du droit sont directement liés à la prospérité et à la capacité des gouvernements à soutenir et à renforcer leurs institutions.

Déclarations de députés

Nous travaillerons avec ces gouvernements. Les accords de libre échange que nous avons signés récemment témoignent du fait que ces pays sont des démocraties qui partagent les valeurs canadiennes. Ces accords leur permettront, au cours des mois et des années à venir, de renforcer ces institutions. Aux gouvernements des Amériques qu'il serait difficile de qualifier de démocratiques, ces accords montreront qu'il serait avantageux pour eux et pour leurs citoyens d'adhérer aux valeurs et aux principes de la démocratie, ainsi qu'aux principes du libre échange.

L'hon. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite d'avoir été réélue et choisie pour occuper le fauteuil.

Je félicite également le député d'avoir été élu et de faire partie du Cabinet. Il a maintenant une grande responsabilité. Je me demande s'il exercera cette dernière au nom de l'électorat de l'Ontario et plus précisément de la région du Grand Toronto. Je me demande s'il exercera son influence autour de la table du Cabinet en vue d'élaborer un plan pour sauver le secteur manufacturier dans tout l'Ontario, mais plus précisément dans le Sud-Ouest de la province. Proposera-t-il une stratégie qui réclame le maintien...

La présidente suppléante (Mme Denise Savoie): Donnons au ministre la possibilité de répondre à la question.

L'hon. Peter Kent: Madame la Présidente, voyant l'heure, je pense que les questions et les réponses formulées au cours de la prochaine heure suffiront à répondre à ses interrogations.

En effet, j'ai fait campagne en faisant valoir que je serais une voix forte et efficace pour la région du Grand Toronto, bien que je vive en bordure de la métropole du Canada. Notre gouvernement s'est pleinement engagé à venir en aide au secteur manufacturier et à en faire la promotion, tout comme il a promis de le faire dans le cas de tous nos secteurs qui seront aux prises avec des difficultés dans les mois et années à venir.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Traduction]

LES FORCES CANADIENNES

M. Daryl Kramp (Prince Edward—Hastings, PCC): Je vous félicite, madame la Présidente, vous et tous mes distingués collègues.

Je veux profiter de l'occasion pour remercier les électeurs de Prince Edward—Hastings de m'avoir élu une troisième fois pour les représenter ici.

Aujourd'hui, je veux souligner la passion et l'appui manifestés par la municipalité de Tweed et ses citoyens à l'égard de nos soldats canadiens.

Les autobus remplis de soldats canadiens qui s'en vont en Afghanistan passent à Tweed, lorsqu'ils font le voyage de Petawawa à Trenton. À chaque fois, les résidents de Tweed sont présents en grand nombre pour leur dire au revoir. J'ai eu l'honneur de me joindre aux centaines d'écoliers, de mères, de pères, de grands-parents, de familles, de membres de la légion et de représentants municipaux qui sont allés leur rendre hommage et leur souhaiter bonne chance. Il était très touchant de voir un appui aussi fort et aussi senti à l'égard de nos jeunes hommes et femmes des forces armées.

Déclarations de députés

Les résidents de Tweed, les membres de la légion, et les édiles municipaux méritent notre respect et nos félicitations, parce qu'ils illustrent ce que cela signifie vraiment que d'être des Canadiens fiers et reconnaissants.

* * *

LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

L'hon. Gurbax Malhi (Bramalea—Gore—Malton, Lib.): Madame la Présidente, le 25 novembre est la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le début de la période de 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes.

Nous devons agir. Des études ont démontré que les coûts de la violence à l'égard des femmes s'élèvent à des milliards de dollars. Elle peut également avoir des répercussions sur les générations futures. En effet, presque 40 p. 100 des femmes agressées par leur conjoint affirment que leurs enfants ont été témoins de cette violence.

Sur la scène internationale, la violence à l'égard des femmes est un obstacle à leur égalité.

Les progrès que le Canada a réalisés dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes ont pris fin. La situation pourrait continuer de s'aggraver si le gouvernement ne commence pas à prendre cette question au sérieux.

J'exhorte tous les députés de la Chambre à travailler ensemble pour veiller à ce que toutes les femmes puissent vivre à l'abri de la violence et des menaces.

* * *

[Français]

LA FAMILLE CHARBONNEAU

Mme Diane Bourgeois (Terrebonne—Blainville, BQ): Monsieur le Président, je désire rendre hommage aujourd'hui à la famille Charbonneau, de Sainte-Anne-des-Plaines, à qui le gouvernement du Québec a récemment décerné la première position — catégorie bronze — au classement régional 2008 de l'Ordre national du mérite agricole. Leur entreprise, Fraisebec, est la plus importante productrice de fraises au Canada. Ses techniques de production sont parmi les meilleures au monde. Elles rendent possible l'accès à un produit de qualité, presque à longueur d'année.

La gestion des ressources humaines est aussi un défi de taille que les propriétaires ont su relever avec brio. Plus de 300 employés assurent la cueillette des petits fruits. De plus, l'entreprise, qui a agi moyennant le premier projet-pilote d'embauche de femmes étrangères au Canada, a recours à une main-d'oeuvre féminine guatémaltèque et mexicaine, ce qui lui ajoute un caractère innovateur.

L'équipe des députés du Bloc québécois et moi-même désirons féliciter la famille Charbonneau pour le prestigieux prix remporté.

* * *

[Traduction]

LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NDP): Monsieur le Président, en 1999, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé le 25 novembre Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Toutefois, les journaux rapportent encore quotidiennement les histoires de femmes condamnées à mort par lapidation ou par d'autres moyens cruels et inhumains, de mutilation génitale des filles,

de meurtres pour l'honneur, de violence conjugale, d'intimidation verbale ou physique et d'autres menaces à l'endroit des femmes, que ce soit chez elles ou dans leur lieu de travail. Cela touche des femmes de toutes les races et de toutes origines ethniques, dans tous les pays du monde, y compris le nôtre.

J'espère que tous les députés se joindront à moi et à mes collègues du Nouveau Parti démocratique pour souligner l'importance de cette journée et renouveler notre engagement à mettre un terme une fois pour toutes à la violence contre les femmes, tant chez nous qu'à l'étranger.

* * *

L'ÉCONOMIE DE SAINT JOHN

M. Rodney Weston (Saint John, PCC): Monsieur le Président, je suis très honoré d'avoir été élu député de Saint John, la plus vieille ville constituée au Canada. Je suis touché par la confiance que m'ont témoignée mes électeurs. C'est une responsabilité que je ne prends pas à la légère.

Saint John est une ville en pleine effervescence qui est sur le point de connaître une croissance économique sans précédent. Des années de travail et de préparation vont bientôt porter fruit; en effet, un certain nombre de projets énergétiques ont été entrepris ou sont sur le point de l'être.

La construction d'un terminal méthanier, la remise en état de la centrale nucléaire de Point Lepreau et le projet de construction d'une deuxième raffinerie de pétrole par Irving Oil contribuent tous à la prospérité accrue dont nous bénéficions.

Notre collectivité devra relever bien des défis pendant cette période. Je suis toutefois convaincu que notre gouvernement a fourni tous les outils nécessaires pour que Saint John continue de progresser.

Cela n'est pas le fruit du hasard, mais d'un plan précis. Je sais que les succès futurs de Saint John se refléteront sur l'économie canadienne.

* * *

● (1405)

FRANK DEACY

M. Scott Andrews (Avalon, Lib.): Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre et j'estime qu'il est de mise que je rende hommage à M. Frank Deacy.

M. Deacy était originaire de Galway, en Irlande, et il a déménagé à Terre-Neuve en 1971. Il enseignait à l'école secondaire Holy Spirit de Conception Bay Sud.

M. Deacy était bien connu pour son rôle actif dans la promotion du rugby à Terre-Neuve. En sa qualité de joueur, entraîneur et pionnier, il était une source d'inspiration pour de nombreux joueurs qui ont eu la chance de profiter de son leadership.

M. Deacy était membre fondateur de deux clubs de Terre-Neuve et il a été élu au Temple de la renommée des sports de Terre-Neuve-et-Labrador. En outre, il était membre de longue date de la Newfoundland Rugby Union et il siégeait au conseil d'administration de Rugby Canada. Dernièrement, il était devenu trésorier du comité du monument d'honneur de CBS.

Sa collectivité se souviendra longtemps de son apport important, et il sera regretté par ses amis et sa famille. J'aimerais transmettre mes sincères condoléances à son épouse, Marie, à sa fille, Robyn, et à son fils, Colin.

* * *

L'HÉROÏSME

Mme Candice Hoepfner (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole pour rendre hommage à trois valeureux Canadiens.

Samedi soir, un appareil d'évacuation sanitaire s'est écrasé dans le Nord du Manitoba, près de la localité de Gods Lake. L'avion transportait un pilote, un copilote et trois passagers, soit une mère de famille, son fils âgé de dix mois et une infirmière de bord, qui étaient en route vers un hôpital situé à Thompson, au Manitoba.

Peu après le décollage, le pilote a découvert un feu dans le poste de pilotage et il a été forcé de faire atterrir l'avion. Par miracle, l'équipage a réussi de main de maître un atterrissage de fortune et a pu faire évacuer tout le monde de l'appareil avant qu'il ne s'enflamme.

Les actes héroïques de l'équipage ont sauvé la vie de leurs passagers. Le pilote, le copilote et l'infirmière de ce vol sont des citoyens canadiens exemplaires et ils méritent nos remerciements et nos éloges pour leur courage.

* * *

[Français]

JULES ARSENAULT

M. Marc Lemay (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, le 20 octobre dernier est décédé un grand visionnaire de ma circonscription, M. Jules Arsenault.

Natif de la Gaspésie mais Témiscabibien d'adoption, M. Arsenault avait choisi de vivre dans notre région parce qu'il en avait perçu toutes les possibilités.

Cet homme d'action et d'engagement fut pour nous un pilier de l'éducation supérieure à titre de recteur de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Il a fait la preuve qu'une région peut se doter d'une université de qualité, déployée sur tout le territoire, accessible et répondant aux besoins en formation et en recherche des entreprises et des industries locales. Ces dernières années, bien qu'à la retraite, il a continué à s'engager avec enthousiasme dans son milieu.

Nous avons apprécié son humanisme, son ouverture aux autres et son sens profond du service public. Les Témiscabibiennes et les Témiscabibiens reconnaissent la contribution exceptionnelle de M. Jules Arsenault au développement de notre région. Il nous manquera beaucoup.

* * *

LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Mme Sylvie Boucher (Beauport—Limoilou, PCC): Monsieur le Président, la violence faite aux femmes est un fléau dont bien trop de femmes sont victimes dans le monde entier. Notre gouvernement continue à prendre très au sérieux la protection des femmes et de leurs familles. La semaine dernière, la ministre d'État à la Condition féminine a annoncé que le Canada participera à la campagne de l'UNIFEM pour dire non à la violence, qui vise à accroître l'engagement des gouvernements partout dans le monde envers l'élimination de la violence.

Déclarations de députés

En tant qu'un des premiers signataires, le Canada soutient fortement la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Nous sommes déterminés à régler les questions concernant l'équité entre les deux sexes, y compris la violence faite aux femmes. Nous accordons, à l'Initiative de lutte contre la violence familiale et à d'autres services pour les victimes de crime, un financement dont ils ont le plus grand besoin.

En apportant des modifications aux lois, dont la Loi canadienne sur les droits de la personne, le gouvernement du Canada prend des mesures concrètes...

Le Président: Le député de Saint-Léonard—Saint-Michel a la parole.

* * *

● (1410)

LES AÎNÉS

M. Massimo Pacetti (Saint-Léonard—Saint-Michel, Lib.): Monsieur le Président, le 27 octobre dernier, les responsables du Centre des aînés du Réseau d'entraide de Saint-Léonard, sous l'habile direction de Mme Johanne Pitt, en étroite collaboration avec M. Marc-André Chabot, directeur de l'école Wilfrid-Bastien, lançaient un projet unique et novateur, soit celui de créer un site Web où les élèves de 6^e année, sous le leadership de leur enseignant, M. Pierre Poulin, apprendraient les techniques de base de l'informatique aux aînés afin de leur permettre d'utiliser Internet.

Non seulement les aînés ont-ils acquis de nouvelles connaissances en informatique, mais ils ont de plus tissé de nouvelles amitiés avec ceux d'une autre génération qui leur transmettaient leur savoir et, par le fait même, réussi à abolir certains préjugés.

C'est en tant que député de Saint-Léonard—Saint-Michel que je désire transmettre mes félicitations aux responsables de cette heureuse initiative, et je les encourage à continuer dans cette voie qui apporte beaucoup aux participants de tous âges.

* * *

[Traduction]

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Lennox and Addington, PCC): Monsieur le Président, le 21 novembre, le troisième comité de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution parrainée par le Canada au sujet de la situation des droits de la personne en Iran. Voilà une réalisation importante pour la défense des droits universels de la personne.

L'adoption de cette résolution envoie un message clair comme quoi la communauté internationale se soucie du respect des droits du peuple iranien. Elle envoie un message d'espoir aux victimes de violation des droits de la personne et aux courageux défenseurs iraniens des droits de la personne qui cherchent à amener des changements positifs dans leur pays.

La résolution demande également au gouvernement de l'Iran de respecter en entier ses obligations en matière de droits de la personne, en droit et en pratique.

Cette résolution a été coparrainée par 42 autres pays membres et a été adoptée par 70 États, lors d'un scrutin.

Le Canada continuera de collaborer avec les autres pays intéressés pour veiller à ce que la résolution soit adoptée par l'Assemblée générale lors de sa séance plénière, en décembre.

*Déclarations de députés***LES TITRES DE COMPÉTENCE ÉTRANGERS**

M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD): Monsieur le Président, le week-end dernier, j'ai eu l'honneur de participer au gala du 45^e anniversaire de l'Association multiculturelle et folklorique de Sudbury. Les résidents qui forment la mosaïque culturelle de Sudbury, ma chère circonscription, y étaient en grand nombre. Des personnes telles que Rayudu Koka, Miho Halmich et Niranjin Mishra illustrent les merveilles que peuvent réaliser les gens de cultures et d'origines différentes lorsqu'ils travaillent ensemble.

Il m'est apparu clairement dans les échanges que j'ai eus lors de ce gala que les résidents de nos collectivités sont très inquiets des politiques d'immigration du gouvernement actuel.

Cela dit, je presse le gouvernement d'accélérer et de rationaliser la reconnaissance des titres de compétence étrangers de manière à assurer que nombre d'immigrants compétents, qu'ils soient médecins, inhalothérapeutes ou électriciens, puissent travailler dans leur domaine de formation et contribuer ainsi à contrer la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée dans leurs secteurs de compétence.

* * *

L'ACCÈS À L'INFORMATION

M. Joe Preston (Elgin—Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, les contribuables canadiens ont le droit de savoir de quelle façon l'argent qu'ils ont durement gagné est dépensé. C'est aussi ce que croit le gouvernement conservateur. C'est pourquoi nous avons décidé de soumettre toutes les sociétés d'État au processus d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, y compris CBC/Radio-Canada.

Hier, CBC/Radio-Canada a commencé à critiquer les autres médias pour avoir rapporté les dépenses exagérées des dirigeants de CBC/Radio-Canada. La société s'est indignée qu'ils aient osé faire une telle chose. Toutes les demandes d'accès à l'information formulées par ces médias sont confidentielles. CBC/Radio-Canada ne devrait pas connaître l'identité de la personne ou des personnes qui font une demande d'accès à l'information.

Par conséquent, ce que dit CBC/Radio-Canada n'est que pure spéculation et n'est fondé sur aucun fait. En cette période difficile sur le plan économique, comme en tout temps, CBC/Radio-Canada et toutes les sociétés d'État doivent rendre des comptes aux contribuables qui travaillent fort.

* * *

[Français]

LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Mme Johanne Deschamps (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, le 25 novembre de chaque année, nous soulignons la Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Malgré toutes les avancées que l'on connaît, la réalité est la suivante: des milliers de femmes font face chaque jour à la violence. En effet, plus de la moitié des femmes de plus de 16 ans vivront au moins une fois dans leur vie un épisode de violence sexuelle, physique ou psychologique.

À l'heure des compressions dans les budgets de Condition féminine Canada, un organisme de l'ONU rabroue le Canada en ce qui concerne les droits des femmes ainsi que la discrimination faite envers elles, tout particulièrement envers les femmes autochtones. Il lui reproche notamment le manque de refuges pour femmes battues et l'absence de critères de bien-être pour les protéger.

En terminant, j'ai une pensée particulière pour les femmes congolaises dont le corps est devenu plus que jamais l'arme de guerre favorite des rebelles.

* * *

[Traduction]

RAY PERRAULT

Mme Joyce Murray (Vancouver Quadra, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de chagrin que les parlementaires et les Canadiens pleurent le décès de notre collègue et ami, le sénateur Ray Perrault.

Avant d'être nommé au Sénat en 1973, M. Perrault a servi à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, puis à la Chambre des communes du Canada à titre de député de Burnaby—Seymour. M. Perrault a accompli de nombreuses choses.

● (1415)

[Français]

Du temps où il était sénateur, il a défendu de nombreuses causes, allant de l'environnement au développement économique, et il a occupé avec distinction les postes de leader du gouvernement et de leader de l'opposition au Sénat.

[Traduction]

Je ressens un lien très spécial avec M. Perrault non seulement à titre de collègue parlementaire, comme membre d'une assemblée législative et en tant que britanno-colombien et environnementaliste, mais aussi parce que, comme le sénateur, mon père a souffert de la maladie de Parkinson pendant de nombreuses années avant de mourir il y a treize ans.

Au nom de tous les parlementaires et Canadiens, j'offre mes condoléances à la famille et aux amis de M. Perrault en ces moments difficiles. Nos pensées et nos prières les accompagnent.

* * *

LA COUPE GREY

M. Deepak Obhrai (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, en 1948, les Stampeders de Calgary ont remporté la Coupe Grey pour la première fois et ont lancé la tradition que l'on connaît maintenant sous le nom de défilé de la Coupe Grey. Aujourd'hui, les habitants de Calgary sont extrêmement heureux que cette tradition se déroule à nouveau dans leur ville.

Au moment où je vous parle, des milliers d'habitants de Calgary se réunissent au centre-ville pour célébrer le retour triomphal des champions de la Coupe Grey, les Stampeders de Calgary. Ils ont une bonne raison d'être fiers. Les Stampeders ont gagné plus de parties que toute autre équipe de la LCF cette saison, notamment 10 de leurs 11 dernières parties. Lors de la finale de la Coupe Grey, dimanche dernier, ils ont battu les Alouettes de Montréal par 22 à 14 devant plus de 60 000 amateurs.

Monsieur le Président, je sais que vous et tous les députés vous unissez à moi et à tous les habitants de Calgary pour féliciter les Stampeders de leur succès.

Go Stamps Go!

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Français]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, en ces temps économiques difficiles, les Canadiens ont toutes les raisons de douter de la crédibilité d'un premier ministre qui, sur la question des déficits, a dit une chose et son contraire avec la même assurance.

Il y a quelques semaines, il disait que de parler d'un déficit au Canada, c'était « stupide », c'était « ridicule ». Mais la semaine dernière, il a dit que c'était « essentiel ». Alors, que dirait-il aujourd'hui? Est-ce qu'il dirait que les déficits, c'est stupide et ridicule ou que c'est essentiel?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, nous allons faire ce qui doit être fait pour protéger les familles, les particuliers et les entreprises au Canada afin qu'ils aient accès au crédit dont ils ont besoin pour investir et réinvestir, et pour veiller à la sécurité des familles canadiennes. Nous n'allons pas créer artificiellement un excédent au cours du prochain exercice. Je donnerai plus de détails à ce sujet jeudi, à 16 heures.

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, le directeur parlementaire du budget, nommé par le premier ministre, a dit que le nouveau déficit des conservateurs était de la faute du gouvernement. Il a ajouté que le premier ministre aurait dû être au courant de l'existence de ce déficit.

Le premier ministre pourrait-il préciser, à l'intention des Canadiens, à quel moment il a su que le Canada allait enregistrer un déficit? Qu'a-t-il caché aux Canadiens lors de la dernière campagne électorale?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, comme le député d'en face le sait, ou devrait le savoir s'il a porté attention à ce qui se passe depuis environ 12 semaines, nous sommes entrés dans une période prolongée de ralentissement économique. Il s'agit d'un ralentissement à l'échelle mondiale, d'un ralentissement économique grave pour le monde entier.

Le Canada n'est pas une île isolée mais, heureusement, nous sommes bien préparés parce que nous avons pris des mesures à compter de 2006-2007. Nous avons réduit les impôts et nous avons augmenté les dépenses pour les infrastructures. Or, à chaque fois, le chef de l'opposition et les libéraux d'en face ont voté contre ces initiatives.

• (1420)

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, nous n'avons certainement pas appuyé les mesures prises par un gouvernement qui a plongé le Canada dans un déficit.

Le premier ministre se contredit relativement au déficit. Il se contredit aussi en ce qui a trait à la récession. En septembre, il avait déclaré que si nous devons connaître une récession, celle-ci aurait déjà eu lieu. Voilà maintenant qu'il prédit ce qu'il appelle une récession « technique ». On parle de récessions techniques et de déficits structurels, mais une récession n'a rien à voir avec la sémantique. Elle entraîne des pertes d'emplois et elle touche des Canadiens qui ont besoin d'aide.

Comment se fait-il que le premier ministre ne comprenne pas cela?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, le député d'en face parle de déficits et de récessions

techniques. Il devrait suivre les conseils de l'expert en déficits au sein de son propre caucus, c'est-à-dire le député de Toronto-Centre, qui a dit: « Si nous avons un déficit maintenant au niveau fédéral, est-ce que le premier ministre sera personnellement à blâmer? Je ne crois pas, et je ne crois pas qu'il serait raisonnable ou intelligent de le faire. »

L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre a eu tort, pendant la campagne électorale, de dire aux Canadiens qu'il n'y aurait pas de récession. Il a également eu tort d'affirmer aux Canadiens qu'il n'y aurait pas de déficit. Il a aussi déclaré aux Canadiens qu'il présenterait enfin un plan d'action efficace pour soutenir l'économie canadienne.

Est-ce que l'énoncé économique de jeudi contiendra des mesures concrètes qui aideront à protéger les emplois et les économies des Canadiens, ou est-ce que l'on constatera une fois de plus que les déclarations du premier ministre étaient fausses?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, des mesures seront annoncées jeudi. Je suis persuadé que le député de Kings—Hants sera présent ce jour-là et qu'il écoutera attentivement le moment venu.

Rappelons-nous les mesures prises en 2006-2007: baisses des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, et baisse de deux points de pourcentage de la TPS. Cela constituera un stimulus économique de près de 2 p. 100 pour notre pays l'an prochain, soit plus que tout autre pays du G7. L'opposition a voté contre toutes ces mesures.

L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, selon les prévisions de l'OCDE publiées aujourd'hui, 300 000 autres Canadiens vont perdre leur emploi, mais il semble que les seuls emplois que les conservateurs soient prêts à protéger sont ceux qui permettent à leurs ministres de s'offrir des déplacements aériens de luxe.

Où est le soutien accordé aux travailleurs et aux retraités canadiens? Pourquoi le gouvernement fait-il languir les Canadiens au sujet d'un véritable plan? Est-ce parce que ces conservateurs incompetents ont vidé les coffres alors que l'économie était florissante qu'ils sont maintenant incapables d'aider les Canadiens en ces temps difficiles?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, le député de Kings—Hants dénigre encore une fois l'économie canadienne.

Dans son rapport rendu public aujourd'hui, que dit l'OCDE au sujet de l'avenir du Canada? Elle dit qu'en 2010 le Canada va mener la relance économique, puisque notre pays connaîtra la plus forte croissance parmi les membres du G7.

Pourquoi le député de Kings—Hants n'a-t-il pas mentionné ce point, de façon à donner confiance aux Canadiens en leur économie, au lieu de dénigrer celle-ci?

En ce qui a trait aux frais de déplacement, je suis certain qu'il a pris connaissance de ce dossier alors qu'il voyageait en classe affaires pour retourner dans sa circonscription, vendredi dernier.

[Français]

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre a déclenché des élections en invoquant...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. C'est impossible pour la présidence d'entendre les propos de l'honorable député de Laurier—Sainte-Marie qui a maintenant la parole.

Questions orales

M. Gilles Duceppe: Monsieur le Président, le premier ministre a déclenché des élections en invoquant la crise économique comme excuse. Pendant la campagne électorale, il s'est acharné à répéter qu'il n'y avait ni déficit à l'horizon, ni menace de récession. Aujourd'hui, il admet qu'il y aura un déficit dans son prochain budget et que la récession est bel et bien à nos portes.

Le premier ministre peut-il nous expliquer pourquoi il était urgent d'aller en élections à cause de la crise économique alors que, maintenant, ce n'est plus si urgent d'agir pour contrer cette même crise économique?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, il est clair que personne au monde n'avait prévu le genre, la gravité et l'ampleur du ralentissement économique qui sévit depuis 12 semaines.

Je remercie le député d'en face et son parti d'avoir au moins formulé des propositions constructives. J'ai eu l'occasion d'en discuter aujourd'hui avec le représentant du Bloc. Il importe que tous les députés de la Chambre présentent des propositions constructives quant à la façon de stimuler l'économie canadienne dans ce contexte sans précédent, et j'espère qu'ils le feront.

•(1425)

[Français]

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, c'est bien beau de nous dire qu'il y a des propositions constructives et j'apprécie qu'il les examine, mais, maintenant, pourrait-il faire autre chose que les examiner et présenter un plan ce jeudi? Il ne suffit pas simplement de faire des constats en disant qu'il y a une crise. Cela, à peu près tout le monde s'en rend compte, sauf le premier ministre qui ne s'en rendait pas compte durant la campagne électorale. Maintenant qu'il s'en rend compte, cela ne suffit pas de dire qu'il y en a une. Que va-t-il proposer? Va-t-il mettre en avant, entre autres, les propositions qu'on lui fait?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, cela se fera évidemment jeudi, à 16 heures.

En octobre 2007, lorsque nous avons proposé, dans l'énoncé économique de l'automne, des réductions d'impôt importantes pour les petites, moyennes et grandes entreprises, une diminution supplémentaire de un point de pourcentage de la TPS, et des déductions fiscales pour les particuliers, le Bloc québécois a voté contre toutes ces mesures.

[Français]

M. Jean-Yves Laforest (Saint-Maurice—Champlain, BQ): Monsieur le Président, le Bloc québécois a fait connaître son plan de relance pour faire face à la crise. Cela inclut la création d'un fonds « Corvée Modernisation », inspiré de « Corvée Habitation » qui a connu beaucoup de succès au début des années 1980 au Québec. Un tel fonds permettrait de relancer immédiatement l'investissement et de hausser la productivité du secteur manufacturier en vue de la reprise économique.

Le ministre des Finances va-t-il reprendre, dans son énoncé économique, l'idée d'un tel fonds?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je trouve utiles certaines des propositions formulées par le Bloc. Comme je l'ai mentionné, j'espère que d'autres députés et

d'autres partis à la Chambre vont aussi présenter de telles propositions.

Nous allons étudier toutes ces propositions au moment d'élaborer le budget de 2009.

[Français]

M. Jean-Yves Laforest (Saint-Maurice—Champlain, BQ): Monsieur le Président, cela adonne bien parce qu'on en a d'autres.

Pour agir sans délai, comme le demandent tous les intervenants économiques, et soutenir la recherche et le développement, le ministre des Finances entend-il annuler les coupes imposées au programme Partenariat technologique et rendre ce programme disponible pour tous les secteurs de pointe, comme celui des pharmaceutiques?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): En fait, monsieur le Président, notre gouvernement a engagé des dépenses sans précédent dans le secteur des sciences et de la technologie. Nous avons une Stratégie des sciences et de la technologie. Les programmes de dépenses de ce genre vont rester en place, parce qu'ils stimulent l'économie, tout comme nos réductions d'impôt.

Nous allons poursuivre dans la même voie, parce que nous voulons protéger les familles, les particuliers et les entreprises au Canada durant cette période de ralentissement économique majeur.

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, de nombreux Canadiens sont frappés de voir les gouvernements de la planète prendre cette crise économique au sérieux et adopter des mesures énergiques et hardies.

Les économistes de pratiquement toutes les écoles disent qu'une intervention spectaculaire s'impose immédiatement, mais notre gouvernement déclare qu'il ne compte rien faire avant 2009. Il élude ses responsabilités. Même si l'administration Obama n'est pas encore au pouvoir, elle a annoncé qu'elle prendra des mesures spectaculaires et importantes pour stimuler l'économie.

Quand le premier ministre et le gouvernement vont-ils se rendre compte qu'il faut agir maintenant et non pas dans quelques mois pour aider les Canadiens à retourner au travail et rétablir la confiance dans notre économie?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je sais que le député d'en face n'ignore pas ce que nous avons fait étant donné qu'il était à la Chambre l'année dernière et qu'il a voté contre. Il parle maintenant de stimuler l'économie canadienne.

Où était-il lorsque nous avons voté pour réduire la TPS afin de laisser plus d'argent dans les poches des familles canadiennes? Il était là, mais il a voté contre. Où était-il quand nous avons réduit les impôts des petites entreprises pour stimuler l'économie canadienne? Il était là, mais il a voté contre. Où était-il quand nous avons réduit l'impôt sur le revenu des particuliers? Il était là, mais il a voté contre.

C'est un stimulus de 2 p. 100, beaucoup plus que ce que les Américains ont fait, beaucoup plus que ce que les autres pays du G7 ont fait jusqu'ici.

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, malheureusement, le gouvernement semble vouloir revenir sur le passé au lieu de se soucier de l'avenir.

Permettez-moi de citer quelques exemples de ce qui nous arrive. Le Conference Board du Canada a déclaré aujourd'hui que l'industrie automobile canadienne allait perdre 15 000 emplois de plus en 2009. Ce qui a été fait par le passé ne va pas y remédier. Nous apprenons également que le nombre de prestataires de l'assurance-emploi augmente énormément au Canada et que ces personnes n'obtiennent pas l'aide dont elles ont besoin. Le recours aux banques alimentaires est en hausse dans notre pays et la confiance des consommateurs est en train de s'effondrer.

Quand verrons-nous des mesures...

• (1430)

Le Président: Le ministre des Finances a la parole.

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, permettez-moi d'expliquer ce que nous avons fait sur le plan de la réforme fiscale au Canada.

La réduction de la TPS est permanente. Les réductions de l'impôt sur le revenu sont permanentes. Les réductions de l'impôt des sociétés sont permanentes. Certaines autres réductions d'impôts entreront en vigueur l'année prochaine, en 2009. Il s'agit d'un stimulus permanent pour l'économie canadienne et non pas temporaire comme aux États-Unis.

J'exhorte le député à défendre les intérêts du Canada et à voter pour certaines de ces mesures.

[Français]

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, nous sommes devant une crise. Il y a une crise actuellement. Les gens ne peuvent pas attendre quelques mois un discours et des mesures. C'est maintenant qu'ils ont besoin de mesures. La crise frappe maintenant. L'industrie automobile est en déroute, mais le gouvernement ferme les yeux. Les gens perdent leur emploi, mais l'assurance-emploi n'est pas là pour eux et leur famille quand ils en ont besoin.

Pourquoi le premier ministre s'entête-t-il à attendre à février? Où est le plan? Où est le leadership? Où sont les mesures concrètes maintenant?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Comme je l'ai dit, monsieur le Président, nous avons agi à l'avance, en 2006-2007, en prenant ces diverses mesures.

Le député d'en face ne devrait pas dénigrer le Canada. Nos ventes d'automobiles sont en hausse. Nos affaires vont bien. Une des banques canadiennes a même émis hier, avec succès, des titres sur les marchés canadiens. Cela montre combien notre système est solide.

Je demande au député de défendre les intérêts du Canada et de cesser de le dénigrer.

* * *

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Monsieur le Président, on a rapporté aujourd'hui que 2008 a été la pire année pour l'industrie forestière de la Colombie-Britannique, qui a vu ses ventes fondre de 50 p. 100. Les travailleurs forestiers de la Colombie-Britannique souffrent, pourtant, le premier ministre déclare que nous sommes techniquement en récession, comme si ce n'était pas grave. Les travailleurs forestiers techniquement au chômage pensent, eux, que c'est grave.

Questions orales

Où est le plan que les conservateurs ont promis il y a trois ans pour aider l'industrie forestière de la Colombie-Britannique?

L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC): Monsieur le Président, le meilleur moyen de protéger les travailleurs forestiers consiste à faire en sorte que cette grande industrie canadienne demeure concurrentielle et ait les outils dont elle a besoin pour cela. Grâce à la stratégie sur la compétitivité à long terme de l'industrie forestière, nous soutenons l'innovation, nous ouvrons de nouveaux marchés et nous créons des emplois. Je reste déterminée à travailler avec mes collègues du caucus afin que les programmes donnent des résultats pour les personnes des collectivités touchées, notamment en Colombie-Britannique.

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Monsieur le Président, en dépit de leurs affirmations, les conservateurs n'ont rien fait. Il suffit de demander à un travailleur forestier de la Colombie-Britannique.

En Colombie-Britannique, les ravages causés par le dendroctone du pin ont mis l'industrie forestière à genoux et cette industrie représente 20 p. 100 de la base économique de la province. Les conservateurs avaient promis de l'argent pour le développement économique en 2006, mais l'industrie n'a reçu qu'une infime portion de l'argent promis.

Quand les conservateurs finiront-ils par prendre des mesures pour aider cette industrie éprouvée et ses travailleurs durement frappés?

L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC): Monsieur le Président, je sais que nos vis-à-vis sont parfaitement au courant du soutien ferme que le gouvernement apporte aux travailleurs et aux familles des collectivités forestières. Après tout, le maire de Terrace, en Colombie-Britannique, avait ceci à déclarer au sujet de la Fiducie pour le développement des collectivités:

Nous sommes heureux de recevoir ces fonds, qui offrent une excellente occasion de créer des emplois tout en permettant à la collectivité de bénéficier des améliorations qui découlent des projets financés.

Nous savons que les temps sont durs pour les travailleurs et leurs familles et nous allons faire ce qu'il faut faire.

* * *

• (1435)

L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

M. Andrew Kania (Brampton-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, le secteur canadien de l'automobile perd des emplois depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir. Des dizaines de milliers d'emplois sont disparus. Toutefois, nous apprenons maintenant que les conservateurs ne comptent pas présenter, avant février, de plan en vue d'aider ce secteur en difficulté.

Pourquoi les conservateurs attendent-ils que tous nos emplois soient détournés vers les États-Unis avant de présenter un plan?

L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, c'est tout à fait faux. En fait, nous avons pris des mesures même avant que la situation actuelle ne se présente en créant un fonds d'innovation pour l'industrie de l'automobile et en réduisant l'impôt des sociétés, ce qui touchait le secteur de l'automobile. C'est ce que le ministre des Finances a déjà expliqué à la Chambre.

Je trouve d'ailleurs plutôt étrange que le parti du député ait proposé au cours de la dernière campagne électorale d'imposer une taxe sur le carbone aux Canadiens. Comment les Canadiens pourront-ils acheter des voitures si le Parti libéral veut imposer une taxe sur le carbone? C'est une politique mal inspirée, tout à fait typique du Parti libéral.

Questions orales

M. Andrew Kania (Brampton-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs ont eu trois ans pour venir en aide aux travailleurs du secteur de l'automobile, mais ces derniers n'ont eu droit qu'à une mauvaise gestion et à une politique de laissez-faire et de je-m'en-foutisme. Les conservateurs n'ont même pas fait une analyse d'incidence. Avec la situation économique qui s'aggrave de jour en jour, les 600 000 Canadiens qui travaillent dans le secteur de l'automobile et leurs familles ne peuvent tout simplement pas se permettre d'attendre plus longtemps.

Pourquoi les conservateurs prennent-ils les travailleurs en otage en refusant de prendre des mesures réelles plutôt que techniques pour aider les travailleurs du secteur de l'automobile?

L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, de notre côté de la Chambre, nous voulons voir de solides plans d'affaires réels et responsables avant de dépenser l'argent des contribuables. Nos vis-à-vis, eux, sont toujours prêts à foncer. Cela n'est pas acceptable aux yeux des gens de ce pays et des contribuables canadiens. Nous prendrons les mesures qui s'imposent dans le meilleur intérêt des contribuables et des Canadiens en général. C'est là le mandat que nos électeurs nous ont confié.

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Yves Lessard (Chambly—Borduas, BQ): Monsieur le Président, au moment où l'OCDE prévoit une augmentation substantielle du chômage au Canada, due à la crise économique engendrée par les mauvaises décisions des hauts dirigeants financiers qui ont reçu des bonus astronomiques, les victimes de cette crise, elles, ne comprennent pas d'avoir à subir un délai de carence de deux semaines avant de toucher un seul sou de l'assurance-emploi.

L'élimination du délai de carence est peu coûteuse pour le gouvernement. Le ministre des Finances s'engage-t-il, dans son énoncé économique, à l'abolir?

L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC): Monsieur le Président, nous voulons bien sûr nous assurer que les appuis nécessaires sont là pour les chômeurs et les gens qui sont malheureusement mis à pied. Ça, c'est certain.

C'est une assurance, et avec les assurances, il y a toujours une période de délai, parce qu'il faut bien sûr vérifier que les gens seront mis à pied pour plus longtemps qu'une semaine ou deux. C'est nécessaire pour assurer l'intégrité du programme.

* * *

LES TRAVAILLEURS ÂGÉS

Mme Josée Beaudin (Saint-Lambert, BQ): Monsieur le Président, l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés ne répond pas aux besoins de ceux qui ne sont pas « reclassables ». Ils doivent bénéficier d'un programme de soutien au revenu pour les aider à faire le pont vers leur retraite.

Si le ministre des Finances est capable de consentir 2,8 milliards de dollars en cadeaux fiscaux par année aux pétrolières, pourquoi refuse-t-il un programme de 45 millions de dollars par année aux travailleurs âgés victimes de licenciement?

L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC): Monsieur le Président, nous avons déjà reconnu qu'il y a des défis spéciaux pour les

travailleurs âgés. C'est pourquoi nous avons introduit l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés.

Nous avons eu un tel succès avec ce programme: l'année passée, la plupart des travailleurs qui ont été réengagés dans le marché du travail au Québec étaient en fait des travailleurs âgés. Nous avons beaucoup plus à faire, mais nous avons commencé.

* * *

LE LOGEMENT SOCIAL

M. Christian Ouellet (Brome—Missisquoi, BQ): Monsieur le Président, l'accès à un logement décent et abordable ne cesse de se détériorer. Au seuil de la crise économique qui aggravera encore cette situation, le discours du Trône ne prévoit aucune solution à ce problème généralisé au Canada.

Le gouvernement entend-il suivre la proposition du Bloc québécois et annoncer des investissements dans la construction et la rénovation de logements sociaux et abordables qui ont le mérite de créer de l'emploi tout en répondant à des besoins urgents?

● (1440)

L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord remercier le député et le Bloc québécois de leurs suggestions. C'est ce que nous avons demandé, et nous allons les considérer.

Toutefois, il faut reconnaître que ce gouvernement est en train de fournir du soutien aux sans-abri. Nous dépensons maintenant plus d'argent pour les sans-abri et le logement abordable que n'importe quel gouvernement ne l'a fait auparavant.

* * *

L'INDUSTRIE DE LA RÉNOVATION

Mme Paule Brunelle (Trois-Rivières, BQ): Monsieur le Président, pour relancer l'industrie de la rénovation en ces temps difficiles et favoriser les économies d'énergie, le gouvernement devrait mettre en place un fonds destiné à soutenir financièrement les particuliers qui rénovent leur maison pour en améliorer l'efficacité éco-énergétique.

Le gouvernement entend-il donner suite à cette proposition du Bloc québécois, qui répond à des objectifs économiques et environnementaux, en annonçant la création d'un tel fonds dans son prochain énoncé économique?

L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC): Monsieur le Président, encore une fois, j'aimerais remercier le Bloc québécois de ses suggestions. Je suis contente qu'il y ait un air de coopération ici, en cette Chambre. Nous allons considérer toutes les suggestions qui nous sont soumises.

* * *

L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.): Monsieur le Président, l'inaction des conservateurs face à la crise économique ne fait pas seulement du mal dans les usines d'assemblage de l'Ontario, puisque les fabricants de pièces automobiles du Québec aussi suppriment des emplois. Tôt ou tard, la crise s'étendra à d'autres fleurons de notre économie.

Questions orales

Les conservateurs prétendent-ils que des entreprises comme Bombardier, Héroux-Devtek Inc. ou Pratt & Whitney seront magiquement épargnées? Quand mettront-ils en place un plan pour assurer l'avenir de l'industrie aéronautique? Avant qu'il ne soit trop tard?

L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, nous avons appuyé l'industrie aéronautique. Il s'agit bien sûr d'un programme de notre gouvernement. Nous avons annoncé un programme spécial pour l'industrie aéronautique. C'est aussi mentionné dans le discours du Trône.

[Traduction]

Nous avons annoncé des programmes qui ciblent précisément l'industrie aéronautique et nous continuerons de les financer.

[Français]

M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.): Monsieur le Président, aucun pays ne possède une industrie aéronautique prospère sans que celle-ci soit épaulée par son gouvernement. La crise actuelle pourrait finir par rattraper l'industrie aéronautique si les conservateurs n'agissent pas de façon proactive.

Les conservateurs savent-ils combien de travailleurs hautement qualifiés gagnent leur vie grâce à l'industrie aéronautique? Quand les conservateurs agiront-ils pour préserver le gagne-pain de ces travailleurs?

L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, l'action est là. Nous avons bien sûr investi plusieurs millions de dollars dans l'initiative stratégique. Jusqu'à maintenant, Lockheed Martin a annoncé plus de 600 millions de dollars dans la province de Québec. C'est l'industrie que nous avons appuyée, et les résultats parlent pour l'industrie de l'avenir aussi.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, hier, le ministre des Finances a déclaré qu'il ne créerait pas un excédent de façon artificielle, mais il s'est ensuite contredit lorsqu'il a déclaré que, en fait, il créerait un excédent en vendant ce qu'il a décrit comme étant des biens gouvernementaux non essentiels.

Le ministre pourrait-il définir ce qu'il entend par « biens non essentiels » et pourrait-il en donner un exemple précis à la Chambre?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement soit responsable sur le plan financier. C'est pourquoi nous avons créé le système de gestion des dépenses. Nous examinons chaque dépense, chaque programme, chaque initiative du gouvernement du Canada et de ses organismes. Nous avons commencé cet examen l'année dernière.

Désormais, nous aurons aussi pour tâche d'examiner les biens du gouvernement du Canada, toujours pour voir s'ils répondent ou non à un besoin des Canadiens. Voilà simplement ce à quoi les Canadiens s'attendent: à ce que nous agissions en gouvernement responsable.

• (1445)

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, Tom Flanagan prétend que le gouvernement a toujours eu l'intention de mettre le Canada en situation de déficit dans le but de faire avancer son programme néo-conservateur. Même quand les conservateurs ont hérité un excédent de 13,2 milliards de dollars, ils ont fait des compressions motivées par des considérations idéolo-

giques à des programmes d'alphabétisation et de promotion de l'égalité.

Pourquoi le ministre des Finances se sert-il de son manque de discipline budgétaire comme excuse pour s'en prendre encore aux plus vulnérables et cacher les nouveaux déficits dont il est responsable?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, le terme « discipline budgétaire » constitue un oxymoron dans la bouche d'un député libéral. Au cours de la dernière année pendant laquelle les libéraux formaient le gouvernement, soit en 2004-2005, leurs dépenses ont augmenté de 14,5 p. 100. Maintenant ils viennent ici et parlent de dépenses responsables. Ils ne connaissent même pas la signification de ces mots.

* * *

LA JUSTICE

M. Peter Braid (Kitchener—Waterloo, PCC): Monsieur le Président, comme c'est ma première intervention à la Chambre, je veux prendre le temps de remercier les gens de Kitchener—Waterloo de m'avoir élu pour les représenter. C'est un honneur et un privilège.

On a appris récemment que 1,7 million de Canadiens ont été victimes de vol d'identité. Le Commissaire à la protection de la vie privée du Canada estime que la cybercriminalité génère 105 milliards de dollars par année, surtout grâce au vol et à la revente de renseignements personnels.

Que fait le gouvernement pour lutter contre la forme de criminalité qui connaît la croissance la plus rapide en Amérique du Nord, selon des sources policières?

L'hon. Rob Nicholson (ministre de la Justice et procureur général du Canada, PCC): Monsieur le Président, je félicite le député, et je le remercie du soutien qu'il manifeste à notre programme de répression de la criminalité.

Nous avons présenté, il y a plus d'un an, un projet de loi très sévère concernant le vol d'identité et le crime organisé. Malheureusement, nous n'avons eu ni l'appui ni la coopération des autres partis politiques. C'est dommage, mais nous restons déterminés à juguler le vol d'identité et le crime organisé. Les Canadiens savent qu'ils peuvent compter sur nous.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, cette semaine, des centaines d'étudiants et de chefs de file du monde de l'éducation se rendent à Toronto pour prendre part à la conférence historique ayant pour thème l'éducation en tant que droit de la personne. Les hôtes de la conférence sont les enfants d'Attawapiskat. Leur lutte pour obtenir une école est à l'origine du plus important mouvement de jeunes pour la défense des droits des enfants de l'histoire du Canada.

Je sais que les enfants ont invité le ministre à participer à la conférence et à faire partie de la solution. Je pense qu'il serait plutôt étrange que la seule chaise vide soit celle du gouvernement fédéral? Alors, le ministre a-t-il l'intention d'y être?

L'hon. Chuck Strahl (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, PCC): Monsieur le Président, je me réjouis de la tenue de cette conférence, mais elle a lieu pendant que la Chambre siège. Donc, il me sera difficile d'y être. Cependant, je vais y déléguer des fonctionnaires.

Questions orales

J'espère qu'on parlera entre autres, lors de cette conférence, de la modification de la Loi canadienne sur les droits de la personne. Le gouvernement en a étendu l'application aux réserves. Nous sommes le premier gouvernement à l'avoir fait. J'espère qu'il en sera question pendant les discussions parce que les droits de la personne sont une question importante pour tous les Canadiens.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, je pense vraiment que les enfants d'Attawapiskat méritent mieux que cette platitude tout droit sortie du poste de commande du cabinet du premier ministre.

Les chefs de file du monde de l'éducation au Canada ont décidé d'entrer en scène et de combler le vide parce qu'ils ont vu la longue série d'engagements officiels pris à l'égard de ces enfants et balayés arbitrairement du revers de la main à l'automne 2007.

Le ministre pourrait agir en vrai chef de file dans ce dossier. Il n'aurait qu'à rétablir les négociations auxquelles son prédécesseur était favorable, qui visaient à bâtir une école pour ces enfants.

L'hon. Chuck Strahl (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, PCC): Monsieur le Président, ces discussions se poursuivent avec les dirigeants d'Attawapiskat. Nous prévoyons faire encore des progrès appréciables. Nous avons déjà investi plusieurs millions de dollars dans l'école là-bas et nous voulons continuer d'aider les enfants et de favoriser l'éducation.

Dans le discours du Trône, la priorité du gouvernement concernant les Autochtones est de terminer de conclure des accords avec eux dans l'ensemble du pays, de même qu'avec les provinces qui le souhaitent, et nous sommes sur la bonne voie pour y arriver.

La question que je pose maintenant au député à l'autre bout de la Chambre est la suivante: va-t-il appuyer le discours du Trône puisqu'on y prévoit des mesures dans le domaine de l'éducation pour les peuples autochtones?

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ): Monsieur le Président, lors de la dernière campagne électorale, les papetières nous ont fait connaître leurs besoins pour faire face à la crise et affronter la concurrence internationale. Pour elles, Kyoto est l'élément principal de la solution. Elles réclament des cibles absolues et 1990 année de référence pour lancer réellement la bourse du carbone.

Qu'attend le gouvernement pour adopter les mécanismes de Kyoto et abandonner son plan environnemental bidon qui ne tient pas la route et qui n'avantage que les pétrolières?

• (1450)

L'hon. Jim Prentice (ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens désirent que le pays soit un leader dans la lutte contre les changements climatiques, et les sources d'énergies renouvelables sont très importantes dans ce contexte. Nous avons besoin d'un leadership nord-américain fort sur les politiques qui concernent l'énergie et l'environnement.

M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ): Monsieur le Président, alors que tous reconnaissent qu'il faut faire plus pour l'environnement, ce gouvernement a décidé d'en faire moins en mettant la hache dans le programme écoAUTO qui s'était pourtant révélé un succès.

Le ministre des Finances pourrait-il enfin comprendre que pour faire un effort en matière d'environnement, il faut qu'il annonce dans son énoncé économique qu'il a l'intention de remettre en vigueur ce programme?

[Traduction]

L'hon. Jim Prentice (ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, de nombreux programmes sont importants dans la lutte contre les changements climatiques et nous allons les poursuivre. Dans le discours du Trône, on a notamment énoncé l'objectif de faire en sorte que dès 2020, 90 p. 100 de l'énergie future du Canada provienne de sources non émettrices. À cet égard, l'énergie géothermique, l'énergie hydroélectrique, l'énergie solaire et l'énergie provenant de la biomasse ont toutes leur importance, tout comme les changements technologiques de grande envergure que nous devons opérer, pour la séquestration et le stockage du carbone, entre autres.

* * *

L'AFGHANISTAN

L'hon. Ujjal Dosanjh (Vancouver-Sud, Lib.): Monsieur le Président, la prolongation de notre mission en Afghanistan a été approuvée par la Chambre à la condition expresse que l'OTAN obtienne un groupement tactique d'environ 1 000 hommes pour assurer la rotation à Kandahar, ce groupe devant être opérationnel au plus tard en février 2009.

J'ai deux questions. Premièrement, l'OTAN a-t-elle obtenu les 1 000 soldats sous son commandement pour la rotation à Kandahar? Deuxièmement, il ressort de ce qui précède que notre rôle d'ici à février 2009 devrait changer de façon importante. Un changement est-il donc prévu et, dans l'affirmative, quel est-il?

L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique, PCC): Monsieur le Président, je salue le retour de mon collègue à ce portefeuille.

Je répondrai aux questions du député par l'affirmative. Nous avons obtenu des groupements tactiques additionnels. De fait, j'ai rencontré les ministres de la Défense du CR (Sud) au cours du dernier week-end à Cornwallis, en Nouvelle-Écosse, et nous avons eu une discussion très franche et ouverte sur cette question.

Nous continuons de solliciter d'autres appuis des alliés de l'OTAN pour l'affectation de troupes et de matériel, aussi bien que pour les activités de développement et le travail d'aide aux Afghans qui vivent dans cette région. J'ai rencontré aujourd'hui le ministre de la Défense de l'Allemagne pour d'autres discussions.

Donc, en effet, nous constatons des progrès. Le défi n'est pas facile à relever mais l'apport des Canadiens est considérable.

L'hon. Ujjal Dosanjh (Vancouver-Sud, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais savoir quel est le pays qui ajoute 1 000 soldats.

Selon le rapport Manley et la résolution qui en est issue, le gouvernement devait être plus transparent et mieux rendre des comptes à tous les Canadiens concernant l'Afghanistan. Or, nous savons que de graves inquiétudes ont été exprimées et que de graves allégations ont été formulées concernant les transferts de détenus ayant pu donner lieu à des abus et à de la torture.

Comment se fait-il que le gouvernement intervient maintenant devant les tribunaux pour empêcher la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire de mener des enquêtes sur ces questions?

Questions orales

L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique, PCC): Monsieur le Président, concernant la dernière question du député, rien n'est plus faux. Au contraire, nous collaborons. Plus de 35 000 documents ont été fournis. Nous avons fait en sorte que les fonctionnaires participent à des discussions à ce sujet.

La question en est une de compétences et non pas de divulgation. Pour ce qui est des divulgations, nous avons eu de nombreuses occasions de discuter de la mission en Afghanistan devant le comité. Nous avons tenu au moins 30 séances d'information technique. J'invite mon collègue à être présent lors de telles séances d'information.

* * *

LES FINANCES

M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD): Monsieur le Président, en cette période économique difficile, les consommateurs sont obligés de faire des choix pénibles. Un peu partout au Canada, la confiance des consommateurs est en baisse.

Pourtant, juste à temps pour la période des Fêtes, on va infliger aux consommateurs une hausse de 5 p. 100 du taux d'intérêt de leurs cartes de crédit. En ce temps de crise, ce que les consommateurs attendaient des banques, c'est un coup de main, pas une claque.

Le ministre des Finances trouve-t-il normal qu'on essaie encore une fois de plumer le consommateur? Sinon, que compte-t-il faire?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, nous avons la chance d'avoir non seulement le régime financier le plus solide au monde, selon le Forum économique mondial, mais aussi une concurrence au niveau des banques qui offrent des taux d'intérêt différents. Il y a aussi les caisses de crédit et les caisses populaires dans le même secteur. J'encourage les Canadiens à se renseigner pour trouver le meilleur taux d'intérêt.

• (1455)

M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD): Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire a dit hier aux Canadiens que les banques pouvaient compter sur l'aide du gouvernement, mais que les consommateurs n'avaient qu'à se débrouiller tout seuls.

Le gouvernement ne comprend rien. Pendant que les consommateurs et les commerces où ils font leurs achats souffrent, les banques se remplissent les poches. La Banque de Montréal vient d'annoncer aujourd'hui une hausse de 24 p. 100 de ses bénéfices pour le dernier trimestre.

Le ministre trouve-t-il que c'est le bon moment pour les banques d'escroquer les consommateurs? Sinon, a-t-il l'intention de gérer ce dossier un peu mieux que celui des frais des guichets automatiques?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je sais que si les néo-démocrates gouvernaient, ils voudraient diriger les banques de notre pays. Notre système bancaire dirigé par le NPD, ce serait quelque chose.

Nous tenons absolument à ce qu'il y ait de la concurrence au niveau des services financiers au Canada, comme je l'ai mentionné aux institutions financières réglementées par le gouvernement fédéral—il y en a plus de 200—dans la lettre que je leur ai envoyée la semaine dernière au sujet des FERR.

Les Canadiens ont tout le loisir de comparer leurs institutions financières pour voir laquelle leur offre les meilleures conditions.

[Français]

LA FONCTION PUBLIQUE

M. Royal Galipeau (Ottawa—Orléans, PCC): Monsieur le Président, nous savons que les fonctionnaires et le gouvernement négocient présentement de nouvelles ententes collectives.

[Traduction]

Ils essaient de trouver des ententes salariales qui correspondent à la valeur de leur travail tout en protégeant les intérêts des contribuables en cette période d'incertitude économique.

Le président du Conseil du Trésor peut-il faire le point sur les négociations avec les syndicats de la fonction publique?

L'hon. Vic Toews (président du Conseil du Trésor, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux d'annoncer que nous sommes parvenus à une entente équitable et raisonnable avec plus de 100 000 employés de la fonction publique. Nous avons conclu hier une entente avec l'Alliance de la fonction publique du Canada et je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que nous sommes aussi parvenus à une entente avec l'Association canadienne des employés professionnels concernant le secteur de la traduction.

Je remercie donc nos négociateurs ainsi que ceux de l'Alliance de la fonction publique du Canada et de l'Association canadienne des employés professionnels.

* * *

LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

M. Todd Russell (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, les Nations Unies ont durement critiqué le bilan du Canada en matière de violence faite aux femmes. Il est consternant de constater qu'un récent rapport de l'ONU cite les cas tragiques de plus de 500 femmes des Premières nations, métisses et inuites disparues ou assassinées. Pendant ce temps, les conservateurs continuent de faire la sourde oreille aux demandes visant la création d'un programme national de prévention de la violence et la tenue d'une enquête. Il faut faire davantage. Ce silence ne peut pas continuer.

Pourquoi les conservateurs ne font-ils rien pour rectifier cette situation honteuse et déplorable qui entache notre réputation nationale et internationale?

L'hon. Helena Guergis (ministre d'État (Condition féminine), PCC): Monsieur le Président, mettre fin à la violence faite aux femmes est une priorité pour le gouvernement. Nous travaillons en étroite collaboration avec les responsables du programme Soeurs par l'esprit, qui est financé par Condition féminine Canada, et avec la communauté autochtone afin de cerner les problèmes liés à la violence faite aux femmes.

En fait, si on a pu déterminer le nombre de femmes disparues c'est grâce au bon travail effectué dans le cadre du programme Soeurs par l'esprit. Dans le budget de 2008, nous avons annoncé la mise en place d'un plan d'action qui inclura d'autres initiatives pour contrer la violence faite aux femmes, spécialement dans les collectivités autochtones.

Questions orales

[Français]

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Raynald Blais (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, BQ): Monsieur le Président, tous les intervenants économiques s'entendent pour dire que les dépenses d'infrastructure en période de ralentissement économique doivent être accélérées et augmentées. Une étude de Pêches et Océans Canada révèle que le pourcentage d'installations portuaires en piètre état ou non sécuritaires est passé de 20 à 26 p. 100 en cinq ans.

Le gouvernement réalise-t-il qu'en mettant à niveau rapidement ces infrastructures, il fera d'une pierre deux coups: aider les pêcheurs et stimuler l'économie locale?

[Traduction]

L'hon. Gail Shea (ministre des Pêches et des Océans, PCC): Monsieur le Président, dans le budget de 2008, nous avons affecté une somme de 10 millions de dollars de plus par année au programme Ports pour petits bateaux pour des projets de modernisation et de réaménagement.

* * *

• (1500)

LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Mme Megan Leslie (Halifax, NPD): Monsieur le Président, déterminer combien de femmes ont disparu n'est pas suffisant. Les femmes autochtones continuent de disparaître et de mourir.

Selon l'Association des femmes autochtones, 510 femmes et jeunes filles autochtones ont disparu ou ont été tuées au Canada depuis 1980. Au cours des 28 dernières années, chaque mois, une femme autochtone a été portée disparue ou tuée. Ce n'est plus seulement honteux sur le plan national, mais également gênant sur le plan international.

Le comité des Nations Unies sur la discrimination envers les femmes demande maintenant au gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent. La ministre s'engagera-t-elle aujourd'hui à demander la tenue d'une enquête dans ce dossier?

L'hon. Helena Guergis (ministre d'État (Condition féminine), PCC): Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question. Je suis impatiente de travailler avec elle et avec tous les porte-parole à la Chambre sur cette question très importante.

Beverly Jacobs, de l'Association des femmes autochtones, fait l'éloge du programme Soeurs par l'esprit. Elle reconnaît que ce programme donne maintenant une voix aux femmes victimes de violence.

Nous nous sommes déjà engagés dans le budget de 2008 à poursuivre le travail avec les collectivités autochtones afin de résoudre ce problème très grave, car tous les députés souhaitent que cesse la violence faite aux femmes.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Leon Benoit (Vegreville—Wainwright, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur a récemment coparrainé une motion à l'UNESCO afin d'honorer les millions de personnes victimes de l'extermination par la faim en Ukraine, l'Holodomor.

Le gouvernement a également appuyé le projet de loi C-459, proposé par le député de Selkirk—Interlake et instituant le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens.

Le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme aurait-il l'obligeance de faire le point sur ce que le gouvernement a fait pour commémorer ce crime historique contre l'humanité?

L'hon. Jason Kenney (ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, je dois dire au député, ainsi qu'à tous les autres députés qui s'intéressent à cette question importante, que j'ai eu l'honneur de représenter le Canada, avec la sénatrice Andreychuk, aux commémorations du 75^e anniversaire de l'Holodomor, qui ont eu lieu à Kiev le week-end dernier, et de présenter au président Youshchenko et au peuple ukrainien un témoignage de la solidarité des Canadiens, qui se rappellent cet horrible crime contre l'humanité, commis sous la dictature communiste de Joseph Staline, en 1932-1933. Il y a eu des millions d'Ukrainiens et d'autres personnes qui ont été les victimes de ce régime totalitaire.

Le Parlement du Canada a donné l'exemple, car il est le seul et unique pays du G8 qui ait reconnu le caractère génocidaire de ce crime. C'est tout à notre honneur.

* * *

[Français]

LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Mme Alexandra Mendes (Brossard—La Prairie, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui est la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et nous soulignons le début d'une campagne visant à mettre un terme à la violence basée sur le sexe. L'ONU a demandé au Canada de prendre plus de mesures pour stopper la violence faite aux femmes et a critiqué les coupes sombres qui ont touché le Programme de contestation judiciaire.

Quand les conservateurs réaliseront-ils que pour mettre fin à la violence faite aux femmes, ils devront prendre au sérieux la question de l'égalité des femmes?

[Traduction]

L'hon. Helena Guergis (ministre d'État (Condition féminine), PCC): Monsieur le Président, je suis certaine que la députée sait fort bien que le Canada vient d'adhérer à la campagne d'UNIFEM contre la violence faite aux femmes. Le gouvernement prend le problème très au sérieux.

J'ai hâte de travailler avec la députée à l'élaboration de notre plan d'action. Certes, il y sera question de la sécurité économique des femmes, mais il y aura également un élément très considérable de lutte contre la violence faite aux femmes et de promotion des femmes comme chefs de file partout au Canada.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: À l'ordre, je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de Son Excellence Franz Josef Jung, ministre de la Défense de la République fédérale d'Allemagne.

Des voix: Bravo!

Le Président: Je signale également la présence de l'honorable June Draude, ministre des Relations avec les Premières nations et les Métis de la Saskatchewan.

Des voix: Bravo!

• (1505)

RECOURS AU RÈGLEMENT

LA PÉRIODE DES QUESTIONS ORALES

L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, pendant la période des questions, le ministre des Finances a parlé de mon retour dans ma circonscription vendredi dernier. Comme il a affirmé que je voyageais en classe affaires, j'aimerais déposer mon billet d'avion de classe économique à destination de Halifax, daté de vendredi dernier. Le ministre aimerait peut-être lui aussi déposer son billet de classe économique le plus récent.

Le Président: Le député de Kings—Hants a-t-il le consentement de la Chambre pour déposer le document?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA SEMAINE NATIONALE DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

L'hon. Maria Minna (Beaches—East York, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu des discussions entre les partis, et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante. Je propose:

Que la Chambre reconnaisse la Semaine nationale de prévention de la violence faite aux femmes et demande au gouvernement d'élaborer une stratégie de prévention de la violence afin de composer avec le nombre grandissant de femmes victimes de violence, particulièrement de femmes autochtones, qui risquent trois fois plus d'être victimes de violence conjugale que leurs compatriotes non autochtones.

Le Président: La députée de Beaches—East York a-t-elle le consentement unanime de la Chambre pour présenter cette motion?

Des voix: D'accord.

[Français]

Le Président: La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la Gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. Sukh Dhaliwal (Newton—Delta-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Yukon.

Monsieur le Président, je profite de cette intervention pour vous féliciter d'avoir été réélu pour un quatrième mandat. Je remercie aussi tous les électeurs de Newton—Delta-Nord de m'avoir renouvelé leur confiance en me réélisant avec une marge encore plus importante. Je leur promets de continuer à les représenter en donnant la priorité à notre communauté.

J'interviens au sujet du discours du Trône peu reluisant que nous avons entendu la semaine dernière. Tous les députés, comme les millions de Canadiens que nous représentons, savent bien que les

L'Adresse

temps sont durs. Il règne dans les maisons et dans les rues de ma circonscription, Newton—Delta-Nord, un profond sentiment sans précédent d'inquiétude face à notre économie. Les gens s'inquiètent de l'avenir de leur emploi et de leurs économies, ils se demandent s'ils vont pouvoir payer les études supérieures de leurs enfants ou s'assurer une retraite confortable.

En cette période d'instabilité mondiale, les Canadiens veulent pouvoir compter sur un gouvernement qui se prépare au pire. Ils veulent pouvoir compter sur le gouvernement fédéral pour les aider à traverser la tempête.

Malheureusement, à cause des agissements du premier ministre ces dernières années, notre situation est pire qu'elle devrait l'être. C'est le résultat direct des politiques financières à courte vue de ce gouvernement.

Le gouvernement conservateur a hérité d'un excédent de 13 milliards de dollars du gouvernement libéral précédent. En trois ans seulement, il a augmenté scandaleusement les dépenses fédérales de 25 p. 100, soit plus de 40 milliards par an, devenant ainsi le gouvernement le plus dépensier de toute l'histoire du Canada. Il a éliminé la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars que le gouvernement libéral avait créée précisément en prévision d'un revers économique comme celui que nous connaissons actuellement. Il a supprimé 12 milliards de dollars de recettes en réduisant la mauvaise taxe, une initiative que déconseillaient tous les économistes du pays sauf le premier ministre. C'est surtout sur ce dernier point que je veux insister, parce que c'est de l'argent qui aurait permis d'aider les Canadiens dans le besoin. C'est de l'argent qui aurait permis de créer de l'emploi. C'est de l'argent qui aurait pu être investi dans l'industrie forestière en difficulté de la Colombie-Britannique ou dans d'autres secteurs. C'est de l'argent qui aurait pu être utilisé pour les pensions des personnes âgées.

Et maintenant, après avoir affirmé pendant la campagne électorale qu'il n'était pas question d'avoir un déficit, c'est précisément ce que le gouvernement s'apprête à faire.

La question toute simple qui se pose face au discours du Trône est celle-ci: si les Canadiens responsables n'ont pas le luxe de dépenser plus qu'ils ne gagnent, pourquoi le gouvernement devrait-il s'engager dans cette voie irresponsable?

Dans le discours du Trône, le gouvernement dit qu'il « scrutera l'ensemble des dépenses de programme pour s'assurer qu'elles sont aussi efficaces que possible et qu'elles correspondent aux priorités des Canadiens et des Canadiennes ».

Il est facile de parler maintenant de se serrer la ceinture, mais que faisait le gouvernement durant les deux dernières années, lorsque tous les fiscalistes du pays le mettaient en garde contre ses dépenses inconsidérées? La réponse est que les conservateurs ont tout simplement ignoré ces avertissements.

Comment le gouvernement peut-il justifier un déficit dans l'année qui vient, tout en augmentant les dépenses de 10 milliards de dollars?

Qui plus est, encore lundi dernier, le ministre des Finances a dit aux Canadiens que la mise à jour financière de cette semaine n'inclurait aucune mesure importante visant à stimuler l'économie. Ceci m'amène à me demander ce qu'il faudra pour que les conservateurs prennent conscience de la réalité à laquelle ils sont confrontés.

L'Adresse

• (1510)

Comme on l'a mentionné la semaine dernière, les libéraux ne vont pas faire tomber le gouvernement suite au discours du Trône, non seulement parce que cela serait irresponsable, mais aussi parce que ce discours ne renferme aucun plan d'action détaillé et qu'il est aussi vide que les promesses creuses faites par le gouvernement conservateur au cours des trois dernières années.

Les Canadiens veulent avoir une idée de ce que le gouvernement va faire pour l'économie. Ils ne veulent pas de belles promesses liées à un contexte économique difficile qui est en grande partie imputable aux mauvaises décisions prises par le gouvernement.

Avant de terminer, je veux souligner une omission flagrante dans le discours du Trône. On y fait à peine mention des personnes âgées, dont un grand nombre vont être parmi les personnes les plus durement touchées par cette crise financière. Plus du tiers des personnes âgées au Canada vivent dans la pauvreté et n'ont pour seul revenu que leur pension de vieillesse et les suppléments de revenu. Le gouvernement pourrait prendre immédiatement un certain nombre de mesures pour calmer les appréhensions des personnes âgées face à l'économie, y compris leur accorder une plus grande flexibilité au moment où ils doivent transférer leur REER dans des FERR.

Il est révoltant de voir que les personnes âgées sont livrées à elles-mêmes à cause d'un gouvernement qui tente désespérément de cacher les erreurs qu'il a commises dans le passé. Mes voisins, mes électeurs dans la circonscription de Newton—Delta-Nord et moi-même allons suivre avec intérêt la mise à jour financière du ministre des Finances qui, comme il l'a déjà mentionné, n'inclura pas de stimulants budgétaires supplémentaires.

Si le gouvernement n'est pas prêt à agir et qu'il compte attendre des mois avant de présenter un plan concret pour s'attaquer à la crise économique actuelle, il va devoir rendre des comptes aux électeurs. Les Canadiens exigent des mesures. Malheureusement, il n'y en a pas dans le discours du Trône prononcé la semaine dernière.

• (1515)

M. Alan Tonks (York-Sud—Weston, Lib.): Monsieur le Président, je sais que toutes les préoccupations soulevées par le député intéressent la Chambre. Le député a parlé des aînés et de l'économie dans sa circonscription, il a parlé de la confiance des gens dans l'avenir, il a parlé de mesures qu'il faudrait prendre à l'égard des aînés, il a parlé du Supplément de revenu garanti et de toute la question des pensions.

Dans ma circonscription, l'emploi, l'apprentissage de métiers spécialisés, la formation préalable à cet apprentissage et la formation en général sont des questions également importantes. Ces questions préoccupent vivement les gens. J'aimerais que le député fournisse davantage de précisions. Je sais que dans la région où habite le député le ralentissement économique a frappé le secteur forestier et qu'il commence à toucher le secteur minier. J'aimerais savoir quelles mesures prises par le gouvernement le député considère comme des solutions favorisant la création d'activités à valeur ajoutée, la création d'emplois et particulièrement l'investissement dans le marché du logement et du logement abordable. Il y a tout un train de mesures liées à l'emploi qui pourrait aider les gens en cette période de ralentissement économique.

M. Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, je félicite le député de York-Sud—Weston de sa réélection et je salue la compassion dont il fait preuve à l'égard des aînés de même que son travail dans le dossier du logement abordable.

Le gouvernement actuel n'a aucune stratégie pour le logement abordable. L'itinérance augmente dans la vallée du Bas-Fraser, en Colombie-Britannique. Dans notre fier programme électoral, nous avons préconisé la création de 30 000 logements à coût modique de même que la rénovation de 30 000 logements abordables existants. Le gouvernement peut représenter une force dans la vie des gens, mais le gouvernement conservateur a des intérêts égoïstes et il joue la carte de l'idéologie afin de plaire à ceux qui votent pour lui plutôt que de s'occuper des plus vulnérables dans la société.

M. Leon Benoit (Vegreville—Wainwright, PCC): Monsieur le Président, le député d'en face a quelque peu critiqué le gouvernement lui reprochant de ne pas réagir assez rapidement à la situation financière actuelle. Hier pourtant, il me semble, l'Allemagne a annoncé qu'elle réduisait sa taxe sur la valeur ajoutée, ce qu'a fait notre gouvernement il y a plus de deux ans lorsque nous avons fait passer la TPS de 7 p. 100 à 5 p. 100, ce qui correspond à une diminution considérable d'environ 10 milliards de dollars par année.

Aux États-Unis, le président élu, M. Obama, a dit qu'il respecterait les réductions d'impôt prévues par le gouvernement actuel, contrairement à ce qu'il avait dit au cours de la campagne présidentielle. Il a changé d'idée parce qu'il s'est rendu compte que réduire l'impôt des particuliers et des sociétés contribuera à stimuler l'économie, mesure que notre gouvernement a prise il y a plus de deux ans. Nous avons commencé à agir il y a plus de deux ans en stimulant l'économie, ce que d'autres pays ne font que maintenant. Nous avons pris les devants.

J'aimerais poser la question suivante au député. Comment peut-il reprocher à notre gouvernement de réagir trop lentement, alors que nous avons commencé à agir il y a plus de deux ans et que certains pays, comme l'Allemagne et les États-Unis, n'agissent que maintenant?

• (1520)

M. Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, j'aimerais moi aussi féliciter le député de Vegreville—Wainwright. À mon arrivée au Canada, mon premier emploi d'ingénieur, je l'ai trouvé dans sa circonscription.

Il n'y a pas que moi et les libéraux qui le disent, tous les économistes du pays, sauf le premier ministre, ont dit que l'on faisait fausse route en réduisant la taxe dont parle le député. Le rapport du directeur parlementaire du budget indique clairement que c'est précisément cette décision du gouvernement qui nous a placés dans la situation désastreuse dans laquelle nous nous trouvons. J'espère que le député pourra trouver un exemplaire de ce rapport et l'étudier.

J'aimerais lui rappeler notre bilan. En fait, pour stimuler l'économie, il faut que les citoyens aient un revenu net plus élevé. Le bilan des libéraux à cet égard est excellent. Du temps où ils formaient le gouvernement, le revenu net des citoyens était de 11 p. 100 supérieur à ce qu'il est aujourd'hui. Les impôts des sociétés étaient passés de 29 p. 100 à 17 ou 18 p. 100. Les conservateurs sont arrivés au pouvoir il y a trois ans et ont augmenté l'impôt sur le revenu des particuliers, le portant de 15 p. 100 à 15,5 p. 100, tout en affirmant qu'ils réduisaient les impôts. J'espère que le député a étudié ce budget. Dans leur deuxième budget, les conservateurs ont ramené l'impôt sur le revenu des particuliers à 15 p. 100, comme avant, toujours en affirmant qu'ils réduisaient les impôts.

Ce gouvernement ne se préoccupe pas des membres les plus vulnérables de notre société qui vivent des moments difficiles dans la situation économique actuelle.

L'Adresse

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, je remercie les électeurs du Yukon de m'avoir de nouveau fait confiance en m'élisant pour la quatrième fois à ce Parlement. C'est un grand honneur que j'accepte avec beaucoup d'humilité.

Toutefois, lors de cette campagne électorale, j'ai entendu un thème que je n'avais pas entendu lors des précédentes, celui de l'inquiétude. Les gens craignent énormément pour leur avenir, leur maison et leur pension, certains paniquent à l'idée de ce qui pourrait arriver et à cause de l'incertitude ambiante.

Or, face à cette crise que traverse le Canada, on nous présente un discours du Trône qui ne propose à peu près aucun remède. Et à tous les Canadiens qui nous écoutent, et qui ont dit aux politiciens et à leurs démarcheurs pendant toute la campagne qu'ils étaient inquiets et qu'ils avaient peur, je pose la question: ce discours du Trône les a-t-il le moins rassurés? J'aimerais bien trouver un Canadien qui se trouve réconforté après avoir lu ce discours du Trône, un de ces Canadiens qui ont vu fondre leurs REER, qui vivent d'une pension mensuelle, qui sont terriblement vulnérables parce qu'ils sont retirés de la vie active. Ils ne peuvent pas accroître leurs économies et comme leur pension s'effrite, leur seul espoir, c'est nous dans cette Chambre et ce que nous pouvons faire pour eux.

Ils s'inquiètent pour leur maison face au spectre d'une récession. Ils ont peur du chômage, ils se demandent s'ils vont pouvoir continuer à payer leur hypothèque et à faire vivre leur famille. J'aimerais franchement que quelqu'un me dise quel réconfort ce discours du Trône a bien pu leur apporter.

Je prévois que notre nouveau climat de concorde va tenir à peu près deux semaines, ne serait-ce que par courtoisie. Néanmoins, il n'est certainement pas question de renoncer à nos principes et d'abandonner le combat quand les gens dans le besoin sont laissés pour compte ou quand la justice laisse à désirer. Toutefois, dans un souci de conciliation, j'aimerais parler de certains aspects de ce discours du Trône que j'ai appréciés et que j'approuve.

Il y a tout d'abord l'organisme de promotion de la démocratie. Je ne sais pas d'où cela sort. On dirait une volte-face de ce gouvernement qui était apparemment en train de reculer dans ce domaine, qui avait en tous cas réduit notre présence à l'étranger, mais voici tout à coup qu'on nous sort cette idée, que j'appuie tout à fait si c'est ce que je pense et ce que je souhaitais depuis longtemps, à savoir que le Canada est parfaitement placé pour intervenir dans les affaires mondiales, pour développer la démocratie dans le monde grâce à son aide et à son armée au besoin, mais aussi grâce à son savoir-faire démocratique.

Notre pays a l'une des diasporas les plus fortes de la planète. Nous possédons les compétences requises et comprenons que les choses ne doivent pas nécessairement fonctionner à notre façon. Nous comprenons bien ce qui peut fonctionner à l'étranger, ce que les gens pourraient désirer et comment nous pourrions aider à promouvoir la démocratie dans les situations d'instabilité. Si cette initiative devait porter fruit, j'en féliciterais vivement le gouvernement.

Je suis aussi en faveur d'augmenter les incitatifs pour convaincre les gens d'apporter des améliorations éconergiques à leurs maisons. Ce programme a été mis en oeuvre par les libéraux. Lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir, ils en ont sabré le financement, en ont limité la portée et ont rendu les modalités d'admissibilité beaucoup plus exigeantes. Maintenant, ils semblent avoir encore une fois changé d'idée et ils bonifient notre excellent programme. J'en suis très heureux.

Un autre de nos programmes dont l'avenir était très incertain était la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance. Nous avons lancé ce programme il y a un certain nombre d'années et il a connu beaucoup de succès dans ma circonscription. Le taux de participation était très élevé et il semblait bien répondre aux besoins des personnes démunies. Il a connu un grand succès. Au cours de la dernière législature, plusieurs d'entre nous ont fait pression pour que ce programme soit maintenu puisque son financement était sur le point d'expirer. Heureusement, le gouvernement a écouté et a acquiescé à notre demande.

J'étais aussi heureux de voir la mention d'une agence de développement économique du Nord. Les députés peuvent être assurés que nous serons dans le Nord pour surveiller attentivement ce qui s'y fait et veiller à ce que cette promesse soit tenue, contrairement à un certain nombre de promesses que les conservateurs n'ont pas tenues.

• (1525)

Le premier ministre n'a pas tenu sa promesse de construire trois brise-glace. Il est maintenant question d'en construire un seul. Les navires de ravitaillement à étrave renforcée ont disparu. Les avions promis au Nord sont annulés.

Je suis heureux de constater que le gouvernement a écouté tous les autres partis qui préconisaient l'adoption d'un système de plafonds et d'échanges. Une fois de plus, nous en surveillerons la mise en œuvre.

Je suis également heureux de voir qu'on réduira les formalités administratives pour les ONG. J'ai reçu un certain nombre de plaintes d'ONG qui trouvaient de plus en plus difficile d'obtenir des fonds à cause de la lourdeur incroyable des procédures bureaucratiques qu'on leur imposait. Nous ne devons pas perdre de vue que beaucoup de ces ONG n'emploient qu'une ou deux personnes. Elles dépendent essentiellement du travail de bénévoles. Elles font un travail extrêmement compliqué pour aider des gens et ont déjà assez de problèmes rien que pour se maintenir. Il n'y a rien à gagner quand on leur impose de consacrer beaucoup de temps à des rapports et à des procédures administratives inutiles. Je suis heureux de voir que le gouvernement compte agir dans ce domaine, pour régler le problème qu'il a contribué à créer.

Il y a une autre question dont je me réjouis : le député de Pickering—Scarborough-Est, moi-même et d'autres avons exercé des pressions depuis quelques années en vue du renforcement du Bureau de la concurrence, pour qu'il soit plus efficace et assure un meilleur traitement des consommateurs canadiens.

Il y a par contre des choses dont je ne suis pas satisfait. Les conservateurs n'ont pas reparlé d'un organisme de surveillance des prix du pétrole. Les Canadiens sont très préoccupés par les prix de l'essence et des combustibles de chauffage, particulièrement dans le Nord. Nous avons établi un bureau chargé de surveiller et de contrôler de près les prix, afin de surveiller les sociétés pétrolières et de tenir les consommateurs au courant de ce qui se passe. Le gouvernement a fermé ce bureau et n'a pas parlé de le rétablir dans le discours du Trône.

Plusieurs des choses concernant le Nord dont on avait parlé auparavant semblent avoir disparu. À cause du manque de détails, le Nord n'est mentionné que dans le cadre d'un éventuel changement de la réglementation. J'espère que le gouvernement demeure engagé envers les sciences arctiques, maintenant que nous avons pris un énorme engagement, l'un des meilleurs du monde, envers l'Année polaire internationale. J'espère que le gouvernement fera le suivi de cette affaire et continuera d'appuyer les sciences arctiques.

L'Adresse

J'ai été très déçu de constater que le discours du Trône ne mentionne pas du tout l'augmentation possible des frais d'utilisation des cartes de crédit dans cette période difficile. Il paraît que les associations de détaillants du Canada sont furieuses parce qu'il serait question d'augmenter les taux imposés aux marchands, de même que les taux facturés aux utilisateurs s'ils manquent un paiement, comme si les taux actuels n'étaient pas déjà assez élevés. Pourquoi le gouvernement ne s'oppose-t-il pas fermement à une mesure de ce genre en pleine crise économique?

J'espère aussi que le gouvernement révoquera l'avis qu'il a donné il y a quelques années et qui permet certains déversements dans l'Arctique. J'ai un projet de loi d'initiative parlementaire qui vise à mettre un terme à cette pratique si le gouvernement ne le fait pas.

J'ai aussi été déçu de constater qu'il n'était aucunement question d'une flotte d'avions de recherche et sauvetage. J'espère que cela figure dans l'annonce militaire. On doit renouveler la flotte pour assurer la protection des Canadiens. J'exerce des pressions depuis un certain nombre d'années pour qu'on déploie des avions au nord du 60^e parallèle.

Le discours du Trône contient sept points où il est question des provinces et du gouvernement fédéral, mais jamais des territoires. Ces points concernent l'économie, l'organisme commun de réglementation des valeurs mobilières, les titres de compétences étrangers et les normes internationales, l'éducation, les obstacles au commerce international, le système de plafonnement et d'échanges et la possibilité de ne pas participer aux programmes fédéraux. Les gens du Nord, comme les autres, veulent participer à ces discussions. J'ai été très troublé de constater ces omissions dans le discours du Trône.

Enfin, nous venons de traverser une période prospère dans laquelle nous nous employions à répartir équitablement les ressources. Même les pauvres étaient inclus. La situation a changé, et nous enregistrons maintenant un recul. Qui seront maintenant les premiers à toucher le fond et à risquer de s'écraser? Ce sera ceux qui peuvent le moins se le permettre.

Quand les choses allaient bien, le gouvernement a sabré dans les programmes à l'intention des plus vulnérables, des Autochtones, des gens qui ne pouvaient défendre leurs droits et des femmes, ainsi que dans les initiatives d'alphabétisation. Qu'arrivera-t-il maintenant que les ressources se font plus rares? Ces personnes seront les premières à s'en ressentir. Tous les Canadiens devraient être très préoccupés à cet égard.

● (1530)

M. Leon Benoit (Vegreville—Wainwright, PCC): Félicitations, monsieur le Président, pour votre nomination à ce poste prestigieux.

Le député a fait des commentaires très négatifs sur notre merveilleux pays et les possibilités qui s'offrent à lui. Cela m'a surpris et déçu.

Le député a parlé du discours du Trône sans mentionner que notre gouvernement se prépare depuis deux ans à un certain repli de notre économie.

Le premier ministre et le gouvernement ne savaient pas que les institutions financières s'écrouleraient de la sorte. Personne n'aurait pu le prévoir. Grâce à cette préparation, le Canada est mieux placé pour gérer cette situation difficile que la plupart des autres pays.

Au cours des derniers jours, l'Allemagne a réduit sa taxe sur la valeur ajoutée. Notre gouvernement l'a fait il y a plus de deux ans.

Au cours des derniers jours, le président élu Obama a laissé entendre qu'il maintiendrait les baisses d'impôt annoncées par le

président Bush, une mesure que notre gouvernement a prise depuis deux ans et demi.

Pourquoi le député ne souligne-t-il pas que notre gouvernement a très bien préparé le Canada et l'a aidé à mieux faire face à cette situation que les autres puissances économiques mondiales?

L'hon. Larry Bagnell: Monsieur le Président, je suis ravi de répondre à cette question.

D'abord, le député a demandé pourquoi je parlais en termes négatifs du Canada et des Canadiens. Je ne parlais pas du tout d'eux en des termes négatifs. Je parlais du discours du Trône du gouvernement, qui ne va pas aider les Canadiens à un moment où ils en ont besoin.

Les Canadiens ont maintes fois dit au gouvernement qu'ils sont inquiets et qu'ont-ils obtenu? Le député a dit que le gouvernement ne ferait rien parce qu'il a fait quelque chose il y a deux ans et que cela allait régler les problèmes des Canadiens. Manifestement, cela ne les règle pas.

Le directeur parlementaire du budget a déclaré que le Canada se dirigeait vers un déficit. Pourquoi le député a-t-il attiré l'attention sur une mesure que son gouvernement a prise il y a longtemps?

Maintenant il y a un problème avec le navire de l'État et rien n'a été dit qui laisse penser que le gouvernement fera quelque chose, pas même par le député qui a eu la possibilité de poser une question.

Le député parle de la position dans laquelle son gouvernement a mis le Canada pour faire face à une crise potentielle. Le gouvernement a dilapidé l'excédent de 12 milliards de dollars dont il a hérité et qui aurait pu servir à répondre aux urgences. Voilà la position dans laquelle le gouvernement a mis le Canada. Le gouvernement a gaspillé des recettes qu'il aurait pu utiliser maintenant pour faire exactement ce que le premier ministre veut faire pour stimuler l'économie et qu'il ne peut pas faire.

● (1535)

Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD): Monsieur le Président, le député a accordé une grande attention par le passé aux questions touchant les Premières nations, les Métis et les Inuits.

Dans le récent rapport publié à propos de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, on a noté que les femmes autochtones au Canada continuent de vivre dans des mauvaises conditions, ce qui comprend des taux élevés de pauvreté, une mauvaise santé, des logements inadéquats, un manque d'accès à de l'eau propre, des faibles taux de réussite scolaire et des taux élevés de violence.

Le discours du Trône contenait quelques courtes lignes sur les Premières nations, mais rien sur les Métis et les Inuits.

Le député pourrait-il indiquer quelles mesures prioritaires auraient dû figurer dans le discours du Trône afin de résoudre la situation économique désespérée des Premières nations, des Métis et des Inuits?

L'hon. Larry Bagnell: Monsieur le Président, la députée a fait un travail extraordinaire en ce qui touche les Autochtones.

C'est exactement ce à quoi je faisais référence à la fin de mon intervention. Les Canadiens devraient être inquiets, car, lorsque c'était une période faste, le gouvernement a supprimé les programmes qui avaient le plus besoin de fonds. Maintenant que nous avons moins de ressources, il y a en a très peu pour les Autochtones. Comme la députée l'a dit, il y a une disparité entre les Autochtones et les autres Canadiens.

L'Adresse

On a fait référence à l'éducation, ce qui me fâche. Le gouvernement n'a même pas collaboré avec les territoires à cet égard. L'argent qui a été consacré à l'éducation est une infime partie des 5 milliards de dollars que le gouvernement a enlevés aux Autochtones, et c'est la seule partie qui leur a été redonnée. Cette somme aurait pu servir au développement économique et à la construction de logements. Elle aurait permis d'assurer la réussite et la santé des Autochtones au Canada. Le fait qu'elle a été enlevée aux Autochtones devrait préoccuper tous les Canadiens qui se soucient des personnes défavorisées.

M. Russ Hiebert (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui dans le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône.

Tout d'abord, puisque c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre depuis les dernières élections, je tiens à remercier les électeurs de Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale de m'avoir à nouveau renouvelé leur confiance comme député. J'estime que c'est un privilège et un honneur de les servir pour la troisième fois et je travaillerai d'arrache-pied pour garder leur confiance au cours de la présente législature.

Le discours du Trône énonce les objectifs du gouvernement au cours de la présente législature et l'accent y est mis principalement sur la situation financière mondiale. Sans l'ombre d'un doute, l'économie du monde développé doit être le point de mire du Parlement et du gouvernement en ce moment.

• (1540)

[Français]

Les Canadiens nous ont élus pour que nous nous attaquions aux problèmes que connaissent les familles et les entreprises au cours de cette période d'incertitude économique. Le discours du Trône décrit les mesures cruciales que nous prenons pour faire rouler notre économie et appuyer les rêves et aspirations de nos familles et collectivités.

[Traduction]

Le discours du Trône énonce cinq éléments clés de l'approche adoptée par le gouvernement pour faire face à la situation financière mondiale: assurer la saine gestion des finances publiques en examinant à la loupe toutes les dépenses fédérales; reconnaître l'importance de la sécurité d'emploi pour les familles et les collectivités en encourageant l'apprentissage de métiers spécialisés et en soutenant les travailleurs en transition; réformer le secteur financier mondial en mobilisant nos alliés et nos partenaires commerciaux; accroître l'efficacité de l'action gouvernementale en réduisant les tracasseries administratives, en corrigeant les procédures d'approvisionnement et en améliorant la gestion des organismes fédéraux; promouvoir l'investissement et le commerce en cherchant à conclure de nouveaux accords à l'étranger et en éliminant les obstacles au commerce intérieur, aux investissements et à la mobilité de la main-d'œuvre.

Je n'ai pas le temps d'aborder ces cinq éléments en détail, mais je tiens à m'arrêter à certains et à mettre en lumière ce que le gouvernement a déjà fait pour protéger la sécurité financière des Canadiens.

Tout d'abord, il est important de souligner que le Canada occupe le premier rang du G8 sur le plan du rendement économique. Si le Canada mène le G8, c'est parce que notre gouvernement s'est engagé à réduire les impôts, à présenter un budget équilibré et à rembourser

activement notre dette nationale. Au cours des deux dernières années seulement, nous avons remboursé 37 milliards de dollars de notre dette. Pendant que d'autres pays enregistrent des déficits, le Canada dépense selon ses moyens et a allégé les impôts des Canadiens de près de 200 milliards de dollars, ce qui comprend une réduction de 30 p. 100 de la TPS. Cette approche prudente aux finances nationales a profité aux Canadiens, même en cette période d'incertitude économique. Les taux d'imposition sont plus bas, les taux de chômage et d'intérêt n'ont jamais été si faibles et l'inflation est contenue.

Le Canada demeure un excellent endroit où investir.

[Français]

Assurément, certains secteurs de l'économie font face à des difficultés à l'heure actuelle. Les industries automobile, forestière et aérospatiale sont particulièrement touchées. Notre gouvernement en est conscient et investit de manière stratégique dans ces industries pour les aider à s'adapter aux besoins futurs.

[Traduction]

Dans ma province, la Colombie-Britannique, le secteur forestier est énorme. En tant que député britanno-colombien, je suis très satisfait des mesures prises depuis quelques années par notre gouvernement pour aider ce secteur.

Depuis son arrivée au pouvoir, notre gouvernement a conclu une entente avec les États-Unis au sujet du commerce du bois d'oeuvre. Cette entente a assuré aux travailleurs du secteur forestier de la Colombie-Britannique un accès stable et prévisible au marché américain pendant au moins sept ans.

Pour lutter contre l'infestation du dendroctone du pin qui ravage les forêts de la Colombie-Britannique, notre gouvernement a investi 200 millions de dollars pour aider les travailleurs des collectivités en transition. Nous avons aussi aidé les travailleurs qui voulaient se recycler dans les métiers spécialisés. Notre gouvernement a déjà investi 100 millions de dollars par année dans la Subvention incitative aux apprentis, qui vise à encourager un plus grand nombre de Canadiens à faire carrière dans les métiers.

Nous avons aussi offert des crédits d'impôt totalisant 200 millions de dollars par année, soit jusqu'à 2 000 \$ par stage, pour inciter les employeurs à embaucher des apprentis.

Nous avons aussi prévu 3 milliards de dollars sur six ans pour de nouvelles ententes relatives au marché du travail avec les provinces afin d'aider ceux qui ne sont pas actuellement admissibles à la formation aux termes du programme d'assurance-emploi.

[Français]

Il est crucial d'aider les travailleurs et les travailleuses à obtenir la formation nécessaire pour bâtir la nouvelle économie et assurer la prospérité de tous les Canadiens et les Canadiennes. Notre gouvernement a pris note des besoins de la Colombie-Britannique. Il a déjà pris, et continue de prendre, des mesures pour y répondre. Dans le discours du Trône, par exemple, le gouvernement a mis l'accent sur l'importance d'accroître les débouchés commerciaux.

[Traduction]

Qu'on pense à l'accord de libre-échange tout juste conclu avec la Colombie ou aux négociations pour le libre-échange avec l'Europe ou la Corée, le gouvernement est déterminé à assurer aux entreprises canadiennes un accès aux marchés du monde entier.

L'Adresse

Encore une fois, en tant que député de la Colombie-Britannique, je suis content parce que le Canada a mis davantage l'accent sur les marchés de l'Asie, par exemple la Corée, la Chine et l'Inde, ce qui est particulièrement avantageux pour ma province. Les ports de la côte Ouest bénéficieront d'un commerce accru avec les pays de l'Asie et du bassin du Pacifique. Notre gouvernement est conscient des possibilités qu'offre une augmentation du commerce inter-Pacifique et a investi plus de 1 milliard de dollars dans l'initiative relative à la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, en vue d'agrandir et de moderniser nos ports de la côte Ouest. On estime que l'expansion de ces ports créera près de 50 000 nouveaux emplois d'ici dix ans.

Bien sûr, notre gouvernement n'investit pas seulement dans l'infrastructure portuaire. Notre fonds Chantiers Canada permettra l'investissement, sur les sept prochaines années, de 33 milliards de dollars pour la construction d'autoroutes et de ponts et la mise sur pied de systèmes de transport en commun. Cette nouvelle infrastructure est d'importance critique pour les collectivités qui connaissent une croissance rapide, dans la vallée du Bas-Fraser, notamment des localités de ma circonscription. Le fait est que la congestion routière et la pollution qui en résulte sont devenues un problème majeur dans la vallée du Bas-Fraser.

L'infrastructure désuète entraîne des bouchons de circulation, sans compter que le nombre d'accidents de la route et de décès a augmenté. Jusqu'à maintenant, notre infrastructure de transport n'a pas suivi l'incroyable croissance que connaît notre région. Le fonds Chantiers Canada aidera à réduire la congestion, à rendre le réseau routier plus sûr et même, au bout du compte, à protéger notre environnement.

Les gens de la Colombie-Britannique sont également préoccupés par la criminalité.

[Français]

Nos collectivités connaissent l'un des plus hauts taux de criminalité contre les biens au pays et, à l'instar de nombreuses autres collectivités canadiennes, elles trouvent particulièrement troublante la hausse des crimes violents commis par les jeunes.

Comme nous l'avons souligné dans le discours du Trône, les Canadiens doivent se sentir en sécurité chez eux et au sein de la collectivité, ce qui signifie sévir contre les crimes violents, y compris les crimes commis avec des armes à feu.

[Traduction]

Notre gouvernement continue de prendre des mesures visant à éliminer la contrebande des armes à feu. Nous resserrerons pour ce faire les peines prévues pour les crimes commis avec des armes à feu. Nous allons mettre l'accent sur les usages criminels des armes à feu, et non sur la criminalisation des millions de Canadiens honnêtes qui possèdent des armes à feu.

Les modifications que nous apporterons à la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents prévoient des peines mieux adaptées à la gravité du crime.

En tant que vice-président du groupe de travail de notre parti politique qui s'est penché il y a quelques années sur la sécurité dans les rues et la revitalisation des collectivités, j'ai été frappé d'entendre continuellement les Canadiens dire que, dans sa version actuelle, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents n'avait pas un effet dissuasif suffisant sur les jeunes qui pensent à commettre des crimes graves avec violence.

Le commentaire que j'ai entendu le plus souvent est que les jeunes savent qu'ils n'auront rien d'autre qu'un coup de règle sur les doigts. La version actuelle de la Loi sur le système de justice pénale pour les

adolescents atteint ses objectifs dans le cas de certains jeunes. Les délinquants juvéniles qui en sont à leur première infraction mineure se font servir une rebuffade sévère de la justice. Ils en tirent les leçons nécessaires et ne tombent pas dans la criminalité pour le reste de leur vie. Cependant, les peines applicables aux délinquants juvéniles récidivistes qui commettent des crimes graves avec violence ne les empêchent pas de poursuivre leur carrière de criminel dans leur vie adulte.

● (1545)

[Français]

C'est une tragédie devant laquelle nous ne pouvons rester bouche bée. Nous devons intervenir auprès de ces éventuels criminels invétérés avant qu'ils ne s'enfoncent dans la criminalité toute leur vie.

Nous devons protéger la société contre la violence et les crimes contre les biens que commettent ces jeunes contrevenants.

[Traduction]

Nous allons continuer de faire de la sécurité des Canadiens notre priorité avant toute chose. Nous allons poursuivre la mise en oeuvre de notre programme de lutte contre le crime.

Comme les députés le savent, les gens de la Colombie-Britannique sont toujours à l'avant-scène en ce qui concerne la réforme de la démocratie. Au cours des dernières années, nous avons souvent été la première province de la Confédération à envisager des changements tels que la création d'assemblées citoyennes, l'adoption d'une procédure de destitution, les élections à date fixe et l'élection des sénateurs.

Dans le discours du Trône, notre gouvernement s'est engagé à présenter un projet de loi pour que les sénateurs soient choisis par les électeurs et pour limiter à huit ans la durée de leur mandat. Nous voulons réformer cette institution datant du XIX^e siècle pour la mettre au diapason du XXI^e siècle, c'est-à-dire pour qu'elle ait à rendre des comptes et qu'elle soit plus efficace.

Notre gouvernement s'est également engagé à agir pour appliquer le principe de la représentation selon la population à la Chambre basse, c'est-à-dire à la Chambre des communes.

La Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario, soit les trois provinces dont la population a cru le plus rapidement au cours des dernières années, vont voir leur nombre de sièges augmenter pour qu'il corresponde à leur population.

[Français]

Pendant beaucoup trop longtemps, certaines régions du pays ont été sous-représentées au Parlement. La vallée du Bas-Fraser, dont je représente une partie, est au nombre de ces régions, et j'aimerais vraiment qu'elle soit davantage représentée en cette Chambre.

[Traduction]

Je suis convaincu que tous les députés auront à coeur d'appuyer les mesures que notre gouvernement proposera pour assurer plus d'équité dans la représentation et appliquer le principe de la représentation selon la population.

À propos d'équité entre les provinces, il y a une autre question que le gouvernement va aborder lors de cette législature, comme le mentionne le discours du Trône. Nous sommes déterminés à travailler avec les provinces pour éliminer les obstacles qui entravent encore le commerce interprovincial, les investissements et la mobilité de la main-d'oeuvre. Avec les premiers ministres, nous avons pu progresser dans la mise à exécution de l'accord sur le commerce intérieur.

L'Adresse

D'ici à janvier, cet accord sera modifié pour permettre la pleine mobilité de la main-d'oeuvre partout au Canada. Il y aura donc une reconnaissance mutuelle des compétences professionnelles dans toutes les provinces et dans les territoires. Évidemment, à propos de titres de compétence, notre gouvernement doit aussi poursuivre son importante initiative de reconnaissance des titres étrangers.

Notre économie est tributaire de la main-d'oeuvre la plus instruite, la plus compétente et la plus souple au monde. Nous savons bien qu'il faut redoubler d'efforts pour permettre aux immigrants d'exploiter pleinement leurs compétences et leurs connaissances.

Nous avons lancé le Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers en mai 2007, en collaboration avec les provinces et territoires. Ce bureau aide les personnes formées à l'étranger qui souhaitent venir travailler au Canada à obtenir une évaluation et une reconnaissance plus rapides de leurs titres de compétence au Canada.

En reconnaissant partout au Canada les titres de compétence de tous les travailleurs, y compris ceux en provenance de l'étranger, nous créerons une union économique plus forte et plus efficace. En fait, il est plus important que jamais de renforcer notre union économique, face à l'incertitude économique mondiale actuelle.

On n'a pas besoin de regarder bien loin pour constater les bienfaits de la mobilité de la main-d'oeuvre sur une économie nationale. Notre principal partenaire économique, les États-Unis, a supprimé il y a plusieurs décennies la plupart des obstacles au commerce et à la mobilité de la main-d'oeuvre, et grâce à cela, sa croissance économique a été largement supérieure à la nôtre.

Mais la réduction des obstacles au commerce intérieur n'est pas le seul moyen de relancer notre économie. Moi qui avais auparavant une petite entreprise, je sais que les tracasseries administratives sont un fardeau pour notre économie et grèvent la productivité. Le temps qu'on passe à remplir des formulaires, à parlementer avec le gouvernement pour obtenir divers permis, c'est du temps qu'on ne passe pas à servir les clients, à réaliser des produits et à créer de la valeur pour les actionnaires.

Notre gouvernement veut rationaliser sa façon de faire et réduire le fardeau administratif et la paperasserie des entreprises canadiennes. Notre objectif actuel est de réduire de 20 p. 100 la paperasse, mais nous avons déjà pris d'autres initiatives pour permettre aux entreprises d'économiser du temps et de l'argent.

Nous avons par exemple déjà facilité pour les entreprises l'observation des règles fiscales concernant la tenue de registres aux fins de la déduction pour frais de véhicules à moteur ainsi que des avantages imposables connexes. Nous avons également lancé le nouveau service PerLE dans de nombreuses municipalités canadiennes, et plus particulièrement dans les localités de Surrey et White Rock. Ce service permet aux entreprises d'obtenir rapidement tous les formulaires et les permis dont elles ont besoin pour se conformer aux exigences de chacun des ordres de gouvernement, et ce, en ne consultant qu'un seul site web.

Le discours du Trône a aussi fait allusion à un autre moyen que notre gouvernement compte utiliser pour relancer l'économie. Il s'agit de la création d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières. Les investisseurs recherchent en effet de la stabilité et de la sécurité en cette période d'incertitude économique mondiale.

Des investissements étrangers au Canada sont synonymes d'emplois pour les Canadiens et de croissance pour l'économie de notre pays. Même si le Canada est déjà attractif pour les investisseurs, un organisme national unique de réglementation des

valeurs mobilières offrira davantage de certitude aux investisseurs étrangers potentiels que différentes commissions provinciales.

Nous allons collaborer avec les provinces afin de créer un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières. Je signale que les institutions financières canadiennes profitent déjà de l'existence d'un organisme national de réglementation des institutions financières. Un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières permettra au Canada de réagir avec rapidité et efficacité à tout changement dans le secteur financier et à parler au nom de tous.

Un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières permettrait entre autres de réduire les coûts que doivent assumer les sociétés qui offrent des valeurs mobilières pour se conformer à la réglementation et d'améliorer l'application de la loi. Le Fonds monétaire international et l'Organisation de coopération et de développement économiques ont dit que l'absence d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières au Canada est un aspect qui pourrait faire l'objet d'une réforme cette année.

Notre gouvernement reconnaît que la prospérité durable des Canadiens passe par l'entrepreneuriat et le travail acharné. Le gouvernement ne crée pas d'emplois, mais il peut aider à mettre en place et à soutenir un environnement économique propice à la création d'emplois par le secteur privé.

Nous favorisons aussi la création d'emplois dans le secteur privé en étendant aux travailleurs autonomes, par l'entremise du Programme d'assurance-emploi, l'admissibilité aux prestations de maternité dont jouissent les autres travailleurs.

● (1550)

Les mesures visant à aider les travailleuses autonomes à élever des enfants donnent aux entrepreneures une plus grande souplesse pour réaliser leurs rêves. Les travailleuses autonomes n'ont plus à envisager d'abandonner leurs entreprises pour élever une famille. Elles peuvent maintenant garder leurs entreprises pour le bien de leurs familles et des autres travailleurs qu'elles emploient. Bon nombre de propriétaires de petites entreprises de ma collectivité m'ont fait part de leur enthousiasme au sujet de notre plan.

De plus, dans le discours du Trône, le gouvernement réitère son engagement d'adopter des mesures législatives qui assureraient une meilleure surveillance des aliments, des médicaments et des produits de consommation. Ces mesures législatives renforceront le pouvoir de rappeler des produits et augmenteront les sanctions imposées aux violateurs. Le budget de 2008 prévoit un montant de près de 0,5 milliard de dollars sur cinq ans pour le Plan d'action pour assurer la sécurité des produits alimentaires et de consommation et pour appuyer les mesures législatives que nous présenterons.

Nous avons tous entendu parler ces dernières années d'aliments et de produits de santé et de consommation dangereux, y compris des jouets. J'ai une fille de deux ans et je peux vous assurer que je m'inquiète de ce qu'elle mange, des médicaments qu'elle consomme et des jouets avec lesquels elle s'amuse. Les traces de mélamine décelées dans les denrées importées et la présence de plomb dans les jouets d'enfants inquiètent des parents comme moi.

Nos mesures législatives donneront aux inspecteurs fédéraux le pouvoir d'appliquer des normes sur lesquelles les parents pourront compter. Le gouvernement estime qu'il est extrêmement important de protéger et de promouvoir la santé et la sécurité des Canadiens, de leur famille et de leur collectivité.

L'Adresse

La circulation sûre et efficace des personnes et des marchandises est aussi essentielle pour un pays commerçant comme le Canada. Comme les députés le savent, les postes frontaliers les plus achalandés de l'Ouest canadien se trouvent dans ma circonscription, South Surrey—White Rock—Cloverdale.

[Français]

Le corridor commercial qui relie Vancouver à Seattle et à la côte ouest américaine traverse ma circonscription. L'engagement pris dans le discours du Trône à poursuivre les travaux d'élargissement de nos bureaux internationaux et de nos corridors frontaliers est essentiel à la croissance économique et à la prospérité culturelle du Canada. Il revêt une importance particulière pour les circonscriptions comme la mienne.

• (1555)

[Traduction]

Je suis heureux de rapporter que le gouvernement a déjà réalisé d'importants investissements pour moderniser notre infrastructure frontalière terrestre afin d'accommoder la croissance du commerce et du tourisme sur la côte Ouest. C'est particulièrement important pour ma région, en préparation des prochains Jeux olympiques de 2010.

Le gouvernement a également tenu ses engagements dans les autres régions du pays, y compris en ce qui concerne l'expansion longterm attendue du passage frontalier critique de Windsor-Detroit.

Bien que la modernisation de notre infrastructure en matière de portes d'entrée et de corridors soit essentielle au développement de notre activité commerciale et économique, je me réjouis du fait que les contribuables bénéficieront également de plus de 13 milliards de dollars d'investissements prévus et promis par le secteur privé dans cette infrastructure au cours des trois prochaines années.

En terminant, je voudrais revenir au thème principal du discours du Trône, à savoir l'économie. Nous reconnaissons que nous vivons dans une période d'incertitude économique et qu'il sera très difficile pour le gouvernement de manoeuvrer pour continuer d'avancer. Comme je l'ai déjà mentionné, en ces temps difficiles, notre approche prudente en matière de politique financière depuis notre accession au gouvernement a laissé le Canada dans une position enviable en comparaison avec celle des autres pays développés.

De toute façon, le ralentissement de l'économie mondiale et son impact sur le Canada suscitent de nouvelles difficultés en ce que concerne nos sources de revenu. C'est pourquoi le gouvernement continuera de passer au peigne fin tous ses postes de dépense afin de maintenir nos finances nationales sur la bonne voie. Je suis persuadé que de nouvelles économies peuvent être réalisées sans affecter indûment les services et les responsabilités que le gouvernement doit assumer, comme s'y attendent les Canadiens.

J'encourage tous les députés à collaborer pour appuyer le programme du gouvernement tel qu'il a été défini dans le discours du Trône.

M. Sukh Dhaliwal (Newton—Delta-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite de votre nomination à ce poste. Je félicite également le député de la circonscription voisine, Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale, du travail qu'il a fait pour ses électeurs.

J'ai écouté très attentivement quand le député a parlé d'équité et des élections à date fixe. Je suis certain que le député et les Canadiens savent bien que le premier ministre a trahi les Canadiens en rompant sa promesse de tenir les élections à date fixe.

Pour ce qui est de l'équité et des dépenses, d'un côté, le premier ministre et le gouvernement sont en train de mener notre pays au

bord du déficit. De l'autre, quatre des cinq députés élus dans la région de Surrey et de Delta sont des conservateurs. Pourtant, cette région n'est pas du tout représentée au Cabinet, même si le premier ministre a créé le plus grand Cabinet de l'histoire canadienne en nommant 26 ministres, 11 ministres d'État et 27 secrétaires parlementaires. Quelle raison le député peut-il donner pour expliquer pourquoi le premier ministre mène le Canada au bord du déficit et pourquoi il snobe la région de Surrey et de Delta?

M. Russ Hiebert: Monsieur le Président, je vous félicite de votre nomination. Je tiens également à féliciter mon collègue de Newton—Delta-Nord d'avoir été élu. C'est un privilège pour nous tous de siéger à la Chambre et nous ne le prenons jamais à la légère. C'est un élément très motivant pour chacun d'entre nous. Nous reconnaissons l'incertitude économique dans laquelle nous nous trouvons et nous revenons ici pour faire le dur travail que les Canadiens attendent de nous.

Mon collègue a soulevé un certain nombre de points. Je ne pourrai me pencher sur chacun d'entre eux, mais j' en aborderai quelques-uns.

Il a parlé entre autres de manque de prudence sur le plan financier, ou quelque chose de ce genre, en laissant entendre que nous n'avions pas bien géré les finances du gouvernement. Je dirais que c'est plutôt le contraire. Au cours des deux dernières années, j'ai été très fier de voir que notre gouvernement avait présenté deux budgets équilibrés, des budgets qui ont donné des résultats extraordinaires pour les Canadiens.

J'ai parlé dans mon discours du fait que nous avons réduit la dette nationale de 37 milliards de dollars. Les économies d'intérêts ainsi réalisées ont été reflétées aux Canadiens sous forme de réductions d'impôts. J'ai aussi mentionné que des réductions d'impôts de près de 200 milliards de dollars étaient réparties dans le système économique canadien et que les familles et les entreprises en tiraient profit. Les personnes âgées profitent du partage des revenus de pension. Ni mon parti, ni moi n'avons l'intention de présenter des excuses pour les mesures que nous avons prises en vue de réduire le montant d'argent que le gouvernement recueille et pour les mesures que nous avons prises pour remettre ces sommes aux Canadiens.

Nous ne devons jamais oublier que l'argent que le gouvernement dépense ne lui appartient pas. C'est ce que les libéraux avaient l'habitude de croire. C'est l'argent des contribuables et nous voulons être de bons intendants. C'est la raison pour laquelle nous remettons cet argent aux Canadiens sous forme de réductions d'impôts tout en faisant preuve de prudence dans l'administration des finances publiques.

• (1600)

[Français]

M. Raynald Blais (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, BQ): Monsieur le Président, je vous félicite de votre nomination.

Je félicite également mon collègue avec qui j'ai eu l'occasion de partager quelques jours de voyage, alors que nous participions à une mission en Inde relativement aux changements climatiques. Il s'agissait de l'assemblée générale du Commonwealth qui se déroulait à New Delhi. À ce moment-là, on faisait effectivement état des changements climatiques et des nombreux problèmes auxquels on doit faire face actuellement et auxquels on devra faire face dans l'avenir.

L'Adresse

J'imagine donc assez facilement que le député est sans doute préoccupé par la situation. Toutefois, bien qu'il soit préoccupé par les changements climatiques — ayant participé à une séance où plusieurs pays s'inquiétaient de l'avenir de la planète relativement à cela —, on ne trouve absolument rien dans le discours du Trône qui pourrait nous permettre de penser que le gouvernement actuel se préoccupe de la situation. En effet, quand celui-ci parle de changements climatiques, on a l'impression qu'il en parle davantage en termes d'analyse économique qu'en termes d'analyse environnementale.

En ce sens, j'aimerais que le député explique comment il peut être en même temps ouvert d'esprit par rapport aux changements climatiques et accepter d'appuyer un discours du Trône comme celui-là.

[Traduction]

M. Russ Hiebert: Monsieur le Président, je me souviens très bien du voyage dont parle mon collègue. Je suis d'ailleurs fier d'être membre de l'Association parlementaire du Commonwealth. Peu de gens savent que le Canada est l'une des plus vieilles démocraties au monde. Nous avons un trésor de connaissances à partager avec les pays en développement, et c'est ce que fait cette organisation.

Le député a passé la plupart de son temps à parler des changements climatiques. Je suis convaincu qu'il en a entendu parler ici à plus d'une occasion mais, au cas où il l'aurait oublié, je voudrais lui rappeler que, tel que le mentionne le discours du Trône, nous avons un plan, le premier de l'histoire du Canada concernant le problème des changements climatiques. Le discours du Trône a rappelé que nous imposons des réductions obligatoires aux grandes entreprises. Notre régime de réglementation est parmi les plus sévères au monde. Nous nous engageons à réduire les émissions totales de gaz à effet de serre du Canada de 20 p. 100 d'ici 2020.

Tout en veillant à respecter nos engagements et à réaliser notre plan, nous faisons preuve de prudence en cette période d'incertitude financière. Contrairement aux députés du Parti libéral, nous avons complètement écarté l'idée irresponsable d'une taxe sur le carbone, qui aurait détruit l'économie si les libéraux avaient eu l'occasion de former le gouvernement. Le député du Bloc pourrait peut-être tout au moins se réjouir du fait que le Canada n'a pas à faire face à la crise qu'il aurait eu à affronter si les libéraux avaient été portés au pouvoir.

M. Jim Maloway (Elmwood—Transcona, NPD): Monsieur le Président, je voudrais poser des questions au député au sujet de l'organisme commun de réglementation des valeurs mobilières dont il a été question dans le discours du Trône.

Le député doit savoir qu'on en discute depuis plus de 10 ans avec les provinces et que les petites provinces ne sont tout simplement pas favorables à ce plan. J'aimerais savoir pourquoi il estime qu'il en sera autrement à l'avenir pour ce qui est de faire accepter l'idée d'un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières.

Je voudrais également lui signaler que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario n'a réussi à obtenir que deux condamnations l'an dernier alors que, aux États-Unis, on compte les condamnations par centaines. La question ne porte pas tant sur l'organisme de réglementation que sur les initiatives qu'il pourra prendre en matière d'observation. Quelles mesures entend prendre le député pour tenter de convaincre de tels organismes d'agir de façon plus dynamique pour contrer les criminels à cravate?

• (1605)

M. Russ Hiebert: Monsieur le Président, je souhaite à mon collègue la bienvenue à la Chambre des communes. Je sais qu'il

considère que c'est un honneur d'être ici pour la première fois et je voudrais le souligner.

Il a posé des questions supplémentaires au sujet de l'importance d'un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières. Je dois insister sur le fait que ce dernier est d'une importance cruciale pour l'avenir de l'économie canadienne.

En ce moment, chaque province et territoire possède son propre système. Dans cette période sans précédent, il est impératif pour le Canada de s'exprimer d'une seule voix sur les questions financières. Si les divers organismes de réglementation de l'ensemble du pays créent une dissonance, le pays ne sera pas à la hauteur.

Comme je l'ai souligné dans mon discours, le FMI considère qu'il s'agit de la principale responsabilité de notre gouvernement dans le but d'alléger le fardeau des entreprises et les exigences en matière de rapport. Maintenant plus que jamais, nous devons réagir rapidement et efficacement à la situation qui évolue. Le fait d'avoir un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières nous permettrait de le faire.

Mon collègue a aussi soulevé la question de la criminalité. J'en ai également parlé dans mon discours et j'ai dit que je suis membre d'un groupe de travail qui s'est penché sur la sécurité dans les rues et la revitalisation des collectivités, qui a parcouru le pays et entendu les Canadiens expliquer ce qu'ils considèrent prioritaire pour régler ce problème. Comme je l'ai dit, le message que nous avons entendu à maintes reprises, c'était que, dans le domaine de la criminalité chez les jeunes, les jeunes contrevenants ne sentent plus que leurs actions entraînent des conséquences.

Dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à nous attaquer à ce problème. Nous allons passer en revue la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents. Nous allons faire en sorte qu'elle devienne plus sévère à l'endroit de ceux pour qui le système ne fonctionne pas vraiment.

Mme Niki Ashton (Churchill, NPD): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Hamilton Mountain.

C'est un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre des communes et de présenter ma réponse au discours du Trône.

D'abord, j'aimerais remercier les résidents de Churchill. Je suis née et j'ai grandi à Thompson, au Manitoba, et je suis très fière de représenter ma région natale, Churchill.

La circonscription de Churchill est l'une des plus vastes au Canada. Elle est très diversifiée. Du lac Winnipeg à la baie d'Hudson, de la frontière de la Saskatchewan à celle de l'Ontario, la circonscription va d'une collectivité située à une heure et demie de route de Winnipeg à des collectivités de l'Est et du Nord du Manitoba qui n'ont pas accès à des routes praticables en toutes saisons.

La diversité humaine est aussi énorme. La circonscription abrite des membres des Premières nations et des Métis de même que des gens des quatre coins du Canada et des Canadiens provenant des quatre coins de la planète. Des représentants de plus de 30 Premières nations vivent dans la circonscription de Churchill, dont des Cris, des Ojibways, des Ojicris et des Dénés.

[Français]

Pendant les dernières années, j'ai voyagé partout au nord du Manitoba et j'ai eu l'occasion de visiter et de travailler avec plusieurs gens des régions de partout dans mon comté. Voyager et visiter les communautés dans ma région est une priorité.

*L'Adresse**[Traduction]*

Je m'engage à défendre avec vigueur les résidants du Nord du Manitoba et de faire part au Parlement de nos enjeux et de nos préoccupations.

À une époque où l'économie retient une bonne partie de l'attention, il importe de reconnaître les épreuves des résidants du Nord du Manitoba sur le front de l'économie. Dans cette région, les collectivités qui dépendent du secteur forestier ont subi et continuent de subir les contrecoups de l'entente sur le bois d'oeuvre. Le ralentissement économique a eu un impact sur les collectivités minières de même que sur le développement futur du Nord. D'autres collectivités ont des taux de chômage très élevés et assistent à la disparition de leurs activités économiques traditionnelles.

Tout en nous souciant du bien-être économique des Canadiens, nous devons veiller aux besoins de base qui ne sont pas satisfaits. Permettez-moi de parler des priorités dans la circonscription de Churchill.

Dans le dossier de la santé, il est essentiel qu'on trouve une solution à la pénurie de médecins et de personnel infirmier dans tout le Nord du Manitoba et dans toutes les régions rurales et nordiques du Canada. Nous avons besoin d'une stratégie nationale solide qui aide les provinces à fournir les soins de santé que tous les Canadiens méritent. Il est crucial de reconnaître les besoins des Premières nations sur le plan des soins de santé, car dans leurs collectivités on observe des taux élevés de maladies telles que le diabète et la tuberculose, maladies qui reflètent des conditions de vie comme on en voit dans les pays du tiers monde. C'est inacceptable.

Sur le plan de l'éducation, il faut d'importantes hausses du financement. Ayant enseigné au University College of the North, je suis bien placée pour savoir qu'il faut soutenir ce type d'institution d'enseignement. Il faut plus de financement pour les étudiants des Premières nations qui font des études postsecondaires. On dit que l'éducation est essentielle au succès. Tâchons d'y accorder le financement nécessaire.

Il faut aussi examiner la question de l'école primaire pour les Premières nations et évaluer dans quelle proportion augmenter les dépenses pour l'éducation des Autochtones, dépenses qui sont bien inférieures à ce que les provinces investissent en moyenne. Nous devons envisager de construire des écoles, par exemple à St. Theresa Point, qui a besoin d'une nouvelle école primaire, à Nelson House, où l'école secondaire devrait être améliorée, à Gods Lake Narrows, où nous aurions besoin d'une nouvelle école secondaire, ou à Gods River, où il faudra une nouvelle école, point.

Sur le plan des transports, nous devons nous pencher sur les besoins des collectivités qui n'ont pas de routes et où les routes ouvertes à l'année fondent à une vitesse alarmante en raison des changements climatiques. Nous devons envisager de construire des aéroports là où il n'y en a pas. L'écrasement récent dans le Nord du Manitoba montre bien qu'il faut améliorer la sécurité des transports. Ayant moi-même survécu à un écrasement d'avion, je sais à quel point il est nécessaire que le gouvernement fédéral intervienne afin d'assurer des transports sécuritaires et des voies de communication permanentes pour les gens du Nord du Canada.

Le gouvernement fédéral doit aussi soutenir financièrement la ligne de la baie et le port de Churchill, qui sont des éléments importants pour l'économie de notre région. Nous devons aussi avoir une très bonne discussion concernant l'élimination de la Commission canadienne du blé, une institution qui soutient l'économie dans le Nord du Canada et qui bénéficie à tous les Canadiens, aux quatre coins du pays.

Sur le plan de l'infrastructure, il faut financer davantage le logement abordable. Dans bien des localités de ma région, c'est l'absence de logements abordables qui limite la diversification de l'économie. Il y a des gens qui vivent dans des conditions de logement honteuses dans les collectivités des Premières nations, et il faut corriger cela de toute urgence. Des logements pour les aînés sont également nécessaires.

Nous devons appuyer les garderies. Je viens d'une région où la moyenne d'âge est l'une des moins élevées au pays. Nous devons nous assurer qu'il y a de l'argent pour les garderies et qu'il existe des programmes pour venir en aide aux familles de ma région.

En ce qui concerne l'environnement, nous, habitants du Nord, sommes aux premières loges pour constater les effets désastreux qu'ont les changements climatiques sur notre environnement. Nous voyons les glaces rester de moins en moins longtemps et nous constatons des modifications dans les comportements de la faune partout dans notre région. Les habitants du Nord sont préoccupés par la protection de l'environnement. Il nous faut des mesures concrètes.

J'aimerais aussi parler de nos jeunes. Dans le discours du Trône, nous avons entendu parler de mesures sévères contre les groupes criminalisés et les jeunes contrevenants. Et si on se penchait sur les possibilités qui s'offrent aux jeunes et sur les moyens de les aider? Comme je l'ai dit, je viens d'une région où la moyenne d'âge est l'une des moins élevées au pays, soit 26,4 ans. Certaines de nos collectivités n'ont pas de centre récréatif, de programmes, de centres de jour. Nous devons voir ce que les jeunes ont de positif à nous apporter. La Lance Runners Society, le conseil des jeunes d'Island Lake et Tori Yetman sont d'excellents exemples d'initiatives lancées dans notre région. Nous devons chercher à créer et à appuyer des initiatives et des programmes bénéfiques pour nos jeunes.

Lorsqu'il est question de condition féminine, nous devons nous pencher sur les inégalités entre les hommes et les femmes dans ma région et ailleurs au Canada. En tant qu'ex-présidente du Thompson Crisis Centre, je dis qu'il faut agir afin d'appuyer les efforts réalisés pour contrer la violence familiale. Nous devons également appuyer les efforts déployés dans le cadre de la campagne « Stolen Sisters » afin d'éliminer la violence faite aux femmes autochtones.

● (1610)

Dans ces domaines, les gens du Nord du Manitoba se demandent bien ce que fait le gouvernement fédéral. Nous avons besoin de développement économique, d'un développement au profit des communautés de toutes nos régions. Il faut envisager des partenariats de développement économique et consolider les initiatives déjà existantes.

Malheureusement, la vision de la construction d'un Canada meilleur pour tous les Canadiens brille par son absence. On ne fait rien pour répondre aux besoins et aux problèmes des Canadiens. J'aimerais que le Parlement s'unisse autour d'une vision du Canada qui réponde aux besoins de tous les Canadiens. Il nous faut une vision axée sur la justice sociale et économique pour tous.

Il faut aussi que les Canadiens y participent. Nous devons tout d'abord avoir plus de civilité au Parlement, c'est essentiel. Ce qui intéresse les Canadiens, ce ne sont pas les agressions verbales teigneuses, c'est qu'on travaille sérieusement à des choses importantes. Il est difficile d'avoir l'adhésion des Canadiens quand tout ce qu'ils voient, ce sont des comportements négatifs alors que les dossiers importants n'avancent pas. On l'a bien vu lors des dernières élections où la participation a été très faible et où les gens étaient incroyablement cyniques.

L'Adresse

Deuxièmement, il faut que notre régime électoral et nos institutions politiques aient un caractère véritablement universel et soient le vrai reflet de notre pays. À titre d'exemple, de nombreuses personnes n'ont pu voter à cause de la réglementation sur l'identification des électeurs.

On se demande souvent pourquoi tant de jeunes restent indifférents. Il suffit de regarder nos institutions. La semaine dernière, j'ai pu entrer au Sénat pour écouter le discours du Trône en tant que députée, mais bien que je puisse être démocratiquement élue pour représenter des Canadiens à la Chambre des communes, je ne pourrais pas, pas plus que quiconque de moins de 30 ans, devenir sénateur en vertu des réformes proposées.

À 18 ans, on peut voter, être candidat, combattre et mourir pour son pays, mais on ne peut pas devenir sénateur. C'est une discrimination flagrante. La version actuelle de la réforme du Sénat, c'est l'équivalent d'une opération sur un fossile. Nous ne sommes plus en 1867, nous sommes en 2008. Le Sénat est une institution dépassée qui pratique la discrimination en fonction de l'âge et qui devrait être abolie.

•(1615)

[Français]

Nous avons besoin de plus de jeunes députés dans notre Parlement. Il y a peu de députés qui ont moins de 40 ans. Il faut aussi mentionner le manque de jeunes femmes députées en cette Chambre.

[Traduction]

J'apporte ici un message des habitants de Churchill. Pourquoi, en 2008, dans un pays comme le Canada qui jouit d'une telle richesse, ne pouvons-nous pas réaliser la justice sociale et économique pour tous? Pour citer les paroles d'un grand Manitobain, fondateur d'un mouvement politique dont je suis fière de faire partie, ce que nous désirons pour nous-mêmes, nous le souhaitons pour tous.

Je remercie mes commettants. Euxaristo Ekosi Meegwetch Masi-Cho.

L'hon. Jason Kenney (ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nomination au poste de vice-président adjoint des comités pléniers. C'est un honneur que vous méritez bien.

J'aimerais féliciter ma collègue, la députée de Churchill, pour son élection et pour son discours inaugural. Elle se passionne visiblement pour ce qui préoccupe ses électeurs et tous les Canadiens. Je la félicite.

J'apprécie tout particulièrement le fait qu'elle ait mentionné que nous devrions axer nos efforts sur des résultats positifs pour les Canadiens, au lieu de ne leur offrir que du négatif. Elle pourrait peut-être prêcher par l'exemple au début de sa carrière parlementaire qui, je l'espère, sera couronnée de succès. Il arrive, peut-être une fois par décennie, que le gouvernement fasse quelque chose qui mérite des éloges. Quand j'étais du côté de l'opposition, j'essayais toujours de féliciter le gouvernement lorsqu'il prenait des décisions que j'approuvais, même si ça me faisait un petit pincement.

La députée représente une circonscription du Nord. Le gouvernement a beaucoup augmenté le crédit d'impôt pour habitants du Nord. Pourrait-elle nous dire si ses électeurs ont profité de cette mesure?

Ensuite, en ce qui concerne l'âge minimum au Sénat, la députée sait peut-être que cela est inscrit dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. C'est une exigence constitutionnelle. Ce n'est pas laissé à la discrétion de notre gouvernement.

De plus, si la députée veut entendre des choses positives, notre caucus est le plus jeune caucus gouvernemental de l'histoire. Le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles n'a que 32 ans et le vice-président est le plus jeune de tous les députés.

Enfin, si, comme la députée l'a dit, la Commission canadienne du blé fait de l'aussi bon travail pour tous les Canadiens, pourquoi n'est-elle présente que dans trois provinces?

Mme Niki Ashton: Monsieur le Président, les gens du Nord doivent s'occuper des graves problèmes de justice sociale et économique auxquels ils sont confrontés.

Comme je l'ai dit dans mon discours, il manque sérieusement de mesures pour redresser l'inégalité et, il faut bien le dire, les conditions de vie du tiers monde auxquelles font face les Premières nations dans le Nord du Manitoba et à l'échelle du pays. Il nous tarde d'obtenir des résultats en ce qui concerne les droits et les besoins des Premières nations et des peuples autochtones partout au pays.

En ce qui concerne l'âge, il est intéressant, bien sûr, de voir des députés de tous les âges et, comme je l'ai dit, des jeunes députés, mais nous devons nous assurer que notre système et nos institutions ne font pas de discrimination fondée sur l'âge. Nous devons nous pencher sur les mesures législatives qui font de la discrimination fondée sur l'âge.

Nous devons prendre des mesures pour redresser les règles sur l'identification des électeurs qui ont pour effet de priver de leur droit de vote des jeunes des quatre coins du pays.

Il me tarde de travailler avec tous les députés pour nous assurer d'avoir un système qui reflète réellement qui nous sommes, un système qui traite de nos préoccupations.

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter la députée de Churchill de son élection et je lui souhaite la bienvenue à la Chambre.

J'ai une brève observation à faire au sujet des propos tenus par ma collègue au sujet du discours du Trône.

Notre économie semble se diriger presque inévitablement vers une crise beaucoup plus importante que celles que nous avons connues dans le passé. En fait, le discours du Trône, selon moi, ressemble beaucoup à une tentative de gouverner en regardant dans un rétroviseur.

Le ministre des Finances nous dira tout ce que le gouvernement a fait l'année passée ou l'année d'avant. Nous devons faire face à de graves problèmes économiques et le gouvernement doit prendre des mesures efficaces pour stimuler l'économie. Le discours du Trône ne propose pas du tout de solutions adéquates. Des mesures s'imposent et nous ajournerons pour le congé de Noël dans quelques semaines.

La députée aimerait-elle dire quelques mots sur ce que je considère comme un grave manquement dans le discours du Trône du gouvernement?

•(1620)

Mme Niki Ashton: Monsieur le Président, en réponse aux commentaires du député, je l'encourage, de même que son caucus, à voter contre ce discours du Trône qui laisse de côté les dossiers dans lesquels nous devons agir pour le compte des Canadiens.

Nous devons envisager des mesures de stimulation économique dans l'ensemble de la région. Dans mon exposé, j'ai mentionné un certain nombre de domaines et certainement celui de l'infrastructure. Ces mesures profiteraient à toutes les régions, d'un bout à l'autre du Canada.

L'Adresse

N'oublions pas que nous devons également tenir compte de la question de la justice sociale pour les Canadiens. Nous ne pouvons dissocier les deux. D'énormes richesses proviennent des régions où vivent les Premières nations, les peuples autochtones et les habitants du Nord, grâce aux mines et aux forêts notamment. Nous méritons quelque chose en retour, immédiatement.

Mme Chris Charlton (Hamilton Mountain, NPD): Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'occasion de participer au débat sur le discours du Trône du gouvernement. Je sais que le nombre de députés qui peuvent prendre la parole sur la question est limité et drastiquement restreint par le Règlement. Je me réjouis d'autant plus de pouvoir répondre.

J'ai deux raisons de me réjouir. Premièrement, je suis toujours là et je tiens à remercier les électeurs de Hamilton Mountain. Ils m'ont donné l'occasion de défendre leurs intérêts à la Chambre des communes pour un deuxième mandat. Je leur en suis profondément reconnaissante.

Deuxièmement, je me réjouis de participer à ce débat parce qu'il est important pour l'élaboration du programme que suivra le Parlement pour faire face à ce ralentissement sans précédent de l'économie canadienne. Les familles de ma circonscription, à l'instar des Canadiens d'un bout à l'autre du pays, sont profondément inquiets au sujet de leurs emplois, de leurs fonds de pension et de leurs épargnes. Ils comptent sur le gouvernement fédéral pour prendre des mesures audacieuses et stratégiques. Ils s'attendent à ce que leurs députés aient le courage nécessaire face à l'adversité. Pourtant, le discours du Trône, qui définit le programme de l'actuelle session parlementaire, ne reflète nullement l'urgence ou la profondeur nécessaires pour protéger les familles de travailleurs dans le contexte économique actuel.

Permettez-moi de dire clairement que notre première responsabilité consiste à protéger les Canadiens durant cette crise économique. J'ai entendu des députés parler de la nécessité de stimuler l'économie. J'en ai entendu d'autres dire à juste titre qu'il ne suffit pas de stimuler l'économie, il faut la stabiliser. Or, la différence n'est pas simplement d'ordre sémantique.

Cependant, en définitive, il ne faut pas voir dans l'économie et le marché des phénomènes surnaturels. Ils n'ont pas été créés par l'intervention divine. C'est l'homme qui les a créés et ils obéissent aux règles que nous avons établies. Ces règles font des gagnants et des perdants et nous devons donc tous reconnaître que l'économie a des dimensions d'ordre moral.

Tommy Douglas avait l'habitude de dire que l'économie était au service de l'homme, plutôt que l'homme au service de l'économie. Pourtant, nous avons bâti des structures économiques qui sont au service de forces puissantes agissant pour leur intérêt propre, pour lesquelles le profit est le principal aiguillon du progrès économique, la libre concurrence est la norme, et la propriété privée des moyens de production, un droit absolu. Tout était ainsi possible, sans qu'il ne semble y avoir d'obligation sociale correspondante. On nous a laissé entendre que les gouvernements posent problème et que les marchés sont la solution.

La crise économique actuelle aura au moins servi à prouver que les marchés ne sont pas en mesure de tout régler. En effet, les marchés peuvent apporter la prospérité, mais les gouvernements ont non seulement un rôle à jouer, ils ont la responsabilité d'agir. Depuis déjà beaucoup trop longtemps, notre économie n'a pas su répondre aux besoins et aux aspirations des Canadiens. À l'heure qu'il est, les travailleurs du Canada ont payé de quatre façons différentes pour la crise que nous traversons.

En premier lieu, ils ont perdu leurs emplois. Depuis 2006, le Canada a perdu plus de 151 000 emplois dans le seul secteur manufacturier. On prévoit que le taux de chômage augmentera à 7 p. 100 l'an prochain, et le cœur industriel du pays est en train de s'atrophier.

Deuxièmement, les travailleurs ont payé avec leurs pensions. Les régimes de retraite d'employeurs aussi bien que les régimes de retraite des particuliers ont subi un énorme recul à cause de l'effondrement du marché et les personnes proches de la retraite dépensent aujourd'hui leurs économies futures pour joindre les deux bouts.

Troisièmement, les travailleurs n'ont plus accès à une protection adéquate de l'assurance-emploi. À l'échelle du pays, 38 p. 100 seulement des travailleurs en chômage reçoivent des prestations du gouvernement, comparativement à 75 p. 100 au début des années 1990. Les travailleurs ont payé pour cette protection d'assurance, mais ils ne peuvent en bénéficier lorsqu'ils en ont le plus besoin.

Quatrièmement, ils paient évidemment pour la crise économique du fait que l'argent de leurs impôts sert au sauvetage d'entreprises comme les banques. Le temps est venu de dire que ça suffit.

Il est temps de rétablir l'équilibre et de commencer à stabiliser l'économie de façon à ce qu'elle serve les intérêts des Canadiens. Il est temps de se montrer énergique et stratégique. Il est temps que nous relevions nos manches et travaillions ensemble pour bâtir une économie qui répondra aux besoins et aux aspirations de nos concitoyens.

Pour commencer, nous devons abandonner la politique du gouvernement conservateur qui consiste à gaspiller de l'argent dans des réductions de l'impôt des sociétés accordées sans condition. Ces réductions d'impôt sans condition n'apporteront pas les stimuli dont notre économie a besoin. Au contraire. Les réductions d'impôt ne profitent qu'aux sociétés qui sont suffisamment rentables pour payer des impôts. Si une entreprise est en difficulté, elle ne paie pas d'impôt et les réductions d'impôt générales ne l'aideront en rien à survivre.

De plus, nous ne devrions pas accorder d'allègements fiscaux aux entreprises qui se fournissent à l'étranger ou qui exportent des emplois ailleurs. Chez moi, à Hamilton, les gens n'ont pas oublié ce qui s'est passé à l'usine John Deere, juste un peu plus loin, à Welland. La société John Deere s'est empressée d'empocher des avantages fiscaux, après quoi elle a fermé son usine, qui était rentable, et a exporté les emplois au Mexique.

● (1625)

Les réductions inconditionnelles de l'impôt des sociétés ne sont pas la solution pour revitaliser l'économie canadienne et, pourtant, ces baisses d'impôt coûteront au gouvernement 7,3 milliards de dollars, rien qu'en 2009-2010. Il aurait mieux valu dépenser cet argent en investissant dans la productivité inhérente qui réside dans le talent, la créativité et l'énergie des Canadiens. Nous devons investir dans l'économie réelle.

Examinons, encore une fois, les quatre plans, que j'ai mentionnés tout à l'heure, sur lesquels les travailleurs canadiens ont fait les frais de cette crise économique et voyons quelles sont les solutions dans chaque cas.

L'Adresse

D'abord et avant tout, nous devons mettre au point un ensemble de stimulants économiques pour créer des emplois. À court terme, cela signifie des investissements stratégiques dans l'infrastructure. Adoptons un plan ambitieux de collaboration avec les collectivités pour réparer nos villes qui sont en mauvais état, investir dans le transport en commun et construire des logements abordables. Je sais que la ville de Hamilton, par exemple, est maintenant prête à entamer la construction d'une nouvelle usine d'épuration. La planification est faite. La conception technique est faite. Avec l'appui du gouvernement fédéral, la construction pourrait commencer immédiatement. C'est bon pour les travailleurs, bon pour les fournisseurs et bon pour la ville de Hamilton.

Je sais que les municipalités d'autres régions du pays ont des projets du même genre qui sont prêts à être concrétisés. Les projets relatifs à la modification éconergétique des maisons et des bâtiments, l'élargissement de notre capacité d'énergie renouvelable et l'amélioration de notre technologie de communication offrent également des stimulants économiques. Bien entendu, nous devons soutenir le secteur de la fabrication et celui de l'automobile, non pas en leur donnant un chèque en blanc pour perpétuer le statu quo, mais en apportant le genre d'aide financière qui transformera ces industries et maintiendra les emplois au Canada.

Deuxièmement, nous devons protéger les pensions des travailleurs canadiens. Il faut le faire en consultant les syndicats, le patronat et les provinces afin que nous puissions explorer des initiatives telles qu'un programme d'assurance-pension. Au cours de la législature précédente, j'ai présenté le projet de loi C-270 qui aurait accordé à la pension des travailleurs la première priorité dans les cas de faillite commerciale. Ce genre de mesure demeure un élément essentiel de la solution pour protéger les pensions des Canadiens.

Pour les Canadiens âgés de plus de 71 ans, envisageons au moins un moratoire sur les retraits obligatoires des FERR. Je pense que tous les retraités canadiens ont été profondément déçus que les pensions ne soient même pas mentionnées dans le discours du Trône de la semaine dernière.

Le discours du Trône ne dit pas un mot non plus sur les changements à apporter au système d'assurance-emploi du Canada. En raison des modifications apportées aux règles du système par les gouvernements récents, les gens qui se retrouvent sans emploi doivent pratiquement épuiser leurs économies avant d'être admissibles à des prestations d'assurance-emploi. Apportons à l'assurance-emploi les correctifs nécessaires. C'est un instrument essentiel pour prévenir la pauvreté. L'argent que les Canadiens au chômage vont toucher va être injecté directement dans l'économie locale, ce qui permettra de créer les emplois dont on a désespérément besoin et assurera la survie des petites entreprises.

Il fut un temps où l'assurance-emploi était un composant essentiel de l'aide au recyclage et au développement des compétences. Ce n'est plus le cas. En fait, il n'y a même plus de stratégie nationale de formation professionnelle. Il faut mettre en oeuvre des mesures pour remédier à la pénurie de main-d'oeuvre spécialisée si nous ne voulons pas aggraver le problème du ralentissement économique et le faire durer encore plus longtemps.

Enfin, parlons de la contribution que les Canadiens ont déjà faite aux secteurs de l'économie en difficulté, comme le secteur financier. À ce jour, ils ont versé 75 milliards de dollars pour renforcer les banques. Il faut donner aux Canadiens la garantie qu'il y aura des mesures de surveillance rigoureuses pour savoir où va cet argent. Chaque fois qu'un secteur reçoit de l'aide publique, les contribuables

ont le droit qu'on leur rende des comptes pleinement et en toute transparence. Le cas échéant, ils ont le droit d'obtenir une participation dans les entreprises concernées en échange de l'aide accordée.

Ce ne sont là que quatre domaines où des mesures concrètes sont nécessaires. Il s'agit de mesures audacieuses, mais les vaillants Canadiens ne méritent rien de moins. Ils savent déjà que les néo-démocrates sont déterminés à faire fonctionner l'économie dans l'intérêt de la population. En dépit de l'absence de propositions favorables aux familles de travailleurs et à la classe moyenne dans le discours du Trône. Il n'est pas trop tard pour protéger leurs emplois, leurs caisses de retraite et leurs économies.

Dans deux jours, le ministre des Finances va présenter sa mise à jour économique. Il fournira peut-être alors aux Canadiens davantage de précisions. Mais, s'il demeure tiède dans son approche pour protéger les familles de travailleurs en ces temps de difficultés économiques, le NPD se retroussera les manches et, de concert avec ses partenaires du milieu syndical, de la société civile et des milieux locaux, verra à agir en chef de file pour servir les Canadiens comme ils le méritent.

Nous nous engageons à faire des propositions constructives et nous espérons que le gouvernement fera de même parce que, comme Tommy le disait, il n'est jamais trop tard pour bâtir un monde meilleur.

• (1630)

M. Laurie Hawn (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter aussi pour votre récente nomination. Elle est bien méritée.

J'ai une question très simple pour ma collègue et je la remercie de ses remarques. Le NPD compte voter contre le discours du Trône. C'est clair. Est-ce qu'elle encourage tous les députés de l'opposition à faire de même et ainsi à déclencher d'autres élections fédérales?

Mme Chris Charlton: Monsieur le Président, je comprends la question, mais j'en saisis aussi le cynisme.

À ce moment-ci, la tâche qui nous incombe au Parlement est de protéger les Canadiens, de protéger leurs emplois, leurs fonds de retraite, leurs économies. J'apprécie que certains députés d'en face ont dit qu'ils étaient disposés à collaborer. Ce que je cherchais à faire, dans mon allocution d'aujourd'hui, c'était de formuler des propositions concrètes qui puissent nous rallier.

Le ministre des Finances a malheureusement dit que la mise à jour économique allait offrir bien peu aux familles canadiennes, mais nous avons la possibilité d'ici à la présentation du budget, ce printemps, de vraiment montrer aux Canadiens que nous voulons que le Parlement fonctionne, que nous ne travaillons pas pour nous, mais pour eux. Nous parlons ici des travailleurs dans nos collectivités, de leurs familles et, dans certains cas, de la survie même de ces collectivités.

Je suis disposée à collaborer avec le gouvernement. Je suis disposée à collaborer avec quiconque a les mêmes intérêts à coeur et je pense sincèrement que nous pouvons faire en sorte que le Parlement fonctionne.

M. Sukh Dhaliwal (Newton—Delta-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je vais poursuivre dans la même veine que le député d'Edmonton-Centre.

Je voudrais tout d'abord féliciter la députée de Hamilton Mountain d'avoir été réélue.

L'Adresse

Je suis persuadé que le député d'Edmonton-Centre serait également prêt à reconnaître que le chef du NPD est toujours en campagne. En fait, à la suite de la campagne qu'il a faite dernièrement, les Canadiens ont rejeté sa candidature non seulement au poste de premier ministre, mais aussi au poste de chef du deuxième ou même du troisième parti à la Chambre.

D'un côté, nous avons le premier ministre qui fait preuve d'une grande irresponsabilité en plaçant le pays dans une telle situation déficitaire, mais de l'autre côté le chef du NPD ne cesse de faire campagne et il veut défaire le gouvernement.

La députée ne reconnaît-elle pas que le chef du NPD fait également preuve d'irresponsabilité?

Mme Chris Charlton: Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'avoir si éloquemment souligné que notre chef n'a jamais eu peur de défendre les familles de travailleurs et les familles de la classe moyenne de partout au Canada.

Le député a tout à fait raison. Il y a de grandes divergences d'opinions entre ce côté-ci de la Chambre et le gouvernement. Il a tout à fait raison de dire que le Parti libéral se ligue parfois du côté du gouvernement et parfois de notre côté. Il est souvent difficile de savoir de quel côté penche le Parti libéral.

Je ne présenterai certes pas d'excuses parce que nous prenons la défense des familles de travailleurs qui ont besoin de l'aide du gouvernement. Leurs emplois sont en jeu. Leurs pensions sont en jeu. Leurs économies sont en jeu. Ce n'est pas le temps de faire de la politique partisane. C'est le temps de faire preuve de constance pour que les Canadiens sachent à quelle enseigne nous logeons. Je crois qu'ils connaissent bien la position du NPD et nous sommes fiers de l'engagement que nous avons pris à leur égard.

Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD): Monsieur le Président, je remercie la députée de Hamilton Mountain de son discours, particulièrement de ses propos sur la survie des travailleurs. Là où je vis, les travailleurs forestiers éprouvent d'énormes difficultés. Plusieurs scieries ont fermé leurs portes. Nous avons des industries secondaires. J'aimerais l'entendre parler plus précisément des solutions qu'elle envisage pour le secteur forestier.

● (1635)

Mme Chris Charlton: Monsieur le Président, je sais que la députée de Nanaimo—Cowichan est très préoccupée par l'avenir de certaines des industries dans sa collectivité, voire dans toute la Colombie-Britannique. Nous partageons la même préoccupation, car ce qui se produit dans le secteur forestier, bien sûr, se produit aussi dans le secteur manufacturier dans ma collectivité.

On ne verra pas souvent une néo-démocrate citer le Conference Board du Canada à la Chambre, mais nous souscrivons aux propos du Conference Board. Une des choses auxquelles nous devons veiller, c'est d'assurer l'accès au crédit. Cela est essentiel à cette époque de notre histoire économique. Le Conference Board dit ceci:

Les banques s'emploient à améliorer leur bilan financier afin de faire face à un ralentissement prolongé. Cela signifie que bon nombre d'entreprises ont davantage de difficulté à obtenir le crédit dont elles ont besoin pour poursuivre leurs activités.

Que peut faire le gouvernement maintenant? Il peut aider à combler les écarts dans le système financier en appuyant l'octroi de crédit aux entreprises dans le but de les aider à traverser la période de ralentissement économique. Je ne crois pas que quiconque dise que nous n'avons pas besoin de rendre des comptes pour agir dans ce sens. Il ne s'agit pas seulement de gérer une crise. Nous devons examiner les plans d'activités à moyen et à long terme, mais nous devons explorer de telles solutions, parce que l'avenir des entreprises et, partant, celui de milliers d'emplois au Canada dépendent de

l'audace et de la créativité dont nous pouvons faire preuve à l'heure actuelle.

M. Rick Norlock (Northumberland—Quinte West, PCC): Monsieur le Président, comme c'est la première occasion que j'ai de prendre la parole en cette 40^e législature, je voudrais exprimer mes remerciements les plus sincères aux électeurs de Northumberland—Quinte West qui m'ont chargé une fois de plus de les représenter à la Chambre. C'est un honneur insigne et un privilège de les servir. C'est dans cet esprit que je voudrais rappeler à tout le monde que le gouvernement a pris des engagements au cours de la dernière campagne électorale et qu'il a l'intention de les tenir.

Certains de ces engagements figurent dans le discours du Trône, dont je vais parler tout à l'heure. Les points que je veux aborder cet après-midi comprennent le soutien aux transferts, l'appui à l'infrastructure en Ontario, la réduction des tracasseries administratives pour les PME, l'appui à l'industrie et l'aide temporaire aux travailleurs. Nous avons besoin d'un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières. De plus, ce qui intéresse particulièrement la circonscription de Northumberland—Quinte West, nous devons appuyer notre secteur agricole.

L'équilibre que nous avons établi entre les provinces dites nanties et démunies constitue l'une des caractéristiques de notre fédération. À titre de député de l'Ontario, je sais pertinemment que les Ontariens ont depuis longtemps contribué à cet équilibre. J'ai entendu le premier ministre de l'Ontario, le député provincial local ainsi que des électeurs demander ce que notre gouvernement fait pour la province.

Après tout, il s'agit d'équité financière, n'est-ce pas? Il ne s'agit pas d'arrangements paternalistes entre le gouvernement fédéral et les provinces. C'est beaucoup plus un partenariat. Notre gouvernement a fait de son mieux — avec succès, je crois — pour parvenir à cet équilibre, qui changera de temps en temps, mais qui se fondera toujours sur l'équité. Ce qui est bon pour un partenaire de la fédération l'est pour tous les autres. C'est une norme que nous essayons constamment d'appliquer.

L'équité financière nous dicte d'assurer à l'Ontario les fonds et l'appui dont il a besoin pour s'acquitter de ses responsabilités en vertu de la Constitution, ce qui comprend des programmes essentiels, comme les soins de santé, la garde d'enfants, l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux. Nous savons que le gouvernement fédéral joue un rôle important à l'appui de l'Ontario et des Ontariens. Nous savons en outre que l'Ontario est et continuera d'être un chef de file parmi les provinces et doit être traité équitablement par le gouvernement fédéral. L'Ontario ne devrait jamais avoir à offrir des services de seconde catégorie parce qu'il est injustement traité par Ottawa.

Nous sommes au pouvoir depuis un peu plus de deux ans et demi. Nous sommes le gouvernement minoritaire qui a duré le plus longtemps. Qu'avons-nous fait?

Le budget de 2007 a établi une formule par habitant pour les transferts canadiens en matière de santé et de programmes sociaux. Il s'agit de l'argent que le gouvernement fédéral verse à l'appui des services de santé et des services sociaux offerts par les provinces. La formule de financement par habitant est importante pour l'Ontario, qui est la province la plus peuplée du Canada. Les changements apportés permettront donc à la province de mieux servir sa population.

L'Adresse

Sur ce plan, aucune province qui reçoit des paiements de péréquation n'aura une capacité financière supérieure à une province qui n'en reçoit pas. Ces changements ont été acceptés par tous les premiers ministres, y compris celui de l'Ontario, et entreront en vigueur à l'expiration de l'entente actuelle en 2014-2015.

La question est donc la suivante : de quelle façon pouvons-nous aider l'Ontario pendant la période qui reste dans l'entente actuelle? Pour faciliter la transition au nouvel arrangement, nous avons mis en œuvre une clause d'indexation annuelle automatique à 6 p. 100 pour les soins de santé. Pour 2007-2008, le transfert canadien en matière de santé s'élevait à 8,5 milliards de dollars dans le cas de l'Ontario. D'ici 2013-2014, il grimpera à 11 milliards, ce qui représente une augmentation de 30 p. 100 en cinq ans.

Nous avons également augmenté le financement des programmes sociaux en Ontario par le truchement du transfert social, qui est passé à 3,7 milliards de dollars. Ce montant croîtra de 3 p. 100 par année jusqu'à ce qu'une nouvelle entente entre en vigueur. Une partie du transfert social, environ 411 millions de dollars, est consacrée aux places en garderie et à l'enseignement postsecondaire.

• (1640)

Toutefois, ce n'est pas tout. Le gouvernement conservateur sait également qu'il a un rôle important à jouer pour ce qui est de soutenir les municipalités ontariennes et d'appuyer le renouvellement des infrastructures. C'est pourquoi nous avons récemment signé avec l'Ontario une entente qui s'appelle Chantiers Canada. C'est une entente de 6,26 milliards de dollars qui seront versés au cours des prochaines années et qui serviront à améliorer les infrastructures. Le gouvernement fédéral sait que nos collectivités ont besoin de fonds prévisibles pour les infrastructures.

À ce stade, j'aimerais mentionner ma première réunion avec le conseil de comté de Northumberland en 2006, peu de temps après les élections fédérales.

Quand j'ai rencontré les conseillers du comté, nous avons surtout parlé d'agriculture. Tous les candidats aux élections ont assisté à la réunion. Nous avons tous renouvelé notre engagement à l'égard de l'agriculture. Toutefois, durant cette réunion, plusieurs des conseillers, y compris le président, ont expliqué à leur député nouvellement élu qu'ils avaient besoin de financement durable à long terme, d'une aide du gouvernement fédéral sur laquelle ils pourraient compter lors de l'élaboration de leurs budgets. Même s'ils se réjouissaient des différents programmes, ils avaient besoin de financement durable à long terme.

Je les ai entendus. Le gouvernement les a entendus. Je suis heureux de pouvoir dire que, dans le cadre de l'entente Chantiers Canada, nous avons donné un caractère permanent à la remise de taxe sur le carburant à nos collectivités. Cela représente environ 2,5 millions de dollars par année pour le comté de Northumberland. Il peut donc compter sur cette somme en établissant son budget. Dans le cas de la municipalité ou ville de Quinte West, cela représente un peu plus de 2,6 millions de dollars. Ce sont des sommes appréciables parce qu'elles ne servent pas uniquement à paver des rues et à réparer des ponts, mais également à assurer l'alimentation en eau potable et à renouveler les infrastructures qui se détérioraient.

Cela signifie que nos municipalités, grandes et petites, ont accès à 2,9 milliards de dollars par année pour la réfection des routes locales et d'autres projets.

Ils n'ont pas plus mentionné d'autres programmes de financement à long terme que nous avons introduits, notamment la remise de 100 p. 100 de la TPS aux municipalités. Aux yeux de

certaines, cela ne semble peut-être pas beaucoup si on parle d'agrafeuses ou de papeterie, mais lorsqu'une petite ou une moyenne municipalité doit acheter un camion à benne ou une niveleuse, c'est beaucoup d'argent.

De plus, nous avons également accepté d'appuyer l'Ontario en lui versant 3 milliards de dollars pour les programmes d'infrastructure, ce qui inclut le financement de la connectivité.

Je n'ai pas besoin d'expliquer aux députés ou aux simples citoyens à quel point la desserte est importante. Dans le discours du Trône, le premier ministre indique que la connectivité est très importante pour son gouvernement.

Je dois rendre hommage au député de Prince Edward—Hastings pour le leadership dont il fait preuve à cet égard dans l'Est de l'Ontario. Nous travaillons avec les préfets de cette région. Nous croyons qu'avec leur concours, nous pourrions continuer de travailler ensemble. Je crois que nous pourrions assurer le financement de la connectivité dans l'Est de l'Ontario, pour ne pas dire dans tout le Canada, comme le premier ministre l'a indiqué.

Nous pouvons donc voir que le gouvernement a fait ses preuves en matière d'équité financière. Nous avons un plan à long terme à cet égard et le premier ministre de l'Ontario l'appuie. Il est fondé sur des principes et il soutient d'importants services, des soins de santé jusqu'aux programmes sociaux en passant par les garderies, l'enseignement postsecondaire et l'infrastructure.

Puisque je mentionne l'infrastructure, je précise que, peu après mon élection, des maires et des échevins ont communiqué avec moi. Ils m'ont parlé de l'ancien programme d'infrastructure Canada-Ontario et m'ont dit que, lorsque ce programme est entré en vigueur, il y avait eu de nombreux dépassements de coûts parce que tout le monde faisait la même chose en même temps.

• (1645)

Les coûts de construction ont augmenté. On a aussi modifié la réglementation de l'eau douce en Ontario, ce qui a fait grimper le coût des projets et entraîné des dépassements. C'était un financement tripartite. Les municipalités et les provinces ont accepté de partager le coût des dépassements, mais le précédent gouvernement a refusé.

Quand les conservateurs ont pris le pouvoir, les maires ont redemandé au gouvernement fédéral de payer le tiers des dépassements de coût. Je suis heureux de pouvoir dire que notre gouvernement a pu fournir à ce titre 50 millions de dollars à l'Ontario. Dans la circonscription de Northumberland—Quinte West, on a annoncé un apport de 3 millions de dollars pour éponger ces dépassements.

Toujours à propos d'infrastructure, je me dois de rappeler aux habitants de la circonscription de Northumberland—Quinte West et de la grande région de Quinte les énormes investissements d'infrastructure que nous réalisons à la BFC Trenton. Nous n'oublierons pas l'engagement que nous avons pris en 2005-2006 de rééquiper et de reconstruire les Forces armées canadiennes qui étaient négligées depuis bien des années.

L'Adresse

Cette modernisation s'est traduite notamment par l'achat d'avions de transport stratégiques et tactiques. Qu'est-ce que cela signifie pour la BFC Trenton, centre névralgique de l'Aviation canadienne? Cela veut dire une rénovation complète et la création de lieux d'entreposage des nouveaux avions. Quand on passe en voiture à proximité de la 8^e escadre Trenton, on voit que c'est une ruche. Des centaines de millions de dollars vont être investis dans la BFC Trenton au cours des prochaines années. Toute cette base va se transformer, et l'on va créer des centaines d'emplois bien payés dans toute la circonscription de Northumberland—Quinte West et la grande région de Quinte.

Le gouvernement a aussi promis de déménager la FOI2 à la BFC Trenton, ce qui entraînera d'importantes modifications d'infrastructure. Là encore, cela signifiera des centaines de nouveaux emplois pour la communauté.

Qu'est-ce que cela veut dire? Les retombées sont fabuleuses. Cela veut dire qu'il va falloir créer des logements pour ces centaines de nouvelles familles, qui vont acheter des automobiles. Il y aura toutes sortes de retombées.

Nous avons aussi promis dans le discours du Trône de réduire les formalités administratives des PME. Le gouvernement va réduire les formalités auxquelles sont soumises les entreprises privées et sans but lucratif qui traitent avec lui. Il est déterminé à réformer et à rationaliser sa façon de faire, et nous allons réformer de façon novatrice l'administration des programmes et des services. En diminuant le fardeau administratif et la paperasserie, nous améliorerons la compétitivité du Canada et nous aiderons les petites entreprises.

Notre gouvernement s'est engagé à réduire de 20 p. 100 les tracasseries administratives des entreprises, afin que toutes les parties puissent économiser temps et argent. Notre gouvernement respectera aussi sa promesse de mettre au point une procédure pour mesurer l'importance de la paperasserie, en faire rapport et parvenir à la réduire à long terme.

En mai 2008, notre gouvernement a annoncé qu'il était en bonne voie de respecter cet engagement grâce à une simplification de la réglementation, à l'élimination des recoupements ou des obligations faisant double emploi et à la réduction du nombre de formulaires à remplir. Par exemple, nous avons déjà facilité la déclaration de revenus des entreprises en réduisant l'exigence de conservation des dossiers dans le cas des déductions pour frais d'automobile et des avantages imposables. Le Parlement ayant maintenant repris ses activités, nous poursuivons sur notre lancée.

En juin 2008, le gouvernement a présenté la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, qui promettait une importante modernisation de la législation encadrant ces organisations, qui n'a pas été modifiée depuis 1917. Cette loi favoriserait la responsabilisation, la transparence et de saines méthodes de gouvernance au sein du secteur des sociétés sans but lucratif.

• (1650)

Parlons maintenant de l'aide offerte aux travailleurs afin qu'ils puissent trouver un nouvel emploi. Le gouvernement s'est engagé à financer diverses mesures visant à aider des travailleurs de l'Ontario ayant perdu leur emploi à réintégrer le marché du travail. L'une de ces mesures est l'entente sur le développement du marché du travail dans le cadre de l'assurance-emploi, régie par la partie II de la Loi sur l'assurance-emploi. Cette entente permettrait à l'Ontario d'assumer un rôle accru dans la conception et la prestation de programmes de développement du marché du travail.

L'entente sur le marché du travail prévoit le versement de 1,2 milliard de dollars à l'Ontario au cours des prochaines années. L'entente précise que l'Ontario créera des programmes favorisant la participation au marché du travail. Ces programmes aideront les gens à se préparer à arriver sur le marché du travail ou à y revenir, ou encore à obtenir ou à garder un emploi ou à rafraîchir leurs connaissances concernant un emploi. Cela signifie que les chômeurs qui ne sont pas admissibles à certains programmes d'assurance-emploi auront plus de ressources, surtout ceux qui ont peu de qualifications ou qui occupent un emploi exigeant peu de compétences.

Concernant la Fiducie pour le développement des collectivités, l'Ontario recevra tout juste un peu moins de 360 millions de dollars pour améliorer la productivité et la compétitivité, pour aider au développement de la technologie et pour prêter assistance aux collectivités et aux travailleurs touchés par des changements survenus dans les domaines de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de la fabrication.

L'annonce récente du plan Chantiers Canada, qui représente 9,2 milliards de dollars, entraînera la création d'un nombre important d'emplois liés à la construction de l'infrastructure.

Pour réduire davantage les pressions financières que ressentent les entreprises canadiennes, notre gouvernement prendra des mesures qui encourageront les compagnies à investir dans de nouvelles machines et de nouveaux équipements. Le secteur manufacturier du Canada, principalement les industries de l'automobile et de l'aérospatiale, subit de plus en plus de pressions, comme chacun le sait. Notre gouvernement aidera davantage ces industries, notamment avec des mesures comme l'amortissement accéléré qui permet aux entreprises d'amortir très rapidement les investissements dans l'équipement, les édifices et les ordinateurs, dans le but d'accroître la productivité et de rendre ces entreprises, ainsi que notre pays, plus concurrentiels à l'échelle mondiale.

Grâce à Avantage Canada, à notre plan économique et à nos récents budgets, nous avons fait d'importants progrès pour créer un environnement commercial qui vise à promouvoir l'investissement à long terme, l'innovation et la création d'emplois dans tous les secteurs de l'économie canadienne.

Nous reconnaissons l'importance stratégique du secteur manufacturier du Canada de même que les conditions financières difficiles dans lesquelles il évolue et la concurrence mondiale à laquelle il doit faire face.

Notre gouvernement a déjà réduit les impôts pour aider les petites entreprises à être plus concurrentielles et à créer des emplois. D'ici 2012-2013, le gouvernement du Canada aura accordé au secteur manufacturier des allègements fiscaux de plus de 9 milliards de dollars.

Par ailleurs, nous nous sommes engagés à renforcer la surveillance financière au Canada. Notre gouvernement collaborera avec les provinces pour créer un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières.

La nouvelle approche intégrée du gouvernement en matière d'aide aux agriculteurs fournit aux producteurs des mesures exhaustives de protection du revenu contre différents risques, notamment contre les écarts de revenu avec Agri-stabilité et Agri-investissement, contre les catastrophes naturelles avec Agri-protection et contre les désastres avec Agri-relance. Les agriculteurs ont aussi plus facilement accès au crédit à l'aide d'avances en espèces aux termes du Programme de paiements anticipés.

L'Adresse

Le gouvernement a pris des engagements envers le secteur agricole. Nous avons toute une série de programmes. Il s'agit là d'engagements importants. Depuis notre arrivée au pouvoir il y a de cela seulement quelques années, nous avons investi plus de 4,5 milliards de dollars dans l'agriculture et nous avons l'intention de maintenir cette aide aux agriculteurs.

• (1655)

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, avant de commencer, je tiens à vous féliciter pour votre nomination. Je suis convaincu que vous nous traiterez tous de manière juste et équitable. Je félicite aussi le député de Northumberland—Quinte West pour sa réélection.

Je tiens à faire quelques commentaires et à apporter certaines précisions avant de poser mes questions. Je veux savoir quelque chose pour le bénéfice de tous les Canadiens. Le député a parlé de la BFC Trenton, de rééquiper les forces armées, et ainsi de suite.

Je me souviens avoir posé la question au ministre de la Défense nationale de l'époque et au CEMD, le général Hillier, car il était question d'un nouveau financement de 14 milliards de dollars. Je leur ai posé la question trois fois et j'ai fini par avoir leur réponse. La question était la suivante: est-ce qu'il faut additionner les 14 milliards de dollars des libéraux et les 14 milliards que vous allez verser, pour un total de 28 millions de dollars? Je précise qu'ils ont indiqué qu'il ne s'agissait que des 14 milliards des libéraux, car il aucun fond nouveau n'était prévu. Je tenais à le préciser.

Ma deuxième précision est la suivante: le député a dit que les conservateurs avaient offert un remboursement intégral de la TPS aux municipalités, mais c'est le gouvernement libéral qui l'a fait. Le député peut aller vérifier.

Je viens de Scarborough, qui fait partie de Toronto. Ma ville est exsangue. Elle doit chercher de nouvelles façons de trouver de l'argent. Par exemple, chaque détenteur d'un permis de conduire, qu'il s'agisse d'ainés ou d'étudiants, doit payer des frais supplémentaires de 60 \$. La collecte des ordures coûte aussi plus cher. Donc, une réduction de deux points de pourcentage n'est pas insignifiante. On peut parler de l'Angleterre. En Angleterre, elle était de 19 p. 100, et le gouvernement l'a réduite de deux points de pourcentage, réduction qui est récupérée à l'autre bout.

Le député a dit: « Ce qui est bon pour un partenaire de la fédération l'est pour tous les autres. » Je suis d'accord avec lui, mais dans ce cas, pourquoi les Ontariens n'ont-ils droit qu'à des services de seconde classe et sont-ils traités, comme le député le dit, comme des citoyens de seconde zone? Ils obtiennent moins dans le domaine des soins de santé, de l'assurance-emploi et j'en passe. Pourtant, ils paient autant et ils vivent dans le même pays. Pourquoi le gouvernement et le premier ministre traitent-ils si injustement la ville de Toronto? Le député n'aime-t-il pas les Torontois?

M. Rick Norlock: Monsieur le Président, je félicite le député d'avoir été réélu, mais je trouve que beaucoup de ce qu'il dit est empreint d'ironie.

Il a dépeint grossièrement bien des choses, mais commençons par les Forces armées canadiennes. Il n'y a personne au pays qui pense que le gouvernement ne soutient pas les forces armées. Le député parle de l'argent des libéraux et de ce que les libéraux ont fait. Ce n'est ni l'argent des libéraux ni l'argent des conservateurs. C'est l'argent des contribuables canadiens.

Je n'ai pas vu le gouvernement précédent commander de nouveaux avions. Les libéraux ont fait beaucoup de promesses, mais ils n'ont pas beaucoup agi. Les gens de ma circonscription et de

partout au Canada ont vu ce que nous avons accordé aux Forces armées canadiennes: davantage d'équipement, de l'équipement de meilleure qualité, le genre d'avions dont nous avons absolument besoin, et pas seulement pour certaines des missions que nous accomplissons à l'étranger.

Je parle surtout des C-17. Au lieu de devoir avoir trois ou quatre des anciens modèles Hercules, que nous utilisons encore et qui sont de bons avions, mais que nous devons remplacer parce qu'ils sont vieux - car il en fallait deux, trois ou quatre pour transporter le groupe de Kingston, qui avait des réserves d'eau, ou même un hôpital d'armée -, aujourd'hui un C-17 accomplira la même tâche en un seul vol. La raison pour laquelle nous avons eu de la difficulté à fournir de l'aide humanitaire à l'étranger, c'est que nous n'avions pas d'avions disponibles. Maintenant, nous en avons.

En ce qui concerne l'aide accordée aux municipalités, depuis l'arrivée au pouvoir de notre gouvernement, Toronto a reçu des centaines de millions de dollars au chapitre du transport en commun. Comme je l'ai mentionné, nous continuerons de collaborer avec l'Ontario par l'entremise du Fonds Chantiers Canada.

Le député a beau vouloir s'attribuer le mérite de toutes les bonnes choses que nous avons faites, il faut reconnaître que nous, nous avons agi. Nous n'avons pas seulement fait des promesses.

• (1700)

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député de sa réélection à la Chambre.

Ma question concerne certaines de ses observations sur les travailleurs au chômage. Le député était présent à la Chambre, tout comme moi, quand nous avons entendu plus tôt quelques chiffres sur l'assurance-emploi. Nous avons entendu dire que seulement 38 p. 100 des travailleurs ayant cotisé à la caisse d'assurance-emploi ont maintenant droit à des prestations. Ce nombre était de 75 p. 100 au début des années 1990. Cette baisse, j'aimerais le préciser, a commencé sous l'ancien gouvernement libéral, qui n'a rien fait pour corriger ce problème.

Nous avons également vu que l'excédent de la caisse d'assurance-emploi était essentiellement confisqué par le gouvernement, c'est-à-dire que le gouvernement prend les cotisations versées par les travailleurs pour subvenir à leurs besoins en matière d'assurance-emploi et qu'il les leur enlève de façon incorrecte.

Même si les travailleurs sont admissibles à l'assurance-emploi, le montant d'argent qu'ils reçoivent, un peu plus de 400 dollars par semaine, est insuffisant. Ce montant n'a pas été augmenté depuis bien trop d'années et il ne fournit pas aux travailleurs la sécurité dont ils ont besoin.

L'assurance-emploi est précisément une assurance mais, de plus en plus, c'est une assurance à laquelle les travailleurs n'ont pas accès, bien qu'ils aient versé des cotisations. Les travailleurs sont inquiets. Tous les économistes affirment que le chômage augmentera au cours des deux années à venir. Le député travaillera-t-il avec son caucus en vue d'augmenter les prestations d'assurance-emploi et la durée de ces prestations et de faire en sorte qu'un plus grand nombre de travailleurs y sont admissibles?

M. Rick Norlock: Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au député. Je lui donne l'assurance que je travaillerai avec lui, avec son parti, ainsi qu'avec tous les députés pour améliorer la qualité de vie des Canadiens. C'est pour cette raison qu'ils nous ont élus. Malgré nos affiliations politiques et le fait que nous représentons souvent des philosophies opposées, nous avons les mêmes intérêts à coeur, c'est à dire notre pays et la santé et le bien-être des citoyens.

L'Adresse

À cette fin, le gouvernement est déterminé à aider les chômeurs. Aujourd'hui, pendant la période des questions, nous avons entendu le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences répondre à certaines questions du Bloc québécois au sujet du sort des travailleurs âgés de la province de Québec. Nous savons que nous avons introduit des programmes qui contribueront à régler ce problème.

En outre, dans le discours du Trône, nous avons mentionné l'entente sur le marché du travail avec l'Ontario. Je pense que nous partageons ces intérêts. Nous avons investi beaucoup d'argent, 1,2 milliard de dollars, dans le recyclage, le développement et l'amélioration des compétences. Le député peut donc compter sur mon engagement et celui de mon gouvernement. Nous allons continuer de collaborer avec lui et son parti, de même qu'avec tous les Canadiens, pour élaborer et mettre en oeuvre les programmes nécessaires.

Cependant, notre but est de mettre en oeuvre le meilleur programme de création d'emplois possible pour les Canadiens. C'est pourquoi nous avons annoncé le programme Chantiers Canada. L'Ontario recevra 9,2 milliards de dollars pour investir dans l'infrastructure de la province, dans les postes frontaliers, les autoroutes et les projets d'aqueduc d'un bout à l'autre du pays, mais surtout dans notre province, de façon à accroître l'emploi et à réduire le nombre de chômeurs. Personne ne se réjouit des chiffres actuels. Nous devons donc nous attacher à les faire diminuer.

Cependant, pour planifier l'avenir, nous devons nous inspirer de ce qui a été fait dans le passé, du nombre d'emplois sans précédent que nous avons connu. Nous allons travailler d'arrache-pied pour maintenir ce genre de...

• (1705)

Le vice-président: Nous passons aux questions et observations. Le député de Jeanne-Le Ber a la parole.

[Français]

M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ): Monsieur le Président, je vous remercie de ce très judicieux choix.

Le député conservateur a beaucoup parlé de l'ouverture de son gouvernement en ce qui a trait aux suggestions de l'opposition. D'ailleurs, le Bloc québécois, par le truchement de son porte-parole en matière de finances, a fait des suggestions cette semaine. On nous dit toujours qu'on est très ouvert, qu'il faut travailler dans un esprit de collaboration non partisan, ce que je trouve très bien.

J'aimerais simplement demander au député de nous donner une liste comprenant quelques exemples de mesures qui se retrouvent dans ce discours du Trône et qui proviennent de l'opposition — des exemples qui illustreraient cette prétendue ouverture, qui viendraient des partis de l'opposition et qui ne reflètent pas que la politique du gouvernement conservateur.

[Traduction]

M. Rick Norlock: Monsieur le Président, je pense qu'aujourd'hui nous avons entendu le ministre des Finances remercier le chef du Bloc pour ses commentaires. Je pense que tous à la Chambre, au fil des jours où nous avons parlé du discours du Trône, ont dit que nous devons stimuler l'économie et que nous devons investir dans notre pays.

Nous avons déjà souligné certaines des mesures que nous avons prises par le passé et qui ont contribué à atténuer les effets de la crise actuelle qui sévit dans le monde entier et qui n'a pas été créée par le Canada, mais dont nous allons nous ressentir. Notre promesse et

notre engagement étaient d'écouter et d'incorporer certaines des suggestions dans notre plan, à mesure que nous irons de l'avant.

Dans environ 48 heures, nous serons fixés sur l'orientation générale que prendra cette collaboration. Je pense très sincèrement que les Canadiens sont très heureux que nous collaborions.

[Français]

M. Claude Guimond (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Monsieur le Président, je partagerai le temps dont je dispose avec mon collègue de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.

C'est un véritable honneur pour moi de prendre la parole en cette Chambre pour la première fois. Avant tout, je souhaite remercier sincèrement les électrices et les électeurs de la circonscription de Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques qui m'ont fait confiance en me choisissant comme député le 14 octobre dernier. Je leur dois ce privilège et je m'engage à commencer le travail qu'ils m'ont confié, celui de représenter leurs intérêts au Parlement et d'être présent, toujours à l'écoute de leurs préoccupations.

Je dois aussi souligner que notre campagne n'aurait pas été aussi bien réussie sans le travail acharné de mon comité électoral. Je tiens donc à remercier chaleureusement chacune et chacun des membres de cette équipe qui ont travaillé avec enthousiasme et dévouement.

Mes remerciements ne seraient pas complets si je ne mentionnais pas les membres de ma famille. Leur appui, leur amour et leur complicité m'ont été précieux pendant la campagne électorale, et je les remercie très fort d'avoir été là pour moi.

Aujourd'hui, en ce premier discours, j'aimerais aborder des questions qui ont été très présentes pendant ma campagne électorale et auxquelles, malheureusement, on ne semble pas avoir accordé l'importance qu'elles méritent dans le discours du Trône. Je veux donc parler principalement de l'agriculture, de la forêt et du financement des organismes économiques à but non lucratif. Ce sont des questions primordiales pour les citoyennes et les citoyens de ma circonscription, et pour les régions du Québec en général.

D'abord, l'industrie agroalimentaire est responsable de près de 20 p. 100 des emplois totaux de la région du Bas-Saint-Laurent, et l'agriculture est le principal secteur de cette industrie. Cela explique en grande partie pourquoi le développement du secteur agricole est au coeur de mes préoccupations. Cela signifie aussi qu'en tant que député, je revendiquerai que le gouvernement porte une attention particulière à cette question.

De plus, étant moi-même producteur laitier, je suis bien placé pour parler de la réalité agricole et des difficultés auxquelles les producteurs agricoles font face actuellement. Les défis à relever sont vraiment nombreux: nous devons nous adapter à la demande de produits plus diversifiés, et à une concurrence internationale et des exigences environnementales accrues. En ce qui concerne ce dernier défi, même s'il y a déjà longtemps que les agriculteurs du Bas-Saint-Laurent ont entamé leur virage environnemental, on doit toujours investir davantage pour qu'ils puissent s'adapter aux normes en vigueur. Ce dont le secteur agricole a besoin, et qui est complètement absent du discours du Trône, ce sont des politiques agricoles solides comme, par exemple, un soutien financier du fédéral suffisant, qui offrira toute la flexibilité que réclament depuis longtemps les agriculteurs du Québec, et qui permettrait aux agriculteurs de vivre de leur métier et de continuer à nourrir la population.

Il me semble que le gouvernement conservateur a beaucoup de difficulté à comprendre que la réalité de l'agriculture québécoise n'est pas la même que celle du reste du Canada. Le Québec a opté pour une agriculture à dimension plus humaine, moins axée sur l'exportation. Le gouvernement conservateur ne semble pas comprendre non plus l'importance cruciale du maintien de la gestion de l'offre pour l'agriculture québécoise. Au lieu d'avoir offert une vraie garantie qu'il défendra sans compromis la gestion de l'offre dans les négociations internationales, le gouvernement s'est contenté de mentionner qu'il la défendra. Nous restons donc très sceptiques quant à la véritable volonté de ce gouvernement de protéger les producteurs agricoles, d'autant plus que plusieurs déclarations de ministres conservateurs laissent entendre qu'ils souhaitent la réussite d'un accord à l'OMC au détriment même de la gestion de l'offre.

L'agriculture restera donc au coeur de mes priorités et de celles du Bloc québécois. Nous serons vigilants et ne laisserons pas l'indifférence du gouvernement conservateur primer sur les besoins de la population des régions du Québec.

En ce qui a trait au secteur forestier, la déception est la même. Aucun programme d'aide concret n'est prévu pour traverser la crise. Dans le discours du Trône, le gouvernement dit vouloir continuer à aider le secteur forestier par des mesures visant à favoriser la commercialisation des produits à l'étranger et l'innovation. En d'autres mots, le gouvernement propose le *statu quo*. Il propose des mesures extrêmement modestes qui avaient déjà été annoncées dans le dernier budget et qui n'ont pas vraiment aidé le secteur forestier à traverser la crise.

Dans mon comté, composé d'une majorité de producteurs privés, les attentes étaient beaucoup plus élevées que cela. Après deux années de crise, les producteurs forestiers se trouvent dans une situation difficile, où les coûts de production ne cessent d'augmenter et où les profits sont inexistantes.

• (1710)

C'est la survie même de plusieurs entreprises forestières familiales qui est menacée. Les propriétaires et producteurs forestiers ont besoin d'être appuyés dans leurs démarches et un soutien à la recherche et à l'innovation est nécessaire à l'industrie forestière, particulièrement celle de deuxième et de troisième transformation.

Il est également important de mettre de l'avant la création de petites entreprises à partir de la recherche et développement. Le gouvernement aurait pu s'inspirer des propositions du Bloc québécois comme, par exemple, accorder des garanties de prêts pour aider les entreprises à se moderniser, rendre remboursable le crédit d'impôt à la recherche et développement pour les entreprises actuelles et nouvelles et faire appliquer un règlement obligeant tous les organismes fédéraux à utiliser des produits forestiers dans les constructions fédérales. Voilà des mesures véritablement intéressantes pour le secteur forestier, mais qui ne semblent pas susciter l'intérêt du gouvernement conservateur.

Pour terminer, j'aimerais parler d'une troisième question qui interpelle beaucoup les citoyennes et les citoyens de ma circonscription, soit celle du financement des organismes à but non lucratif à vocation économique. Évidemment, je ne peux pas m'empêcher de mentionner les coupures annoncées cette année par l'ancien ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec qui affectent déjà très gravement les organismes et centres de recherche de ma région. C'est une attitude tout à fait irresponsable de la part du gouvernement conservateur quand on considère l'importance du financement du fédéral dans le fonctionnement des activités de plusieurs de ces organismes. Le gouverne-

L'Adresse

ment devrait absolument faire volte-face et assurer que les subventions accordées soient maintenues et renouvelées.

Parmi les nombreux organismes et centres qui bénéficient de cet appui financier dans le Bas-Saint-Laurent, on peut mentionner, par exemple, le Centre de recherche sur les biotechnologies marines et la Technopole maritime du Québec, qui font profiter grandement la région par leurs activités et ont fait de Rimouski un chef de file dans le domaine maritime. L'actuel ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec devrait absolument rétablir le soutien financier et, à tout le moins, leur offrir une alternative pour assurer leur survie à long terme. Il est impensable que de tels organismes puissent être destinés à disparaître par manque de financement lorsqu'on sait que le gouvernement fédéral a ces fonds, mais que le véritable problème est un problème d'orientation politique. C'est un manque de vision et une démonstration d'indifférence à l'égard du développement des régions du Québec.

Il ne faut pas oublier que les activités des organismes à but non lucratif génèrent des retombées économiques pour la région. Ces mêmes organismes reposent sur des attentes de la communauté et ils mettent à profit le savoir-faire des gens. Ce sont des forces, des capacités, qui seraient perdues autrement. Le gouvernement pourrait faire preuve d'intelligence et profiter de tout l'investissement fait au cours des dernières années par les organismes et les intégrer dans un véritable plan de relance économique. Nous verrons dans les mois à venir ce que prétend faire le gouvernement conservateur sur cette question, mais, déjà, nous sommes très inquiets du manque de sensibilité dont a fait preuve jusqu'à maintenant le gouvernement. Nous avons vu que le gouvernement ne s'est pas montré ouvert à négocier, même après que de nombreuses voix au Québec se soient levées pour décrier les coupures incompréhensibles du gouvernement conservateur.

Pour toutes ces raisons, et d'autres, le Bloc québécois ne peut pas appuyer le discours du Trône.

• (1715)

[Traduction]

L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter. Je suis heureuse de vous voir de retour au fauteuil. Vous réussissez très bien à maintenir l'ordre parmi certains d'entre nous qui, parfois, deviennent indisciplinés. Je vous souhaite donc bonne chance pour cette tâche.

En écoutant les commentaires du député, je me dis que, manifestement, l'emploi est une question importante dans la région qu'il représente et, bien entendu, nous nous soucions tous de l'économie et des conséquences possibles de son ralentissement.

Quel secteur particulier de sa circonscription sera le plus frappé par ce ralentissement économique s'il prend les proportions dont nous entendons parler? Dans la mesure où nous tentons de travailler de manière constructive pour trouver des idées dans le cadre de notre rôle de parlementaires, que devrait faire le gouvernement, d'après lui, pour que nous puissions tous nous employer à trouver des solutions?

L'Adresse

[Français]

M. Claude Guimond: Monsieur le Président, il s'agit tout simplement de défendre bec et ongles la gestion de l'offre qui est très importante pour la région du Bas-Saint-Laurent comme partout au Québec aussi; de rétablir le financement des organismes à but non lucratif qui font un excellent travail et qui veulent seulement assurer leur survie; et de s'occuper une fois pour toutes du secteur forestier qui est très important dans ma région comme partout au Québec aussi, pour qu'on puisse préserver des emplois et, pourquoi pas, continuer à développer ces créneaux d'activité.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au nouveau député de Rimouski.

Il a beaucoup parlé du domaine forestier. Il sait très bien aussi que lors des dernières législatures, il y a effectivement eu une alliance conservateurs-libéraux-bloquistes pour faire avancer l'entente sur le bois d'oeuvre. Comme il le sait très bien, j'en suis certain, l'entente sur le bois d'oeuvre a mené à la perte de dizaines de milliers d'emplois à l'échelle du Canada, de milliers d'emplois au Québec, dans des régions comme l'Abitibi-Témiscamingue, la Mauricie, l'Outaouais et le Saguenay-Lac-Saint-Jean. En plus, elle a fait en sorte que le gouvernement du Québec a vu sa capacité d'agir dans le domaine forestier sévèrement circonscrite. Maintenant, le gouvernement du Québec ne peut pas agir sans avoir l'approbation de Washington.

Néanmoins, le Bloc québécois a appuyé cette entente qui fait en sorte que le gouvernement du Québec ne peut pas agir dans le domaine forestier.

Je suis certain que le nouveau député a compris que cela a été une erreur monumentale de la part du Bloc que d'avoir appuyé le Parti conservateur dans un domaine où, effectivement, le Québec a perdu ses compétences en plus de milliers d'emplois. Maintenant, le chef du Bloc blâme les syndicats, il blâme Guy Chevrette, il blâme tout le monde, mais il faut dire qu'on a des responsabilités ici.

Le député peut-il reconnaître que c'était une erreur que d'appuyer cette entente qui a coûté si cher?

● (1720)

M. Claude Guimond: Monsieur le Président, il me semble que seul le NPD était favorable à cela. Il y avait un consensus au Québec pour prendre la décision par rapport à la crise du bois d'oeuvre.

Je réitère qu'en ce qui concerne la situation dans ma circonscription et dans l'Est du Québec, dans le Bas-Saint-Laurent, pour la forêt privée que je représente, il faut réorienter des politiques gouvernementales axées sur le développement et la recherche vers les deuxième et troisième transformations afin de se sortir de cette crise qui perdure malheureusement.

Le vice-président: Le député de Richmond—Arthabaska a la parole pour une très brève question.

M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ): Monsieur le Président, permettez que je félicite mon collègue de Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques pour sa première allocution, mais surtout pour son élection. Ce fut une éclatante victoire dont on est très fiers, d'autant plus que c'est un producteur agricole, ce qui vient enrichir bien sûr l'équipe du Bloc québécois en ce domaine. Car on est très présents, même qu'en fait, on occupe tout le territoire rural du Québec, ce qui est exceptionnel. Je félicite mon collègue pour l'excellent travail qu'il va sans doute faire avec nous.

Dans ce discours du Trône, on s'attendait à ce qu'on parle pratiquement exclusivement de l'économie. J'ai retrouvé, dans les

pages de ce discours, des discussions portant sur les jeunes contrevenants. J'ai aussi trouvé qu'on parlait du nucléaire, d'augmenter les dépenses militaires. En fait, on dirait que c'est la continuité de la campagne électorale des conservateurs qu'on retrouve dans ce discours du Trône.

Puisque mon collègue est un producteur laitier, il comprendra certainement très bien ce dont on parle. Les conservateurs ont fait des promesses au milieu agricole lors de cette campagne électorale, notamment pour ce qui est de l'abattoir Colbex-Levinoff. Il était alors question de 50 millions de dollars. Cependant, on ne retrouve rien dans le discours du Trône à cet égard.

J'aimerais que mon collègue commente cela.

Le vice-président: Il reste seulement 30 secondes au député de Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques.

M. Claude Guimond: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Effectivement, il y a présentement un véritable problème au Québec et dans l'Est du Canada par rapport aux structures d'abattage des vaches de réforme. Depuis quelques années, la Fédération des producteurs de boeuf du Québec et l'Union des producteurs agricoles du Québec revendiquent de la part d'Ottawa un engagement financier, justement pour aider l'abattoir Colbex-Levinoff à recouvrer sa compétitivité qui a été amoindrie par des normes du gouvernement fédéral...

Le vice-président: Reprise du débat.

Le député de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine a la parole.

M. Raynald Blais (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, BQ): Monsieur le Président, mes premières paroles seront évidemment pour vous féliciter de votre nomination ainsi que pour féliciter tous les collègues qui ont été soit élus soit réélus. Mes premiers mots seront également des mots de remerciement et de grande fierté par rapport à la région que je représente, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. Pour un troisième mandat consécutif, donc depuis 2004, je suis ici pour défendre les intérêts des gens de la circonscription de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, qui ont à coeur leur région et qui ont aussi à coeur d'avoir un meilleur avenir. D'entrée de jeu, je dirai que la souveraineté du Québec pourrait représenter un bel espoir pour ma région. Ce jour viendra. Comme notre regretté père de la souveraineté et citoyen de la Gaspésie, M. René Lévesque, l'a déjà mentionné: « À la prochaine fois ».

Un pays se construit de jour en jour. C'est ce qu'on voit ici. Un pays peut aussi se détruire de jour en jour. C'est malheureusement ce qu'on voit ici aujourd'hui. Le discours du Trône fait carrément preuve d'insensibilité à la situation des citoyens des régions en particulier. Qu'on me permette de parler davantage des régions. Je laisserai le soin aux gens qui vivent dans les villes d'en parler à leur guise. Pour des régions comme celle de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine ou d'autres qui y ressemblent, on se serait attendu à ce qu'il y ait une forme de compréhension ou de préoccupation par rapport à notre situation, surtout par rapport à ce qu'on vit actuellement aux chapitres économique et financier. Malheureusement, on sait très bien qu'un discours du Trône est un discours d'intention. C'est un discours qui peut rester vague à souhait. Cependant, plus vague que cela, à la limite, on meurt, et plus insensible que cela, c'est difficile à trouver.

Dans ce discours, on oublie complètement que les gens vivant dans des régions comme les nôtres vivent intensément les décisions prises ici comme ailleurs. Je parlerai du dossier des pêcheries. On sait très bien que cette ressource est exportée. On comprendra l'importance des pêches pour le territoire que je représente. Il est tributaire de ce qui se passe au chapitre du commerce international pour ce qui touche l'exportation de produits comme le homard, les crevettes, le crabe ou autres espèces. Il est aussi tributaire de certaines infrastructures. Il est également tributaire d'autres éléments qui constituent la fameuse industrie des pêches. Ces éléments pourraient être très bien positionnés pour faire face à la crise actuelle ou à la crise appréhendée. Ils pourraient même faire avancer notre région relativement bien.

À ce chapitre, je vais simplement rappeler certains éléments que j'ai eu l'occasion de présenter au cours de la dernière campagne électorale. Je le ferai en cinq points. J'ai eu l'occasion de présenter un plan qui vise à faire en sorte que notre région se positionne mieux. L'un de ces plans touchait le domaine économique. Lorsqu'on touche à ce domaine, il faut parler de la réalité des régions, particulièrement en ce qui a trait aux infrastructures, qu'elles soient ferroviaires, maritimes, aéroportuaires ou encore de communication. On ne sent pas cette préoccupation dans le discours du Trône. On n'y sent pas cette reconnaissance des besoins essentiels des infrastructures. Qu'on le veuille ou non, les régions comme les nôtres ont besoin de ces infrastructures. Non seulement doivent-elles être en bonne et due forme, mais elles doivent aussi être accessibles. C'est bien beau d'avoir un train, mais dans ma région, le train voyageur passe trois jours par semaine. Ce n'est donc pas un train accessible. Il passe les lundis, jeudis et samedis. Qu'arrive-t-il les autres jours?

• (1725)

On doit se débrouiller avec un train qui passe six jours par semaine — pas le lundi — dans le secteur de la Matapédia. On peut voir à peu près le casse-tête logistique que les gens peuvent avoir s'ils ont besoin de prendre le train, et Dieu sait qu'on peut en avoir besoin dans certains cas.

La situation est scandaleuse — j'ose le dire — et honteuse par rapport à des infrastructures qui appartiennent au fédéral: je parle des quais et des ports pour petits bateaux. Je suis ici depuis huit ans, presque cinq ans en tant que député. Auparavant j'étais adjoint. Le dossier que les gens du Bloc ont piloté, pilotent toujours et remettent sur la table, c'est le dossier des infrastructures que sont les ports pour petits bateaux. À une certaine époque, avant les années 2000, on avait 50 millions de dollars pour l'entretien et la réparation des ports pour petits bateaux. Aujourd'hui, c'est maintenant 100 millions de dollars par année. Cela peut donner l'impression que la situation s'est améliorée, mais non, elle s'est détériorée et dégradée. De fait, selon l'aveu même du ministère, les besoins sont de l'ordre de plus de 500 millions de dollars. On voit tout de suite les chiffres. S'il y a 100 millions de dollars par année pour tous les quais alors qu'il faudrait 500 millions de dollars pour les remettre en état, c'est comme un toit qui coule qu'on ne répare pas. À un moment donné, il s'effondre. C'est exactement ce qui se produit dans le dossier des infrastructures que sont les ports.

Sur le plan économique, on peut aussi parler d'autres situations qui font que les régions sont carrément oubliées, ignorées et, à la limite, mises de côté. En effet, les programmes qu'on peut avoir du fédéral, notamment de Développement économique Canada pour les régions du Québec, ne peuvent absolument pas être modulés. Pour des régions comme les nôtres, si on instaure un programme, peu importe qu'il puisse être intéressant à certains égards, et s'il n'est pas modulé, s'il n'est pas adapté à la réalité régionale, aussi bien dire que le

L'Adresse

programme en question n'existe pas. C'est exactement ce qui se produit avec le gouvernement conservateur actuellement. Malheureusement, dans le discours du Trône, je ne trouve aucune intention de changer la chose. On pourra se fier à nous, à nos porte-parole en matière de finances ou d'autres dossiers pour revenir à la charge quant à la modulation des programmes.

Les gens de ma circonscription sont également préoccupés par l'environnement. Notre région est une région maritime. Les changements climatiques ou l'élévation du niveau de la mer sont des questions de survie pour certains endroits, comme les Îles-de-la-Madeleine, en particulier. C'est pour cela qu'une grande sensibilité existe par rapport à ce dossier. Malheureusement, dans le discours du Trône, on ne retrouve pas grand-chose, sauf, possiblement, l'intention de protéger l'économie et de rendre l'environnement plus économique que durable. En ce sens, on manque complètement le bateau. On est complètement à côté de la plaque si on pense de cette façon, et, encore une fois, on pourra se fier aux gens du Bloc québécois pour revenir à la charge.

Une autre réalité, bien locale, existe. C'est ce qu'on appelle les organismes de zones d'intervention prioritaire. Cela existe sur le territoire maritime, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, mais ailleurs aussi, sur le territoire québécois. Ces gens se retrouvent actuellement dans un cul-de-sac parce que le ministère des Pêches et des Océans et le ministère de l'Environnement du Canada ont complètement mis de côté la collaboration qu'il y avait un tant soit peu auparavant et qui n'existe plus maintenant.

D'autres sujets ont été abordés au cours de la campagne électorale, touchant notamment des programmes sociaux, comme l'assurance-emploi et le Supplément de revenu garanti. Là encore, on pourra se fier aux gens du Bloc québécois pour poursuivre ces batailles.

Les deux derniers sujets que je voulais aborder concernaient les services gouvernementaux. En temps d'austérité, lorsqu'un gouvernement parle d'examiner des programmes et les budgets des ministères, les premières cibles, les premières victimes sont généralement de régions dites éloignées. Le Bloc québécois sera à nouveau présent pour défendre les intérêts des gens de chez nous.

Enfin, j'aimerais aborder les conditions de vie comme telles des gens vivant en région. On le sait, un sentiment d'appartenance très fort existe, qui se distingue d'une région à l'autre. Ce qui est important pour nous, c'est d'obtenir une véritable collaboration. On verra à l'usage mais, malheureusement, le discours du Trône ne laisse rien présager de bon.

• (1730)

M. Mario Silva (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole sous cette législature, je voudrais premièrement remercier les électeurs de Davenport de m'avoir fait confiance et de m'avoir réélu.

Je sais que le député du Bloc québécois représente une magnifique région de notre pays, et je veux aussi le féliciter d'avoir gagné ses élections. Je tiens également à vous féliciter, monsieur le Président, pour votre nomination au poste de Président de cette Chambre.

L'Adresse

Je sais que le discours du Trône est un discours vague, qu'il y manque beaucoup de choses et que certaines choses ne sont pas claires. Je sais et suis conscient, pour avoir parlé à pas mal de gens, qu'il manque beaucoup de choses importantes pour les Canadiens dans ce discours, comme les problèmes dans notre ville, les problèmes de pauvreté dans notre pays, les problèmes touchant les personnes âgées, et le reste. Toutefois, en toute bonne conscience — et je sais que mon cher collègue est conscient de la situation et qu'il veut être responsable en cette Chambre —, nous avons tous une responsabilité et nous nous devons tous d'être responsables.

C'est le premier vote de confiance et il porte sur le discours du Trône. En toute conscience, est-ce le moment de déclencher des élections en cette Chambre et de gaspiller 300 millions de dollars...

Le vice-président: À l'ordre. Le député de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine a la parole.

M. Raynald Blais: Monsieur le Président, cela me permet de répondre ceci. Nous avons été élus pour agir de façon rigoureuse et responsable. Or agir de façon rigoureuse et responsable, c'est de défendre les intérêts des gens du Québec et des gens de chez nous en toute connaissance de cause. Et, en toute connaissance de cause, lorsqu'on se retrouve dans une situation par rapport à un discours du Trône ou à un budget, il faut agir en se demandant si cela permettra de faire avancer la situation des gens de notre comté ou encore des gens que nous représentons. Dès lors, agir de façon rigoureuse et responsable, c'est effectivement faire très attention à la signification d'une vote, mais sans justifier un moyen par une fin qu'on veut éviter.

C'est malheureusement le cas des libéraux, et on l'a vu à plusieurs reprises. Je sais très bien que, pour nous, il n'est pas question de vouloir nous amuser avec l'argent des contribuables ou encore avec la possibilité d'élections ou pas, puisqu'on y va au cas par cas et de façon rigoureuse surtout. Pourtant, depuis que l'on existe, cela a été fait: des calculs ont été faits récemment lors de cette dernière élection, justement. De fait, l'élection a été déclenchée sur la base de calculs et de sondages qui auraient peut-être pu faire croire à l'élection d'un gouvernement majoritaire. Cependant, ce n'est sûrement pas la façon de faire du Bloc québécois.

• (1735)

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NDP): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à mon collègue de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, un des plus beaux coins du pays, c'est très clair. Je crois bien qu'il sera partie prenante du Comité du commerce international. Aussi, je souhaite que nous soyons capables de travailler ensemble de façon très adroite.

J'aimerais revenir sur la question touchant à l'industrie forestière et à l'impact de l'entente sur le bois d'oeuvre partout au Québec, soit des milliers de pertes d'emplois et le fait que le gouvernement du Québec ne puisse plus prendre de décision, justement, pour défendre cette industrie. Le gouvernement du Québec est exactement dans le même bateau que les autres gouvernements, comme le gouvernement britanno-colombien, puisqu'il ne peut pas prendre de décision pour sauver les communautés frappées par la crise économique. De fait, il ne peut rien faire à cause de l'entente sur le bois d'oeuvre.

Est-ce une erreur du Bloc québécois...

Le vice-président: Il reste moins d'une minute au député de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.

M. Raynald Blais: Monsieur le Président, je serai très bref. J'ai beaucoup de respect pour le député qui vient de s'exprimer, et j'aimerais lui adresser également mon message de félicitations pour

sa réélection. Cependant, en même temps, il ressemble plus à un « radoteux » qu'à autre chose ces temps-ci. Ce n'est pas parce qu'on pense une chose qui n'a pas de bon sens qu'elle aura du bon sens si on la répète.

Ce n'est pas très compliqué, puisque nous, de façon responsable et rigoureuse, avons suivi à la lettre ce que les gens du Québec nous ont demandé. Or les gens du Québec nous ont dit — région par région, et en particulier dans la mienne —, qu'ils en avaient jusque-là du conflit du bois d'oeuvre. En plus, on pense que l'entente n'était pas nécessairement la panacée de tout. Toutefois, ce n'est sûrement pas en faisant ce que le député aurait voulu qu'on fasse qu'on aurait défendu les intérêts des Québécois et des Québécoises.

[Traduction]

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, avant de commencer, permettez-moi de vous adresser mes félicitations pour votre nomination au poste de vice-président. C'est un honneur que vous méritez bien. Je sais que vous allez bien travailler avec tous les députés. Encore une fois, je vous félicite. Lorsque vous avez été nommé vice-président adjoint des comités pléniers, il y a deux ans environ, j'ai pensé que votre mère devait être très fière de vous et je parie qu'elle l'est encore plus maintenant.

Comme c'est la première occasion qui m'est donnée de prendre la parole à la Chambre depuis les élections, comme de nombreux députés l'ont fait, je voudrais commencer par remercier quelques personnes qui m'ont aidé à venir ici aujourd'hui.

Premièrement, je voudrais remercier tous les électeurs de Regina—Lumsden—Lake Centre de m'avoir réélu. Comme vous le savez, monsieur le Président, vu que nous sommes arrivés ici en même temps, j'ai été élu pour la première fois en 2004. Nous avons été réélus en 2006 et, une fois de plus, le 14 octobre de cette année.

Tous les députés seront d'accord avec moi pour dire que se faire réélire comme député, c'est non seulement un honneur, mais également un exercice d'humilité. Je sais que les citoyens font beaucoup confiance aux députés qu'ils envoient à Ottawa et nous pouvons seulement espérer faire notre travail et nous rendre dignes de cette confiance autant que nous le pouvons. Je peux déclarer en toute honnêteté que j'ai toujours essayé de le faire et que je continuerai de le faire cette fois-ci.

Je tiens également à remercier toute mon équipe de campagne et les bénévoles qui ont travaillé si fort pour me faire élire. Nous avons des centaines de bénévoles. Comme tous les députés le savent, nous ne pouvons pas être élus sans l'aide de beaucoup de gens. Je dois beaucoup aux membres de mon équipe de campagne et à tous les bénévoles.

Mais surtout, je tiens à remercier ma femme, Diane. Avant de devenir député, j'ai travaillé dans le domaine politique, mais c'était en fait pour le compte d'un parti politique. Une de mes fonctions consistait à interviewer les candidats potentiels.

Une voix: Pour quel parti?

M. Tom Lukiwski: Monsieur le Président, un député d'en face a posé une excellente question. C'était le Parti de la Saskatchewan. J'ai le grand plaisir de le dire.

L'Adresse

Une de mes fonctions consistait à interviewer les candidats potentiels. Après avoir posé toute une liste de questions au candidat, ma dernière question était toujours celle-ci: « Avez-vous l'appui total de votre famille, que ce soit votre femme, la personne qui partage votre vie ou vos enfants? » Je lui disais que s'il n'avait pas un appui total, il valait mieux ne pas se lancer dans ce jeu. La partie peut être difficile. Quand je parle de jeu, cela ne traduit sans doute pas vraiment le travail que nous faisons. Toutefois, à moins d'avoir l'appui total de notre famille, c'est un travail difficile.

Je tiens à remercier ma femme, Diane, qui a toujours cru que je serais élu. Même quand je n'y croyais pas en 2004, c'est elle qui a dit que je serais élu alors que cela semblait peu probable. Depuis, j'ai eu la chance d'être élu deux fois de plus avec, à chaque fois, une majorité plus importante et un plus grand pourcentage des voix.

Je voudrais ajouter encore une chose avant d'aborder le fond de mon intervention. Depuis la rentrée, je constate avec une joie immense un esprit de concorde nouveau chez les députés. Nous savons que les lignes de parti sont très marquées et je ne sais donc pas combien de temps dureront cette concorde et cette bonne volonté, peut-être pas aussi longtemps que nous le souhaiterions tous, mais pour l'instant en tous cas, tous les députés semblent sincèrement désireux de travailler ensemble.

Des défis considérables, exposés dans le discours du Trône, nous attendent. Le plus grand de tous ces défis que les parlementaires et les Canadiens vont devoir affronter, c'est le défi économique. Soyons plus précis. Ce n'est pas simplement l'économie, c'est la crise économique mondiale sans précédent dans laquelle sont plongés les Canadiens et les citoyens du monde entier.

Je dois dire à mes collègues que jamais dans notre vie nous n'avons connu une crise économique aussi grave. De nombreux observateurs financiers font le parallèle avec la Grande Dépression des années 1930. Certains observateurs estiment que jamais dans toute l'histoire on n'a connu une crise et des problèmes économiques aussi graves qu'actuellement. Tout ce que je peux dire, c'est que je n'ai jamais connu une situation pareille de toute ma vie. Et je pense que mon père pourrait en dire autant.

● (1740)

Encore une fois, ce qu'il faut, c'est identifier les causes fondamentales de cette crise mondiale. Quelles que soient les mesures que nous prendrons en tant que Parlement, — et je dis bien Parlement par opposition à gouvernement, parce que nous devons tous unir nos efforts pour rechercher des solutions — quelles que soient les solutions que nous apporterons aux problèmes actuels, sachant ce qui les a causés au départ, il faudra à tout prix éviter toute action ayant le moindre rapport avec celles qui nous ont plongés dans cette crise.

On a assez bien décrit la façon dont ce chambardement économique a déferlé sur le monde il y a quelques mois seulement. Nous savons tous que c'est arrivé à cause de la crise des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis: tout le marché hypothécaire s'est complètement effondré parce que la réglementation du gouvernement des États-Unis était hautement laxiste.

Cette situation a abouti à un resserrement du crédit. Tout a commencé aux États-Unis, mais la situation s'est rapidement propagée à toute la planète. Si ce resserrement du crédit a eu un effet si dévastateur sur notre économie et sur celles du monde entier ainsi que sur les bourses, au Canada et à l'étranger, c'est parce que les institutions financières se sont retrouvées dans une situation où elles ne voulaient plus prêter aux particuliers et aux entreprises. Il y avait un problème de liquidités. Une aide financière a été accordée. Des

prêteurs hypothécaires et des institutions financières ont fait faillite. C'est cela qui est à la base des problèmes que nous connaissons en ce moment.

Une autre chose que je tiens à souligner, c'est qu'il y a eu, du moins d'après mes observations, une détérioration rapide encore jamais vue des économies mondiales. Cela ne s'est pas fait progressivement, sur un certain nombre de mois, les choses se sont détériorées en quelques semaines. Nous voyons maintenant la situation économique se détériorer de jour en jour.

La seule chose positive que je peux souligner c'est que ici, au Canada, même si nous entrons dans une période très difficile, nous restons le pays le mieux placé du monde industrialisé. Cela ne signifie pas que nous ne subirons aucun contrecoup de la crise économique. Nous n'y échapperons pas. Les prochains mois seront très difficiles et les Canadiens le savent.

La confiance des consommateurs n'a probablement jamais été aussi faible. Les Canadiens ne sont pas seulement préoccupés, je dirais qu'ils tremblent de peur. Les Canadiens ont peur parce qu'ils savent qu'ils pourraient perdre leur emploi. Ils pourraient perdre leur pension de retraite. Ils pourraient perdre leur maison. Il y a des gens qui comptent sur leurs revenus de placements pour vivre qui ont vu la valeur de ces placements chuter de près de 50 p. 100 au cours des six derniers mois.

Nous tous ici, comprenons la situation, Nous comprenons les craintes que tous les Canadiens ressentent. Nous comprenons leurs préoccupations. Les Canadiens s'attendent à ce que nous trouvions des solutions. À mon sens, nous devons tous travailler ensemble à la recherche de ces solutions.

Le discours du Trône qui a été lu il y a quelques jours à peine portait principalement sur l'économie pour les raisons que je viens de mentionner, mais pas à l'exclusion de certaines des autres initiatives que notre gouvernement souhaite entreprendre au cours de son prochain mandat. Il faut toutefois accorder la priorité à l'économie pour de très bonnes raisons. Au cours des prochaines minutes, je vais parler de notre économie et de certaines des solutions possibles aux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

● (1745)

Ces dernières semaines, nous avons entendu beaucoup de gens dire qu'il faut mettre en oeuvre sans tarder un train de mesures visant à stimuler l'économie. Beaucoup de gens m'ont demandé ce que cela voulait dire exactement. Si on met en oeuvre un tel train de mesures, à quoi ressembleront ces mesures? Qu'est-ce que cela veut dire? Pour certains — et quand je dis certains, je veux parler de gouvernements partout dans le monde —, cela veut dire de l'aide financière pour certaines industries et sociétés ciblées.

L'Adresse

Nous sommes tous très au courant des problèmes qu'éprouve le secteur de l'automobile ici et chez nos voisins du Sud. La situation est manifestement plus grave aux États-Unis, le secteur américain de l'automobile ayant vu ses ventes chuter au cours des derniers mois. La baisse a été de l'ordre de 15 à 20 p. 100. Nous avons vu les trois grands constructeurs, General Motors, Chrysler et Ford, aller ensemble à Washington pour parler aux législateurs et au Congrès. Ils leur ont dit qu'ils avaient besoin d'aide financière, et ce, dès maintenant sans quoi ils risquent de ne pas s'en sortir.

Selon un vieux dicton, qui remonte probablement à 80 ou 100 ans, ce qui est bon pour General Motors est bon pour le pays, et ce qui est bon pour le pays est bon pour General Motors. C'est actuellement l'inverse qui se produit. Il est selon moi fort probable qu'à moins de mesures rapides, l'impensable se produise, c'est-à-dire que General Motors déclare faillite. Je crois qu'il s'agit là d'une possibilité bien réelle.

Que se produira-t-il si un des plus importants constructeurs automobiles d'Amérique du Nord fait faillite? Je sais ce que le secteur automobile représente pour le Canada. Je crois qu'un emploi sur sept au pays est directement ou indirectement lié à ce secteur. Pourtant, nous débattons toujours de la question. Mes électeurs de Regina—Lumsden—Lake Centre, eux, m'ont dit ce qu'il faut faire à ce sujet.

Ne vous y trompez-pas. Beaucoup de personnes, ici au Canada, des gens bien intentionnés et intelligents, des gens prudents et conservateurs sur le plan financier, me disent et disent certainement aussi à d'autres parlementaires que le secteur de l'automobile ne devrait pas bénéficier de mesures de sauvetage. Ce secteur s'est mis lui-même en difficulté parce qu'il n'a pas su prévoir les besoins de ses consommateurs ou les transformations nécessaires pour rester dynamique. Ses représentants ne devraient pas aujourd'hui venir quémander de l'aide au contribuable canadien.

Je sais que bien des gens ont proposé que le Parlement n'accorde pas d'aide financière au secteur de l'automobile. À mon avis, au moins 50 p. 100 des parlementaires ont déjà entendu cela. Ils ont reçu des courriels ou des lettres ou encore parlé à leurs électeurs, qui leur en ont dit autant. Cependant, nous devons tenir un débat rationnel sur cette question à la Chambre. Convierait-il de venir en aide au secteur de l'automobile de notre pays? Est-il dans l'intérêt du contribuable canadien de le faire?

Dans bien des régions du pays, on dit que si nous aidons le secteur de l'automobile, pourquoi arrêter en si bon chemin? Jusqu'où cela ira-t-il? Allons-nous dire aux gens du secteur forestier ou à d'autres fabricants que nous comprenons leur problème et que nous allons leur venir en aide?

Que doit-on répondre aux travailleurs du secteur forestier, eux qui gagnent à peu près la moitié de la rémunération horaire de ceux du secteur de l'automobile, lorsqu'ils s'opposent à l'aide au secteur de l'automobile du fait qu'elle ne leur procure aucun avantage. Comment refuser au secteur forestier ce que l'on accorderait au secteur de l'automobile, où les travailleurs gagnent deux fois plus l'heure? Nous devons tenir un débat intelligent, rationnel et raisonnable et discuter des mesures qu'il convient de prendre.

● (1750)

Le ministre des Finances et le premier ministre ont dit souhaiter recevoir des suggestions de la part des députés de l'opposition. Ils en ont reçu quelques-unes. J'espère que nous en recevons d'autres. Cela ne signifie pas que toutes les suggestions sur les façons de surmonter cette crise économique seront acceptées et mises en oeuvre, mais le gouvernement, quel qu'il soit, n'a pas l'exclusivité des bonnes idées.

Si nous sommes vraiment sincères quant à notre volonté de collaborer et d'éviter la partisanerie et les jeux politiques, nous devons alors, en tant que députés du parti ministériel et des partis de l'opposition, en tant que parlementaires représentant les électeurs des diverses circonscriptions du pays, nous concerter sur cette question, sans toutefois le faire de façon impulsive.

Même s'il faut de l'aide, et très rapidement je dirais, il faut traiter les solutions, ou du moins les solutions proposées, avec toute la diligence qui s'impose avant de prendre une décision en tant que Parlement.

Ce que nous tentons de faire, et je le dis très ouvertement parce que nos efforts en ce sens ont débuté aujourd'hui, c'est mettre sur pied les divers comités permanents de la Chambre, surtout ceux à vocation économique comme le Comité des finances et le Comité de l'industrie, et faire en sorte qu'ils entament leurs travaux le plus tôt possible.

Le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre s'est réuni pour la première fois aujourd'hui. Nous avons élu un président et nous avons adopté les motions d'usage. Nos whips sont en train de discuter et ont probablement déjà abordé la question de la composition des comités.

Nous espérons qu'au plus tard jeudi, tous les comités permanents auront été formés. Les comités permanents pourront commencer leurs travaux dès la semaine prochaine sur les dossiers qui leur seront confiés par la Chambre relativement à la crise économique et aux solutions proposées.

Je ne prétends pas avoir toutes les réponses. Je ne sais même pas si j'en ai une seule. Toutefois, je sais que jeudi, à 16 heures, le ministre des Finances présentera une mise à jour économique et financière aux députés. J'espère qu'ils l'écouteront tous attentivement.

À la fin de cette présentation, nous avons convenu que chaque parti de l'opposition aura 15 minutes pour répondre. De plus, nous pensons que vendredi, un débat devrait avoir lieu aux Communes au sujet de la mise à jour économique et financière.

Si j'en parle, c'est que j'y vois l'occasion pour tous les députés de participer au débat en toute honnêteté, avec ouverture d'esprit et de manière non partisane. Je sais que ce sera difficile pour beaucoup de députés, y compris pour moi-même.

Je serais le premier à dire que, de temps à autre, et peut-être plus souvent qu'autrement, il m'est arrivé de faire des discours partisans et je ne m'en excuse pas. Toutefois, le temps du sectarisme politique est révolu depuis longtemps dans ce domaine. Je dirais même que si les députés veulent se mettre à jouer à des jeux politiques sur cette question, ils le feront à leurs risques et périls.

L'Adresse

•(1755)

Cela me rappelle un de mes films préférés, *Apollo 13*. Il y avait une scène dans laquelle l'engin spatial se trouvait dans une situation périlleuse. L'un des commandants, qui était chargé de trouver une solution, a dit deux choses: tout d'abord qu'échouer n'était pas une option et, ensuite, que cela ne serait pas considéré comme la plus grande défaite de la NASA, mais plutôt comme son plus grand triomphe. Nous avons tous la possibilité d'en faire autant au nom de tous les Canadiens.

Les Canadiens ont besoin que nous les aidions, que nous trouvions une solution à un problème auquel nous n'avons jamais été confrontés dans toute notre vie. J'exhorte mes collègues à mettre tout sentiment partisan de côté et à travailler ensemble. Si nous arrivons à le faire, ce sera une grande réussite pour le Parlement.

Le vice-président: Comme il est 18 heures, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ l'amendement dont la Chambre est saisie.

Le vote porte sur l'amendement. Plaît-il à la Chambre d'adopter l'amendement?

Des voix: D'accord.

(L'amendement est adopté.)

•(1800)

M. John Cannis: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour déclarer qu'il est 18 h 30.

Le vice-président: D'accord?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: La Chambre s'ajourne donc à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24 du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 2.)

La Coupe Grey

M. Obhrai 242

QUESTIONS ORALES**L'économie**

M. Dion 243

M. Flaherty 243

M. Dion 243

M. Flaherty 243

M. Dion 243

M. Flaherty 243

M. Brison 243

M. Flaherty 243

M. Brison 243

M. Flaherty 243

M. Duceppe 243

M. Flaherty 244

M. Duceppe 244

M. Flaherty 244

M. Laforest 244

M. Flaherty 244

M. Laforest 244

M. Flaherty 244

M. Layton 244

M. Flaherty 244

M. Layton 244

M. Flaherty 245

M. Layton 245

M. Flaherty 245

L'industrie forestière

Mme Fry 245

Mme Raitt 245

Mme Fry 245

Mme Raitt 245

L'industrie de l'automobile

M. Kania 245

M. Clement 245

M. Kania 246

M. Clement 246

L'assurance-emploi

M. Lessard 246

Mme Finley 246

Les travailleurs âgés

Mme Beaudin 246

Mme Finley 246

Le logement social

M. Ouellet 246

Mme Finley 246

L'industrie de la rénovation

Mme Brunelle 246

Mme Finley 246

L'industrie aéronautique

M. Garneau 246

M. Clement 247

M. Garneau 247

M. Clement 247

L'économie

Mme Ratansi 247

M. Flaherty 247

Mme Ratansi 247

M. Flaherty 247

La justice

M. Braid 247

M. Nicholson 247

Les affaires autochtones

M. Angus 247

M. Strahl 247

M. Angus 248

M. Strahl 248

L'environnement

M. Bigras 248

M. Prentice 248

M. Bigras 248

M. Prentice 248

L'Afghanistan

M. Dosanjh 248

M. MacKay 248

M. Dosanjh 248

M. MacKay 249

Les finances

M. Thibeault 249

M. Flaherty 249

M. Thibeault 249

M. Flaherty 249

La fonction publique

M. Galipeau 249

M. Toews 249

La violence à l'égard des femmes

M. Russell 249

Mme Guergis 249

Les pêches et les océans

M. Blais 250

Mme Shea 250

La violence à l'égard des femmes

Mme Leslie 250

Mme Guergis 250

Les droits de la personne

M. Benoit 250

M. Kenney 250

La violence à l'égard des femmes

Mme Mendes 250

Mme Guergis 250

Présence à la tribune

Le Président 250

Recours au Règlement**La période des questions orales**

M. Brison 251

La Semaine nationale de prévention de la violence faite aux femmes

Mme Minna 251

Motion 251

Adoption de la motion 251

LE DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

M. Dhaliwal	251
M. Tonks	252
M. Benoit	252
M. Bagnell	253
M. Benoit	254
Mme Crowder	254
M. Hiebert	255
M. Dhaliwal	258
M. Blais	258
M. Maloway	259
Mme Ashton	259
M. Kenney	261
M. Lee	261
Mme Charlton	262
M. Hawn	263

M. Dhaliwal	263
Mme Crowder	264
M. Norlock	264
M. Cannis	267
M. Davies (Vancouver Kingsway)	267
M. St-Cyr	268
M. Guimond (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques)	268
Mme Sgro	269
M. Julian	270
M. Bellavance	270
M. Blais	270
M. Silva	271
M. Julian	272
M. Lukiwski	272
Adoption de l'amendement	275

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En case de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

Additional copies or the English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>